

Université de Montréal

**Gouverner le monde désenchanté :
Le parlement du Reich et l'émergence d'hommes d'État
dans la pensée politique de Max Weber**

Par Louis-Philippe Vien

Département de sociologie

Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de maître *ès* arts et science

octobre 2012

© Vien, Louis-Philippe, 2012

Identification du jury

Université de Montréal
Faculté des arts et sciences

Ce mémoire intitulé :

Gouverner le monde désenchanté :
Le parlement du Reich et l'émergence d'hommes d'État
dans la pensée politique de Max Weber

présenté par : Louis-Philippe Vien

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Christopher McAll
président-rapporteur

Barbara Thériault
directrice de recherche

Augustin Simard
membre du jury

Résumé

Initiée par Wolfgang J. Mommsen (1930-2004), la réception dominante de la pensée politique de Max Weber (1864-1920) conclut qu'il aura été un penseur précurseur au fascisme allemand. Ce mémoire revient aux textes politiques de Weber, écrits entre 1895 et 1919, afin de dégager le sens qu'il voulait leur conférer, indépendamment du rôle historique qu'ils purent jouer après sa mort. Il s'agit donc de reconstituer la pensée politique wébérienne dans le contexte social qui l'a vu naître et de saisir l'origine politique de la sociologie wébérienne de l'action. Pour y parvenir, un détour par l'histoire s'impose. Ce n'est que par la mise en relation, proposée dès le chapitre I, entre les écrits politiques et la configuration historique particulière de l'Allemagne wilhelmienne qu'il est possible de concilier deux dimensions dont l'une ou l'autre est souvent écartée des études wébériennes : l'étude d'acteurs historiques précis (Max Weber et ses contemporains) et la pensée wébérienne à proprement parler (les écrits). Nous verrons que Weber craint le processus de bureaucratisation inhérent à la sphère politique moderne de peur qu'il n'en vienne à pétrifier l'existence humaine. Le chapitre II examine l'opposition de Weber à cette « possibilité objective » afin de préserver les conditions d'une liberté individuelle authentique. C'est par la figure du chef charismatique, initialement développée dans le cadre de ses travaux scientifiques et présentée au chapitre III, que Weber croit pouvoir prévenir les pires conséquences du processus de bureaucratisation. Il s'agira alors de produire un édifice institutionnel propice à l'émergence de tels hommes politiques. Le dernier chapitre (IV) du mémoire cherche à démontrer comment Weber tente d'instrumentaliser la césarisation, second processus constitutif de la sphère politique moderne, pour l'opposer à la bureaucratisation. Sous le régime monarchiste, c'est par un renforcement des pouvoirs parlementaires qu'il compte y parvenir, mais la proclamation de la République de Weimar l'oblige à adapter son projet constitutionnel ; il propose alors la démocratie plébiscitaire de chef (*Führerdemokratie*). Si la conception wébérienne de la démocratie surprend, notamment par l'importance qu'elle accorde au chef, il n'en demeure pas moins que Weber met de l'avant un système politique démocratique. Loin de l'abandon de son projet politique auquel certains critiques ont conclu, la *Führerdemokratie* se révèle plutôt – c'est la thèse de ce mémoire — le fruit de la fidélité de Weber à ses idéaux politiques, et ce malgré les importants changements sociaux qui marquent la fin de sa vie.

Mots-Clefs : Max Weber, démocratie plébiscitaire, charisme, profession-vocation, césarisme, bureaucratisation.

Abstract

Initiated by Wolfgang J. Mommsen (1930-2004), the dominant understanding of Max Weber's (1864-1920) political thought concludes that it ultimately led to German fascism. This master's thesis reflects upon Weber's political texts, written between 1895 and 1919, in order to grasp the meaning their author intended to give them, notwithstanding the historical role these texts may have played after his passing. We will therefore reconstitute the Weberian political thought in the social context that witnessed its coming and understand the political origin of Weberian theory on social actions. To that end, we must review history. Only by establishing a relationship, as described as early as Chapter I, between political writings and Wilhelmine Germany's specific historical configuration is it possible to reconcile two dimensions, as either is often disregarded in Weberian studies: the study of specific historical characters (Max Weber, the man and his contemporaries) et Weberian thought itself (Weber's writings). We will see that Weber fears that the bureaucratization process inherent to the modern political sphere as it may well petrify human existence. Chapter II reviews Weber's opposition to such an objective possibility in order to preserve the basis to a true individual liberty. According to Weber, it is through the political direction of a charismatic leader, a figure initially developed his scientific works and presented in Chapter III, that the direst consequences of the bureaucratization process can be averted. An environment favorable to such political men will then have to be institutionalized. The last chapter (IV) of this master's thesis will demonstrate how Weber tries to use caesarization, the second constitutive process of the modern political sphere, as a means against such a bureaucratization. Under the monarchy, he intends to succeed by strengthening the parliamentary powers. However, the Weimar Republic forces him to adapt his constitutional project: hence his suggestion of a plebiscitary leader democracy. Because of the focus on the leader one might be surprised by Weber's conception of democracy. What Weber proposes is a democratic political system nonetheless. Far from abandoning his political project, as some critics may conclude, Weber remained true to his ideals, despite the major social changes that occurred at the end of his life.

Keywords: Max Weber, plebiscitary democracy, charisma, profession-vocation, caesarism, bureaucratization.

Table des matières

RESUME.....	III
ABSTRACT.....	IV
TABLE DES MATIERES.....	V
LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES.....	VI
REMERCIEMENTS	VIII
INTRODUCTION.....	3
CHAPITRE I. LES PECHES DU DOMAINE DE LA POLITIQUE.....	25
L'ABSENCE DE SENS : LA <i>WELTPOLITIK</i>	26
L'ABSENCE DE RESPONSABILITE : LA DICTATURE DE LUDENDORFF	38
L'ENGAGEMENT POLITIQUE : LE TRIBUN ET LE LITTERATEUR	47
CHAPITRE II. LE KNOUT RUSSE.....	59
DE CE QUE LA PREMIERE REVOLUTION RUSSE NOUS ENSEIGNE.....	61
DOMINATION ET BUREAUCRATIE	69
DU DECLIN BUREAUCRATIQUE DES CIVILISATIONS ANTIQUES.....	76
LE SOCIALISME (OU : WEBER LE REACTIONNAIRE).....	81
CHAPITRE III. LA DOMINATION COMME VOCATION : CHARISME ET CESARISME	96
BISMARCK ET LE CESARISME.....	97
LE CHARISME	104
LA VOCATION	110
CHRIST SUR TERRE.....	119
CHAPITRE IV. LA <i>FÜHRERDEMOKRATIE</i> : UNE DEMOCRATIE ORDONNEE.....	133
SAUVER LE REICH[STAG] DE BISMARCK : LA MONARCHIE PARLEMENTAIRE	137
LA DEMOCRATIE PLEBISCITAIRE DE CHEF	150
L'ELECTION DU PRESIDENT DU REICH	156
CONSIDERATIONS CONCLUSIVES	162
BIBLIOGRAPHIE.....	170

Liste des abréviations et sigles

EPEC	<i>L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme</i>
KD	Parti constitutionnel démocrate russe
NPD	Parti national libéral allemand
NSDAP	Parti national-socialiste des travailleurs allemands
SPD	Parti socialiste allemand
USPD	Parti socialiste allemand indépendant
DDP	Parti démocrate allemand
§	Section
v.	<i>Von</i> (titre de noblesse allemand)

Ce mémoire est dédié à Martin Vézina, qui, de par sa seule noblesse de caractère, m'a davantage donné goût aux études supérieures que n'ont jamais su le faire tous les autres membres de la COMET réunis.

Remerciements

L'écriture est un processus solitaire, plus que je ne me l'étais imaginé, mais les pas qui nous y mènent ne le sont jamais. Il convient ici de remercier ceux qui, chacun à leur manière, m'ont guidé jusqu'au désert et m'ont attendu de l'autre côté :

À ma mère, à qui je dois mon amour de la lecture;

À mon père qui, une fois l'an, crayon rouge à la main jusque tard dans la nuit, m'a montré l'exemple ;

À Yvan Perrier, pour avoir mis fin à mon secondaire plus que secondaire ;

Au démiurge qui, à défaut de m'avoir convaincu de lire tout Flaubert, m'a donné l'amour du mot juste et le goût de l'excellence;

À Augustin Simard, dans la pénombre du bureau de qui, lors de longues discussions de fin d'après-midi, j'ai été mis sur la piste de certaines des plus belles idées de mon cheminement académique ;

À ma cohorte de PEP, qui, sans le vouloir, ni même sans le savoir, m'a donné les amitiés, les rêves et les saines concurrences sans lesquels je n'aurai jamais entrepris une maîtrise. *Sapere Aude !* ;

Au Centre canadien d'études allemandes et européennes (CCEAE) de l'Université de Montréal, dont le support financier fut autant une reconnaissance qu'une motivation ;

Au Conseil de recherche en science humaine du Canada (CRSH), dont le soutien financier m'a permis de transformer le rêve en projet ;

Je vous remercie sincèrement.

Finalement, tout au long de mon court exil, j'ai également pu compter sur le support d'une directrice sans pareil. À cette unique compagne de route, Barbara Thériault, dont la simple disponibilité aurait à elle seule suffi pour en faire une directrice admirable, mais qui en plus a su me montrer et me donner envie à cette forme retenue, mais vive, d'intelligence si rare dans le monde académique, je témoigne ici de mon admiration et de mon amitié.

« Si l'histoire a, non pas un sens comme la rivière, mais du sens, si elle nous enseigne, non pas une vérité, mais des erreurs à éviter, si la pratique ne se déduit pas d'une philosophie dogmatique de l'histoire, il n'est pas superficiel de fonder une politique sur l'analyse de l'homme politique. »

Maurice Merleau-Ponty

Les aventures de la dialectique, p.41

« Daß Weber nicht nur rein soziologischer Beckmesser war, sondern ein lebendiger Politiker, scheint ihm nicht einmal aufgefallen zu sein. Wenn er drei Worte darüber sprechen würde, wären seine Schüler sicher begeistert. Es wäre den Jungen nützlicher zu wissen, daß Weber ein Säufer war, weil ihm der Gram um sein Land das Herz abfraß, und ihnen dann einiges über Politik als Beruf zu erzählen, als ihnen den Methylalkohol der idealtypenschemata einzutrichtern mit dem Weber sich ins Grab gesoffen hat. »

Heinrich Blücher

Au sujet du cours d'Albert Salomon sur Max Weber
à la *New School for Social Research* de New York
Lettre, 2 août 1941

Introduction

« Croire que c'est toujours quelqu'un qui fait quelque chose, qu'une politique, digne de ce nom, est conçue par un cerveau, animée par un cœur, et qu'elle a un style, cela n'a rien à voir avec mystique du chef. »

François Mauriac

Bloc-Notes, Tome I : 1952-1957, p. 306

Un des premiers obstacles à la lecture des écrits politiques de Max Weber (1864-1920) est l'identification de son objet. Auteur d'une sociologie de l'action, Weber ne peut ignorer ceux qui l'initient. Tout comme la science ne saurait être comprise sans la figure du savant, ni les religions sans leurs couches porteuses, pour Weber l'action politique ne peut être envisagée sans ceux qui la conduisent. Il ne s'agit pas d'affirmer ici que la pensée wébérienne n'accorde pas une place centrale à l'analyse des structures et des institutions politiques. Elle le fait assurément, mais sous un angle qui la distingue de la pensée politique moderne. L'objet de la pensée politique wébérienne n'est pas la forme de l'État ou le type de régime en place, mais plutôt la personnalité des acteurs politiques au pouvoir. L'importance qu'il accorde aux institutions est toujours relative à leur capacité à favoriser l'émergence de personnalités dotées des qualités nécessaires à l'exercice de la domination politique moderne.

Weber affirme deux choses. Premièrement qu'une « personnalité politique authentique » existe et que l'État moderne « exige impérativement que ce soit une [telle] personnalité ayant les qualités d'un *chef* [qui parvienne à] son sommet » (Weber 2004[1917b] : 345). Deuxièmement, que les institutions politiques d'un État doivent être telles qu'elles encouragent la sélection d'un tel type d'homme politique à sa tête, minimalement qu'elles « produisent *des effets* tels qu'une *sélection* des hommes qui possèdent des qualités de chef n'en est pas *empêché* » (*Ibid* : 355).

Cet intérêt de Weber pour la personnalité du chef politique s'explique par ses travaux scientifiques. Développée dans le cadre de sa sociologie des religions, il étend à la sphère politique l'idée selon laquelle l'ordre social dans lequel l'individu évolue l'imprègne de

telle sorte qu'il oriente sa conduite de vie (*Lebensführung*)¹ vers le développement d'un type humain particulier. Si les ordres de relations sociales influent sur les conduites de vie, la viabilité d'institutions politiques doit alors être jugée à l'aune du type et de la qualité des hommes politiques qu'elles engendrent :

Une chose est en tout cas indubitable, tout ordre de relations sociales, quelle qu'en soit la nature, doit être évalué toujours et sans exception sous l'angle suivant : à quel type d'hommes offre-t-il les meilleures chances de devenir le type dominant par le jeu d'une sélection des éléments externes et internes ? (Weber 1988[1917] : 443)

Cette perspective analytique, parce qu'elle interroge les institutions politiques en fonction du *type d'hommes politiques* qu'elles produisent et qu'elle fait de la *qualité* de ces derniers le critère de viabilité des régimes politiques réunifie à nouveau le *statecraft* et le *soulcraft*, à savoir précisément ce qui avait été séparé par Machiavel (Goldman 1992 : 163).

Par ses considérations politiques, Weber plonge dans l'analyse de la nature du chef politique. Weber demande quel type d'homme politique correspond aux besoins de l'État moderne et quelles institutions favorisent son émergence aux dépens de celle des autres types humains (Lepsius 2009[1990]). Pour mémoire, l'on se souviendra du pronostique aux résonances prophétiques par lequel Weber concluait *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* : la civilisation occidentale, devenue un « habitacle dur comme l'acier » (Weber 2003 [1904-05] : 251), place les sociétés modernes devant trois voies de développement historique : « nous verrons surgir des prophètes entièrement nouveaux ou une puissante renaissance de pensées et d'idéaux anciens, voire – et si rien de tout cela ne se produit – une pétrification » (*Ibid* : 252).

Seule la lutte politique, nous dit Weber, seul l'affrontement de choix conscients par l'action de ceux qui les soutiennent, décidera du futur sur lequel l'horizon des possibles se règlera. En eux-mêmes, aucune structure économique, aucune loi de l'histoire et encore moins une foi en la science ne peuvent se substituer à la responsabilité des individus de choisir et de supporter dans l'action une forme future de leur devenir commun. C'est ici qu'intervient l'homme politique de profession-vocation (*Berufspolitiker*). Sans reprendre

¹ « L'essentiel des études de sociologie religieuse n'est-il pas l'exploration des différents systèmes de croyances et de pensées, aboutissant à montrer l'entrecroisement des idées et des institutions, le lien entre valeurs religieuses et attitudes sociales bien plutôt qu'à isoler l'efficace propre des divers éléments ? L'essentiel de *Wirtschaft und Gesellschaft* n'est-il pas la mise à jour de la structure intelligible, propre aux divers types de pouvoir et d'économie ? » (Aron 1959 : 11)

tout le tableau des « types caractéristiques d'hommes politiques professionnels » dressé dans sa conférence sur « La politique comme profession-vocation » (Weber 2003[1919] : 144-51), Weber voit en l'homme politique de profession-vocation l'idéal normatif qui saura assumer la responsabilité d'un choix quant au devenir de sa communauté et également convaincre la multitude de le suivre sur cette voie.

Dans un monde où le pouvoir n'est plus un héritage issu de la tradition, mais où il est « un privilège pour lequel il faut rendre des comptes » (Colliot-Thélène 2003 : 59), l'homme politique doit constamment confirmer ses qualités de chef (*Ibid* 1976[1922] : 140, 154, 655), faisant ainsi de l'exercice réussi du pouvoir l'une de ses sources de légitimation. Ici encore, Weber transpose à sa pensée politique un concept important de ses travaux en sociologie des religions, celui du charisme. La configuration historique que représente l'État moderne comme regroupement de domination exige à sa tête un chef dont la légitimité, à l'image des prophètes antiques, dépend du maintien de son succès dans le temps : « Si la confirmation tarde à venir, alors son autorité charismatique risque de disparaître » (*Ibid* 1922[1995] : 321). En somme, face à la question qu'il pose quant à l'avenir de la culture occidentale, Weber prend position pour un amalgame entre sa pétrification bureaucratique, processus qui, dans une certaine mesure, lui semble inévitable, et l'émergence de nouveaux « prophètes », politiques ceux-là, dont il espère la qualité charismatique assez forte pour contrer les pires excès de l'organisation rationnelle-légale de la domination moderne. C'est sous le nom de démocratie plébiscitaire de chef (*Führerdemokratie*) que Weber élaborera un système politique dont les institutions ont la double tâche de préserver l'indispensable administration bureaucratique moderne tout en s'assurant, « par le jeu d'une sélection des éléments externes et internes », que le politicien de profession-vocation ait « les meilleures chances de devenir le type dominant » (*Ibid* 1988[1917] : 443).

Max Weber et la politique allemande : pour en finir avec Mommsen

À titre de membre du comité ministériel de rédaction la constitution de Weimar mis sur pied par Hugo Preuß (1860-1925) en 1919, Weber eût l'occasion de faire appliquer certaines de ses idées (Weber 1989[1926] : 650-51). Conformément à ses écrits sur la *Führerdemokratie*, il lui semble important que la nouvelle constitution inclut l'élection au suffrage universel du président et l'octroi de pouvoirs extraordinaires à ce dernier en cas de

crise nationale. L'utilisation de ces deux articles, respectivement l'article 41 et 48 de la constitution de Weimar, par les nationaux-socialistes au moment d'instaurer le troisième Reich, ainsi que la présence notoire de certains étudiants de Weber dans les rangs du NSDAP, a considérablement nuit à la réception de la pensée politique wébérienne. Par le biais de son *Max Weber und die deutsche Politik* (2004[1959]), Wolfgang J. Mommsen (1930-2004) fonde un courant interprétatif des textes politiques de Weber qui conclut au caractère non libéral et non démocratique, voire proto-fasciste, de sa pensée politique. Si Weber est assurément partisan d'un pouvoir exécutif fort, il ne l'est toutefois pas sans raison. Pourtant, dans la postface de son ouvrage, Mommsen affirme que « Weber observait un courant universel à la rationalisation des conditions de vie, mais il n'était pas prêt à s'y résoudre. Au contraire, sous ses prémisses, il voyait en le recours à la force révolutionnaire du charisme la seule issue hors de ce processus » (2004 [1959] : 449). S'il ne fait aucun doute, « que la démocratie plébiscitaire de Weber se voulait démocratique » (*Ibid*), et qu'il « aurait été personnellement, d'après tout ce que nous savons sur lui, un adversaire acharné du fascisme » (*Ibid*), la pensée qu'il laisse en héritage « n'indiquait aucune délimitation pour départager la domination plébiscitaire-démocratique du "dictateur du champ de bataille électoral", de la domination plébiscitaire factice d'un dictateur totalitaire » (*Ibid* : 435).

Face à cette condamnation à peine voilée de Weber par Mommsen à titre de précurseur (*Wegbereiter*) du fascisme allemand², il ne semble plus pertinent de comprendre la réflexion théorique, les arguments sociologiques et la logique des exemples historiques qui ont mené Weber à concevoir la *Führerdemokratie*. Voilà exactement l'entreprise à laquelle nous voulons nous livrer par ce mémoire : reconstituer le *sens premier* de la pensée politique de Weber, à savoir celui qu'il lui attribuait lui-même, sans égard aux interprétations dont elle fut l'objet après sa mort ou à l'influence qu'elle connut de son vivant.

La première difficulté d'une telle entreprise se trouve dans la division de l'œuvre wébérienne introduite suite à la publication de la thèse de Mommsen. Pour sauver les textes

² « In the preface to the 1984 English edition [of his book], Mommsen honestly admits that his work was part of a constellation of German historiography whose fundamental assumption was that the Holocaust was in part a product of the "alleged value neutrality of Weimar democracy" » (Mommsen 1984 : vii, cité dans Kilker 1989 : 429). Sur le même sujet, voir également la monographie de Georg Lukàcs, *Die Zerstörung der Vernunft* (1954).

scientifiques de Weber des accusations de Mommsen, certains exégètes wébériens, Günther Roth au premier plan, ont tenté de démontrer le caractère autonome des écrits scientifiques de Weber au sein de sa pensée. Se faisant, ils espéraient préserver les écrits scientifiques de Weber des conclusions de Mommsen et ainsi empêcher leur discrédit. Il est donc devenu habituel, pour ceux qui s'intéressent à la sociologie de Weber de ne plus lire ses textes politiques. Inversement, ceux qui s'intéressent à la pensée politique wébérienne prennent rarement le temps de s'approprier ses écrits scientifiques. Nous postulons que c'est précisément ce découpage artificiel de l'œuvre wébérienne en deux corpus distincts qui permet à Mommsen de justifier ses conclusions. En effet, il n'accorde lui-même que très peu d'importance aux écrits scientifiques de Weber. Qui cherche à reproduire une image fidèle de la philosophie politique de Weber ne peut ignorer l'un des deux corpus ; il n'en forme en vérité qu'un seul. C'est en orientant cette enquête sur le concept de charisme que nous comptons le démontrer.

La *Führerdemokratie* repose en effet sur l'idée qu'un chef charismatique doit assumer la direction de l'appareil administratif étatique. Weber ne prend pourtant jamais le temps d'explicitier, dans ses écrits politiques, ce qu'il subsume sous ce concept. Il faut retourner à ses écrits scientifiques, à sa sociologie des religions plus particulièrement, pour véritablement comprendre les rôles respectifs qu'il attribue au chef charismatique et à la communauté qui le reconnaît comme tel. Or, dans le sillon de la thèse mommsenienne, devenue référence incontournable dans l'étude de la pensée politique wébérienne, deux réactions se sont imposées : on cessera d'accorder au charisme l'importance des objets légitimes de recherche, n'y voyant qu'un appel à la figure césariste du chef plébiscité par les masses dont le XX^e siècle nous a si dramatiquement appris à nous méfier. Ou encore on limitera le charisme à une célébration nietzschéenne de l'irrationnel (Cavalli 1987) ou à un phénomène pré-cartésien qui ne trouve plus écho dans le monde moderne (Loewenstein 1966 : 86). Dans un cas comme dans l'autre, on refusera au concept quelque valeur que ce soit dans l'analyse moderne de la politique. Heureusement, toute la littérature wébérienne ne saurait se réduire à ces deux groupes. Certains auteurs, à qui le présent travail doit beaucoup, se démarquent de la thèse mommsenienne³. Leurs travaux sont cependant l'exception et ne devraient pas nous faire perdre de vue que cette dernière, bien que de plus

³ (C.f. : Colliot-Thélène 1992, Kilker 1989, Kalvyas 2002, Chazel 2005, Green 2010)

en plus contestée au cours des vingt dernières années, constitue toujours le paradigme dominant dans l'analyse de la pensée politique de Max Weber.

Si nous disposons de très riches études interprétatives sur le concept du charisme tel qu'il se présente dans la sociologie wébérienne des religions, on s'est jusqu'ici très peu intéressé à sa pertinence pour comprendre le projet politique wébérien, à ce qui distingue ou relie cette première formulation scientifique du charisme de la seconde contenue dans ses écrits politiques, ou encore à son intérêt politique actuel (Kalvyas 2002). Soit on refuse au charisme le titre d'objet légitime du discours politique moderne, soit on le présente sous l'une des deux acceptions analytiquement stériles ci-haut mentionnées. Notre objectif est ici de restituer la logique interne du discours wébérien en faveur de la *Führerdemokratie* comme régime politique le plus approprié au besoin de la sphère politique moderne. Pour y parvenir, on ne peut limiter notre recherche à l'un « des deux corpus » de Weber.

Ironiquement, ce sont les tenants de la thèse du *Wegbereiter* qui nous mettent sur la piste d'une réhabilitation du charisme au sein de la sphère politique moderne. C'est Mommsen lui-même qui, le premier, a souligné la réévaluation du charisme à laquelle se livre Weber (Mommsen 2004[1959] : 449). Dans sa « Sociologie de la domination », écrite peu avant le déclenchement de la guerre, Weber présente le charisme principalement sous la forme d'une action collective et impersonnelle engagée, pour reprendre un terme parlant, dans un « conflit symbolique » pour la production et l'imposition d'une nouvelle conception légitime du monde (Bourdieu 1970). Chronologiquement et conceptuellement toujours antérieurs à l'établissement d'une domination rationnelle-légale ou traditionnelle, les mouvements charismatiques semblent alors être à la base de la légitimité de tout nouveau discours politique. C'est du moins l'une des conclusions de Talcott Parsons (1902-79) : « Legitimacy is thus the institutional application or embodiment of charisma » (1969 : 668).

Si les écrits sociologiques de Weber associent toujours cette première forme de charisme à un monde prérationalnel que le désenchantement du monde a définitivement éclipsé, le charisme apparaît alors comme un concept analytique dont la portée se limite à la compréhension (*verstehen*) de phénomènes historiques révolus. Or, le charisme que Weber

mobilise dans ses textes politiques écrits en temps de guerre⁴ se concentre exclusivement sur les attributs *personnels* du chef politique : sur son autorité, son implication institutionnelle au sein de la démocratie libérale constitutionnelle, son rôle au sein de la machine politique d'un parti politique de masse, sur les qualités personnelles nécessaires à son émergence. C'est l'expérience de la guerre qui lui fait conclure que le charisme doit cesser d'être la caractéristique des chefs et prophètes antiques pour devenir une composante *nécessaire* de la *personnalité* des chefs politiques à la tête des démocraties de masses modernes.

Ce double traitement du charisme chez Weber, dans le cadre de ses travaux scientifiques d'une part, dans celui de la *Führerdemokratie* d'autre part, explique les deux formes de rejet que revêt la question du charisme au cours des cinquante dernières années. Ceux qui s'opposent à la démocratie plébiscitaire de chef et à sa figure du chef césariste parce qu'elle serait potentiellement dictatoriale le font sur la base des écrits politiques de Weber. Inversement, on ne peut réduire le charisme à un phénomène révolu que lorsque l'on ignore complètement les textes politiques de Weber au profit de ses textes scientifiques. Auquel cas en effet, ce qu'ils décrivent ne peut se superposer à la direction de l'État moderne. Pourtant voilà, la *Führerdemokratie* promu dans les écrits politiques de Weber est le fruit d'une réflexion éclairée par ses analyses scientifiques. Une lecture unifiée de l'œuvre weberienne permet de dépasser l'opposition entre les deux corpus et de jeter un regard novateur sur la pensée politique weberienne, principalement en y explicitant, par le recours à ses textes scientifiques, ce qui y était restait implicite.

L'approche au texte

« On écrit toujours contre quelqu'un » dit l'adage ; il existe néanmoins différentes manières de le faire. Dans le présent cas, on ne peut tenter de restituer les fondements théoriques de la démocratie plébiscitaire sans avoir la thèse de Mommsen à l'esprit. Sa présence traverse toute la littérature weberienne. Le choix d'une analyse se concentrant sur les fondements

⁴ L'on peut sans coup férir argumenter que tous les textes politiques de Weber écrits à partir de l'été 1914 sont des textes de guerre. Bien que la capitulation allemande survienne un peu moins de deux ans avant sa mort en juin 1920, les combats révolutionnaires marqueront le paysage politique allemand jusqu'en 1920, confrontant la nation vaincue aux abysses de la guerre civile. La révolte spartakiste à Berlin et la sécession de la République libre de Bavière du Reich sont évidemment les événements les plus marquants de cette « révolution allemande ». Cependant, l'adoption de la Constitution de Weimar, le 31 juillet 1919, ne suffit pas à ramener l'ordre et l'unité politique ; le putsch de Knapp (1920), l'*Action de mars* des communistes (1921) où encore le putsch de la Brasserie (1923) témoignent de l'ampleur des divisions sociales. Weber ne connut jamais vraiment la paix.

théoriques de la pensée politique wébérienne s'oppose *de facto* à l'explication psychologique mommsenienne. Plutôt que d'interpréter la place centrale du charisme dans la *Führerdemokratie* comme un saut irrationnel qui rejetterait la sphère politique moderne, *la présente analyse nous invite à comprendre comment les travaux théoriques de Weber, leur logique ainsi que les arguments empiriques qui les sous-tendent, ont façonné ses choix politiques*. N'est-il pas décevant, pour le lecteur attentif du *Max Weber et la politique allemande* de Mommsen, de découvrir, en conclusion d'ouvrage, après neuf chapitres d'une rare érudition, où correspondance privée, retranscriptions de discours, de conférences et d'articles de journaux s'enchaînent pour nous livrer ce qui à ce jour encore est l'image la plus complète des positions de Weber face à la politique de son temps, que son plaidoyer en faveur de la *Führerdemokratie* ne s'explique finalement que par un refus de la rationalisation moderne du politique, processus auquel il entendrait s'opposer à l'aide de la force révolutionnaire du charisme ?

La faiblesse d'une telle conclusion s'explique en partie par le fait que Mommsen, et subséquemment ses partisans, ont omis d'intégrer le résultat des travaux de sociologie historique comparée de Weber à leur propre analyse⁵. Comme le soulève Ernest Kilker, ils cherchent plutôt dans la philosophie de Nietzsche, dans l'analyse wébérienne du système présidentiel américain ou dans l'impact de la défaite allemande sur l'homme, « *a "plausible" basis for their admittedly speculative analysis. The result has been endless interpretations noteworthy only for their intellectual ingenuity* » (1989 : 430). C'est précisément de cette recherche des « valeurs » politiques de l'homme que se détourne une étude de la pensée politique wébérienne voulant se baser sur l'analyse de ses fondements théoriques. Il ne s'agit pas de savoir quelles valeurs politiques animaient Weber, mais bien de réfuter ou d'affirmer les arguments théoriques qu'il mobilise en faveur de la démocratie plébiscitaire comme forme de recrutement politique et d'administration de la domination légitime moderne.

⁵ À titre d'exemple, Raymond Aron, dans la conférence « *Max Weber und die Machtpolitik* » [1964], détermine deux sens possibles du terme *Machtpolitik* dans l'œuvre wébérienne, le premier se limitant à la poursuite des intérêts étatiques sur la scène internationale, le second « *die Synthese von Liberalismus und Imperialismus [...] : die Rechtfertigung des Parlamentarismus durch die Machtinteressen der Nation* » (1965 : 106). Il se dépêche cependant de préciser que son exposé ne traitera que de la première acception : « *Wollte ich mich mit der Machtpolitik im zweiten, weiteren Sinne Beschäftigen, so müßte mein Referat die gesamte Webersche Soziologie und Politik umfassen. Da ein solches Unterfangen hier nicht in Frage kommen kann, will ich mich an die erste Bedeutung des Begriffs der Machtpolitik, d.h. der Außenpolitik, halten* » (*Ibid*). Six ans après la publication de son livre, l'influence de Mommsen se fait déjà bien sentir.

Cette problématique de recherche implique cependant quelques difficultés supplémentaires qui ne sauraient se subsumer à sa simple opposition à la thèse de Mommsen. Le propre d'un discours analytique est de réunir deux composantes : le sujet et son objet. L'analyse procède du sujet qui s'approprie la réalité qu'il veut observer, qui l'isole du réel pour en faire son objet. Toute analyse est construction. Qu'il soit conscient ou non, ce découpage est critique à l'analyse, car de ce construit dérive la manière dont la démonstration sera effectuée. Aussi sûrement que chaque ciselure du sculpteur taille le marbre, laissant une forme particulière se dégager et en rendant d'autres impossibles, chaque choix du chercheur participe à la construction de son objet, lui ouvrant des portes vers ce dernier, lui en refermant d'autres. Comment rendre ce processus explicite lorsque son objet est la pensée d'un auteur qui ne se livre à nous que par l'intermédiaire de textes ? Ce n'est pas de la position épistémologique de l'auteur du texte dont il est question ici, mais bien de celle du lecteur. Comment rendre explicite son rapport au texte ? Voilà une question méthodologique trop souvent négligée, du moins par les méthodes qualitatives en sciences sociales.

Bien sûr, la démarche herméneutique s'interroge sur le « statut existentiel » de toute tentative interprétative, les interprétations textuelles au premier plan. Expliciter le type de lecture qui préside à l'élaboration d'un discours analytique particulier, ou, en termes savants, développer un discours épistémologique sur l'exégèse, ne veut pas dire se questionner sur l'ontologie du sujet. Or, avec le tournant ontologique que fait prendre Heidegger (1889-1976) à l'herméneutique, « la compréhension ne renvoie [plus] à une méthode, à une forme de procédure disciplinée, mais elle exprime une manière d'être-au-monde du sujet humain, un mode d'existence » (Neschke-Hentsche 2004 : 18). Dans le cadre de ce mémoire, nous laissons de côté la démarche herméneutique, car notre ambition n'est pas de questionner la nature du sujet par l'analyse de son interprétation de son objet. Il s'agit plutôt de mener une réflexion épistémologique sur l'approche du sujet aux textes, sur son type de lecture et sur les répercussions prévisibles de celle-ci dans le déroulement de l'analyse de la pensée politique de Weber. Cette réflexion se formulera en trois temps : (1) le corpus, (2) le statut du texte par rapport à l'intention de l'auteur et finalement (3) le contexte ou l'histoire.

Corpus. À sa face même, la volonté de lire l'œuvre wébérienne comme un tout uni implique un problème méthodologique important : peut-on fonder une interprétation de la

pensée politique de Weber suivant une lecture amalgamée de textes qui n'ont pas tous le même statut ? La « neutralité axiologique » (la suspension des valeurs) étant le principe cardinal de la déontologie scientifique de Weber, Catherine Colliot-Thélène pose la question à savoir « s'il est juste d'accorder un poids égal à des analyses menées dans l'optique de l'homme de science et à d'autres qui servent à étayer une prise de position dans la conjoncture politique du moment » (1992 : 193). Elle répond par l'affirmative, tout comme Johannes Winckelmann (1900-85)⁶, en raison de « l'homogénéité conceptuelle et thématique des deux types de textes » (*Ibid*) qui correspond à la perception wébérienne du rapport de la science à la politique.

Si Weber a lui-même souvent insisté sur le caractère non scientifique de ses écrits politiques⁷, l'on doit souligner, à la suite de Chazel, « que des passages substantiels de son argumentation sont sous-tendus par la mise en œuvre d'une perspective sociologique, impliquant tantôt un recours explicite, tantôt une référence implicite à des concepts et à des propositions de cet ordre » (2005 : 842). Bien que leur objet soit d'ordre pratique et conjoncturel, la ligne argumentative qui traverse ses écrits politiques est identique à celle qui se retrouve dans ses écrits scientifiques (Duran 2009a : 54). L'exigence de Weber à l'endroit du savant pour la suspension de ses valeurs partisans dans le cadre de son activité scientifique (1965 [1917]) s'explique à la lumière de son espoir en une politique éclairée par un savoir objectif des mécanismes et fonctionnement des sociétés modernes : « soit précisément ce savoir qu'offre, ou que veut offrir une science axiologiquement neutre » (Colliot-Thélène 1992 : 194). En somme, et pour le dire avec Aron, une science « qui analyse les rapports de cause à effet, telle que la souhaitait Max Weber en théorie, est donc celle même qui répond aux besoins de l'homme d'action » (1959 : 8).

Seule la science authentique, dépourvue d'un esprit partisan, peut servir le politique. Si elle ne peut l'aider à décider de ses objectifs, car « en dernière instance [ils relèvent toujours d'un] acte de volonté » (Weber 2004[1917b] : 307), la science peut et devrait éclairer le politique quant aux conditions de leur réalisation. C'est à cet exercice que se livre Weber dans ses écrits engagés ; conscient de ses objectifs politiques et guidé par les

⁶ Johannes Winckelmann fut le premier éditeur de l'œuvre de Weber aux éditions Mohr Siebeck.

⁷ Par exemple, Weber conclut sa remarque préliminaire de « Parlement et gouvernement dans l'Allemagne réorganisée » (2004 [1917]) par les mots suivants : « Et ce petit écrit de circonstance », qui ne « prétend pas non plus être revêtu de l'autorité d'une science », « n'a d'autre ambition que d'être "au service du président" » (308, 312).

fruits de ses travaux scientifiques, Weber cherche à définir les conditions de leur réalisation dans l'Allemagne d'après-guerre. Un corpus regroupant des textes des deux catégories projette un éclairage nouveau et fécond sur l'œuvre wébérienne. Le maniement politique de ses concepts savants auquel se livre Weber permet de définir avec plus d'acuité l'acception qu'il leur attribuait lui-même, de mieux distinguer les tensions qui les traversent, de définir à nouveau les limites qu'il fixait lui-même à leur emploi. Ainsi, à la suite de Kari Palonen, nous suivons « the procedure of Quentin Skinner and others who deny the distinction between major and minor work — in the case of Weber between his academic and his polemical writings » (2004 : 274).

Nous proposons une lecture des écrits politiques de Weber, principalement, sa « Leçon inaugurale » (1895), « Droit de vote et démocratie en Allemagne » (1917), « Gouvernement et parlement dans l'Allemagne réorganisée » (1917), « La forme future de l'État de l'Allemagne » (1918), et « Le socialisme » (1918), éclairée par l'apport théorique de ses textes dits savants : *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* (1904-05), ses « Essais sur la théorie de la science » (1904-17), sa « Sociologie des religions » et *Économie et société* (1921). À l'exception de sa « Leçon inaugurale », tous ces textes ont été écrits pendant la Guerre, moment de forte production chez Weber. Entre 1914 et 1918, il publiera plus d'une vingtaine de textes dits « politiques », certains long de seulement quelques pages, d'autres constituant des essais en bonne et due forme. Au total, de sa « Lecture inaugurale » de 1895 à ses « Remarques sur le rapport de la commission des Alliés » de 1919, c'est trente-quatre textes que colligera et publiera sa veuve, Marianne Weber, en 1921 sous le titre de *Gesammelte politische Schriften* (Écrits politiques complets). De ces derniers, la plupart ne sont toujours pas disponibles en français⁸. En 2004, Élisabeth Kauffmann a traduit et publié une sélection de textes politiques wébériens sous le titre d'*Œuvres politiques (1895-1919)*. Le lecteur n'y retrouve toutefois que dix des textes de Weber et bien que la sélection se justifie par l'importance capitale de ces textes dans le « corpus politique » de Weber, on ne peut y résumer toute son « œuvre politique » de 1895 à 1919. Lorsqu'elles sont disponibles, ce sera néanmoins à ces traductions que nous nous référerons.

⁸ Pour une liste chronologique des publications politiques de Weber, C.f. (Weber 1988[1924]. p. VI-VII). « *Zwischen zwei Gesetzen* » et « *Deutschland künftige Staatsform* » (C.f. *Ibid* : 142-45 et 448-83), textes fréquemment cités dans le présent texte, ne sont toujours pas disponibles en français.

Le statut du texte. Réfuter ainsi l'objection méthodologique de l'incompatibilité du statut des textes ne révèle cependant aucun lien entre l'approche de lecture et les résultats escomptés de l'analyse. Si l'on justifie la constitution d'un corpus constitué de textes fréquemment dissociés, qu'en est-il de la lecture de celui-ci ? Quelles portes s'ouvrent et se ferment à une lecture des textes politiques de Weber qui cherche à reconstruire les fondements théoriques de la *Führerdemokratie* ? Sur le plan épistémologique, le premier élément à discerner est le statut ontologique assigné au texte : qu'est le texte à l'étude aux yeux de son lecteur ? Dans le cas présent, puisque notre entreprise revêt le caractère d'une *archéologique* de la pensée politique wébérienne, elle postule *de facto* la possibilité d'accès à l'intention de l'auteur. De par son objet, notre problématique affirme non seulement que le texte donne accès à l'intention de l'auteur, mais aussi que la reconstruction de cette dernière est la condition nécessaire et suffisante à la détermination du *sens* de son œuvre. Le statut ontologique du texte est celui de « témoignage d'un *acte performatif* de l'auteur au sein de sa configuration historique » ; l'écriture est l'activité par laquelle l'auteur exprime une intention et l'interprétation du texte, aussi ardue soit elle, permet à l'exégète de se la restituer. Sans ce postulat méthodologique *intentionnaliste*, on ne peut approcher un texte pour tenter d'y découvrir la pensée de son auteur. On lit alors le texte suivant d'autres objectifs, en lui attribuant un autre statut ontologique.

Par comparaison, Mommsen ne voit pas dans les textes politiques de Weber le témoignage de la volonté de ce dernier, mais un « moment dans une discussion disciplinaire ». Ce qu'il y lit est une critique de la théorie du droit naturel qu'il espère voir s'épanouir dans la République fédérale d'Allemagne. Il doit donc s'y opposer. Suivant un tel statut, le *sens* du texte, l'intention de l'auteur, cesse d'être un critère d'évaluation pertinent. Il importe plutôt de comprendre sa *signification*, c'est-à-dire de comprendre le texte à titre d'engrenage entre ses propres inspirations et ce qu'il engendre subséquemment. La signification du texte est toujours relative à la discussion disciplinaire dans laquelle le lecteur la situe et est donc irrémédiablement l'objet d'une double série de choix subjectifs : premièrement celle de la construction d'une discussion disciplinaire particulière, par la sélection d'un champ conceptuel arrêté ; et, dans un second temps, par celle du rôle du texte au sein de celle-ci. Pour en juger, le texte sera évalué à la lumière de son rapport à des catégories oppositionnelles comme « imitation/innovation », « anciens/modernes », « tradition/rupture », « classicisme/romantisme », etc. Mommsen ne s'intéresse pas à

l'intention de Weber à titre d'auteur. Il s'intéresse plutôt au rôle de son œuvre entre celles de Pareto (2004[1959] : 428) et celle de Carl Schmitt (*Ibid* : 396-415). Tant le choix de ces auteurs que le rôle pivot qu'il attribue à Weber entre ceux-ci sont le fruit de ses *choix* épistémologiques.

Mommsen ne nie assurément pas qu'un auteur prenne la plume avec l'intention de s'exprimer. Il conteste cependant la pertinence de ce critère dans l'analyse de la signification de l'œuvre de l'auteur. La divergence entre le *sens* désiré d'un texte par son auteur et la *signification* réelle de celui-ci peut être importante : l'auteur ne trouve pas toujours les mots justes à la représentation de sa pensée. Mais même lorsqu'il y parvient, l'intention de l'auteur reste stérile pour l'interprétation du texte au sein de son champ disciplinaire. De deux choses l'une :

ou bien l'auteur a échoué à réaliser ses intentions et [la signification] de son œuvre ne coïncide pas avec elles, ou bien son témoignage est sans importance, puisqu'il ne nous dit rien [de la signification] de l'œuvre, mais énoncera seulement ce qu'il voulait en faire. Ou bien l'auteur a réussi dans ses intentions et le sens de l'œuvre coïncide avec l'intention de son auteur : mais si elle veut dire ce qu'il voulait lui faire dire, son témoignage n'apportera rien de plus (Compagnon 1994 : 92).

À l'inverse du postulat méthodologique intentionnaliste, attribuer à un texte le statut ontologique de moment dans la discussion disciplinaire implique le postulat de « la mort de l'auteur » ; il ne reste que le texte et c'est par son interprétation que le lecteur dégage la signification de l'œuvre. L'intention de l'auteur est une catégorie d'analyse obsolète. C'est cette position épistémologique qu'adopte Mommsen lorsqu'il conclut son *Max Weber et la politique allemande* en affirmant qu'il soit certain « que la démocratie plébiscitaire de Weber se voulait démocratique » (2004 [1959] : 449), mais en affirmant du même souffle qu'il « n'indiquait aucune délimitation pour départager la domination plébiscitaire-démocratique du "dictateur du champ de bataille électoral", de la domination plébiscitaire factice d'un dictateur totalitaire » (*Ibid* : 435). La signification d'une œuvre est indifférente au sens que voulait lui insuffler son auteur⁹. Face à l'objectivisme de la théorie intentionnaliste qui fait de la reconstitution de l'intention de l'auteur l'horizon de ses

⁹ Lors du quinzième congrès de la Société allemande de sociologie consacré à Weber tenue en 1964 à Heidelberg, Jürgen Habermas reprend en substance la position interprétationniste de Mommsen lorsqu'il conclut ainsi son allocution : « Si nous voulons critiquer Weber ici et maintenant, nous ne pouvons ignorer que Carl Schmitt était un fils naturel de Max Weber. [*Wenn wir Weber hier und heute rezipieren : wir können nicht daran vorbei, daß Carl Schmitt ein natürlicher Sohn Max Webers war*] » (Habermas, cité dans Stammer 1965 : 81).

travaux, Mommsen fait sienne la méthodologie de *l'interprétation littéraire*, à savoir de la construction de la *signification de l'œuvre* par le lecteur. Si l'auteur attribue un *sens* à son texte, ce n'est que le lecteur qui peut en dégager une *signification*.

Chercher les fondements théoriques de la pensée politique wébérienne, c'est s'intéresser au *sens* du texte, à ce que son auteur veut y exprimer, peu importe le lecteur. L'étude de la réception de l'œuvre porte quant à elle son regard sur la *signification* du texte, sur la question de sa valeur¹⁰. Deux objets différents, deux lectures différentes d'un même texte : la première qui se veut descriptive, la seconde normative ; il ne peut en être autrement. On ne peut poser simultanément la question du *sens* et de la *signification* d'un texte. La problématique de recherche implique en elle-même déjà un certain système épistémologique et en refuse d'autres. Explorer le sens de l'œuvre politique wébérienne nécessite un système épistémologique fondé sur la base de *l'intentionnalisme* littéraire. Mais si d'aventure on voulait par la suite en analyser la signification, il faudrait alors revêtir le manteau de *l'interprétation* littéraire. Le savant n'a pas à se limiter à une approche unique, simplement à savoir reconnaître celle qu'invite son objet et à respecter le cadre qu'elle impose.

On le voit, l'approche au texte est en grande partie déterminée par la problématique de recherche suivant laquelle l'on se contraint en premier lieu à la lecture. Elle est un choix pragmatique, celui d'un moyen orienté selon une fin. Elle attribue *de facto* un statut ontologique particulier au texte dont dérive toute une série de caractéristiques. Réfléchir à son approche au texte doit permettre au sujet d'explicitier le « système épistémologique » qui conditionne et oriente sa lecture. Se faisant, il n'affirme pas la supériorité de sa démarche sur une autre : il ne fait que la particulariser afin d'en identifier les répercussions dans son analyse. Comme dans le cas de toute analyse épistémologique, c'est à un exercice réflexif plutôt que normatif auquel se livre le sujet.

Affirmer ainsi davantage le parallélisme que l'opposition des approches à un texte ne revient-il pas à une forme de « nihilisme méthodologique » ? Si le statut épistémologique du texte n'est *qu'indirectement* le choix du sujet, par la construction de sa problématique de recherche, et que c'est cette dernière et non pas le sujet lui-même qui dicte l'approche au

¹⁰ « Le *sens* est l'objet de *l'interprétation* du texte ; la *signification*, de *l'application* du texte au contexte de sa réception (première ou ultérieure), et donc de son évaluation » (Hirsch 1976, cité dans Compagnon 1998 : 99).

texte, n'appert-il pas inutile de tenir une réflexion en la matière ? Ce n'est pas le cas, car si toutes les approches ont la même valeur théorique, la rigueur avec laquelle elles sont mises sur pied et la fécondité avec laquelle elles sont employées ne le sont pas. L'identification du système épistémologique que sous-tend un objet déterminé demande certainement une bonne dose de créativité intellectuelle et de concaténation théorique, mais aussi, voire surtout, elle exige du système ainsi excavé qu'il témoigne d'une structure rigoureuse et précise. Sur le plan théorique, aucune méthode de lecture n'est *de facto* supérieure à une autre, mais la fécondité analytique avec laquelle un sujet en fait usage, la rigueur avec laquelle il la met en œuvre, départage assurément celle maniée avec succès de celle qui ne l'est pas. Une démarche audacieuse, justifiée et structurée aura toujours l'avantage sur celles implicites et confuses, d'où l'importance de la présente réflexion.

Au sein d'une même méthode de lecture, quel est le critère d'évaluation qualitatif du travail bien accompli ? Dans le cas de l'interprétation textuelle et d'une recherche de la signification du texte, l'horizon de lecture reste ouvert. Il ne peut y avoir d'interprétation définitive du texte parce que chaque époque en produit une interprétation nouvelle, éclairée par des préoccupations qui lui sont propres. En fait, puisque la signification d'un texte comprend la somme des interprétations dont il a jusqu'alors été l'objet, il est impossible d'attribuer à un texte la même signification que celle que lui attribue une interprétation précédente, puisque toute nouvelle interprétation doit prendre en compte celles qui lui sont antérieures. La réception d'une œuvre influe sur la perception qu'en a le sujet. Lire aujourd'hui « La profession-vocation de politique » pour en interroger la signification, c'est également s'interroger sur près d'un siècle de réception, siècle pendant lequel l'influence de la thèse mommsenienne occupe assurément l'avant-scène. La simple impossibilité d'obtenir une lecture définitive du texte confère donc à ce type de lecture un horizon indéfiniment ouvert qui s'oppose à tout critère objectif d'évaluation de l'analyse qui en résulte. C'est alors aux experts disciplinaires d'évaluer subjectivement le niveau de cohérence et de fécondité scientifique d'une lecture donnée d'un texte face aux autres présentes. Tout consensus est cependant impossible, tant parce que de nouvelles interprétations viendront périodiquement s'ajouter au débat que parce que les critères à partir desquels les évaluations sont entreprises sont multiples et eux-mêmes subjectifs et changeants à un contexte de lecture particulier. L'interprétation littéraire entraîne ici la polysémie du texte

Dans le cas de l'intentionnalisme littéraire, on cherchera au contraire à départager l'œuvre à l'étude de sa réception. Gadamer relève que « [l'œuvre littéraire] arrachée à son contexte premier perd de son [sens], si ce contexte n'est pas conservé par l'histoire. [Le sens] véritable d'une œuvre est [celui] qu'elle avait à son origine: la comprendre, c'est réduire les anachronismes allégoriques et restituer cette origine » (2003 :185). Parvenir à une lecture directe du texte sans l'intermédiaire de sa réception ou sans ses propres préconceptions de lecteur a l'apparence d'une tâche impossible. Que l'on y parvienne un jour ou pas, le postulat intentionnaliste sur lequel un tel projet se fonde permet de prétendre à un horizon de lecture fermé. Au terme des travaux de la discipline, il est possible d'envisager, sur le plan théorique, une lecture finale du sens qu'imputait l'auteur à son œuvre. À l'image des travaux de l'école de Cambridge, dont nous ne nous réclamons pas, n'ayant ni la richesse des sources, ni l'érudition pour le faire, mais dont l'influence mérite néanmoins d'être mentionnée, une interprétation donnée, complète et conséquente en soi, peut dominer le débat disciplinaire jusqu'à ce qu'une nouvelle en vienne à la supplanter grâce à une cohérence encore plus grande. Qu'elle réconcilie des passages laissés en oppositions par les analyses précédentes ou qu'elle permette une compréhension plus profonde de l'œuvre, cette nouvelle analyse s'impose pour un temps dans le discours disciplinaire sur ses concurrentes, jusqu'à ce qu'elle soit elle-même remise en question puis jugée révolue. À terme, il n'est pas impossible de croire qu'une interprétation finale soit produite, que le sens du texte soit définitivement établi.

À fin de restituer la volonté de l'auteur à l'étude, une lettre, une note ou un poème, peuvent s'avérer tout aussi importants qu'une monographie ou un article de quotidien. Tout document laissé à la postérité par l'auteur est le témoignage d'un acte exprimé par l'écriture. En plus de l'argument wébérien du respect de « l'homogénéité conceptuelle et thématique » entre ses deux types de textes, l'on trouve ici dans la méthode de lecture intentionnaliste un argument supplémentaire en faveur d'une lecture unifiée du corpus wébérien.

En résumé, nous cherchons à offrir une interprétation du *sens* de la *Führerdemokratie* wébérienne, à savoir restituer la volonté propre de Weber au moment de coucher ce système politique sur papier. Le rôle ou l'influence de ses écrits politiques dans les débats scientifiques du dernier siècle ne retiendront pas notre attention, nous laissons consciemment de côté la question de la signification de l'œuvre politique wébérienne, celle

là même au cœur du projet mommsenien. Pour y parvenir, il nous faut extirper au maximum notre analyse des débats contemporains et retourner au fondement de la pensée politique wébérienne, réapprendre à penser la figure du chef charismatique sans avoir en tête les images de Leni Riefenstahl (1902-2003). C'est à ce dessin que nous décidons d'user d'une certaine approche contextualiste, au sens où avant même d'interroger les textes de Weber, il nous importe d'en restituer le contexte de production.

Le contexte historique. Ce choix, espérons-nous, permettra de combler deux écueils souvent observés dans les analyses de la pensée politique wébérienne : cette dernière a trop souvent été exposée à partir de sa forme achevée, sans considération pour sa genèse ou pour la cohérence d'une telle interprétation à la vue de l'ensemble de l'œuvre wébérienne. On trouve trop d'analyse de la conception wébérienne du politique qui ne reposent que sur une petite sélection de textes, « La profession-vocation de politique » en tête, sans égard pour la riche littérature politique de Weber antérieure à sa proposition de *Führerdemokratie*. La figure du chef charismatique plébiscitaire semble alors uniquement le produit de ses réflexions de temps de guerre : comme si l'expérience de la Grande Guerre avait eu sur Weber l'effet d'un traumatisme s'exprimant dans sa pensée politique sous la forme du proto-dictateur charismatique. Nous postulons qu'au contraire une attention aux réactions de Weber face aux événements historiques antérieurs à la Première Guerre mondiale révèle l'intérêt de longue date qu'il a pour cette figure, et ce depuis sa « Lecture inaugurale » (2004 [1895]) et ses essais sur la Révolution libérale russe (Weber 2004[1906-07]). Vingt ans avant le conflit fratricide européen, il interroge déjà le caractère « césariste » des monarques modernes. Loin de stimuler une sorte d'excitation stérile de la part Weber en faveur d'une telle figure césariste à la tête de l'État moderne, la guerre s'avère avoir l'effet inverse chez lui : le pouvoir illimité et occulte de l'état-major allemand le convainc de la nécessité de contraindre la fonction exécutive du pouvoir politique moderne à une activité de caractère intrinsèquement public. On ne peut être sensible à cette transition de la pensée politique wébérienne si on limite notre étude à ses écrits d'après-guerre.

En second lieu, on ne peut non plus comprendre les derniers écrits de Weber sans comprendre le dialogue qu'il y entretient avec son temps. Bien qu'il ne les mentionne que sporadiquement, Weber suit avec attention le déroulement des révolutions allemandes de 1918-19. Suivant la distinction qui caractérise si bien sa pensée scientifique, Weber

s'opposait avec passion à la révolution spartakiste à Berlin, bien qu'il pouvait la comprendre. Pour ce qui est de la révolution bavaroise, sa position est plus ambiguë. Presque tous les textes politiques d'après-guerre de Weber s'inspirent et répondent à l'action révolutionnaire de Kurt Eisner [1867-1919], nouveau chancelier de la République libre de Bavière (*Freie Republik Bayern*). À ce titre, dans la célèbre distinction entre l'éthique de la responsabilité et celle de la conviction, toute la série d'exemples utilisés pour étoffer la position wébérienne à l'encontre d'une éthique pure du second type dans le domaine politique est une réponse aux choix politiques d'Eisner. Pour l'audience d'alors, le lien est direct, alors que pour nous il demande à être explicité. À l'inverse, l'inspiration qu'a suscitée Eisner chez Weber dans l'élaboration de son idéal de l'homme politique charismatique peut être démontrée ; voilà un lien qui était invisible à ses contemporains, précisément en raison de la virulence de ses attaques.

Ce double dialogue qu'entretient Weber face à Eisner – l'attaque rude et explicite d'une part et l'adulation secrète par ailleurs – est essentielle à qui veut comprendre l'image du chef plébiscitaire appelé dans la *Führerdemokratie*. Comprendre la figure historique d'Eisner, ou du moins restituer les grandes lignes de son action politique avant d'élaborer sur les travaux de Weber permet non seulement de mieux comprendre les allusions directes de Weber à ce personnage, celles-là même que la distance historique a rendues implicites, et d'ainsi mieux comprendre le sens des textes wébériens, mais aussi de mieux comprendre la figure du chef charismatique sur le plan théorique, en pouvant la comparer à son inspiration empirique.

Pourquoi parler de ces événements ? Parce qu'ils sont ceux qui façonnent la pensée politique de Weber, son approche au politique n'ayant jamais été que théorique. S'il est avant tout un intellectuel, docteur à vingt-cinq ans et professeur à vingt-neuf (1893), à Berlin premièrement, en histoire du droit romain et de droit commercial, puis à la chaire d'économie politique à l'Université de Fribourg – où il prononce en 1895 sa « Leçon inaugurale » -, avant d'aller occuper des postes à Heidelberg, Vienne et finalement Munich, où ont été créées spécialement pour lui une chaire de sociologie, Weber n'est pas qu'un théoricien du politique. Issu d'une famille bourgeoise de Berlin, dont le père, Max Weber Sen. (1836–1897) est haut fonctionnaire prussien puis député du Parti libéral-national, Max Weber a toujours eu accès aux discussions politiques du salon familial où viennent discuter

quelques éminences politiques de l'époque (Weber 1989[1926] : 41). Lorsqu'à 24 ans, un an avant l'obtention de son doctorat, il rejoint l'Association pour la politique sociale (*Verein für Sozialpolitik*), c'est pour y traiter de questions d'économie politique appliquée. En 1892, l'Association lui confie la direction d'une enquête sur « la question polonaise » (*Die Verhältnisse der Landarbeiter im ostelbischen Deutschland*) (1891) et la rédaction du rapport finale (1892). Weber remplit son mandat avec brio et acquiert une réputation d'expert dans le domaine agricole. Ami de longue date de Friedrich Neumann (1860-1919), premier chef du parti démocrate allemand, qu'il conseille fréquemment, le nom du Professeur d'Heidelberg est connu des milieux politiques. Il apparaît alors moins étonnant d'apprendre qu'une fois la guerre terminée, son nom circule pour une nomination comme ministre de l'Intérieur, puis comme membre du comité de rédaction de ce qui deviendra la constitution de Weimar et finalement, à la demande du prince Max v. Baden (1867-1929), dernier chancelier du Kaiser, comme accompagnateur de la délégation allemande à Versailles pour négocier l'accord de paix.

Le même mouvement de va-et-vient entre l'empirie et la théorie, entre l'émergence de nouvelles questions théoriques et la création d'outils méthodologiques pour y répondre, caractéristique de la démarche sociologique de Weber, se retrouve également dans sa pensée politique. C'est en côtoyant des hommes politiques, en les observant, en faisant de la politique, que Weber se découvre de nouvelles interrogations politiques et affine sa propre pensée politique. Cette dernière est d'un bout à l'autre en dialogue avec son temps. S'il adresse des « questions éternelles » de la sphère politique, c'est par le biais de réponses qu'il veut avant tout conformes « aux exigences du jour ». L'intense période de production intellectuelle que connaît Weber à partir de 1904, après la rémission de sa dépression de 1897, n'est pas qu'académique ; ses nombreuses publications dans les journaux, ses articles de revues et ses conférences font de lui une figure publique. Sa productivité n'est pas développée en deux silos autonomes, l'un politique et la seconde académique. Elle est une. Ainsi, en 1918, alors qu'il écrit le troisième tome de sa sociologie des religions portant sur le « Judaïsme antique » et où le rôle du charisme chez les prophètes antiques est abordé avec minutie, doit-on se surprendre de le voir mettre parallèlement sur pied le projet politique d'une réhabilitation du charisme dans la sphère politique moderne ?

Weber écrit pour son époque, mais écrit aussi consciemment comme homme de son

époque. C'est suivant cette perspective que le recours à l'histoire s'avère essentiel pour comprendre face à quels événements la pensée politique de Weber se construit, à quelle action elle réagit et, plus important encore, à laquelle elle invite. Ce détour n'a ni pour but de mieux comprendre l'homme qu'était Max Weber, au sens biographique, ni son époque, mais de nous aider à restituer l'origine ainsi que le sens de sa pensée politique.

Le premier chapitre du mémoire, ainsi que chaque excursus subséquent par l'histoire servent avant tout servir à répondre à notre problématique. C'est en la fin qu'ils caressent que les passages historiques du présent travail se distinguent du travail de l'historien. Aux yeux de ses derniers, fort est d'ailleurs à parier que le travail ici présenté n'est rien de très impressionnant. Il se peut qu'il froisse où qu'il confonde entre elles certaines écoles historiographiques. La chose est inévitable puisque ce n'est pas en fonction de leur positionnement au sein de la discipline historique que les sources ici mobilisées ont été sélectionnées, mais plutôt sur la base de ce qu'elles permettent d'illustrer des origines de la pensée politique wébérienne. Pour l'historien, il est possible que ces sources ne soient ni les plus indiquées ni les plus pertinentes en regard à la riche littérature disponible sur le Second Empire allemand. On pourra reprocher le dialogue entre certains auteurs, argumenter qu'à elles seules, des dates de publications trop distanciées dans le temps rendent tout échange fécond et rigoureux entre leur auteur tout simplement caduc. Or, le lecteur est prié de garder en mémoire qu'il n'est pas ici question de faire ni une histoire de l'Allemagne wilhelmienne ni une biographie de Weber, mais simplement de présenter certains éléments à caractère historique éclairant l'origine et l'intention de la pensée politique wébérienne. C'est donc sur cette base que le lecteur est invité à juger du recours à des sources historiques.

Plan de travail

Un premier rapport à l'histoire, le premier chapitre se veut la toile de fond de l'étude à venir. Tour à tour, on y découvre trois moments qui façonnent l'histoire allemande et l'analyse politique de Weber : la *Weltpolitik*, la dictature militaire de Ludendorff et la Révolution bavaroise. La politique et le type de politicien que Weber dénonce avec passion tout au long de sa vie sont précisément ceux qu'il observe sous le règne de Guillaume II. Les relations germano-anglaises, de 1891 à 1914, et la dictature militaire du général Ludendorff, pendant la Première Guerre mondiale, font respectivement comprendre à

Weber le danger de l'absence de sens et celui de l'absence de responsabilité en politique. La Révolution bavaroise, qui éclate simultanément à la courte implication de Weber en politique active, lui fait toutefois apercevoir ce que peut être une action politique conforme aux besoins de la modernité. Ce chapitre jette également un premier pont entre Weber, l'homme, le contemporain de ces événements, et Weber, le savant, l'analyste de ces derniers. L'analyse de la pensée politique wébérienne, loin de se brouiller dans les dates et les événements historiques, gagne autant en clarté que sa mise en contexte est réussie.

Le second chapitre présente la problématique politique wébérienne. Dès ses premières études sur la Révolution libérale russe de 1904 et 1905, Weber est inquiet par le processus de la bureaucratisation. La bureaucratie étend en effet son influence à toutes les sphères d'activités humaines. Elle est en ce sens une conséquence inévitable de l'existence moderne. Or, par ses études de sociologie historique comparée, Weber en vient à craindre que la bureaucratie ne parvienne à créer une nouvelle société liturgique comme la connurent l'Égypte et la Rome antique. Bien qu'il fasse de l'intégration politique de la classe ouvrière le cœur de ses préoccupations, notamment par l'implantation du droit de vote universel et par son opposition à la répression bismarckienne au mouvement ouvrier, le projet politique wébérien se dressera tout entier contre le socialisme et son projet de société utopique, de peur que ce faisant il n'aide en réalité à concrétiser la dystopie d'une nouvelle cage de fer.

C'est dans la force révolutionnaire du charisme, objet du troisième chapitre, que Weber croit trouver un remède à la bureaucratisation de la civilisation occidentale. On ne peut cependant pas manufacturer de charisme, seulement attester de sa présence. Comment en faire une solution à un problème permanent ? Il faudra que des hommes décident de faire du conflit politique non seulement leur profession, mais également leur vocation. En cela, ils sont la véritable contrepartie sécularisée de la figure du puritain. Par leur soumission aux exigences d'une cause, par le respect de leur devoir, ceux qui en ont le potentiel développeront leur qualité charismatique.

Le chapitre final pose la question suivante : à défaut de l'assurer, quel type d'institutions politiques aide à l'émergence d'hommes politiques de profession-vocation et, peut-être plus important encore, lesquelles peuvent être mises en place dans le contexte allemand ? Il est courant en études wébériennes de parler d'un réalignement de la pensée

politique de Weber, d'une première phase parlementaire vers une seconde plébiscitaire. Nous verrons qu'analysée sous l'angle de l'émergence de politiciens authentiques, cette seconde phase n'est pas un reniement de la première, mais bien plutôt l'unique moyen pour Weber de rester fidèle à sa problématique politique tout en prenant en compte l'évolution de la configuration historique dans laquelle il évolue.

Finalement, les « Considérations conclusives », écrites à la première personne, seront le moment de présenter une réflexion subjective sur le développement de ce mémoire ainsi qu'un retour sur les thèses qui y sont défendues. Mais avant d'en arriver là, encore nous faut-il revenir aux fondements de la pensée politique weberienne. Commençons

Chapitre I. Les péchés du domaine de la politique

« Car il n'y a en définitive que deux sortes de péchés mortels dans le domaine de la politique : l'absence de cause [*Unsachlichkeit*] et (ce qui est souvent, mais pas toujours, la même chose) l'absence de responsabilité.

Max Weber

La politique comme profession-vocation

Lorsqu'ils traitent de l'Allemagne wilhelmienne, les historiens ont pris l'habitude de se poser la question suivante : « qui dirigeait véritablement à Berlin ? » On répond de manière inélégante, quoi qu'exacte, que le système impérial allemand était un « autoritarisme polycratique non coordonné », un régime à la fois pseudo-constitutionnel et pseudo-absolutiste (Blackbourn 1987 : 158). La conséquence directe de cette organisation du pouvoir est l'émergence d'un type bien particulier de politiciens, celle de « figures clefs de l'ombre », comme les nomme Hans-Ulrich Wehler (1985 : 63), qui, comme l'amiral v. Tirpitz (1849-1930) et, plus tard, le général Ludendorff (1865-1937), détiendront le véritable pouvoir décisionnel au sein du régime. Ils resteront toujours à l'arrière-scène des structures officielles du pouvoir. Ce n'est ni la couronne ni les chefs de partis ou le parlement qui détiennent l'initiative politique sous le règne de Guillaume II (1859-1941), mais bien certains hauts fonctionnaires prussiens, à l'abri de la critique et de l'imputabilité, à l'abri du coût de la responsabilité politique

Une polycratie nous dit Blackbourn, car la constitution bismarckienne accorde aux différentes branches de l'État (la cour, l'armée, la bureaucratie du Reich et les administrations locales) une apparence d'autonomie avancée. Une autocratie de surcroît, car c'est à la Chancellerie que revient la tâche d'intervenir dans la gestion quotidienne de toutes ces institutions pour assurer la coordination du Reich. Or, après le départ de Bismarck, à l'exception de quelques consignes d'une couronne dénuée d'une vision d'ensemble, chaque branche du gouvernement se retrouve laissée à elle-même. Le successeur du chancelier de fer, Leo v. Caprivi (1831-1899) écrit : « *while Bismarck had been able to keep five balls in the air simultaneously, I had difficulty controlling two* » (cité dans Geiss 2002 : 78). Dans ce contexte, chaque ministère répond aux souhaits des hauts fonctionnaires et des secrétaires d'État qui y œuvrent, sans égard aux conséquences de leur choix pour l'avenir de l'Allemagne. Rien ne démontre mieux cette désorganisation du

Reich que la politique internationale menée par Guillaume II. Alors que le corps diplomatique allemand cherche désespérément à sceller une entente avec l'Angleterre, Alfred v. Tirpitz fait construire une flotte militaire qui rend cette même alliance impossible (*Intra* : 37, 42). La première section du chapitre, « L'absence de sens », cherche à démontrer que l'absence d'une philosophie d'intendance affirmée pouvant donner corps aux décisions de l'État et unifier l'action des ses différentes composantes paralyse le Reich. C'est le récit des relations germano-anglaises sur la question du partage des mers, présenté de 1891 à 1914, qui nous en fournit l'occasion.

Le déclenchement de la Première Guerre mondiale offre toutefois au régime impérial la cause qui lui faisait précisément défaut pour unifier son action ; assurer sa survie. La seconde section du chapitre, « L'absence de responsabilité » examine comment, dans le contexte de la Grande guerre, le problème de la responsabilité publique se pose avec acuité. La dictature militaire qui se met en place en Allemagne à partir de 1915-16 jouit de l'anonymat du pouvoir. Si le Feldmarschall Hindenburg est une figure populaire, la constitution du Reich place encore officiellement le pouvoir entre les mains du Kaiser. Si bien que lorsque la défaite militaire s'abat sur le pays, certains refusent d'y croire alors que d'autres attribuent la faute à Guillaume II. Il semble impossible d'attribuer l'échec à l'État-major. Le général Ludendorff, véritable dirigeant de l'Allemagne durant le conflit, n'aura jamais à assumer l'odieux de la défaite face à l'opinion publique.

Des ruines de la dynastie des Hohenzollern s'élève une nouvelle manière de faire de la politique, de la comprendre et de la vivre. « Le tribun et le littérateur », la dernière section du chapitre met en parallèle l'action politique de deux hommes politiques du sud de l'Allemagne qui veulent incarner ce renouveau : Kurt Eisner, qui fait de la Bavière une république indépendante (1918-1919), et Max Weber, le professeur de Heidelberg qui tente de porter les couleurs du Parti démocrate allemand (DDP).

L'absence de sens : la *Weltpolitik*

Il n'était pas insolite de penser, surtout après avoir vu à l'œuvre pendant près de vingt ans toute la modération dont le Reich avait fait preuve sous Bismarck, que la nouvelle génération de dirigeants allemands approcherait ses problèmes de relations internationales autrement que sous la seule lorgnette militaire ; que sous ses allures de colosse militaire le

Reich fasse de la diplomatie, et non de l'armée, son outil d'intervention privilégié. Là où la Prusse de Frédéric le Grand était la plus petite des puissances du concert européen, l'Allemagne wilhelmienne est la plus puissante. Le malaise de ses voisins aurait dû, à lui seul, convaincre le corps diplomatique du Reich que le concert européen nécessitait d'eux une politique extérieure modérée. Or, bien que le Reich soit la plus importante puissance continentale, ses stratèges militaires se préparent toujours et encore en vue du pire des scénarios, celui d'une Allemagne isolée devant affronter simultanément tout le reste de l'Europe. Le paradoxe militaire qui en résulte est patent ; pour que l'Allemagne soit en mesure de triompher de tous ses ennemis potentiels à la fois, elle doit assurément avoir la force de vaincre chacun d'eux si affronté séparément. Winston Churchill résume en ces mots l'attitude du second Reich :

« Si vous voulez passer pour le cratère d'un volcan, le moins que vous puissiez faire, c'est de cracher de la fumée. Aussi fumait-il ; une colonne de nuage dans le jour et une colonne de feu la nuit, visible de loin pour tous ceux qui regardait. Peu à peu, cela amenait les observateurs inquiets à s'unir, à s'allier afin de se protéger entre eux. » (Churchill 1939[1937] : 30)

En cherchant à garantir la sécurité du Reich, ses chefs politiques en viennent à saper la possibilité même de cette dernière ; paradoxe de l'action s'il en est un.

Ce cercle vicieux aurait pu être écarté, si d'aventure l'Allemagne avait eu à sa tête des dirigeants dont la conception du politique ne se serait pas limitée à l'accroissement perpétuel de la puissance nationale. Or, lorsqu'il choisit l'option de la *Kleindeutschland*, Bismarck sape le fondement même de l'idée de nation dans la construction de l'État allemand et fait alors du Reich un simple outil au service de l'accroissement de la puissance de la Prusse et de son aristocratie terrienne, les Junkers. L'autocratie prussienne ne peut toutefois jamais jouer en Allemagne le rôle de l'*habeas corpus* dans l'histoire anglaise ou celui des droits de l'homme dans la France post révolutionnaire. L'unification de l'Allemagne crée un géant sur le continent, mais ne lui insuffle aucun autre objectif particulier, aucune philosophie sous laquelle unifier son action, aucun critère pour identifier son intérêt national.

Parce que l'Allemagne ne parvint jamais à définir son intérêt national, elle ne parvint pas non plus, *a fortiori*, à définir la politique internationale devant le servir. La politique internationale de l'Allemagne, sa *Weltpolitik*, ne deviendra jamais l'application qu'un corps

concret de doctrines politiques. Si le Kaiser se plaît à dire qu'il recherche une « place au soleil » pour l'Allemagne, ni lui ni ses conseillers ne se soucient de définir ce qu'elle doit être, ni en quoi elle est dans l'intérêt supérieur de la nation. Parler de *Weltpolitik* devint vite une autre manière d'affirmer que l'Allemagne devait assumer un rôle plus soutenu sur la scène internationale, parce qu'elle était en mesure de le faire, mais aussi parce qu'il s'agissait de la meilleure preuve de sa puissance sur celle de ses rivales. Outre cette volonté de puissance, rien n'aiguillonne la politique étrangère du Reich ; elle réagit aux événements plus qu'elle ne les crée, elle improvise ses réponses plus qu'elle ne réfléchit. C'est la devise hobbesienne voulant que « la réputation de puissance est puissance » (Hobbes, 1651 : X, 5) qui représente en définitive le mieux la *Weltpolitik*. Elle est une cause dépourvue de sens. Pour les dirigeants du Reich, l'important est d'agir sur toute la surface du globe conformément à la perception qu'ils ont des pouvoirs politiques, économiques et militaires de l'Allemagne et ce, indépendamment de leur conséquence à long terme sur la situation réelle du Reich.

Souvenons nous qu'en 1890, lorsque l'Empereur remercie Bismarck de ses services à la Chancellerie, le Reich est le plus puissant État continental et son économie est en voie de rejoindre celle de l'Angleterre. En 1891, cette dernière s'inquiète davantage de l'alliance que viennent de signer la France et la Russie que du Reich. Au courant du siècle dernier, c'est pour répondre à l'aspiration hégémonique de ces deux nations – les Guerres napoléoniennes et la Guerre de Crimée – que l'Angleterre a été forcée hors de son « isolation splendide ». Bien que cette alliance soit dirigée contre l'Allemagne, elle fait également craindre le pire à l'Angleterre, car d'importantes rivalités coloniales l'opposent aux deux puissances. Allemagne à jusqu'ici toujours « les mains libres », c'est la première dynamique de la *Weltpolitik*. Cependant, quinze ans plus tard, en 1905, s'ouvre une seconde phase de la *Weltpolitik*, celle de « l'encerclement », alors que l'Allemagne a réussi le catastrophique exploit diplomatique de regrouper contre elle l'Angleterre, la Russie et la France. La longue décennie de « l'encerclement » ne prendra fin qu'avec la Grande guerre.

Les mains libres

À la signature de l'entente franco-russe, en 1891, c'est avec Berlin que Londres s'entretient pour convenir de la réponse la plus appropriée. L'analyse du corps diplomatique allemand se fonde sur la prémisse que l'Angleterre ne résoudra jamais ses différends avec la France

et la Russie et que, conséquemment, Berlin est le seul partenaire diplomatique disponible pour Londres. La couronne allemande pense ainsi avoir le luxe d'imposer ses conditions à un partenaire qui ne peut faire l'économie d'une entente avec elle. En conséquence, Berlin refuse de prendre quelque engagement que ce soit auprès de l'Angleterre avant que l'ensemble de ses conditions ne lui soit accordé. Le pari des diplomates allemands est que l'Angleterre s'y résoudra bien un jour, lorsqu'elle réalisera que seul le Reich peut lui venir en aide contre l'alliance franco-russe.

L'échec ultérieur des négociations devra principalement être attribué à l'incapacité des dirigeants allemands à comprendre la tradition diplomatique anglaise. Après plus d'un siècle et demi d'isolation splendide, il aurait dû être évident aux yeux de diplomates expérimentés que l'Angleterre n'accepterait pas de se compromettre dans une alliance militaire contraignante, mais qu'elle se limiterait plutôt, comme à son habitude, à des ententes militaires concernant des objectifs définis. En ce sens, la conception anglaise d'une entente diplomatique est tautologique : l'Angleterre coopère lorsqu'elle décide de coopérer. Mais la signature d'une telle entente, aurait créé un lien, politique et moral, si minime soit-il, entre les deux nations et aurait surtout gardé l'Angleterre d'un rapprochement avec la France ou la Russie.

L'Allemagne refuse de signer quelque entente que ce soit si elle ne comporte pas de garantie formelle d'alliance entre les deux parties. Cette attitude est d'autant plus surprenante que le Reich n'a pas besoin de cette alliance formelle avec l'Angleterre. Le Kaiser et son entourage savent en effet très bien qu'ils sont en mesure de vaincre les forces combinées de la France et la Russie. À défaut d'une alliance, une simple entente, garantissant du même coup la neutralité de l'Angleterre en cas de conflit sur le continent, aurait suffi à répondre aux desseins de l'Allemagne.

En 1895, le colonel anglais Jameson est dépêché en Afrique du Sud pour mener une série de raids contre l'État indépendant boer. L'expédition est un échec complet, pour le plus grand embarras du gouvernement du premier ministre Salisbury (1830–1903). Berlin y voit l'occasion de démontrer à Londres le coût diplomatique que peut faire peser l'Allemagne sur elle si les deux nations ne parviennent pas à une alliance. Dans ses vœux de Nouvel An de 1896, le Kaiser fait parvenir au président boer, Paul Krüger (1825–1904), un télégramme le félicitant de son éclatante victoire contre « ses ennemis extérieurs ». Loin

de faire comprendre aux Anglais la force de Berlin et incidemment l'avantage d'une alliance avec elle, le *Krüger Telegramm* a l'effet inverse. Non seulement est-il perçu par Londres comme une gifle en plein visage, mais en plus il fait craindre à Londres la possibilité que l'Allemagne puisse chercher à faire de l'État boer un protectorat allemand au cœur même de ce qu'elle considérait comme sa propre sphère d'influence. Toute négociation entre le gouvernement Salisbury et le Reich est suspendue. Il faudra attendre cinq ans pour que soit de nouveau abordée la question d'une alliance.

En 1900, le nouveau ministre des affaires internationales, Lord Lansdowne (1845-1927), avec le soutien de son collègue Lord Joseph Chamberlain (1836-1914), alors Secrétaire d'État des colonies, parvient à convaincre le cabinet anglais de proposer une alliance au Reich se basant sur « *an understanding with regard to the policy which (the British and the German government) might pursue in reference to particular questions or in particular parts of the world in which they are alike interested* » (cité dans Sontag 1995[1961] : 60). Les deux ministres sont d'avis que de possibles pressions françaises et russes sur l'empire outre-mer, sont trop menaçantes pour que l'Angleterre court le risque de l'isolement. Tous deux sont favorables à une alliance allemande.

Bernhard v. Bülow (1849-1929), le nouveau chancelier du Kaiser refuse cette offre d'entente tacite afin de ne pas compromettre le développement de la flotte de guerre impériale. Un important vote devant avoir lieu au Reichstag sur les crédits de construction navale proposés par l'amiral Alfred v. Tirpitz, la signature d'une entente anglo-allemande aurait alimenté l'argumentaire du camp opposé à la construction navale. V. Bülow ne compromettrait l'avenir de la flotte de guerre impériale qu'au prix d'une adhésion formelle de l'Angleterre à la Triple Alliance, regroupant l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Salisbury refuse cette demande et, pour la troisième fois en moins de dix ans, les négociations d'alliance anglo-allemandes avortent.

La *Flottenpolitik* de v. Tirpitz avait-elle assez de mérite pour justifier le choix de v. Bülow ? Jusqu'à l'arrivée de v. Tirpitz en juin 1897, « *the German navy found itself in a real predicament : the Naval Office built ships for which there was no strategy, while the High Command formulated strategy for which there were no ships* » (Art 1973 : 18). L'Office impérial de la marine, en charge de la construction navale, avait mis sur pied un large programme de construction de croiseurs, navires habituellement réservés à des

fonctions offensives, alors que les stratégies élaborées par l'amirauté étaient axées sur la protection des côtes et du transport maritime allemand et espérait pouvoir compter sur une flotte de cuirassés. L'arrivée de v. Tirpitz marque la fin de cette désorganisation et le début de la « stratégie du risque ».

Cette stratégie consiste en la construction d'une flotte de cuirassés qui, à défaut de pouvoir rivaliser directement avec celle de la super puissance maritime anglaise, doit être assez imposante pour que tout affrontement sérieux entre elle et la *Home fleet* anglaise, même s'il devait entraîner la perte totale de la flotte allemande, inflige de telles pertes au sein des bâtiments de la *Royal Navy* que cette dernière soit subséquemment en position d'infériorité face aux flottes combinées de la France et de la Russie. Le risque de cette stratégie est de croire que sous ces conditions, jamais l'amirauté anglaise n'osera prendre le risque d'un affrontement direct avec le Reich, de peur de s'exposer à la merci de l'entente franco-russe de 1891. À la bataille de Trafalgar, en 1805, Napoléon avait appris à ses dépens que l'Angleterre était prête à tout pour s'assurer la suprématie sur les océans. Cette suprématie étant vital à la survie de son empire colonial, comment penser que Londres pourrait permettre à l'Allemagne, déjà première puissance continentale, de contester son autorité sur les mers ?

Lord Lansdowne ayant essuyé le refus de v. Bülow quant à son projet d'entente se met à la recherche d'autres partenaires diplomatiques. En 1902, les diplomates européens assistent ébahis à la signature d'un traité d'entente britannico-japonais. Il s'agit d'un tournant important dans les relations anglo-allemandes, car à la vue de ce nouvel allié dans un conflit l'opposant à la Russie, l'intérêt de Londres pour une entente avec Berlin décroît de jour en jour, jusqu'au point où l'Allemagne, loin d'être une alliée potentielle, devient une menace géopolitique.

Pendant plus d'un siècle, Londres avait considéré la France impériale, sous Napoléon I^{er} puis sous Napoléon III, comme le plus grand danger à l'équilibre des puissances. Elle voyait les Allemands, sous leurs différentes formes politiques, comme leurs alliés essentiels à la stabilité du continent. En raison de la taille de sa géographie et donc de son importante capacité d'action tant en Chine, en Asie mineure, qu'aux abords de la Mer Noire, la Russie était perçue en ce début de siècle comme la menace la plus immédiate à l'empire colonial anglais. Devant leur incapacité à signer une alliance avec le Reich, les services

diplomatiques anglais se tournent vers la France, maintenant alliée de la Russie, pour obtenir un allié sur le continent capable de modérer les volontés russes contraires à son intérêt. Les diplomates français comprennent rapidement l'avantage qu'ils ont à jouer les conciliateurs entre Londres et Moscou et lorsque leur est présenté, en 1904, l'occasion de signer une entente de coopération avec l'Angleterre, celle-là même rejetée deux ans plus tôt par Berlin, ils s'empressent d'accepter. La signature de « l'Entente cordiale » entre les deux nations rivales marque la fin des hostilités coloniales entre la France et l'Angleterre et le début de la seconde dynamique de la *Weltpolitik*, celle de l'encerclement de l'Allemagne.

Jusqu'au congédiement de Bismarck en 1890, en raison du génie de son jeu d'alliances diplomatiques, le Reich était lié par le « Traité de Réassurance » – la Ligue des trois Empereurs – tant à l'Autriche-Hongrie, qu'à la Russie, et ce, malgré l'opposition séculaire entre ces deux puissances concernant leurs volontés respectives d'expansion dans les Balkans. Au nom de la préservation des valeurs traditionnelles des sociétés monarchiques contre les révolutions libérales qui se faisaient alors sentir dans toute l'Europe, la Ligue garantissait à l'Allemagne, en échange de sa capacité à modérer les ardeurs de l'Autriche, le soutien international de la Russie. Dix ans plus tard, la Russie gravite désormais dans le camp diplomatique français, elle-même en rapprochement avec l'Angleterre. L'Allemagne vient de réussir l'exploit de réunir en une dizaine d'années trois nations ennemies en une coalition dirigée contre elle.

L'encerclement

Face à l'encerclement, l'Allemagne tente, par tous les moyens, de s'opposer à la jeune Entente cordiale afin de trouver une faille dans la cohésion de ses membres. Elle intensifie ainsi le type de politique diplomatique qui l'a en premier lieu menée à cette situation. C'est le Maroc, dès 1905, qui présente à l'Allemagne une première occasion de confrontation. En réaction aux agissements de la France dans ce pays indépendant où l'Allemagne a d'importants intérêts commerciaux, le Kaiser se rend lui-même à Tanger pour déclarer la ferme résolution du Reich à défendre l'indépendance du Maroc. L'objectif poursuivi est la convocation d'une conférence internationale sur l'avenir du Maroc où les diplomates du Reich pensent pouvoir rallier à leur position contre l'intervention française tant les États-Unis, l'Italie, que l'Autriche-Hongrie ; ils assument que la Russie, encore sous le coup de son humiliante défaite contre le Japon – 1904-1905 – ne pourra intervenir, et que

l'Angleterre profitera de cette situation comme prétexte pour renier ses engagements auprès de la France. Tous les éléments de ce raisonnement se révéleront faux. Lorsqu'après un an de négociations une conférence est finalement mise en place à Algésiras, l'Angleterre, tout comme l'Italie et les États-Unis, se range derrière la France, et seul l'Autriche-Hongrie prend le parti de l'Allemagne.

Encore une fois, au lieu d'éroder l'Entente, ces négociations rapprochent ses deux partenaires les plus distants, l'Angleterre et la Russie. L'année suivante, en 1907, se signe « l'Entente coloniale anglo-russe ». Par cette entente, l'Angleterre, forte de son alliance avec le Japon et la France, profite de ce cette conférence pour mettre fin à ses rivalités avec la Russie. Les états-majors anglais et français commencent leurs rencontres communes. L'encercllement de l'Allemagne, jusqu'ici une perception dans les salons diplomatiques, est désormais une réalité militaire objective.

À partir de 1907, l'Europe est donc partagée en deux blocs, l'Entente cordiale et la Triple Alliance. La confrontation devient l'unique stratégie diplomatique de l'Allemagne, chaque problème devient pour elle le test de sa détermination : « *Wilhelmine Germany became the eternal young man in a hurry, plunging into short-cuts that turned out to be blind alleys, rushing about in world politics with the elegance of a bull in a china shop—hectic, nervous, because it knew that time would be against this sort of violent activity on a global level.* » (Geiss 1990 : 115) L'Allemagne réalise qu'elle doit sécuriser le plus rapidement possible une alliance avec Londres et, pour y parvenir, elle doit impérativement lui démontrer que son intérêt n'est pas auprès de l'Entente, mais auprès d'elle. Elle provoque donc sans cesse l'Entente en espérant que de ces soubresauts apparaissent des différences entre ses membres. Mais ici encore, chaque provocation, au lieu de rompre les liens de l'Entente, semble les souder davantage.

Comme si l'Allemagne tenait à s'assurer qu'aucun de ses adversaires potentiels ne fasse l'économie de ses menaces et bravades, elle s'en prend en 1911 de nouveau à la France, une fois de plus sur la question du Maroc. La France, maintenant responsable de l'administration civile du pays, une autre conséquence non intentionnelle de la conférence d'Algésiras, déploie des troupes militaires au Maroc afin de répondre à un soulèvement populaire trop important pour les forces policières locales. Or, la présence de l'armée française sur le territoire marocain est interdite par le traité d'Algésiras. En réaction

l'Allemagne dépêche un croiseur de guerre dans le port d'Agadir. L'opinion publique allemande est survoltée par la question et demande une réaction forte face à la « fourberie française ». Le *Münchener Neueste Nachrichten* demande au Reich une politique étrangère forte « *even if out of such a policy, circumstances arise that we cannot foresee today* » (cité dans Kissinger 1994 : 193). En Allemagne, on en vient à demander une guerre européenne pour résoudre la question du statut administratif du Maroc...

Mais que pouvait bien gagner le Reich d'une telle crise ? Provoquer la France pour éroder l'Entente, et ce, malgré l'échec antérieur de cette même « stratégie marocaine » six ans plus tôt ? Un gain colonial en Afrique du Nord, elle qui n'a aucun accès sur le bassin méditerranéen ? Répondre à l'opinion populaire en faveur d'une intervention musclée ? Ou encore prouver l'utilité du plan de construction maritime de v. Tirpitz ? Pour la seconde fois, avec des objectifs politiques mal définis, l'Allemagne mise toute sa crédibilité internationale et la paix de l'Europe sur la question marocaine. Sans surprise, la réaction de Londres, loin de remettre en doute l'Entente, est identique à celle de 1906 : elle accorde un support inconditionnel à la France. Pour contenir toute velléité allemande en Afrique du Nord, la flotte française est déplacée en Méditerranée, laissant la défense de la côte atlantique française aux mains de l'amirauté anglaise. Lors de cette seconde crise marocaine, même l'Autriche-Hongrie tourne le dos à son allié, n'étant elle pas prête à risquer une guerre pour le sort d'un pays du Maghreb.

Mordre le granite

À ce moment du récit, bien que l'encerclement de l'Allemagne soit complet, rien ne nous oblige cependant à conclure à l'inéluctabilité d'un conflit européen. Dans les faits, aussi tard qu'en 1912, Londres tente encore de résoudre les différents anglo-allemands et de limiter la possibilité de conflit entre les deux camps européens. Lord Haldane, *First Seelord* de l'amirauté anglaise, est envoyé à Berlin avec comme mission d'apaiser les tensions entre les deux nations. En échange d'une diminution de la production maritime militaire allemande, l'Angleterre est prête à signer formellement une entente de neutralité face aux futurs conflits allemands avec les autres puissances continentales : « *If either of the high contracting parties (i.e., Britain and Germany) becomes entangled in a war which it cannot be said to be the aggressor, the other will at least observe towards the Power so entangled a benevolent neutrality* » (cité dans Sontag 1995[1961] : 169). Le Kaiser veut changer la

formulation du texte pour « *should war be forced upon Germany* » (*Ibid*), ce que Londres refuse, de peur d'avoir l'obligation légale de soutenir le Reich si ce dernier décidait de lancer une guerre préventive sur le continent. Devant le refus des Anglais, les Allemands refusèrent à leur tour de signer le libellé initial. Lord Haldane retourna à Londres les mains vides et la construction navale allemande s'intensifie. Pour la deuxième fois, Berlin rejetait la main tendue de Londres au nom du plan de construction navale de v. Tirpitz.

Après plus de vingt ans de négociations, Guillaume II ne réalise toujours pas que les diplomates anglais ne conviendront jamais d'autre chose que d'une entente tacite, ce qui, de toute façon, est tout ce dont a besoin le Reich pour garantir sa sécurité. Convaincu comme toujours qu'il peut encore intimider l'Angleterre dans une alliance formelle, après le départ de Lord Haldane, le Kaiser confie à son entourage : « *I have shown the English that, when they touch our armaments, they bite granite. Perhaps by this I have increased their hatred but I have won their respect, which will induce them in due course to resume negotiations, it is to be hoped in a more modest tone and with a more fortunate result.* » (cité dans Kissinger 1964 : 188). Les négociations d'entente entre Berlin et Londres ne reprendront jamais.

Encore une fois, peut-on penser que le meilleur choix stratégique de l'Allemagne n'était pas de s'assurer la neutralité de l'Angleterre, mais plutôt d'investir dans sa flotte et dans sa stratégie du risque comme arme dissuasive au conflit ? Malheureusement non, car la théorie du risque est invalidée dès 1904, moment où la *Royal Navy* commence à reconfigurer la disposition de ses bâtiments de façon à accroître considérablement le poids de la *Home fleet*. L'alliance anglo-japonaise, puis anglo-française et enfin anglo-russe sont autant de moyens pour Londres de diminuer le nombre de bâtiments dédiés à ses flottes étrangères au profit de la protection de ses côtes. À partir de 1908, la taille de la *Home fleet* est telle qu'elle réduit presque à néant tout risque de bataille contre la flotte allemande ; la rationalité tactique de la théorie du risque s'est écroulée. En cas de conflit, la flotte pour laquelle l'Allemagne a par deux fois rejeté les pourparlers de Londres ne peut plus sortir des eaux territoriales allemandes sans courir le risque d'être coulée, et ce sans conséquences significatives pour l'Angleterre. Dès lors, sa seule utilité potentielle devient la protection des côtes allemandes advenant une attaque anglaise qui, pour des raisons aussi étranges qu'improbables, déciderait de ne pas passer par le territoire français. En mai 1914, v. Tirpitz demande à Friedrich v. Ingenohl (1857-1933), commandant de la flotte

allemande, à quoi pourrait désormais servir la flotte si les Anglais ne tentaient pas d'attaque maritime sur les côtes du Reich ; Ingenhol n'a pas de réponse : « *The situation had reverted to that existing in the mid-1890s before Tirpitz took over : ships were built for which no coherent war plans existed to guide their use* » (Art 1973 : 36). Trois mois plus tard éclate la Première Guerre mondiale ; l'échec de la *Weltpolitik* est consommé.

Cet échec est-il pour autant la seule responsabilité du Kaiser ? La *Weltpolitik* wilhelmienne doit évidemment être imputée au Kaiser, mais loin d'être imposée à l'Allemagne par un monarque impulsif, elle est le résultat des efforts, tant d'une large part de l'administration du Reich, v. Tirpitz et v. Bülow en tête, que de la classe industrielle et professionnelle. Les Junkers, en raison de leur influence importante sur l'administration impériale, ont souvent été pointés du doigt pour le déclin de l'Allemagne impériale. Lorsqu'est déclenchée la Première Guerre mondiale, tous les partis politiques au parlement, à l'exception de la formation politique conservatrice des Junkers, en étaient venus à questionner le rôle politique du Kaiser, et ce principalement « *because of the monarch's mistake in the critical realm of foreign policy, on which the necessary "extension of economic opportunities" – in the words of Max Weber and in the minds of most nonsocialist wilhelmine onlookers—was "absolutely dependent"* » (Hewitson 2003 : 87). L'appui des Junkers à l'institution monarchique est alors perçu comme un support de sa politique extérieure alors que dans les faits, c'est tout le contraire. Les Junkers appuient la personne du Kaiser par souci de protection de leur propre statut social, bien qu'il désapprouve la *Weltpolitik*, leur intérêt, tant économique que politique se limitant à l'Europe. De son côté, la bourgeoisie, bien qu'elle désapprouve le régime monarchiste et souhaite la parlementarisation de l'Allemagne, approuve la *Weltpolitik* en raison de son intérêt économique outre-mer. Ce nouvel axe politique autour duquel se positionnent les partis du Reichstag rend cependant impossible toute alternative à la *Weltpolitik* :

The SPD around 1900 was too numerically weak and too unprepared to govern alone, and their only domestic allies, the Liberals, were the very party of the Weltpolitik, while those forces that mistrusted Weltpolitik, the East Elbian Junkers and the Prussian Conservatives, were the bulwark of political reaction. Potential coalition partners for a realistic alternative to Weltpolitik worked at cross-purposes and, therefore, could not unite. The Liberals, potential coalition partners at home, pressed for imperialist Weltpolitik abroad, while Prussian Conservatives, who seemed to agree with the SPD in their opposition to Weltpolitik abroad, were too reactionary on bread-and-butter issues at home. (Geiss 1990 : 111)

Ce ne sont pas les Junkers qui incitent le Kaiser à une *Weltpolitik* toujours plus agressive : ce sont les bourgeois de la grande industrie et la classe des professionnels qui réclame à peins poumons de nouveaux marchés pour leurs produits, de nouvelles colonies pour l'accès aux matières premières (Churchill 1939[1937] : 28). L'échec des élites allemandes, chacune à leur manière, est profond et ne saurait se résoudre par la simple substitution du monarque. Tant les actions de la classe aristocratique des Junkers, dont l'influence politique est en déclin, que celle des bourgeois, dont le pouvoir économique est en progression, sont marquées par l'absence du sens des responsabilités politiques, par l'incapacité de prendre en compte non pas leur intérêt propre, mais ceux nationaux. Le blocage politique allemand, exposé par le prisme de l'analyse de la *Weltpolitik*, se laisse alors observer dans toute son abyssale complexité.

Cet échec des élites marque profondément Max Weber, si bien qu'il ne considèrera la réhabilitation de la sphère politique que par la mise sur pied d'une nouvelle élite politique. Weber déploiera toute une série d'arguments pour justifier le choix de cette approche. Contentons nous pour le moment de relever qu'il fait de la régénération des élites politiques nationales, pas nécessairement de celles ayant causé la catastrophe de 1914, mais d'élites non le moins, l'horizon de sa pensée politique. L'élitisme wébérien est déjà pleinement assumé, et ce bien avant sa proposition de démocratie plébiscitaire. Cette nouvelle élite, il la cherchera tour à tour dans la revitalisation des idéaux des Junkers ayant mené à l'unification allemande – plus généralement dans le retour d'une aristocratie dynamique, comme le montrait jusqu'alors encore l'Angleterre ; dans la transmutation de son pouvoir économique en une prise en charge du pouvoir politique par la bourgeoisie ; ou encore dans l'émergence d'une « aristocratie ouvrière » capable de diriger la nation sans pour autant la faire basculer dans le socialisme (Weber 2004[1895] : 135-37). Mais une élite, comme le démontre l'Allemagne wilhelmienne, n'est jamais garante en elle-même d'une action politique cohérente.

Le test par lequel Weber jugera de la validité de ces modèles alternatifs d'élite politique est précisément celui qu'a échoué à ses yeux Guillaume II et son entourage : seront-ils en mesure d'unifier leur action par le respect d'une cause ? Au sortir de la Guerre, dans sa conférence « La profession-vocation de politique », Weber décrira la « passion, au sens de l'attachement à la cause : se dévouer passionnément à une "cause", au dieu ou démon qui l'ordonne » (2003[1919] : 182), comme l'une des qualités nécessaires

de l'homme politique. Faute d'engagement pour une cause, l'homme politique « est tenté de rechercher l'apparence brillante du pouvoir plutôt que le pouvoir réel » (*Ibid* : 184). N'est-ce pas là un résumé du règne de Guillaume II ? Dans la même conférence, Weber fait de la responsabilité la seconde qualité essentielle à l'homme politique (*Ibid* : 182). Weber est bien placé pour voir les conséquences d'un régime politique où les dirigeants n'ont pas à assumer la responsabilité de leurs actes, l'Allemagne s'étant extirpée de la dictature militaire invisible des généraux Hindenburg et Ludendorff en même temps que de la guerre. À l'ombre de la figure du Kaiser, officiellement en charge des armées et tenu aux yeux du peuple comme responsable du cours des événements, les deux généraux se sont accaparés tous les pouvoirs de l'État, tant civils que militaires. Pour Weber, ils témoignent du fait qu'une cause n'est pas à elle seule suffisante pour façonner l'élite politique attendue. Cette dernière devra aussi faire preuve de responsabilité.

L'absence de responsabilité : la dictature de Ludendorff

Lorsque la rumeur d'une guerre imminente se propage à travers le Reich en juillet 1914, de larges pans de la population civile, sans parler bien sûr des centaines de milliers d'hommes en uniforme, démontrent une forte identification à la personne du Kaiser. Guillaume II a, c'est le moins qu'on puisse dire, l'habitude des apparitions publiques, des défilés militaires et des annonces au balcon, mais à l'été 1914, une nouvelle forme d'adoration publique s'offre à lui. Un témoin oculaire se souvient de l'après-midi du 31 juillet au cours duquel le Kaiser et son épouse franchissent la porte du Brandebourg dans une voiture décapotable : « les masses affluaient enthousiastes sur la rue en célébrant, comme s'ils désiraient montrer à leur Kaiser la sincérité de leur loyauté, cherchant à se rapprocher toujours plus près de lui ». (Hötzendorf 1925 : 39, traduit de l'allemand). Les journalistes écrivent qu'une unité sans précédent lie le Kaiser à son peuple. Le premier août, du balcon de la résidence impériale à Berlin, Guillaume II s'écrit : « Si l'on devait en venir à la guerre, que m'écoutent tous les partis, nous ne sommes alors plus que des frères allemands. En temps de paix, certains partis m'ont attaqué, je vous le pardonne, et ce de bon cœur. » (Clark 2009 : 311, traduit de l'allemand). Et trois jours plus tard encore, dans la salle du trône où sont réunis tous les membres du Reichstag, il déclare : « Je ne connais plus de partis, je ne connais que des Allemands » (*Ibid*). Le 4 août 1914, les crédits de guerre proposés au Reichstag par la chancellerie sont adoptés à l'unanimité. Tout le Reich semble uni derrière

l'empereur. Quatre ans plus tard, les généraux responsables des opérations militaires, malgré la défaite, conserveront la faveur populaire tandis que Guillaume II sera contraint à un humiliant exil.

Un peuple n'adule pas les artisans de son malheur, sinon lorsqu'ils se présentent devant lui sans être reconnus pour tel. En Allemagne, en 1918, s'est précisément ce qui survient. À partir de 1916, aucune décision d'importance n'est prise en Allemagne sans l'accord des généraux v. Ludendorff et v. Hindenburg. Ils organisent tout bonnement un coup d'État et instaurent une dictature militaire sur le Reich. Mais à l'ombre de la figure du Kaiser, sous un régime pseudo-monarchiste, résolument autoritaire, ils ne sont formellement responsables que de bien peu de choses. À l'abri du regard formateur de l'opinion publique et de l'imputabilité, ils n'auront jamais à prendre la responsabilité de leurs actes, ils n'auront jamais à assumer le résultat de leur choix. Pour un Reich accueillant la guerre avec énergie, la recherche de la victoire devenant la « cause nationale » dont il était jusqu'alors précisément dépourvu, l'absence de responsabilité de ses dirigeants s'avèrera critique.

Le coup d'État

En cas de conflit militaire, l'article 63 de la constitution du Reich fait du Kaiser le commandant des armées. Mais dès la déclaration de guerre, le Kaiser s'engage auprès de son État major à ne pas intervenir personnellement dans le commandement des opérations militaires ; une promesse qu'il respectera tout au long de la guerre (Gutsche 1991 : 145). Bien vite, les militaires se feront même un devoir de ne pas l'informer de la situation réelle sur le front, par crainte de son tempérament imprévisible. Le Kaiser devient, tous les jours un peu plus, une figure de second ordre : « Guillaume », commentera un ministre austro-hongrois « est le prisonnier de ses généraux » (cité dans Clark 2009 : 292). Durant presque la totalité de la Guerre, le Kaiser prend résidence aux Quartiers généraux de l'armée. Ceux qui l'y visitent sont cependant stupéfaits par l'ambiance surréaliste qui y règne alors qu'il dîne avec l'argenterie de Frédéric le grand tout en racontant les histoires de troisième main témoignant des derniers exploits de « ses soldats ». Le Kaiser est cependant conscient de son impuissance. À l'été 1915, il se confit à Adolf Wild v. Hohenborn (1860-1925), ministre prussien de la guerre :

Lorsqu'en Allemagne on s'imagine que je dirige l'armée, l'on se trompe

beaucoup. Je bois du thé, je coupe du bois et je vais me promener, et, au bon vouloir de mes généraux, j'apprends de temps à autres que ceci ou cela a été réalisé. [...] Je m'en mêle aussi peu que possible, mais Falkenhayn doit préserver la fiction selon laquelle j'ordonne tout personnellement. (cité dans Clark 2009: 293, traduit de l'allemand)

Le General Erich v. Falkenhayn (1861-1922) est le général en chef des armées allemandes. Nommé par le *Kaiser* contre les recommandations de nombreux hauts gradés, il sera toujours vu par l'appareil militaire comme inapte à sa tâche. Or, à partir de l'automne 1914, lorsqu'il est clair que l'offensive allemande à l'ouest est un échec, de plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer son départ. Du nombre, on compte celle du général Paul v. Hindenburg (1847-1934) et de son chef d'état-major, le général Erich v. Ludendorff.

Au cœur du conflit se trouve une divergence de stratégie militaire. Falkenhayn est de l'opinion que l'Allemagne doit concentrer ses forces à l'ouest, devant le dispositif franco-anglais, afin de vaincre l'armée française par attrition. C'est la logique à l'origine de la Bataille de Verdun (février-décembre 1916). En totale dissidence, les commandants du front de l'est, Hindenburg et Ludendorff, voient en une défaite russe la clef de la victoire. Ce qui commence par une série de sollicitations pour plus de ressources sur le front de l'est se transforme en guerre ouverte entre le commandement du front est et le Général en chef.

Guillaume II réalise cependant que ce conflit n'engage pas que la réputation de son protégé, mais également son prestige propre. L'étendue de la menace se manifeste pleinement lorsque la figure de proue du mouvement contestataire, Hindenburg, menace de démissionner si Falkenhayn ne se retire pas. Hindenburg jouit d'une popularité impressionnante auprès de la population suite à la victoire décisive à Tannenberg. Dans les milieux politiques et militaires, il est cependant bien connu que c'est son bras droit, le général Ludendorff, qui est le véritable stratège derrière la victoire. La relation entre les deux généraux se laisse ainsi caractériser : Hindenburg est la figure de confiance des masses, un talentueux médiateur social, alors que Ludendorff est le tacticien versatile, mais surtout sans scrupule, qui travaille à l'ombre de la figure du Feldmarschall. Le duo, surnommé par le Kaiser des « frères jumeaux de Poznan », ville d'origine des deux hommes, s'avère d'une redoutable efficacité¹. Toujours est-il, qu'en menaçant de démissionner, Hindenburg crée un surprenant précédent ; jamais auparavant un officier de

¹ Cf. Martin Kitchen 1976. « The Silent Dictatorship ». Chapitre II : The Appointment of Hindenburg and Ludendorff. Pages 25-44.

l'armée allemande, de surcroît un officier prussien, n'avait posé de conditions au maintien de ses fonctions ! Le Kaiser refuse toute démission et après avoir jonglé avec l'idée d'une cour martiale pour insubordination, se résigne à ne pas se mettre à dos le plus populaire de ses officiers.

La situation de l'empereur est cependant de plus en plus difficile à maintenir. L'attaque directe du commandement du front est contre Falkenhayn est soutenue par le chancelier Bethmann-Hollweg qui a lui même coordonné la première phase de l'offensive politique contre le général en chef. Le chancelier est également d'avis que le Reich doit concentrer ses efforts à l'est contre la Russie. Il craint que la stratégie de « l'attrition française » ne fasse reposer sur ses seules épaules de pénibles négociations avec une Russie militairement non vaincue. Le camp anti-Falkenhayn a pris soin de convertir à sa cause le plus jeune fils du Kaiser, Joachim, qui sert au quartier général de Hindenburg, ainsi que la Kaiserin. Le sort de Falkenhayn se scelle définitivement lorsque la profondeur de l'échec de l'offensive de Verdun se concrétise par l'entrée en guerre de la Roumanie dans le camp des alliés le 28 août 1916. La présence d'un nouvel ennemi militairement capable à l'Est oblige non seulement un redéploiement de l'effort de guerre allemand conforme aux demandes de Hindenburg et Ludendorff, mais elle démontre aussi clairement le déraisonnement de la stratégie de Falkenhayn. Malgré la mise en garde de Falkenhayn, à l'effet « qu'il perdrait *de facto* sa souveraineté de Kaiser par la nomination de Hindenburg et Ludendorff » (Mommsen 1990 : 308, traduit de l'allemand), Guillaume II se résout, le 30 août 1916, à nommer Hindenburg Commandant suprême des armées et Ludendorff comme son bras droit. S'y refuser signifierait affronter la colère de l'opinion publique.

Le règne de l'ombre

Rapidement, les deux généraux concentrent entre leurs mains tout le pouvoir militaire du Reich. En octobre, soit deux mois à peine après leur arrivée, Ludendorff organise la nomination de Hermann v. Stein (1854-1927), dont la première qualité est une docilité exemplaire devant le nouveau haut commandement, à titre de ministre de la guerre. Fort de ce nouvel « allié », Ludendorff entreprend de résoudre la question militaire la plus controversée de toute la Guerre, l'utilisation de l'arme sous-marine.

Les tenants de la guerre sous-marine illimitée (*uneingeschränkter U-Bootkrieg*) sont d'avis que cette nouvelle arme peut changer le cours de la guerre à l'avantage du Reich en

forçant un blocus maritime de l'Angleterre qui entraînerait son retrait du conflit. Le secrétaire d'État à la marine v. Tirpitz veut obtenir l'autorisation du Kaiser de couler tout navire, militaire ou civil, naviguant au large des Îles britanniques. Le chancelier Bethmann-Hollweg s'y oppose et mène ceux qui craignent une telle décision, notamment de peur qu'elle entraîne l'entrée en guerre des États-Unis. Sous le coup de l'affaire *Lusitania*², Guillaume II se rallie à son chancelier et refuse toute future attaque contre des navires civils, affirmant que « la noyade de passagers innocents soit une terrible pensée » (cité dans Clark 2008 : 694, traduit de l'allemand). Mais avec le prolongement de la guerre et l'incapacité du Reich à s'imposer militairement, la pression pour un changement de tactique se fait de plus en plus pressante. À même la base parlementaire du chancelier, le parti du centre (*Zentrum*) Ludendorff parvient à constituer un groupe pro guerre sous-marine qui vote au *Reichstag*, en octobre 1916, contre la ligne d'action de la chancellerie. Le 9 janvier 1917, le Kaiser donne l'ordre de couler tout navire au large des côtes britanniques.

De l'automne 1916 à l'été 1917, la question de la guerre sous-marine n'est pas la seule à occuper Ludendorff. Il s'affaire également à étendre considérablement le pouvoir de l'administration militaire sur l'administration civile. La « loi sur l'état de siège » de 1851 prévoit qu'en cas de guerre, le territoire allemand soit divisé en vingt-quatre secteurs militaires dirigés par des généraux. Ces gouvernements de l'ombre (*Schattenregierungen*), comme les dénonce le prince-héritier Rupprecht v. Bayern, sont en compétition directe avec les gouvernements civils pour l'administration quotidienne du Reich. À chaque occasion qui le lui permet, Ludendorff s'assure que l'autorité de ses derniers prévale sur la volonté des administrations locales (v. Bayern 1929 : T.I, p.457, cité dans Feldman 1966 : 31.). En raison de l'économie de guerre, ce sont ces secteurs militaires, et donc en dernière instance le quartier général de l'armée impériale sous l'influence de Ludendorff, qui fixent non seulement les heures de travail des ouvriers et leurs salaires, mais également le prix des matières premières ainsi que celui de nombreux produits finis. Chez les historiens, il est un lieu commun de décrire le régime politique des deux dernières années de guerre en Allemagne comme une dictature militaire.

² Le 7 mai 1915, le paquebot transatlantique britannique *Lusitania*, de retour de New-York vers Queenstown en Irlande, est coulé par le U-20. Il transporte à son bord des passagers civils et une cargaison militaire. Des 1959 passagers, 1198 trouveront la mort.

L'étendue de l'influence « des jumeaux » sur l'administration impériale est à ce point importante, qu'à l'été 1917, ils décident de s'approprier la chancellerie. Pour calmer la grogne populaire issue de la pénurie de produits de base et des mauvaises nouvelles du front, Guillaume II s'est résout, lors de son « Annonce de Pâque » du 7 avril 1917, à promettre une réforme du système de vote à trois classes, mais uniquement une fois la Guerre terminée. Ludendorff et Hindenburg sont profondément contre toute démocratisation du Reich. Alors, lorsqu'ils apprennent que le chancelier Bethmann-Hollweg est sur le point d'annoncer une réforme immédiate du système de vote à trois classes, les deux généraux se rendent à Berlin où ils exigent du Kaiser le départ du chancelier. Ludendorff, va jusqu'à rencontrer les chefs de factions parlementaires pour leur expliquer qu'il ne s'oppose pas à une réforme du mode de scrutin, mais que le chancelier semble y être le principal obstacle. Deux jours plus tard, Bethmann parvient tout de même à convaincre le Kaiser de la nécessité d'une réforme immédiate et annonce publiquement que la prochaine élection prussienne aurait lieu sous un nouveau système de scrutin. Ludendorff et Hindenburg menacent une fois de plus Guillaume II de démissionner. Sachant qu'il ne pourrait continuer à gouverner sans le soutien des militaires, dépourvu d'une base parlementaire fidèle et afin d'éviter l'humiliation de la couronne, Bethmann remet sa démission le 13 juillet 1917. Le Kaiser est conscient de la gravité de cet événement : « Je pourrais tout aussi bien abdiquer maintenant » (cité dans Warburg 1959 : 29, traduit de l'allemand) dit-il à Bethmann-Hollweg au moment d'apprendre sa démission.

Cette date du 13 juillet 1917 représente la scission la plus importante du règne de Guillaume II (Clark 2009 : 310). Les cinq premiers chanceliers de son règne étaient tous des proches de sa personne. Le sixième chancelier, Georg Michaelis (1857-1936), désigné par Ludendorff, est étranger à Guillaume II. Le 17 janvier 1918, c'est au tour du chef de cabinet de l'empereur, Rudolf v. Valentini (1855-1925), de remettre sa démission, cédant ainsi lui aussi devant les pressions de Ludendorff.

À l'ombre de Hindenburg, Ludendorff a le champ libre pour exercer la fonction névralgique de conciliateur entre les branches de l'appareil d'État que la constitution bismarckienne attribue au chancelier. Et l'ombre que projette Hindenburg est immense, multipliée par les centaines de statues de bois à son effigie érigées à travers tout le Reich, scintillantes de clous commémoratifs acquis par la population à l'achat de bons de guerre. Son portrait est imprimé sur des cartes postales et affiches de propagande et il s'astreint

régulièrement à se faire prendre en photo ou peindre sous son meilleur jour. Ses images sont reprises par les services de propagande du Reich. Les journalistes ont facilement accès à Hindenburg. Pendant ce temps, le Kaiser, pourtant si friand d'apparitions publiques avant la Guerre, se tapit au Quartier général. Résultat, la personne du Kaiser est chaque jour un peu plus éclipsée par celle du Feldmarschall à qui l'on commence à ériger un véritable culte, comparable à celui dont avait fait l'objet Bismarck (Cecil 1989 : t.II, p.289). Si l'administration de l'Allemagne est entre les mains de Ludendorff, l'admiration et l'espoir de la nation sont entre celles de Hindenburg.

C'est Ludendorff qui annonce à Guillaume II, le 29 septembre 1918, l'échec de l'offensive allemande et l'inévitabilité de la défaite. C'est également le commandement militaire, croyant ainsi à de meilleures positions de négociation face au président américain Woodrow Wilson (1856-1924), qui prend la décision de démocratiser les structures du Reich. Le Comte Georg v. Hertling (1843-1919), chancelier remplaçant la courte présence de Georg Michaelis, en poste du 14 juillet au 1^{er} novembre 1917, refuse de prendre en charge cette demande et est aussitôt remplacé par le Prince Max v. Baden, le 3 octobre 1918. Cette rapide succession de chanceliers démontre d'ailleurs bien le peu d'importance qui est encore reliée à la fonction et laisse entrevoir toute la marge de manœuvre dont jouit Ludendorff dans son administration. Le 26 octobre, le Kaiser remercie les services de Ludendorff alors qu'il réinstalle une division entre l'administrative civile de celle militaire. Le 9 novembre, après avoir sérieusement considéré une charge suicidaire contre les forces ennemies afin de sauver l'honneur de la dynastie, mais s'en étant fait dissuader par ses généraux qui lui affirment que les troupes ne le suivraient pas, Guillaume II prend la route de l'exil, dans un train de nuit vers les Pays-Bas.

Max Weber et le borbier qui n'était pas une monarchie

Avec l'acuité analytique qu'on lui connaît, Weber a identifié le problème que constitue l'absence d'imputabilité des dirigeants de guerre allemands. C'est précisément le sujet de certains de ses textes politiques publiés entre 1914 et 1918, notamment « Droit de vote et démocratie en Allemagne » (1917) et « Parlement et gouvernement dans l'Allemagne réorganisée, §III » (1918). Confronté à la défaite, Weber tire rapidement des conclusions. À ces yeux, la situation allemande du temps de guerre n'avait rien de particulière : « Comme dans toutes les guerres difficiles et donc aussi durant celle-ci, dans tous les pays sans

exception, en Angleterre, en France, en Russie comme en Allemagne, une *dictature* militaire s'est largement substituée à la forme de gouvernement auparavant en vigueur, qu'il s'agisse d'une "monarchie" ou d'une "république parlementaire" » (Weber 2004[1917a] : 303). Sans jamais avoir produit un Ludendorff, la France, durant les premières années du conflit, a été dirigée presque qu'exclusivement par son Conseil supérieur de la guerre, dont le pouvoir va jusqu'à interdire aux députés de se rendre sur le front pour constater par eux-mêmes ce qui s'y déroule. Cependant, la troisième République trouve en la personne de Georges Clemenceau (1841-1929), qui accède à la présidence du Conseil le 16 novembre 1917, le retour à une direction politique civile. Avec ses déclarations à l'effet que « La guerre est une chose trop grave pour être confiée à des militaires » ou encore qu'« [i]l n'est bon pour personne de n'être pas contrôlée, critiquée ; cela n'est que trop vrai, même et surtout du haut commandement militaire » (Winock 2007 : 412), la France réaffirme l'importance qu'elle accorde au caractère public de son administration. En Angleterre, le premier ministre Lloyd George a bien lui aussi été un dictateur temporaire, « *but "behaved himself" afterwards, in accordance with democratic custom. In Germany at the same time Ludendorff was in reality a sort of "secret" – thus uncontrollable – leader, quite unaffected by any democratic conventions* » (Eliaeson 1991 : 322). Ce qui est typique de l'Allemagne donc, c'est cet amalgame entre un haut degré de liberté d'action consentie au chef politique, mais sans la présence des limites qu'impose un esprit démocratique ou l'obligation au caractère public de l'administration. Cet élément est important pour la suite de notre propos, car de l'héritage allemand, Weber supportera toujours ce haut degré de liberté d'action accordé au chef, mais proposera, par le détail de la démocratie plébiscitaire, des moyens de l'encadrer.

Le bref passage de Weber par la politique active l'influe dans l'élaboration finale de son modèle politique. Ce passage se décline en deux temps, le premier est son implication à titre d'expert conseil, auprès de Hugo Preuß premièrement, sur le comité de rédaction de la constitution de Weimar, dont les travaux sont publiés dans le *Reichanzeiger* du 20 janvier 1919, puis, à la demande du prince Max v. Baden, comme membre de la délégation des négociations de paix à Versailles (Weber 1989[1926] : 660). Confronté à la dure réalité de la paix, Weber est appelé à se questionner fréquemment entre le rôle des institutions d'une communauté politique et le caractère de ses élites. La conversation rapportée par Marianne Weber entre son mari et Ludendorff témoigne bien du genre de considérations qui devaient

graviter à son esprit. En avril 1919, Weber rencontre Ludendorff à Berlin, lors de son voyage de retour des négociations de paix. La situation est des plus tendue ; l'Entente a exigé l'extradition des dirigeants militaires et politiques du Reich du temps de la guerre comme condition de paix. Weber est d'avis que v. Ludendorff, v. Tirpitz et Bethmann-Hollweg doivent se rendre volontairement à l'ennemi afin de sauver l'honneur de la nation et à communiquer sa position par lettre aux trois intéressés (Weber 1989[1926] : 662). Lors de leur rencontre, Ludendorff refuse net (Weber 1988[1926] : 653) :

Ludendorff : *Why do you come to me with this ? How can you expect me to do a thing like that ?*

Weber : *The honour of the nation can be saved only if you give yourself up.*

Ludendorff : *The nation can go jump in the lake ! Such ingratitude !*

Weber : *Nevertheless, you must render us this last service.*

Ludendorff : *I hope to be able to render more important services to the nation.*

Weber : *Well, then your remarks are probably not meant so seriously either. Incidentally, it is not only a matter of the German people but one of restoring the honour of the officer corps and of the army.*

Ludendorff : *Why don't you go and see Hindenburg ? After all, he was the General Field Marshal.*

Weber : *Hindenburg is seventy years old – and besides, every child knows that at that time you were Number One in Germany.*

Ludendorff : *Thank goodness!*

The conversation soon turned to political matters, to the reasons for the collapse and the interference of the army's Supreme Command in politics.

Ludendorff (driven into a corner, and evading the issue) : *There you have your highly praised democracy ! You and the Frankfurter Zeitung are to blame for it ! What has improved ?*

Weber : *Do you think that I regard the Schweinerei [unholy mess] that we now have as democracy ?*

Ludendorff : *If you talk that way, maybe we can have a meeting of the minds.*

Weber : *But the Schweinerei that preceded it was not a monarchy either.*

Ludendorff : *What is your idea of a democracy, then ?*

Weber : *In a democracy the people choose a leader whom they trust. Then the chosen man says, "Now shut your mouths and obey me. The people and the parties are no longer free to interfere in the leader's business".*

Ludendorff : *I could like such a "democracy".*

Weber : *Later the people can sit in judgment. If the leader has made mistakes – to the gallows with him !...*

Ludendorff n'aura jamais à assumer publiquement la responsabilité de ses décisions politiques et militaires à titre de « dictateur de l'ombre » de l'Allemagne. L'image marquera Weber, qui ne lui reprochera jamais la défaite militaire, mais toujours l'irresponsabilité et l'anonymat subreptice de son emploi du pouvoir (C.f. Mommen

2004[1959] : 353, 356, 427). L'Allemagne doit se refonder sur une base politique qui permettent à la population de juger ses chefs politiques sur leurs erreurs. C'est cette pensée en tête, comme en témoigne de multiples interventions publiques de Weber, (C.f. Weber 1989[1926] : 629-70) que Weber entreprend la seconde phase de son implication politique active, cette fois-ci à titre de candidat sous la bannière du parti démocrate allemand, DDP.

Au moment même où Weber décide d'intégrer l'arène politique partisane, Kurt Eisner met en branle la Révolution bavaroise. Ce dernier, même si Weber lui réserve certaines des lignes les plus dures de son œuvre, incarne à ses yeux la fois la dévotion à la cause qu'il espérait des politiciens de l'ère wilhelmienne, et le sentiment de responsabilité dont il reprochait l'absence chez Ludendorff. C'est en raison de ce qui passe pour Weber comme un profond manque de jugement (coup d'œil), la troisième et dernière qualité politique proposée par Weber (2003[1919] : 182) qu'Eisner devient le bouc émissaire politique de Weber.

L'engagement politique : le tribun et le littérateur

Weber écrit de très dures lignes à l'endroit du Chancelier révolutionnaire de la République libre de Bavière, Kurt Eisner. Paradoxalement, Eisner est le seul de ses contemporains à qui Weber ne reconnaîtra jamais une qualité charismatique (Weber 1995[1921] : 321), qualité suprême de sa conception du politique. Pourquoi un tel double traitement ? Est-ce possible que Weber, à titre de politicien évoluant lui aussi dans le sud de l'Allemagne, principalement entre le Wurtemberg et la Bavière, ait vu dans ce dernier un adversaire politique auquel il devait disputer le pouvoir ? Toujours est-il qu'une importante série de similitudes marque la description par Weber de l'action révolutionnaire charismatique authentique et l'action politique d'Eisner. On ne doit pas conclure au hasard. Pour l'engagement des deux hommes, la parlementarisation rapide du Reich suite à la défaite allemande joue un rôle déterminant.

De la passion à l'engagement

Le 29 septembre 1918, Ludendorff et Hindenburg ordonnent la formation d'un gouvernement parlementaire dont la première tâche sera de faire parvenir aux Alliés une demande de cessez-le-feu sur la base des « quatorze points » de Woodrow Wilson. Le cabinet du chancelier v. Baden, créé rapidement dans le désordre et la confusion, demande

un délai de quelques jours afin de consolider la position de négociation allemande par les voies diplomatiques. Ludendorff, parce qu'il craint l'effondrement imminent du front de l'ouest, refuse cette requête de peur que le haut commandement militaire n'ait à porter l'odieux d'une telle débandade ; dans la nuit du 3 au 4 octobre 1918, la demande de cesser le feu allemand est transmise aux alliés. La défaite allemande est indiscutable.

Le rêve de la *Weltpolitik*, d'une Allemagne forte, jouant sur la scène internationale au côté de la France, de la Russie, de l'Angleterre et des États-Unis, semble à jamais écarté. En revanche, l'objectif de parlementarisation du Reich de Weber se concrétise littéralement du jour au lendemain. Devant la défaite, le haut commandement se résout à ordonner la formation d'un régime parlementaire, certes non pas par filiation idéologique, lui qui l'avait si farouchement combattu tout au long de la guerre, mais comme ultime moyen de se dérober à la responsabilité qu'engage sa position de pouvoir dans la défaite. Ce sera au nouveau régime à assumer la honte de la capitulation et de diriger, comme faire ce peut, une Allemagne divisée par les inévitables soubresauts de la défaite. Weber n'a pas encore connaissance des termes du Traité de Versailles, mais déjà il est conscient de la tension sur laquelle se fonde le nouveau parlementarisme allemand. Malgré le caractère dramatique des événements, ou peut-être précisément en raison de ce dernier, il témoigne d'un optimisme qui lui était jusque-là étranger : « L'an prochain, ce sera la paix, et il faudra réorienter toute notre vie. Une paix qu'aucun d'entre nous n'a imaginée, pas même moi, malgré tout mon scepticisme et mon sang-froid... On doit, une nouvelle fois, rebâtir l'Allemagne, et nous le ferons. Cela vaudra alors la peine d'être allemand » (Weber, correspondance, cité dans Mommsen 1985 : 365). Cohérent, Weber qui a toujours été engagé politiquement, mais jamais politiquement actif, fait le choix de la politique partisane.

Dans les jours qui suivent la signature de l'armistice et la proclamation de la République par le social-démocrate Philipp Scheidemann (1865-1939), le frère de Max, Alfred Weber (1868-1958) et son grand complice, Friedrich Naumann (1860-1919) réunissent autour d'eux les hommes appelés à fonder le Parti démocrate allemand (DDP). Réunissant l'ancienne base du Parti national libéral allemand (*Nationalliberale Partei*) et cherchant à coaliser la force politique de la bourgeoisie, tout semble en faire la formation politique idéale pour Weber. Il refuse cependant d'en signer le manifeste de fondation, car ce dernier prend position pour la république comme forme politique future de l'État allemand. Weber est encore monarchiste et se refuse à une volte-face de la sorte, bien qu'il

concède qu'elle semble être la seule réponse adéquate au dictat des événements (*Ibid* : 326). À son avis, le choix de la forme future de l'État ne devrait pas être dicté par une puissance étrangère – Wilson ayant exigé l'abdication de Guillaume II le 14 octobre –, mais bien plutôt laissé au peuple par voie de plébiscite³.

Au même moment, probablement à son insu, le président du Parti socialiste allemand (SPD), Friedrich Ebert (1871-1925), qui a pris des mains de v. Baden les rênes de la Chancellerie, songe à nommer le professeur de Heidelberg secrétaire d'État aux affaires intérieures. La candidature de son ami et collègue Hugo Preuß (1860-1925), professeur de droit à l'Université Humboldt à Berlin, sera finalement préférée à la sienne⁴. On peut en effet se demander quel rôle aurait pu jouer Weber dans un gouvernement dont la majorité est issue d'une coalition entre le SPD et les socialistes indépendants (USPD) – la frange radicale du SPD qui se scissionne du parti en 1917 –, lui qui a qualifié la Révolution de novembre de « carnaval sanglant ne méritant pas le noble nom de révolution » (Weber 1989[1926] : 642). La plus grande opportunité politique de sa vie lui glisse entre les doigts, mais l'appel d'une profession-vocation politique ne disparaît pas.

Domicilié à Francfort pour un court séjour, Weber travaille auprès de l'équipe de rédaction du *Frankfurter Zeitung* à produire une série d'articles sur « La forme future de l'État de l'Allemagne » qu'il publiera en novembre et décembre 1918. C'est ainsi qu'il fait la connaissance de membres locaux du DDP, notamment Erich Dombrowski (1882-1972) et Hermann Luppe (1874-1945), pour qui il accepte de travailler à l'élaboration du programme électoral du jeune parti (Mommsen 2004[1959] : 327). À la suggestion de son frère, Weber entreprend de la fin novembre 1918 jusqu'à la mi-janvier 1919, une série de rassemblements politiques pour le compte du DDP : à Heidelberg, Wiesbaden, Hanau, Francfort, Karlsruhe et Fürth. Lors de ses prises de parole, « dont le succès est hors du

³ « Weil aber das Vaterland für uns nicht das Land der Väter, sondern der Nachfahren ist, und weil wir zu den Nachfahren mehr Zutrauen haben und haben müssen als zu der älteren Generation, weil wir endlich die entschlossene Absage an die dynastische Legitimität als ein Mittel schätzen, auch das Bürgertum endlich politisch auf eigenen Füße zu stellen, deshalb fügen wir uns zwar loyal jeder Mehrheitsentscheidung durch Konstituante und Plebiszit, stehen aber unsererseits ohne Vorbehalt und Zweideutigkeit auf dem Boden der Republik » (Weber 1988[1918] : 455).

⁴ « Procès-verbaux des séances du Conseil des Commissaires du Peuple, Internationales Institut für Sozialgeschichte Amsterdam (ancienne archive du SPD), séance de cabinet de 15 novembre 1918, 10h30 du matin : " ... Nominations au poste de Secrétaire d'État à l'intérieur. On discute si, à côté de Preuß, le P^r Max Weber de Heidelberg vienne en considération. Le cabinet donne son accord pour que Ebert poursuivre les négociations avec Preuß." – La nomination de Hugo Preuß (1860-1925) est officialisée le jour même. » (Mommsen 1985[1959] : 384, n.71).

commun » (*Ibid*), la formule de Weber est aussi simple qu'efficace : une critique en règle du système politique bismarckien et une charge vitriolique contre les représentants de la gauche berlinoise radicale. De l'opinion de Weber, les spartakistes sont une bien grande infortune nationale (Weber 1926[1989] : 653) : « Liebknecht a sa place dans une maison de fous et Rosa Luxemburg au jardin zoologique. [Par la faute de leur action] on ne voit que saleté, fumier, excréments, scandales et rien d'autre ! » (Discours de Karlsruhe 4.1.1919 *Heidelberger Zeitung*, cité dans Mommsen 1085[1959] : 389). Ce discours électoral a lieu trois semaines avant la conférence sur « La politique comme profession-vocation » et onze jours avant l'assassinat de Luxemburg et Liebknecht par des miliciens du Freikorps le 15 janvier 1919⁵.

La littérature wébérienne s'entend pour dire que la figure du politicien authentique présentée dans la conférence sur « La politique comme profession-vocation » est indissociable du contexte historique duquel elle émerge et qu'elle constitue en ce sens une réponse directe au paradoxal « pacifisme révolutionnaire » qui marque l'Allemagne de l'après-guerre immédiat⁶. Depuis les événements de la Révolution libérale russe de 1905-07, Weber porte une attention soutenue aux processus de changements sociaux propres au contexte révolutionnaire. Confronté à la Révolution allemande de novembre 1918, il se montre beaucoup moins optimiste qu'il ne l'était dans son évaluation de la situation russe (*C.f.* Intra, p.67). Il juge sévèrement la révolution spartakiste à Berlin. Son analyse de la révolution bavaroise est somme toute négative, mais elle est plus nuancée, notamment en raison de ses observations sur la figure de Kurt Eisner. Ce dernier a inspiré certaines des plus fécondes analyses politiques de Weber, notamment sur la question du charisme. Bien qu'il en reste critique, Eisner est en effet le seul de ses contemporains jamais évoqué par Weber à titre de porteur d'une qualité charismatique (Weber 1995[1921] : 321). En quoi son action politique s'est elle à ce point distinguée pour mériter une telle qualité?

Le journaliste charismatique

Né à Berlin en 1867 et ayant fait des études en philosophie, Eisner se tourne rapidement vers le journalisme. De 1898 à 1906, il est l'éditeur en chef du journal officiel du *SPD*, le

⁵ Weber condamnera ces deux meurtres : « *The dictatorship of the mob has come to the kind of end I did not desire, Liebknecht undoubtedly was an honest man. He called upon the mob to fight, and the mob killed him.* » (Weber 1988[1926] : 642).

⁶ *C.f.* (Mommsen 1989 : 8 ; Schluchter 1971 : 165 ; Colliot-Thélène 2003 : 50)

« *Vorwärts !* », publié à Berlin. En 1910, il quitte la capitale pour Munich, où, de par ses origines juives et prussiennes, il est doublement étranger. Il y travaille à titre de correspondant pour le *Vorwärts !* pour qui il couvre la politique locale et le théâtre. Ses prises de positions publiques contre le déclenchement de la Guerre forcent son journal à cesser de publier ses chroniques politiques, le laissant avec son maigre salaire de critique de théâtre pour assurer la subsistance de sa famille. Un an avant le début de la Révolution bavaroise, Eisner organise la scission entre le SPD de Bavière et sa frange pacifiste radicale, appelée à devenir le USPD. En janvier 1918, dès le divorce consommé, il prend la tête de la nouvelle formation politique et entreprend une campagne de grève dans les usines de munitions munichoises. Il est arrêté et détenu pour procès. Mais par ce geste d'éclat, l'USPD et son chef se positionnent dans l'opinion publique comme étant le parti politique pacifiste par excellence. Eisner est relâché de prison le 14 octobre 1918 (Fachenbach 1936 : 76). Neuf jours plus tard débute la Révolution bavaroise, Eisner à sa tête.

Cette révolution s'embrase à la conjoncture de deux cycles importants : à la fin de quatre ans de combat d'une part et juste avant la révolution des médias de masse d'autre part. À l'exception de la presse écrite, les médias de masse n'ont pas encore fait leur apparition ; la majorité des communications politiques prennent la forme de rassemblements populaires et de rencontres en face à face. Les brasseries de Munich sont à ce titre des lieux de rassemblement privilégiés pour les rencontres politiques. La *Theresienwiese*, cette place publique de 42 hectares à proximité du centre de la ville, dominée par une statue allégorique de « Bavaria » faisant près de trente mètres de haut et où la colline *Sendlinger* fait office de tribune naturelle, est le point de rencontre naturel des rassemblements de foules et des manifestations. Sans mégaphone ou porte-voix, les orateurs ne peuvent se faire entendre de tous. Les slogans et les pamphlets prennent alors une importance vitale, car ils sont parfois le seul médium de communication qui se rend à tous les manifestants (Grau 2001 : 351).

Contrairement à la violence berlinoise, la Révolution bavaroise se déroule dans une modération étonnante. Le 23 octobre, soit neuf jours après sa sortie de prison, il est déjà de retour sur le podium d'une soirée partisane. Dans le microcosme bavarois, l'ambiance est à la révolte. Le 3 novembre, Eisner rencontre discrètement les frères Gandorfer, représentants de la Ligue paysanne progressive (*Bauernbund*), dont il avait déjà fait connaissance à titre de correspondant politique du *Vorwärts !*. Pendant ce temps, son bras droit, Felix

Fachenbach mène une marche jusqu'à la prison de Staelheim ou il exige et obtient la libération des trois derniers prisonniers de la grève de janvier. La marche se termine quelques heures plus tard devant le palais royal⁷, où les manifestants exigent, sans succès, l'abdication du roi de Bavière (Fachenbach 1936 : 89-90).

Le lendemain, Weber, qui est alors lui-même à Munich, donne une conférence sous le thème de l'ordre politique nouveau en Allemagne. En plus de reprendre les idées qu'il avait couchées sur papier pour le compte du *Frankfurter Zeitung*, Weber s'emploie à tenter de démontrer que la révolution n'est pas la solution réellement conforme aux objectifs des pacifistes :

There are two roads to peace—that of the politician and that of the Sermon on the Mount. A politician must make peace in such a way that all concerned can sincerely live up to it. The other way is called "Peace at any price!" One can have the greatest respect for those who make this demand if they are ready to put the ethic of the Sermon on the Mount into practice in other ways as well. The question of whether the national war of self-defence shall be resumed if the terms are intolerable must be decided by the soldiers at the front. Revolution does not lead to peace. Bolshevism is a military dictatorship like any other and will break down like any other. And bourgeois society can by no means be changed into a socialistic utopia by a revolution. The later consequence of such a revolution would be invasion by the enemy and, later, reactionary rule. (Weber 1988[1926] : 627).

Weber en appelle à la conservation du Reich pour aider à la reconstruction de la nation allemande et s'oppose à toute formulation sécessionniste de l'avenir politique de la Bavière : « *The slogan "Away from Prussia" is a criminal folly* » (*Ibid*). Lorsque des militants d'extrême-gauche montent à l'assaut de son podium pour épancher leur état d'âme pacifiste et révolutionnaire, Weber, furieux, est forcé d'annuler la fin de son discours. Rien pour aider l'opinion de ce dernier lorsque viendra le temps de décrire le *Karneval* sur le point de se mettre en branle.

Le 5 novembre au matin, la nouvelle de la mutinerie de marins de Kiel du 3 novembre atteint Munich. Le soir même, l'USPD organise un rassemblement à la brasserie Hackerbräu, mais l'important succès de mobilisation fait bien vite de la salle un trop petit lieu de rencontre. La foule est déplacée. Eisner, qui est arrivé tant en retard que la brasserie est déjà vide doit alors se mettre à la recherche de ses partisans dans la ville. Lorsqu'il les

⁷ L'Allemagne du système bismarckien est une confédération dont la Bavière, après la Prusse, est l'entité la plus importante. Semi-indépendante, elle conserve son propre parlement régional et sa propre monarchie locale.

trouve, la foule est déjà en mouvement, prêt à se laisser porter par le vent de révolte qui souffle depuis le nord sur tout le pays et qui a finalement atteint Munich. Eisner prend la parole devant la foule et exhorte à la patience : il promet une action dans les quarante-huit heures. Contre toute attente, la foule obtempère et se disperse dans le calme, témoignant de la confiance populaire dont jouit Eisner (Fachenbach 1936 : 90).

Le 6 novembre, Eisner rencontre chez lui ses plus proches associés pour organiser les actions du lendemain. Le 7 novembre, lorsqu'une large manifestation du *SPD* se disperse dans le respect de l'ordre public, l'*USPD*, entreprend sa propre marche. Dirigée par le trio Eisner, Gandorfer et Fechenbach, représentant dans l'ordre les travailleurs, les paysans et les soldats, leur première destination est une série de baraquements militaires. Les soldats et marins mutinés sont déjà très nombreux et très visibles dans la foule, tous comme les ouvriers d'usine de munitions. Lorsque Fachenbach, à l'avant du cortège et en uniforme, entonne lui-même des slogans, les soldats en baraquement se joignent rapidement aux révolutionnaires. Quelques instants plus tard, dans le hall d'une brasserie, sont élus les membres d'un « Conseil des ouvriers et des soldats », sous la présidence d'Eisner (*Ibid* : 96-99). Les représentants du conseil, en plus de ceux paysans de la *Bauernbund*, trouvent un chemin jusqu'à la chambre du parlement de Bavière et déclarent un gouvernement provisoire sous la direction d'Eisner. Ce dernier aura trois objectifs : (1) assurer la légitimité de son administration, (2) garantir la paix avec les alliés et finalement, pour reprendre le vocabulaire wébérien, (3) organiser un changement de direction culturel, mettre en place une nouvelle orientation du comportement intramondain.

Le conseil des ministres, formé le lendemain, confirme le rôle d'Eisner à titre de chancelier. À partir de là, tout semble vouloir se conformer aux dessins du nouveau régime. En réponse aux événements le roi Ludwig III de Bavière (1845-1921) adresse une déclaration ambiguë aux Bavarois. L'interprétation d'Eisner, qui ne trouvera pas de contestation sérieuse, fait de cette dernière une abdication ; l'histoire s'écrit calmement. La République libre de Bavière est proclamée, permettant à tous les fonctionnaires du gouvernement de continuer à effectuer leurs tâches au bénéfice de la nouvelle administration républicaine. Un mois plus tard, le 19 décembre 1918, la Cour suprême de Bavière reconnaît officiellement la légitimité et l'autorité du nouveau gouvernement républicain (Bauer 1987 : xlviii). L'équanimité avec laquelle Eisner remplit son premier objectif politique laisse croire à une « révolution tranquille ».

L'Armistice du 11 novembre signé, la première préoccupation d'Eisner à titre de chef d'État et son second objectif révolutionnaire est de conclure la paix avec les alliés et d'établir les conditions durables pour le maintien de celle-ci. Pour y parvenir, Eisner tente de convaincre le camp allié que les nouveaux représentants politiques allemands, tant en Bavière qu'en Prusse, de par leur progressisme et leur pacifisme, la plupart s'étaient opposée au déclenchement du conflit en 1914, représentent une chance sérieuse pour la paix en Europe ; les Alliés devraient supporter ces nouveaux dirigeants et non les écraser sous le poids de sanctions adoptées en vue de sanctionner l'autocratie militaire de l'ancienne monarchie. Eisner est, comme tous les Allemands, extrêmement préoccupé par la sévérité des conditions de paix de Versailles. Il espère pouvoir amadouer les négociateurs alliés en déclarant l'Allemagne coupable pour le déclenchement de la Guerre. Le 24 novembre, il fait publier des extraits de quatre documents « démontrant » la responsabilité allemande dans le déclenchement de la Guerre en rapport au conflit serbo-autrichien. Très peu convaincants, plusieurs avaient déjà tiré cette conclusion sans les documents (Mann 1972 :92). Weber y voit simplement un geste politique irresponsable qui affaiblit la position de négociation allemande à Versailles, sans pour autant obtenir quoi que ce soit en échange (Weber 1988[1919] :488-497).

Le troisième objectif politique d'Eisner est l'éducation populaire de la Bavière pour y développer de nouvelles valeurs sociales. L'introduction de la Fête de la révolution (*Revolutionsfeier*), le 17 novembre, participe à cet effort :

People from diverse classes were invited and assigned seating without respect for hierarchy and precedence; fancy dress was proscribed, thus stressing a new equality. The program included music by Beethoven and an upbeat extract from a play by Goethe, and concluded with a poem by Eisner, who also made a speech defining socialism. As a socialist, Eisner said, we want to remove the restrictions set by the economic structure so that everyone can realize his own gifts and become creative, full of ideals and fortunate in work. (Hopkins 2008 : 194)

Étonnamment pour un chef socialiste, Eisner n'accorde que peu d'importance à la condition des travailleurs en tant que telle. Il introduit la journée de travail de huit heures, mais se refuse à la nationalisation des moyens de production. L'après-guerre lui semble un mauvais moment pour procéder à la socialisation. Il en conserve tout de même le projet comme objectif à long terme en conformité avec les écrits de Marx⁸. Son objectif premier reste

⁸ Voir le programme gouvernemental d'Eisner du 15 novembre 1918 (cité dans Bauer 1987 : 420-423).

l'éducation populaire. Il instaure l'éducation populaire gratuite, contre l'opinion des fonctionnaires d'État et celle du SPD et met ainsi fin à la séculaire autorité de l'Église catholique sur l'éducation en Bavière ; il met en place des programmes d'arts devant servir l'éducation des masses, notamment par le théâtre public ; et il reconnaît le droit de vote des femmes, croyant fermement que la participation politique est également une éducation politique (Bauer 1987 : 419, 432-35).

À la fin décembre 1918, l'autorité du régime d'Eisner atteint son paroxysme, mais, sa légitimité personnelle étant attaquée tant à gauche qu'à droite, il accepte le 12 janvier 1919 de tenir les premières élections libres de la République de Bavière. Elles ont lieu le 19 janvier 1919. Les résultats sont extrêmement défavorables au USPD d'Eisner⁹, mais la formation d'un nouveau gouvernement est reportée au 21 février. C'est dans ce contexte confus, l'avenir de la République de Bavière incertain, que Weber présente sa conférence sur « La politique comme profession-vocation », le 28 janvier 1919.

Sachant ses jours à la chancellerie comptés, Eisner tente de mettre à profil les six semaines séparant l'élection de la transition des pouvoirs pour sauver les acquis de la Révolution. C'est à cette fin qu'il se rend à Berne avec le sociologue et élève de Weber, Robert Michels (1876-1936), pour participer à une rencontre internationale sur la réconciliation socialiste post Grande Guerre. Le 10 février, en conférence devant les étudiants de l'Université de Berne, Eisner livre sa propre interprétation de la politique comme profession-vocation :

Eisner argued that the vocation of a politically active person is to construct a new society, even though the heavy weight of the old is still present. The path toward a new society thus implies the development of a new "spirit" [Geist] through education. Politics is education, Eisner stressed, and education should help people realize the ideas that are already present in their spirit so that the old can be cast aside. (Michels 1929 : 364, cité dans Hopkins 2008 : 197)

De retour à Munich, 21 février au matin, sa lettre de démission en poche, Eisner se rend au parlement où il doit en faire la lecture sur le coup de dix heures. En chemin, il est atteint à bout portant par les deux coups de feu du compte Anton v. Arco-Valley (1897-1945), lieutenant de réserve et militant monarchiste. L'assassinat d'Eisner et les rétributions qui

⁹ Le SPD de Bavière obtient 33% des voix, alors que le Parti du peuple bavarois (*Bayerische Volkspartei*), formation conservatrice, obtient 35% des voix. L'USPD d'Eisner ne rafle que 2.5% des votes exprimés.

s suivirent constituent le premier épisode violent de la révolution bavaroise. Ses obsèques publiques, le 26 février, sont le théâtre d'une grande émotivité, alors que les sanglots d'une foule beaucoup plus nombreuse que celle des seuls partisans politiques du USPD témoignent de la tristesse populaire.

Le professeur envieux

Bien que de nombreux témoignages démontrent l'appréciation dont Eisner était l'objet, aux yeux de Weber « [he had] brought disgrace after disgrace upon Germany » (Weber 1989 [1924] : 684). La publication de documents voulant servir à inculper l'Allemagne pour le déclenchement de la Guerre lui semblait tout simplement irresponsable :

Au lieu de chercher des "coupables" après une guerre, à la manière des vieilles femmes – quand c'est la structure de la société qui a produit la guerre –, l'attitude virile et austère consiste à dire à l'ennemi : "Nous avons perdu la guerre, vous l'avez gagnée. Cela est acquis. Discutons maintenant des conséquences qu'il faut en tirer, conformément aux intérêts objectifs qui étaient en jeu et (c'est le point principal) au regard de la responsabilité envers *l'avenir*, laquelle incombe avant tout aux vainqueurs." Tout le reste est indigne et se paie. [...] Au lieu de se soucier de ce qui concerne l'homme politique, à savoir l'avenir et la responsabilité à l'égard de l'avenir, [l'éthique de la conviction] s'occupe de questions politiquement stériles, parce qu'indécidables, de culpabilité dans le passé (Weber 2003 [1919] : 187-88)¹⁰.

De l'opinion de Weber, Eisner a agi « vulgairement » en tentant ainsi « d'obtenir des avantages politiques en échange de la reconnaissance de la [culpabilité allemande] » (*Ibid* : 188). C'est pourquoi il lui apparaît comme « l'exemple même de l'homme politique ignorant de toute responsabilité authentique » (Colliot-Thélène 2003 : 114).

C'est pourquoi, lorsqu'il apprend que l'Association des étudiants libres de Bavière songe à inviter le chancelier de la République bavaroise comme conférencier de leur soirée 28 janvier 1919 sur le thème de la profession-vocation politique, suite à premier refus de sa part et à celui de Friedrich Naumann, Weber revient précipitamment sur sa décision. S'il était hésitant en premier lieu à prendre la parole, c'est que ses échecs politiques du début du mois l'ont épuisé (et humilié). Tout au long du mois de novembre 1918, bien qu'il ait refusé de se porter candidat pour le DDP, l'appel de la politique active était resté présent. Auprès de son amie Mina Tobler, il s'en dissuade cependant en invoquant ses craintes qu'une occupation militaire de l'Allemagne par les alliés ou une contre-révolution de droite

¹⁰ C.f. Lettre à Hermann Oncken du 19.2.19 (Weber 1984[1926] : 658).

entraînant la nation dans une guerre civile ne viennent réduire à néant tout effort politique authentique entrepris en ce moment. Dans une lettre à Tobler, Weber écrit : « Je préfère de loin rester chez moi, je crois que toute cette agitation ne donnera rien. C'est par la suite qu'on est nécessaire » (Weber, cité dans Mommsen 1985[1959] : 390).

Lorsque l'opportunité se présente à lui, il ne s'y oppose pas. Le 12 décembre, Weber prononce une conférence lors d'un rassemblement des membres du DDP de Francfort. Lorsqu'il termine, il est spontanément proposé par l'assemblée d'inscrire le nom de Weber à la tête de la liste des cinq candidats de la circonscription d'Essen-Nassau (Weber 1984[1926] : 654). L'assemblée sait qu'elle fait une exception en proposant d'inclure à sa liste un candidat qui n'est pas en lien direct avec Francfort, mais « avec la totalité des voix moins deux, c'est-à-dire avec une belle unanimité, elle plaça Max Weber en tête de la liste. Aux yeux de Weber, cette procédure se présentait comme un choix spontané d'un leader fait par plusieurs centaines de participants, et c'est pour cette raison seulement qu'il accepta cette nomination» (Mommsen 1985[1959] : 391). Sa candidature n'est cependant pas encore officielle, la conférence régionale du parti du 29 décembre devant approuver de manière finale les recommandations locales, mais Weber n'y accorde aucun intérêt. À son ami Hugo Preuß, membre fondateur du DDP et maintenant ministre de l'Intérieur, Weber écrit : « Il semble que je doive assez sûrement être élu à Francfort » (Weber, lettre du 25.12.1918, citée dans *Ibid* : 391). De manière fort surprenante, parce que contraire à tous ses écrits sur le fonctionnement bureaucratique des partis de masse, il ne se donne pas la peine de contacter les responsables de l'organisation du DDP de Hessau-Nassau, ni ne livre aucun discours dans sa circonscription. De Heidelberg, à la toute dernière minute, lorsqu'il apprend que son nom figure au bas de la liste qui sera présentée à la conférence régionale et non plus tout en haut, diminuant à néant ses chances d'élections, il se retire de la course, indigné (Weber 1984[1926] : 655). Le maire de Francfort, Hermann Luppe, et le maire de Kassel, Erich Koch, tous deux disposant de bonnes connexions dans la machine du parti, se sont assurés, derrière des portes closes, de faire inscrire leur nom au haut de la liste en place et lieu de celui de Weber.

Au pays de Bade, la consternation est grande, car les membres locaux du DDP auraient inscrit Weber à leur propre liste, s'il n'avait déjà été à la tête de celle de Francfort. Le 2 janvier 1919, lors qu'il conclut un discours à Heidelberg sur la reconstruction allemande devant une assemblée du DDP, « at the end the audience tempestuously

demanded that the party leadership of Baden be urged to place him at the head of the Baden ticket » (*Ibid* : 644). Il est cependant trop tard, la liste est fermée et aucun candidat ne veut céder sa place à Weber. Il en est terminé des prétentions de ce dernier à la politique active, ayant lui-même saboté toute autre possibilité pour lui de faire inscrire son nom à la liste des candidats par un tiers, afin de ne pas jouer le rôle « of a seat-hunter backed by others » (*Ibid*).

De novembre 1918 à janvier 1919, alors que Weber se trompait sérieusement sur son avenir politique et que sa confiance excessive le dépouilla de toute chance de jouer un rôle politique véritable, Eisner renversait dans le calme une monarchie, proclamait la république et mettait en place les fondements d'un programme politique qui ne correspondait aux aspirations de personne, sinon aux siennes. Nous ne connaissons jamais le résultat final de ces mesures, son assassinat et la contre-révolution qui s'attaqua à son héritage ne lui laissèrent pas le temps de prospérer. Il a cependant fort à parier que malgré la défaite électorale, Eisner serait resté une figure politique influente en Bavière, voir même dans le *Reich*, une fois la ré-annexion commandée par Berlin consumée. Nous devons donc nous poser la question, lequel de Weber ou d'Eisner fut vraiment le littérateur apolitique ?

Chapitre II. Le Knout russe

The multiple failures that beset the country, from our mismanaged economy to our shredding of Constitutional rights to our lack of universal health care to our imperial debacles in the Middle East, can be laid at the door of institutions that produce and sustain our educated elite. Harvard, Yale, Princeton, Stanford, Oxford, Cambridge, the University of Toronto, and the Paris Institute of Political Studies, along with most elite schools, they do only a mediocre job of teaching students to question and think. They focus instead, through the filter of standardized tests, enrichment activities, AP classes, High-priced tutors, swanky private schools, entrance exams, and blind deference to authority, on creating hordes of competent systems managers.

Chris edges

Empire of Illusions: The End of Literacy
And The Triumph Of Spectacle (2011)

C'est un Max Weber blessé, mais stoïque, qui accueille la nouvelle de la défaite allemande. À peine plus d'une semaine après l'armistice du 11 novembre 1918, il écrit à son proche correspondant, Friedrich Crusius (1847-1941), professeur de philologie à Munich : « Lorsque je pense à l'incroyable résistance de cette Allemagne, jamais n'ai-je considéré davantage comme un présent des cieux le fait d'être allemand que maintenant, lors des sinistres jours de son humiliation » (Weber 1989 [1926] : 649). Dans ses échanges avec Crusius, Weber affirme que la possibilité même d'une *Weltpolitik* est désormais révolue pour l'Allemagne ; et il s'exclame au sujet de la nouvelle domination mondiale anglo-saxonne : « ah, c'est nous qui l'avons faite ». Et bien que cette domination anglo-saxonne l'afflige, il se réjouit que grâce à cette dernière, un sort bien plus terrible – le « knout russe » – ait épargné la nation allemande (*Ibid* : 648).

Au moment où Weber écrit ces mots, l'Allemagne se trouve pourtant au bord d'un précipice ; l'abdication du Kaiser , le 9 novembre 1918, loin d'avoir calmé les pulsions révolutionnaires des derniers mois de la guerre, enflamme au contraire les groupes factieux. À droite comme à gauche de l'échiquier politique, au nord comme au sud du pays, tous se mobilisent afin de tenter d'imposer leur vue quant à la forme future du nouvel état allemand. Après quatre ans de guerre contre la Triple Entente, 2,4 millions de morts et deux fois plus de blessés, c'est maintenant le spectre d'une guerre civile qui plane sur la nation.

L'occupation étrangère, le morcèlement territorial et l'incompatibilité des différentes visions politiques en présence, voilà autant de menaces qui imminnent l'unité de l'État allemand.

Que peut donc vouloir dire Weber lorsqu'il affirme que le « modèle russe » aurait été un sort bien plus tragique encore que celui qui afflige alors la nation allemande ? Il ne fait pas ici référence au système bolchévique mis en place par Lénine, mais bien plutôt à la réaction tsariste aux révolutions libérales de 1905 et 1907. Ces deux soulèvements, qu'il commente directement par ses textes de 1906, *À propos de la situation de la démocratie bourgeoise en Russie* et *Le passage de la Russie à un pseudo-constitutionnalisme*, tant par leur ampleur, ainsi que celle de la violence de leur répression, agissent sur Weber à l'image d'une loupe grossissante qui lui fait identifier l'impotence d'une direction politique responsable et celle d'un contrôle de l'appareil bureaucratique au sein d'une administration moderne. Cette prise de conscience est à la base de la réflexion politique ultérieure de Weber et constitue à ce titre un passage obligé dans notre propos sur la pensée politique wébérienne. Elle constituera la première section du présent chapitre.

Puis, la question de la responsabilité politique et du contrôle de la bureaucratie toujours à l'esprit, nous aborderons ensuite les textes scientifiques de Weber – « Économie et société » (1995[1921]) et « La profession vocation de politique » (2003[1919]) –, pour reconstituer l'idéal-type de la bureaucratie moderne tel que le fait lui-même Weber, avant de voir, par un retour à *Parlement et gouvernement dans l'Allemagne réorganisée* (2004[1919]) pourquoi il s'en inquiète.

C'est dans l'histoire du Nouvel empire égyptien et du Bas empire romain que l'on retrouve l'origine des craintes de Weber. Au sein de ces deux configurations historiques, comme il l'explique dans « Les causes sociales du déclin de la civilisation antique » (2001[1896]) et « Économie et sociétés dans l'Antiquité » (2001[1909]), il trouve une bureaucratie justement parvenue à un règne sans partage ; dans les deux cas, elle en est venue à étouffer l'esprit même de la civilisation qui la portait, jusqu'à ce que l'effondrement de celle-ci entraîne sa propre disparition. Voir ce scénario se répéter en Allemagne, voilà pour Weber la pire des conjectures possibles et celle contre laquelle il formulera par la suite sa pensée politique.

Finalement, la dernière section effectue un retour à Weber et à la défaite allemande. Malgré tout le discrédit du régime impérial suite à la défaite de 1918 et — avec lui — du système économique capitaliste qui le portait, Weber en vient à conclure que l'Allemagne ne doit pas s'engager dans la voie du socialisme, indépendamment du caractère louable de ses finalités ou du dynamisme du mouvement politique qui l'anime. Loin d'apporter une réponse au problème de la bureaucratisation ou de la responsabilisation des hommes politiques, le socialisme affranchirait la bureaucratie du dernier obstacle qui se dresse encore sur le chemin de sa domination sans partage de l'existence moderne. C'est du moins l'une des conclusions centrales de sa conférence sur « Le socialisme » (2004[1918]). C'est sur la base de ce rejet du socialisme que Weber se mettra alors à la recherche d'un autre modèle politique alternatif, la Führerdemokratie. Mais chaque chose en son temps, nous y reviendrons dans les chapitres subséquents.

Dans ce chapitre, les textes de Weber seront donc autant utilisés pour reconstituer le contexte au sein duquel il évoluait, que pour témoigner de sa pensée politique et de ses prises de position. Toute présentation d'évènements historiques qui se fonde sur les textes politiques de Weber sera assurément influencée par le caractère éminemment subjectif de ces derniers. Or, dans l'entreprise qui est la nôtre, à savoir reconstituer les origines de la pensée politique wébérienne, retrouver le sens que Weber attribue lui-même à ses textes politiques, cela n'est pas nécessairement problématique. En effet, les distorsions entre la vision wébérienne de son époque et le contre rendu que peut nous en faire la discipline historique agissent comme autant de repères pour identifier ce à quoi la pensée de Weber accorde de l'importance et *ipso facto*, ce qu'il défausse. Son insistance, par exemple, pour voir dans la Révolution libérale russe un conflit qui oppose la bureaucratie d'État aux forces libérales de la bourgeoisie, et non le tsar et la bourgeoisie, est unique et témoigne bien du rôle que Weber attribue dans sa pensée à ses trois forces.

De ce que la Première révolution russe nous enseigne

En août 1904, la Russie – gigantesque état agraire alors encore à peine industrialisé – et toute l'Europe sont sous le choc. C'est la première fois depuis le siège de Vienne par les Ottomans en 1683 qu'un État membre du « Concert des nations » perd une guerre aux mains d'un agresseur non occidental. La victoire militaire sans appel de l'empereur japonais sur Nicolas II, combinée à l'incapacité du tsar à répondre aux revendications

sociales de son peuple suite à l'essor du capitalisme moderne, plonge son régime dans une instabilité croissante. La tension éclate au grand jour lorsque, le 8 janvier 1905, « la police tire sur une foule composite dont les premiers rangs sont constitués d'ouvriers venus en famille avec des icônes et des portaits du tsar prier celui-ci de convoquer une assemblée constituante » (Kauffmann 2004 : 69). La révolution embrase alors tout le pays : grèves ouvrières, révoltes paysannes, mutineries militaires, comme sur le cuirassé Potemkine, création d'un soviet à Saint-Pétersbourg. Le bras de fer entre la population et le tsar perdure près de dix mois, jusqu'à ce que ce dernier, se rangeant aux conseils de son premier ministre, Sergei Yulyevich Witte (1849-1915), promulgue le Manifeste d'octobre. Par le biais de ce manifeste, le tsar s'engage à respecter (1) l'inviolabilité « effective » de la personne, la liberté de conscience, de parole de réunion et d'association ; à mettre en place (2) l'extension du droit de vote ainsi que (3) l'application du principe fondamental d'une participation « effective » de la Douma au contrôle de la légalité des actes du pouvoir d'État (voir Weber 2004[1906] : 186). Dès 1906, dans un article paru comme supplément au premier numéro du 22^e volume de la revue *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik* intitulé « À propos de la situation de la démocratie bourgeoise en Russie », Weber se questionne sur les chances de succès de cette refonte libérale des institutions politiques russes.

Weber doute fortement que ce remaniement libéral des institutions politiques marque le début d'une monarchie parlementaire en Russie. Par-delà l'apparence et le discours, le régime russe conserve toutes ses caractéristiques autocratiques. Si la nouvelle constitution abolit le caractère *illimité* du pouvoir tsariste, ce n'est que pour pouvoir le déclarer *suprême*¹. Le changement n'est que d'ordre cosmétique. L'empereur détient toujours le monopole sur le pouvoir exécutif, sur le contrôle des forces armées, sur la politique étrangère, sur la police ainsi que sur l'administration de la bureaucratie d'État. Ses ministres ne sont responsables que devant lui, et non devant la Douma. Toutes questions relatives à la succession au trône, la gestion des domaines de l'État (la couronne possède — et ce jusqu'en 1917 — plus de 40% des terres agricoles du pays) et les cours de justice ne dépendent en dernière instance que des prérogatives de la couronne. Nicolas II reste également chef suprême de l'Église orthodoxe. En matière législative, il convoque et

¹ Article 4 de la loi fondamentale russe de 1906 (cité dans Kauffmann 2004 : 71).

dissout la Douma, dispose de l'initiative de déposer des lois et nomme la moitié des membres de la chambre haute, le Conseil d'État. Les autres membres de ce conseil sont élus selon un système corporatiste, au sein de la noblesse, du clergé, du monde universitaire, de l'industrie et du commerce. Cette chambre haute fait donc office de contre poids à la Douma, pouvant s'opposer à toute décision de cette dernière qui n'est pas directement sous l'autorité du tsar. Enfin, si l'élection du parlement se fait au suffrage universel, le scrutin est loin d'être démocratique ; la voix d'un grand propriétaire terrien équivaut à trois voix bourgeoises, à quinze voix paysannes et à quarante-cinq voix ouvrières (Kauffmann 2004 : 71).

Affinité élective entre libéralisme et capitalisme ?

Cet agencement institutionnel fait dire à Weber « que le tsar [n'a], à titre *personnel*, à aucun moment eu sincèrement l'intention de transformer la Russie en "État de droit" (Weber 2004[1906] : 183). Ces mesures, loin d'aider le libéralisme à faire la promotion de sa :

[...] vocation de toujours, qui est de combattre le centralisme tant bureaucratique que jacobin et d'œuvrer à faire passer dans les masses la vieille idée individualiste fondamentale de "l'inaliénabilité des droits de l'homme", qui pour nous autres en Europe occidentale est devenue aussi "triviale" que peut-être le pain noir pour celui qui mange à sa faim. [...] Bien au contraire, autant la lutte pour ces valeurs "individualistes" d'existence doit compter à chaque pas avec les "conditions matérielles" du milieu dans lequel elle se développe, autant le soin de les "réaliser" ne peut être laissé si peu que ce soit au développement économique. Les chances de la "démocratie" et de l'"individualisme" seraient aujourd'hui compromises au plus haut point si nous devions nous en remettre à l'effet, "conforme à des lois", que produiraient des intérêts matériels. Car ces derniers montrent aussi clairement que possible la voie opposée : [...] partout, l'habitable pour la nouvelle servitude est d'ores et déjà prêt, il attend seulement que le ralentissement du rythme du "progrès" économique et technique [...] rendent les masses assez "dociles" pour quelle viennent se loger définitivement en lui. (Weber 2004[1905] : 172)

La nouvelle constitution russe est « l'habitable de la nouvelle servitude », car si le capitalisme moderne naissant en Russie est une condition nécessaire à l'apparition d'un mouvement libéral comme celui de 1905, il n'est en rien suffisant à l'accomplissement de ses objectifs. Les intérêts matériels qu'engendre ce nouveau système ne peuvent à eux seuls garantir la réalisation de la démocratisation de la société ou la promotion des droits de l'homme. Au contraire, si l'on ne devait se fier qu'aux conditions matérielles et aux

constellations d'intérêts qu'elles créent, directement ou indirectement, tous les baromètres économiques indiquent une tendance orientée vers une « non-liberté » croissante. Weber se fait ici réplique de Marx :

Il est parfaitement ridicule d'attribuer à l'actuel capitalisme à son apogée tel qu'il existe en Amérique et tel qu'il est actuellement importé en Russie – phénomène inéluctable de notre évolution économique – une affinité élective avec la "démocratie" ou même avec la "liberté" (en quelque sens du terme que ce soit), alors que la seule question qui se pose est de savoir comment, sous sa domination, toutes ces choses seront à la longue "possibles". Elles ne le sont effectivement que là où existe durablement pour les appuyer la volonté résolue d'une nation de ne pas se laisser gouverner comme un troupeau de moutons. Nous autres "individualistes" et partisans d'institutions "démocratiques", nous sommes à "contre-courant" des constellations d'intérêts matériels. (Ibid: 173)

S'il renverse la thèse de l'affinité élective entre le capitalisme moderne et l'évolution du libéralisme, compris au sens large, c'est en se basant sur les conclusions de son ouvrage *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, publié un an plus tôt, voulant que le concept moderne de liberté relève d'une configuration historique particulière et non pas d'une « tendance générale de l'évolution ». Il fait ici référence à (1) l'expansion outre-mer ; (2) à la spécificité économique et sociale de l'époque du « premier capitalisme » moderne ; (3) à la conquête de la vie par la science ; (4) à l'uniformisation des modes de vie par la standardisation de la production ; et aux (5) représentations et valeurs idéales nées de la spécificité historique concrète d'un univers de pensée religieux précis, à savoir le puritanisme. La situation russe démontre bien selon Weber que la « constellation des conditions préalables qui ont permis historiquement la genèse de la liberté moderne était unique et ne se répètera jamais » (*Ibid* : 174).

Il est clair que Weber considère la nouvelle constitution du Manifeste d'octobre comme un simulacre de parlementarisme et de démocratie et, qu'à ce titre, il ne peut que dénoncer ce « pseudo-constitutionnalisme ». En revanche, on saisit encore mal pourquoi, à ses yeux, une administration tsariste centralisée, quoiqu'insuffisamment encadrée par les principes du parlementarisme, est davantage un « habitacle de servitude » que ne l'était l'absolutisme moyenâgeux antérieur. Sur le ton prophétique qu'on lui connaît, Weber clôt ce premier article sur la situation politique russe par une mise en garde à l'empereur contre ce qui se montre véritablement subversif à son pouvoir : non pas le prolétariat et la bourgeoisie, mais plutôt le camp de la bureaucratisation de l'administration qui récoltait

déjà, par les résultantes de ce pseudo-constitutionalisme, « *les fruits de la politique démagogique qu'[il] a menée depuis tant d'années, cultivant d'un côté le capitalisme, empêchant de l'autre toute évolution ordonnée de la bourgeoisie vers son émancipation, dressant les classes les unes contres les autres* » (*Ibid* : 178). Et c'est bien là la preuve que « *rien d'un tant soit peu vraisemblable ne plaide en faveur de la possibilité que le [capitalisme comme système] économique en tant que telle doive nécessairement receler en son sein le développement de personnalités individuelles intérieurement "libres", soit des idéaux "altruistes"* » (*Ibid* : 174). Par son expansion, nous dit Weber, la bureaucratisation favorise l'essor du capitalisme russe, mais devient également une force politique jouant contre la bourgeoisie qui, en Europe de l'Ouest, s'est faite le porteur de ce système économique et de la conception moderne de la liberté. Se faisant, elle crée cet l'habitable de la servitude nouvelle où les valeurs libérales sont activement réprimées.

Le pouvoir autocratique

En dépit du pessimisme de Weber, les 486 députés de la première Douma qui se réunissent en avril 1906 forment une véritable opposition à l'administration tsariste. Le parti constitutionnel-démocrate (KD), porteur d'un programme libéral-démocrate, et la Fraction paysanne, un parti socialiste regroupant paysans et prolétaires, forment une majorité parlementaire qui ne se satisfait pas du « pseudo-constitutionalisme » et réclament l'instauration d'une véritable monarchie parlementaire, prônent la responsabilité des ministres devant le parlement, le droit de grève ainsi que la distribution des terres de l'État parmi les paysans. Suite à ces événements et six mois après son premier article sur la Russie, Weber publie dans *Archiv für Sozialwissenschaft und Politik* une seconde étude sur la révolution russe, « Le passage de la Russie à un pseudo-constitutionalisme ».

En dépit du triomphe électoral des libéraux, Weber est toujours aussi sceptique quant à l'avenir du libéralisme en Russie, car le pouvoir autocratique de la bureaucratie n'est en rien affecté par cette victoire. Selon lui, l'avenir du libéralisme, et incidemment de l'autocratie, se joue dans la configuration des forces politiques de la nation face à la bureaucratie d'État et non dans leur force relative par rapports des unes aux autres. Dans « l'ancienne » Russie, le pouvoir absolu du tsar repose principalement sur sa position à la tête d'un empire divisé en un double ensemble de satrapies ; l'un régionalement divisé, l'autre correspondant aux attributions spécifiques des différents départements ministériels.

Ces deux ensembles se tiennent mutuellement en respect, conférant à la couronne une position d'arbitrage lui permettant de résoudre un grand nombre de conflits en sa faveur. Toutefois, sous le pseudo-constitutionalisme l'on assiste à l'évanouissement « *de ce qui restait encore d'apparence de "pouvoir autocratique", au sens ancien, [alors que s'instaure] définitivement le pouvoir centralisé de la bureaucratie moderne* » (Weber 2004[1906] : 191). Ce n'est désormais plus le pouvoir de la couronne qui agira à titre de dernière instance, mais bien la bureaucratie d'État. Sous les conditions de cet ordre constitutionnel, le libéralisme n'a aucune chance de s'implanter en Russie.

En dépouillant la Douma de l'effectivité du contrôle de l'administration de l'État, tsar fait le choix de concentrer autour de sa personne le pouvoir politique de l'État, c'est ce que l'on nomme un *règne personnel*. Son pouvoir autocratique en semble renforcé. Or, rien ne serait être moins vrai, car l'administration moderne « *requiert aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, le spécialiste qualifié, ce qui, [aujourd'hui], signifie exclusivement le bureaucrate* » (Weber 2004[1906] : 192). Et de ce savoir technique et spécialisé de l'administration moderne, le tsar n'en connaît rien. Ce n'est qu'à travers ses fonctionnaires, leurs rapports, leurs conseils et leurs dépêches, qu'il prend connaissance de toute question politique. Mais parce qu'elle est seule devant le corps des fonctionnaires, son parlement d'apparat privé du droit d'enquête sur l'activité gouvernementale, la couronne se retrouve dans l'incapacité d'évaluer le travail des fonctionnaires d'État. Un règne personnel « *autoritaire* » signifie donc en réalité une délégation de la couronne vers la bureaucratie de l'administration politique effective de l'État.

Pour étayer son argument, Weber souligne le contraste entre le *kingdom of prerogative* et le *kingdom of influence* inspiré de l'exemple anglais : dans le premier cas, le souverain prioritairement attaché à ses prérogatives est condamné à n'être qu'un dilettante, dépendant de son administration et de ses spécialistes qualifiés pour l'administration de son royaume et, donc, impuissant par rapport eux. Ce choix s'avère selon Weber incompatible avec la nature propre de la l'administration moderne :

parce que la vanité dynastique [...] si facilement mise en mouvement par la reconnaissance juridique des prérogatives attachées à sa couronne, l'incite à développer des ambitions personnelles qui, qu'on le veuille ou non, sont incompatibles, sauf préjudice grave, avec la réalité de la vie politique de l'État d'aujourd'hui qui n'a que faire du dilettantisme du souverain tel qu'il existait à l'époque de la Renaissance (Weber 2004[1906] : 193).

Dans le second cas de figure, le souverain d'une monarchie parlementaire a peut-être une position formelle moins puissante, mais cela ne lui interdit nullement l'exercice d'une influence profitable aux intérêts de son État, du moins s'il est compétent. Apparaît ici une référence positive directe au régime parlementaire britannique et à son souverain, Édouard VII. Par opposition, la figure de ce dernier, désignée à de nombreuses reprises par Weber comme « souverain consciemment modeste » (*Ibid* : 236, 2004[1917c] : 342, 444), révèle tout le discrédit qui marque l'opinion de Weber pour le tsar et Guillaume II.

Lorsque la haute aristocratie, qui jusqu'ici s'était historiquement vu confier le pouvoir administratif effectif, mais maintenant inapte face à l'emploi des moyens modernes de l'administration, accepte de se contenter de ses prérogatives et donc de la simple *apparence* du pouvoir, l'effectivité du pouvoir politique revient à la bureaucratie. « *Le monarque croit gouverner lui-même, tandis qu'en vérité la fonction publique, couverte par son autorité, jouit du privilège d'agir sans contrôle et sans responsabilité* » (Weber 2004[1917c] : 342). La volonté funeste du tsar à *vouloir gouverner seul* lui fait perdre en vérité toute capacité réelle d'action politique, pire encore, rend son royaume incapable de formuler une politique mesurée et réfléchie, tant sur le plan intérieur qu'extérieur. Ce n'est que dans l'action que le tsar peut conserver *l'apparence* du pouvoir politique et les prérogatives juridiques de sa couronne lui permettent cette liberté d'action. Plus flamboyante est l'action, plus forte *semble* être la démonstration de pouvoir qui en résulte. Cependant, son ignorance des techniques de l'administration moderne font « *nécessairement de lui un dilettante dont l'ingérence immanquablement versatile et imprévisible [rend] impossible, même avec un talent politique [des] plus grands, toute politique aux objectifs clairement établis* », si bien que chaque décision cruciale qu'il prend en vient à « *mettre en jeu l'existence de son pays ou de sa couronne* » (Weber 2004[1917a] : 234).

La situation serait tout autre si, sur le plan juridique, un authentique parlement (à l'anglaise) était mis en place. Sous une monarchie parlementaire : « *La bureaucratie est dépendante du monarque face au parlement et entretient alors avec lui une communauté d'intérêts* » (Weber 2004[1906] : 193). À l'image du double ensemble de satrapies de l'ancien régime, le monarque reste alors la figure décisive entre la bureaucratie d'État, qui relève en dernière instance de lui, et le parlement, qui questionne et apure l'administration.

Ce n'est pas la voie empruntée par Nicolas II. Dix semaines à peine après sa mise sur pied, il dissout la première Douma. Il espère que de nouvelles élections lui permettront de casser l'élan des forces libérales, objectif qui se réalise effectivement lors du second scrutin. La seconde Douma voit la députation du KD fondre presque de moitié, mais cela ne convient toujours pas au tsar. Il ne faudra pas attendre plus de trois mois pour que ce second parlement soit à son tour dissous. Simultanément, le tsar nomme Piotr Arkadievitich Stolypine (1862-1911) à titre de premier ministre, en remplacement de Witte. Cette nouvelle nomination n'est pas que le désaveu de son ancien premier ministre, jugé lui-même trop libéral, mais également la répudiation pure et simple du Manifeste d'octobre. Stolypine profitera au maximum des nouvelles possibilités de répression et d'autoritarisme que met à sa disposition une bureaucratie d'État centralisée afin de s'opposer à toute expression du mouvement libéral, confirmant du même coup les pires craintes de Weber sur les conséquences institutionnelles du pseudo-constitutionalisme.

Le jour même de la dissolution de la seconde Douma, le 3 juin 1907, Stolypine modifie illégalement la loi électorale sans consulter la Douma. Le nouveau mode de scrutin mis en place est analogue au vote prussien à trois classes, garantissant que le deux tiers des votes du parlement répondent désormais des grands propriétaires terriens et de la grande bourgeoisie. Cette manœuvre politique est accompagnée de toute une série de mesures destinées à réprimer toute nouvelle menace révolutionnaire et à saper les bases du mouvement libéral : pouvoir accru du premier ministre, création de cours martiales pouvant juger et exécuter rapidement les accusés de rébellion ou de terrorisme, déclaration de l'état d'urgence sur de nombreux territoires du pays, renforcement des dispositifs de censure (mesure qui résultera par l'interdiction de centaines de journaux ainsi que la traduction d'autant de journalistes devant les tribunaux susmentionnés) et, finalement, la mise en place d'un réseau secret d'indicateurs et de délateurs, un réseau parallèle à l'*Okhrana*, la police secrète du tsar, à laquelle des ressources additionnelles sont également consenties. La mise en œuvre de ces mesures nécessite un important dispositif bureaucratique, ce qui renforce *de facto* la capacité des fonctionnaires à défendre leurs intérêts ploutocratiques.

Si Weber constate que « *toute la société russe fait bloc comme un seul homme précisément contre l'évolution de l'ancien pouvoir autocratique* » (Weber 2004[1906] : 196), il se désole de voir que l'émergence d'une bureaucratie rationnelle moderne, un développement qu'il juge par ailleurs inévitable, ouvre cependant la voie à une nouvelle

forme de domination, celle-là encore plus intégrale que ne l'était l'autoritarisme ancien, parce que beaucoup plus rationnelle et donc plus systématique. Parce que, par manque de responsabilité politique, le tsar n'assume pas une position de contrôle face à la bureaucratie d'État, il perd toute influence sur l'administration de son royaume et laisse en vérité cette dernière entre les mains des fonctionnaires. La conclusion de Weber est sans équivoque : la seule façon pour un monarque moderne de conserver une influence politique véritable est de consentir aux principes du parlementarisme.

L'exemple russe est extrême, tant par sa violence que par la rapidité avec laquelle s'y déploie le processus de bureaucratisation de la société. Sur le plan politique, l'État russe passe en l'espace d'une génération du féodalisme à la domination rationnelle-légale des fonctionnaires alors que, sur le plan économique, débute l'essor d'un capitalisme moderne aux dépens de la vieille économie agraire. La résultante sociale est une guerre civile au cours de laquelle une armée de fonctionnaires d'État, de policiers, de soldats, de délateurs et d'espions réprime dans le sang un mouvement libéral qui aspire aux idéaux de l'Europe occidentale. En Russie, c'est cette communauté d'intérêts entre l'aristocratie tsariste qui se contente de l'apparence du pouvoir et l'armée de fonctionnaires de Stolypine qui est marquée par une « affinité élective », et non pas le capitalisme et le libéralisme.

Ces textes sur la Russie témoignent de la sensibilité wébérienne qui le fait s'intéresser, par delà l'actualité, aux enjeux sous-jacents aux événements se déroulant autour de lui. De plus, Weber y pose déjà de façon consciente la problématique centrale à toute son œuvre politique, celui du contrôle de la bureaucratie moderne et de la direction politique.

Domination et bureaucratie

Weber trace dans ses articles un portrait dramatique de la Révolution libérale russe. Il n'est certainement pas le seul, mais là où moult de ses contemporains dénoncent simplement la violence de la répression, Weber offre quant à lui une lecture réellement sociologique des événements. Son analyse ne se limite pas à l'actualité du moment, mais cherche, par-delà les circonstances, à déceler la présence, ainsi que les conséquences prévisibles, d'un processus inéluctable aux sociétés modernes, à savoir la bureaucratisation de l'activité humaine. À compter des textes sur la Russie, la problématique centrale des écrits politiques

de Weber se rapportera toujours à la question du contrôle de ce processus et à la minimisation de ses effets les plus néfastes. Mais l'on ne peut se limiter au seul corpus de ses écrits politiques si l'on cherche à exposer dans son ensemble la conception wébérienne de la bureaucratie. Il nous faut d'abord consulter ses écrits scientifiques (Weber 1995[1921], 2003[1906], 2004[1917b]) pour trouver description la plus aboutie de ce qu'il subsume sous le vocable de « bureaucratie moderne », puis ensuite revenir à ses écrits politiques pour comprendre en quoi il s'en inquiète.

L'appareil bureaucratique moderne

L'État, même s'il est l'instance qui a monopolisé le pouvoir de garantir des droits, n'est cependant pas différent des groupements politiques qui l'ont précédé historiquement : il est lui aussi un « rapport de domination de l'homme sur l'homme » (Weber 2003[1905b] : 119). Il se particularise par contre dans le fait que « la véritable domination, [celle] qui s'exerce non pas dans les discours parlementaires ou les déclarations [du chef d'État], mais dans le maniement de l'administration au quotidien [y] est nécessairement et inévitablement aux mains des fonctionnaires » (Weber 2004[1917b] : 323). Cette domination des fonctionnaires renvoie à l'idéaltype légitimité rationnelle-légale de la domination, c'est-à-dire « de la croyance en la validité d'une codification légale et de la "compétence" objective fondée sur l'application de règles instituées de manière rationnelle, donc en vertu de la disposition à l'obéissance et à l'accomplissement des devoirs conformément à cette codification » (Weber 2003[1906] : 120).

Cette codification, *ergo* le droit, est dans son essence un cosmos de règles abstraites, arrêté de manière volontaire. Le détenteur type du pouvoir légal, « le supérieur », lorsqu'il statue sur un cas et use de son pouvoir, obéit lui-même à l'ordre impersonnel légal selon lequel il oriente son action. Celui qui lui obéit ne se soumet pas à la personne du supérieur, mais au droit que ce dernier représente. C'est donc à titre de membre du groupe reconnaissant la légitimité du code légal en place qu'il obtempère à la volonté de son supérieur. Par conséquent, il n'est tenu de le lui obéir « que dans les limites de compétence objective, rationnellement déterminée, que lesdits règlements fixent » (Weber 1995[1921] : 291).

De là, Weber identifie trois éléments comme constitutifs de toute domination rationnelle : premièrement, une activité continue de bureaucrates liées à des règles

déterminées ; la compétence de ces derniers, ce qui signifie des domaines d'activité délimités objectivement ; et finalement une structure administrative hiérarchique, à savoir l'organisation « d'autorités précises de contrôle et de surveillance pour toute autorité constituée, avec le droit d'appel ou de requête des subordonnés aux supérieurs » (Weber 1995[1921] : 292). Cette structure hiérarchique repose sur deux principes. Le premier est la formation professionnelle (*Fachschulung*), révélée par un examen ou attestée par le diplôme. Sans elle il est impossible à tout fonctionnaire d'acquérir les critères de qualification nécessaire à l'application des « règlements » propre à son domaine de compétence.

Le second principe est celui de la « séparation totale de la direction administrative des moyens de l'administration et d'acquisition » (*Ibid* : 293). La direction administrative d'un groupement bureaucratique, quel qu'il soit, n'est pas en possession des moyens d'administration ou d'acquisition du groupement. La séparation entre les ressources propres à sa fonction et les siennes privées est totale. Le fonctionnaire est certes rémunéré pour son travail, connaît des avancements de carrière selon sa prestation de service et son ancienneté, mais il lui est tout simplement impossible de devenir propriétaire du poste ou des ressources rattachées au poste dont il est titulaire. C'est, sur le fond, ce qui est décrié par le slogan socialiste de la « séparation de l'ouvrier et des moyens de production ». L'originalité de la réponse wébérienne est de ne voir en cette séparation que la forme particulière d'un phénomène global (Lascoumes 1995). Jamais l'ouvrier moderne ne pourra être propriétaire de la machinerie de l'usine où il travaille comme l'artisan médiéval était propriétaire des outils techniques avec lesquels il travaillait. Ni non plus ne doit-il se procurer lui-même les matières premières nécessaires à son travail, ou encore garder pour lui les recettes de la vente des produits finis. Ce processus économique s'est imposé à toutes les sphères d'activités humaines touchées par la bureaucratie. Contrairement aux vieilles académies scientifiques où les savants accumulaient eux-mêmes le nécessaire à leur ouvrage et où ils en restaient propriétaires, le chercheur moderne se retrouve dans une situation analogue à celle de l'ouvrier d'usine. Il ne possède pas le matériel avec lequel il travaille, il doit se conformer aux règlements en vigueur et qu'il travaille pour l'État, au sein d'une l'université, ou pour le secteur privé, dans un institut, il reçoit une rétribution en fonction de sa prestation de service et de son niveau de qualification reconnu. La même chose encore dans le domaine militaire, où d'un chevalier propriétaire de ses armes et de sa monture,

responsable de son propre approvisionnement en temps de campagne, nous sommes passés à une organisation hiérarchique où l'État se charge de fournir l'équipement militaire de toutes ses troupes, officiers comme soldats. C'est d'ailleurs en cela que repose la cohésion organisationnelle moderne :

C'est donc partout la même chose : les moyens de fonctionnement et de production, au sein de l'usine, de la fonction publique, de l'armée et des instituts universitaires sont concentrés, au moyen d'un appareil composé d'hommes et organisé de manière bureaucratique, entre les mains de celui qui domine cet appareil et qui en est le maître. (Weber 2004g[1918] :466)

Ce dernier élément, le « maître de l'appareil bureaucratique », vient en compléter la présentation : « La domination bureaucratique [...] a fatalement à sa tête un élément qui ne l'est pas ». Les détenteurs suprêmes du pouvoir légal au sein de la structure hiérarchique administrative d'un regroupement, qu'il soit politique, économique ou religieux « ne sont fonctionnaires qu'au sens formel et non au sens matériel, du terme » (Weber 1995[1921] : 296). Aucune qualification professionnelle déterminée n'est en effet exigée ni des chefs de partis, ni des directeurs généraux de grandes entreprises privées ou ni encore du pape. Il n'existe pas d'examen ou de diplôme pouvant attester de la compétence en ces matières. Le modèle de leur sélection doit donc se faire suivant un autre mécanisme que celui de la nomination bureaucratique.

L'administration purement bureaucratique, donc fondée sur la conformité aux actes, l'administration bureaucratico-monocratique, par sa précision, sa permanence, sa discipline, son rigorisme et la confiance qu'elle inspire, par conséquent son caractère de prévisibilité pour le détenteur du pouvoir comme pour les intéressés, par l'intensité et l'étendue de sa prestation, par la possibilité formellement universelle qu'elle a de s'appliquer à toutes les tâches, perfectible qu'elle est du point de vue purement technique afin d'atteindre le maximum de rendement – cette administration est, de toute expérience, la forme de pratique de la domination la plus rationnelle d'un point de vue formel. Dans tous les domaines (État, Église, armée, parti, entreprise économique, groupements d'intérêts, association fondation, etc.), le développement des formes "modernes" de groupement s'identifie tout simplement au développement et à la progression constante de l'administration bureaucratique. (*Ibid* : 297).

Les besoins de l'administration moderne, des personnes comme des biens, rendent la bureaucratie inévitable et contraignent toute notre existence au cadre qu'elle détermine pour nous. La condition moderne se caractérise pour Weber par le fait que « quels que soient au quotidien nos besoins, nos difficultés et doléances, ce sont les fonctionnaires qui tranchent » (Weber 2004[1918b] : 323). Nous avons le choix entre la bureaucratie et le

dilettantisme de l'administration nous dit Weber (*Ibid*), mais la technique moderne et l'économie de la production de biens, qu'elle soit capitaliste ou socialiste, cela n'y changerait rien, fait de l'efficacité bureaucratique spécialisée un besoin absolu, « l'économie moderne ne peut être dirigée autrement. » (Weber 2004[1918] : 465). Il en va de la possibilité même de ce qu'il est convenu de dénommer « l'existence moderne ». Renoncer à l'un est renoncer à l'autre.

L'habitable de la servitude des temps futurs

Qui veut s'opposer au pouvoir d'une bureaucratie ne peut le faire que par la création d'une nouvelle organisation, elle aussi exposée au processus de bureaucratisation. Le mouvement syndical offre un bon exemple de cette situation. Afin de s'opposer à la bureaucratie privée de l'organisation rationnelle hiérarchique du travail, à « l'habitable d'acier du travail industriel moderne », les travailleurs ont réclamé le droit d'association. Qu'observons-nous demande Weber ? Les regroupements syndicaux forment leurs propres organisations bureaucratiques, au service d'intérêts matériels et idéels certes différents de ceux du patronat, mais suivant la même dépendance au travail d'une administration permanente, rigide, intensive et prévisible, exécutée par des fonctionnaires spécialisés. Mais les travailleurs ne sont pas les seuls à se doter de structures bureaucratiques efficaces et aptes à défendre leurs intérêts. Aux côtés des agriculteurs, on trouve désormais des chambres d'agriculture, elles-mêmes réunies en une Fédération nationale des agriculteurs et de la même façon, du côté des entrepreneurs, on retrouve des chambres de commerce et toutes sortes d'autres d'organisation d'entrepreneurs, etc. Le processus est global.

Sur le plan théorique, le pouvoir de la bureaucratie est en constante évolution. Parce qu'à titre « d'administration en vertu du savoir » (Weber 1995[1921] : 299), la bureaucratisation est un processus requis par toutes les administrations modernes. Toujours plus de directions administratives endossent le manteau de l'administration bureaucratique afin de profiter de sa formidable efficacité. Toutefois, c'est aussi sur le plan pratique que la bureaucratie étend son emprise, disposant d'un pouvoir de plus en plus intégral au sein des regroupements où elle est présente. Au fur et à mesure que le « savoir de service », c'est-à-dire les connaissances acquises dans le cours normal de l'exécution des tâches du fonctionnaire, tendent à se transformer en « secret de service », plus l'hermétisme de la tâche du fonctionnaire s'accroît. Le monopole de la bureaucratie sur l'information

technique pertinente à l'administration du regroupement rend alors son contrôle par un chef non-spécialiste des plus ardu. Ce dernier en vient finalement, de guerre lasse ou inconsciemment, à laisser progressivement aux fonctionnaires l'administration effective du regroupement dont il est pourtant responsable. Que l'on pense à un tsar, à un recteur d'université ou à un chef d'entreprise, le processus trouve toujours le même dénouement. La bureaucratisation se caractérise par ce double mouvement : celui de l'augmentation du nombre de regroupements administrés de manière bureaucratique : et celui de l'intensification de l'influence des fonctionnaires au sein des regroupements administrés bureaucratiquement.

Si c'est ce qui en est de la « forme » que rêvait la domination rationnelle-légale par l'administration bureaucratique, quelle influence cette dernière a-t-elle, selon Weber, sur notre quotidien ? Puisque ce sont les individus qui ont eu accès aux meilleures études possibles — « souvent jusqu'à l'âge de trente ans ! » nous dit Weber — qui seront les plus à même d'exercer les fonctions spécialisées propres à la tâche de fonctionnaire, elle produit premièrement une tendance à la ploutocratie. Sa domination est celle de l'impersonnalité et du formalisme : « *sine ira et studio* [sans haine et sans passion], de là sans "amour et sans enthousiasme". Sous la pression du simple concept du devoir, le fonctionnaire remplit sa fonction "sans considération de personne" ; formellement, de manière égale pour tout le monde » (2004[1917c] : 300). En éliminant ainsi la « justice du kadi », en obéissant à un formalisme intégral de la loi, la bureaucratie est à la fois au service et en tension avec la démocratie. La bureaucratie est « partout l'ombre inséparable de la démocratie de masse » (*Ibid* : 301). Sous son impulsion, les « aristocrates dilettantes » des anciens régimes — dont la charge est avant tout honorifique — sont partout remplacés par des fonctionnaires spécialisés et rémunérés (2004[1918] : 464). Elle impose un *nivellement* des conditions de vie, par l'uniformisation des biens de production notamment, et s'assure d'exclure l'arbitraire de toutes ses activités, facilitant d'autant plus l'égalité des chances personnelles. Puisqu'il n'a pas à détenir les moyens administratifs du regroupant qu'il dirige, mais simplement à en user conformément aux normes de sa fonction, elle dissocie finalement celui qui détient le pouvoir administratif bureaucratique de son origine socio-économique. Si ce portrait semble correspondre à des valeurs progressistes, et qu'il le soit à bien des égards, Weber nous invite à ne pas perdre de vue que, par le respect du secret de service, la bureaucratie tente aussi de résister à tout contrôle qui lui soit extérieur, accueille

favorablement qu'on soit mal informés à son endroit et travaille continuellement à se soustraire à l'autorité des représentants élus du peuple en les dépouillant d'un maximum d'information.

Dans ses conséquences positives comme négatives, la bureaucratie est une composante essentielle de l'organisation des regroupements modernes et la condition de vie matérielle des masses en est entièrement dépendante. Elle accroît son emprise sur toutes les sphères de l'activité humaine et il nous est désormais impossible de lui échapper. L'histoire nous enseigne en effet que les grandes bureaucraties antiques, celle de la Chine, de l'Égypte sous l'Empire romain tardif, ne sont jamais disparues sans :

l'effondrement total de la civilisation qui [les] portait. Et pourtant, c'étaient là encore des formes hautement irrationnelles de la bureaucratie : des "bureaucrates patrimoniales". La bureaucratie moderne se distingue de tous ces exemples anciens par un caractère propre qui ancre son inéluctabilité d'une manière sensiblement plus définitive que ceux-là : *la spécialisation et la formation technique rationnelle*. Le mandarin de l'ancienne Chine n'était pas un fonctionnaire spécialisé, au contraire, c'était un *gentleman* de formation littéraire et humaniste. Les bureaucrates égyptiens, romains tardifs, byzantins étaient déjà fondamentalement plus bureaucrates au sens actuel du terme. Mais les tâches étatiques qui leur étaient confiées étaient, par rapport aux tâches modernes, d'une modestie et d'une simplicité infinies, et leur comportement était en partie lié par la tradition, en partie d'orientation patriarcale, donc irrationnelle. (2004[1917c] : 334)

L'influence d'un fonctionnaire moderne, par rapport à celle de n'importe lequel de ces prédécesseurs, est « inébranlable [*unzerbrechlich*], parce que toute l'organisation de la vie matérielle la plus élémentaire est fonction de son travail » (*Ibid* : 335). Aux yeux de Weber, il y a donc un danger réel à ce que la bureaucratie en vienne à façonner « l'habitable de servitude des temps futurs » (*Ibid* : 336). où les hommes réduits à une impuissance Les seigneuries foncières en lesquelles loger ; « lorsque la seule valeur qui leur restera sera, aux mains de fonctionnaires, une administration et une intendance bonne d'un point de vue purement technique, autrement dit rationnelles, et que cette ultime et unique valeur décidera de la manière dont leurs affaires doivent être menées » (*Ibid*). C'est à cette menace que Weber veut faire face.

Du déclin bureaucratique des civilisations antiques

Les travaux scientifiques de Weber se caractérisent entre autres par l'important travail de sociologie historique comparée qu'ils mobilisent. En ce qui a trait à son analyse de la bureaucratisation de l'activité humaine moderne, il serait importun de s'arrêter un instant sur ses analyses de la situation de l'Égypte et de la Rome antique, car c'est avec ces deux configurations historiques particulières comme horizon de pensée que Weber analyse la question du socialisme moderne. Il trouve en effet dans l'organisation sociétale liturgique ancienne la première concrétisation historique de l'*Ordnungsmensch* [l'homme d'ordre] qu'il voit se manifester à nouveau comme conséquence de la bureaucratisation moderne. Avant d'aborder la critique wébérienne du socialisme, et afin de mieux la comprendre, il s'avère donc pertinent d'aborder ses travaux historiques.

Égypte : le filet solide de l'ordre liturgique ancien

C'est la dépendance absolue, tant technique qu'économique, de la civilisation égyptienne à l'égard d'une gestion efficiente du Nil, de l'organisation de corvées collectives pour la construction et l'entretien d'installations hydrauliques, qui lui fait se doter très tôt d'un appareil administratif bureaucratique développé. Ainsi, « l'Égypte a créé la première, et avec une perfection qui par la suite ne sera jamais égalee, [...] l'administration bureaucratique » (Weber 2001[1909] : 180). Si l'histoire fait grand bruit de la situation des esclaves en Égypte antique, il est bon de se rappeler que la situation des paysans « libres » n'est guère différente, alors que tous sont « considérés comme les travailleurs du pharaon [et] cultivent sous le contrôle de ses fonctionnaires la parcelle de terre qui leur a été remise » (*Ibid* : 154). Les seigneuries foncières en lesquelles se divise le royaume astreignent leurs paysans « libres » par l'administration bureaucratique des scribes à une discipline de production rigide et organisée selon les métiers.

Ces seigneuries agricoles travaillent la terre où se livrent à une production artisanale en vue de la production des biens de subsistance nécessaires à leur autarcie une fois les taxes au pharaon honorées. Tant l'ancien que le nouvel empire reposent ainsi sur une économie naturelle, sans prétention à l'accumulation de capital ou au commerce entre les différentes seigneuries. Si chaque seigneurie renferme en elle-même un système économique autarcique face aux autres unités de production de l'empire, toutes sont assujetties à la même relation de domination face au pouvoir central de la couronne.

Chaque unité de production est solidairement responsable des obligations que lui assigne le pharaon. C'est pourquoi, dès l'Ancien empire, le concept *idia* s'impose *in extenso* : « Chacun doit pouvoir indiquer un "domicile", mais cela signifie une communauté à laquelle il est "affecté" et où il est requis, le cas échéant, pour des corvées d'État, faute de quoi son bien, en particulier sa famille, échoit au pharaon. » (*Ibid* : 160). Tout Égyptien voit son nom inscrit à l'*uput* (littéralement registre du « cheptel humain » disponible pour corvée) d'une seigneurie donnée et il doit se soumettre aux devoirs et obligations que celle-ci lui impose. La structure sociale de l'Égypte antique ne connaît aucune mobilité sociale, tant pour les fonctionnaires que pour les paysans ; chacun ne relève que de son *idia*, de sa caste liturgique, et est en vérité esclave du pharaon.

Même si l'Égypte antique ne se détourna pas du modèle de l'économie naturelle tout au long de son histoire, elle dut tout de même se doter d'un système monétaire — évoluant parallèlement au système des corvées — afin d'assurer les coûts croissants des diverses formes de sa bureaucratie d'État (son armée permanente, sa politique extérieure, sa religion d'État, les scribes royaux, etc.). Ce système monétaire ne compta cependant jamais sur un système de marché pour assurer son dynamisme. Il reste toujours périphérique et, loin devant l'échange de monnaie, la corvée reste la principale forme d'activité économique.

Si les dépenses de l'État sont élevées, ses revenus le sont tout autant. L'ensemble des terres appartient à l'État — à la couronne. Les monopoles d'État sont nombreux et concernent presque tous les produits de subsistance tel que le sel, l'huile et le lin (*Ibid* : 176). Toute la production agricole de l'empire ainsi que l'ensemble des activités relatives à l'élevage sont supervisées par des fonctionnaires d'État. Et il n'existe ni esprit d'entreprise ni même de volonté à l'accumulation de capital privé cherchant à concurrencer les monopoles d'État.

Ce que Weber découvre par son étude de l'Égypte antique, c'est la première forme accomplie d'organisation politique administré bureaucratiquement et dont l'économie comprend de larges pans de productions collectives, des ouvriers répondant aux demandes de production de l'État et d'importants monopoles étatiques sur les « produits essentiels ». Il reconnaît là plusieurs caractéristiques de l'État revendiqué par le socialisme. Or, loin d'être un exemple historique de liberté à émuler pour abolir la domination de l'homme sur l'homme dans les temps modernes, ce système est au contraire une domination

contraignante de l'État sur l'individu. Il emprisonne « l'individu comme dans un filet solide » (*Ibid* : 388), le liant toute sa vie durant à la fonction qui lui est assignée. Les mailles de ce filet tiennent en place plus de 3000 ans et ne cèdent qu'au moment de l'écroulement total de la civilisation égyptienne sous les poids des invasions extérieures : celle d'Alexandre le Grand (-332 av. J.-C.), puis celle de Jules César en 47.

Rome : le retour à l'économie naturelle

Pour Weber, l'analogie entre l'Europe moderne et l'Antiquité ne s'arrête cependant pas à l'Égypte, elle retrouve forme sous l'Empire romain. Dans sa conférence de 1896 sur « Les causes sociales du déclin de la civilisation antique », Weber propose une explication originale du déclin de l'Empire romain. Selon lui, la civilisation antique se caractérise par son caractère urbain, côtier et esclavagiste. L'évolution, puis la chute, de l'Empire doivent être analysées en rapport à l'éloignement toujours grandissant de Rome par rapport à ces caractéristiques.

Les principaux échanges commerciaux antiques, et ce depuis les premières *polis* grecques, ont toujours été réalisés par voie maritime, stimulant ainsi un vaste marché et une politique monétaire forte dans tout le pourtour du bassin méditerranée. L'expansion de l'Empire romain, principalement dirigé vers l'intérieur des terres – Gaule, Germanie supérieure, Rhétie, Dacie, Asie Mineure, etc. – affaiblit le commerce et favorise le retour d'une économie naturelle basée sur l'autarcie parce qu'il fait des routes et non plus des voies maritimes le moyen de transport de l'empire. Or, « la proximité des routes romaines [...] n'était pas considérée comme un avantage, mais comme une plaie : elles apportaient avec elles les cantonnements militaires et la vermine ; c'étaient des voies militaires, non des voies commerciales » (Weber 2001[1896] : 66). En l'absence d'une activité commerciale majeure à l'intérieur des terres, les communautés voient progressivement leur recours à la monnaie décroître et la vitalité du marché capitaliste antique s'effrite. C'est progressivement le retour à une économie naturelle.

Cette tendance à la décroissance du libre marché, avec une chute de la politique monétaire comme corolaire, signifie également la fin de l'organisation sociale et économique du monde antique sur le modèle de la ville. Les grands propriétaires terriens quittent les centres urbains pour aller vivre dans leur villa de campagne afin de superviser personnellement la production agricole, devenu leur principale source de revenus. Le

Moyen-Âge s'annonce, nous dit Weber, « l'importance des villes décline, du point de vue social comme du point de vue économique » (Weber [1909]2001 : 385). L'exode des villes vers la campagne marque à son tour la quasi-disparition de la classe des artisans, pourtant très prospère sous la République. Le citoyen romain, bien que libre, devient de plus en plus souvent travailleur agricole en campagne et son quotidien ne se distingue alors plus de celui de l'esclave que par l'absence de coup de fouet pour rythmer ses heures de travail.

Finalement, la fin des guerres de conquête par Tibère (-42-37) et Hadrien (76-138) signifie une diminution constante de l'approvisionnement des marchés d'esclaves en *instrumentum vocale* (instrument parlant). Dans un monde où l'esclavage dévore les hommes comme les fourneaux modernes le charbon, la pacification de l'Empire ne peut que résulter en une grave pénurie de main-d'œuvre. Cette dernière, combinée à l'imposante taxation de l'État pour couvrir les coûts de ses « deux principaux postes de dépenses, l'administration et l'armée » (*Ibid* : 78), à savoir sa bureaucratie, étouffe ce qui subsiste encore de commerce et de travail libre. Les monopoles, les ateliers publics, les corporations obligatoires et les responsabilités collectives emprisonnent l'individu à l'intérieur du même filet solide qui liait l'ancien Égyptien à sa fonction liturgique (Weber 2001[1909] : 388). Pour concevoir l'étendue réelle et la force d'un tel « filet » en des termes modernes, Weber prétend qu'il faut s'imaginer un État où toute l'industrie minière et métallurgique est nationalisée et où l'alcool, le sucre, le tabac, les allumettes et, de façon générale, la production de tous les produits de masse sont des monopoles d'État. En plus d'énormes domaines, de fidéicommiss et de systèmes de rentes, cet État produit lui-même, dans ses ateliers, le matériel nécessaire aux tâches de ses fonctionnaires, du matériel militaire de l'armée à l'encre et au papier des bureaucrates. Tous les moyens de transport, des routes, aux bateaux en passant par les chemins de fer, tout est propriété d'État. L'importation de céréales est aussi un monopole d'État. Finalement, l'ensemble du système est administré par une bureaucratie centrale et chaque activité requiert les formulaires et documents nécessaires (*Ibid* : 389). Les coûts de la bureaucratie romaine deviennent rapidement disproportionnés face aux revenus d'un État qui voit sa structure sociale et économique se transformer radicalement.

Pour assurer sa continuité, la bureaucratie romaine force l'État à imposer une taxation si importante et à enchaîner l'individu dans un carcan légal si contraignant, qu'il devient impossible à quelque forme de libre marché que ce soit de perdurer, forçant ainsi à

la disparition ce qui restait d'économie de libre marché au profil du retour intégral de l'économie naturelle. En ce sens :

La chute de l'Empire fut la conséquence politique nécessaire de la disparition progressive des échanges et des progrès de l'économie naturelle. Elle représenta seulement, pour l'essentiel, la disparition de l'appareil administratif et, avec lui, de la superstructure politique de l'économie monétaire ; celle-ci ne correspondait plus à l'infrastructure économique retournée à l'économie naturelle. (Weber 2001[1896] : 81)

Ne pouvant reproduire ni maintenir les conditions matérielles de son existence, étouffant graduellement sous le poids de sa bureaucratie les fondements du capitalisme antique, l'Empire a lui-même mis en place les conditions de son autodissolution. Par cette conclusion, Weber balaie « d'un revers de main toutes les explications en vogue jusque-là [sur le déclin de l'Empire] : la montée du christianisme, la décadence morale, les grandes migrations, etc. » (Bruhns 2001 : 55).

L'Ordnungsmensch

Dans le débat qui nous occupe, cette thèse matérialiste du déclin de l'Empire revêt une importance capitale. En effet, treize ans plus tard, dans « l'histoire agraire des grandes civilisations de l'Antiquité » (1909), Weber établit un lien direct entre le déclin de ces civilisations antiques et leur haut niveau de bureaucratisation et l'avenir prévisible de l'Allemagne : « le blocage de l'initiative économique privée par la bureaucratie n'est pas une spécificité antique. Toute bureaucratie a tendance à produire le même effet en s'étendant. La nôtre aussi. » (Weber 2001[1909] : 389). Weber craint voir l'Allemagne échoir du destin des sociétés antiques, car s'il est vrai que le développement de la civilisation occidentale « n'a connu jusqu'à présent ni "cycles" clos, ni évolution linéaire clairement orientée, [et que] des phénomènes pour un temps totalement enfouis de la civilisation antique ont ressurgi parfois dans un monde qui leur était étranger » (*Ibid*), il n'est pas vain de craindre un tel filet bureaucratique au sein du *Reich*. C'est sous cet angle qu'il faut relire le passage de « À propos de la démocratie bourgeoise en Russie » où Weber déclare :

Dans le "*benevolent feudalism*" américain, dans les prétendues "institutions" allemandes de "bienfaisances", dans le statut des usines russes partout, l'habitable pour la nouvelle servitude est d'ores et déjà prêt, il attend seulement que le ralentissement du rythme du "progrès" économique et technique et le triomphe de la "rente" sur le "gain", en liaison avec l'épuisement des terres

encore "libres", rendent les masses assez "dociles" pour qu'elle viennent se loger définitivement en lui. (Weber 2004[1905] : 172)

Le danger est d'autant plus important que la bureaucratisation de l'activité humaine est désormais beaucoup plus avancée qu'elle ne l'était dans l'antiquité : la bureaucratie d'État est non seulement, en croissance perpétuelle, mais le capitalisme moderne alimente désormais lui aussi le processus par sa propre bureaucratisation :

[Le "bourgeois citoyen" allemand contemporain, à l'ordre comme bannière] et souvent même s'il est social-démocrate. Chez nous aussi, selon toute vraisemblance, la bureaucratisation de la société se rendra quelque jour maître du capitalisme, comme ce fut le cas dans l'Antiquité. Chez nous aussi, l'"anarchie de la production" sera remplacée par un "ordre" similaire dans son principe à celui qui caractérise l'époque impériale romaine, et plus encore le Nouvel empire égyptien (*Ibid* : 390).

Après des siècles d'absence, Weber redoute le retour de l'*Ordnungsmensch* en Occident. Incapable de concevoir sa vie hors des relations de domination qu'exercent sur lui différents corps de bureaucrates, ce type humain fait craindre à Weber que la possibilité d'une existence réellement libre ne soit plus qu'illusoire. Que le mouvement de contestation le plus important de l'ordre wilhelmien, le mouvement socialiste, fasse la promotion de la bureaucratisation poussée de la société, apparemment aveugle face au danger d'un tel projet, n'a rien pour le rassurer.

Le socialisme (ou : Weber le réactionnaire)

De retour de Paris, où il participait aux négociations de Versailles comme membre de la délégation allemande, nous avons vu que Weber tente sans succès de se faire élire au parlement de Weimar sous la bannière du Parti démocrate allemand (DDP). Il cherche ainsi à se mettre, corps et âme, au service d'une alternative au Parti socialiste allemand (SPD), auquel il refuse de se joindre, malgré une filiation d'idées sur certaines des questions politiques les plus importantes de l'époque². Sa position est simple :

Socialists were among those who presented themselves as the precursors of Germany's future. Socialists offered an ethos which raised the possibility of

² « His sympathy for the struggle of the proletariat for an existence worthy of human beings had been so great for decades that he had often considered joining the rank as a member of the Socialist Party, although he had always decided against it. One could be a "Socialist" – as well as a "Christian" – in all honesty only if one was prepared to share the way of life of the propertyless, at least to give up a cultured existence based on their labour. Since Weber's illness that had been impossible for him, and his scholar's existence depended on unearned income. Besides, basically he remained an individualist. » (Weber 1988[1926] : 630). Voir aussi (Weber 2004[1918b] : 497).

methodically rationalizing the conduct of the average man around a single measure of value economic justice. However, according to [Weber], such movements would inevitably fail to live up to their promises because they fundamentally misunderstood the nature of "absolute evil" in the current order.
(Kilker 1984 : 77)

En attribuant au système économique capitaliste la source des maux sociaux modernes, les socialistes laissent libre cours à l'ennemi véritable de la liberté, à savoir la bureaucratie. Weber craint que l'élimination du capitalisme privé n'entraîne une domination sans partage de la bureaucratie d'État (Weber 2004[1917b] : 336). Le socialisme se retournerait alors contre ses propres aspirations démocratiques, impatroniserait la stagnation de l'économie et entraînerait l'effondrement de la civilisation occidentale. Il détruirait la possibilité des individus à se doter de personnalités réellement autonomes et libres, à savoir de se choisir un gagnant dans « la lutte éternelle » que les dieux mènent entre eux.

Capitalisme et ascèse

Au sortir de la Première Guerre mondiale, le mouvement socialiste allemand est en position de force. Des spartakistes de Berlin à la République libre de Bavière au sud, toutes les grandes villes du pays sont marquées par les activités de groupes socialistes dont l'intensité est proportionnelle au discrédit de l'ordre capitaliste de l'après-guerre. Weber croit, depuis bien avant 1918, c'est en effet la conclusion de *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, publié en 1904, que l'ascèse que s'imposait lui-même le puritain est disparue dans un « habitacle dur comme l'acier [*stahlhartes Gehäuse*] », Weber 2003c[1904]), paradoxe de l'action (conséquence non-intentionnelle de l'action) par excellence. Aucun système alternatif de valeurs intramondaines n'est cependant parvenu à s'imposer en remplacement de l'idéal désormais inaccessible d'individu comme devant « suivre une conduite de vie rationnelle sur la base de l'idée de la profession-vocation [*Beruf*] » (Weber 2003[1904] : 249). Or, et c'est là sa conséquence la plus importante, l'humiliante défaite militaire de l'Allemagne, entraînant l'abdication du *Kaiser* et la Révolution bavaroise, ont si profondément déclassé la légitimité de l'ordre capitaliste, associé non seulement au régime wilhelmien mais aussi à la guerre elle-même, que pour une première fois depuis son avènement, un système alternatif de valeurs intramondaines, le socialisme, à de réelles chances de parvenir à remplacer l'« esprit du capitalisme ». Comparé à d'autres systèmes économiques, le capitalisme conserve toute sa valeur instrumentale et continue de

déterminer de manière extérieure le comportement de ceux qui y sont soumis. Il a cependant perdu sa capacité à façonner la personnalité intérieure de l'individu.

C'est en unifiant les exigences éthiques d'un individu et son comportement quotidien, en lui proposant un idéal d'action intramondain, que l'ascèse puritaine parvient à façonner de fortes personnalités. Le puritain doit s'assurer de son salut, ou du moins il doit pouvoir se convaincre de son état de grâce (Weber 2003[1904] : 247). Pour y parvenir, il est de son devoir de travailler « sans relâche, continument et systématiquement » (*Ibid* : 235). Ce n'est qu'au prix de cette maîtrise de soi de tous les instants que son existence peut trouver un « sens éthique ». La prescription delphique, « Connais-toi toi-même » devient une prescription à l'action. La recherche de sens se réalise par la réalisation des « exigences du jour »³. L'ascétisme intramondain forme la personnalité individuelle en permettant à l'individu d'agir consciemment à la réalisation de ses valeurs. Weber était tout à fait conscient que lui et ses contemporains ne répondaient déjà plus aux exigences de cette ascèse intramondaine parce que, contrairement au puritain qui voulait être homme de profession-vocation, ils étaient quant à eux contraints de l'être (*Ibid* : 250) par le poids de « l'habitable dur comme l'acier » du capitalisme moderne. Dès 1904, Weber concluait *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* par la réflexion suivante :

Personne ne sait encore qui, à l'avenir, logera dans cet habitacle ; et si, au terme de ce prodigieux développement, nous ne verrons surgir des prophètes entièrement nouveaux ou une puissante renaissance de pensées et d'idéaux anciens, voire – si rien de tout cela ne se produit – une pétrification chinoise, parée d'une sorte de prétention crispée. Dans ce cas, à coup sûr, pour les derniers "hommes" de ce développement culturel, la formule qui pourrait se tourner en vérité : "Spécialiste sans esprit, jouisseur sans cœur : ce néant s'imagine s'être élevé à un degré de l'humanité encore jamais atteint". (*Ibid* : 252).

En d'autres mots, maintenant que l'idéal ascétique de l'éthique protestante est à bout de souffle, que le « puissant cosmos de l'ordre économique de la production mécanique » qu'il a engendrée n'a plus besoin de son élan, que sur le plan subjectif, l'« idée du devoir ordonné à sa profession » a laissé place à la simple contrainte économique, quelle constellation d'idées viendra la remplacer ? Le retour d'une forme moderne du charisme sous la figure de nouveaux prophètes ? La résurgence de vieilles traditions ou l'émergence

³ Cette formule qui clôt « La profession et la vocation de savant » est une référence au second roman de Johann Wolfgang v. Goethe (1749-1832), *Wilhelm Meisters Lehrjahre*, 2. Buch : *Betrachtungen im Sinne der Wanderer* : « Was aber ist deine Pflicht ? Die Forderung des Tages ».

de nouvelles et, dans un cas comme dans l'autre, d'un ordre social basé sur l'autorité de l'« éternel hier » ? Ou encore une bureaucratisation poussant la logique de l'organisation rationnelle-légale du social jusqu'à l'extrême, étouffant toute possibilité d'émergence d'individus libres au sein d'un environnement uniforme et totalement contrôlé ? On reconnaît ici les trois idéaux-types de la sociologie wébérienne de la domination. Weber a longtemps espéré voir une résurgence de l'ascèse puritaine, sous une forme nouvelle soit, mais suivant ce même appel au respect du devoir. Or, ce qu'il craint à présent, c'est que le discrédit que fait subir la défaite militaire de l'Allemagne à l'ordre ancien et conséquemment celui du système économique qui le portait, le capitalisme, met définitivement fin à toute possibilité de réémergence de cette éthique intramondaine.

Le socialisme est en ceci dangereux qu'il se présente comme une théodicée moderne capable d'unifier l'existence du travailleur, de conférer à son existence une signification éthique par laquelle les conflits et les tensions entre ses différentes sphères d'activité et leurs valeurs irréconciliables se trouveraient définitivement résolus. Tout comme l'ascèse protestante était une invitation à l'action conforme à l'esprit de sa profession-vocation, l'ascèse socialiste invite à l'action intramondaine et offre la « logique du parti » comme position éthique autonome à partir de laquelle évaluer la valeur morale de ses actes. La famille, les arts, la science, le politique et l'économie, tout peut être entrepris à des fins socialistes. Quant à la religion, cet « opium du peuple », cette sphère d'activité est appelée à disparaître alors que le paradis est arraché des cieux pour instaurer ici bas une société utopique. Une telle solution totale, dit Weber, indubitablement condamnée à échouer dans la pratique, offre cependant la possibilité de soumettre l'individu à une méthode consistante et systématique, à une ascèse, capable de redéfinir le sens de son existence comme celui de toutes ses actions. Quel mouvement politique pourrait donc concurrencer une telle promesse de salut-délivrance intramondaine ?

Pétrification sociale et discipline d'usine

Si le socialisme a bien une affinité élective, ce n'est pas avec l'émancipation et la liberté, mais bien plutôt avec la bureaucratie et la pétrification sociale. Tel que mentionné précédemment, les appareils bureaucratiques ayant atteint une échelle nationale ne se sont jamais dissous sans emporter avec eux la civilisation qui les portait. Le pouvoir politique peut changer, les régimes se succéder, mais les machines bureaucratiques, refusent de

disparaître. Les changements de direction n'affectent que peu le pouvoir effectif de domination de la bureaucratie. C'est en ce sens que Weber dit qu'en raison des techniques modernes de l'administration, « la révolution » soit de moins en moins moyen d'action politique efficace, sinon que sous la forme d'un coup d'État ou l'on change simplement le maître d'un corps de fonctionnaires. Le socialisme ne fait pas exception. S'il venait à prendre le pouvoir, il ne pourrait se séparer de l'appareil bureaucratique hérité du *Reich* duquel dépend l'existence matérielle des masses. Il s'empresserait cependant d'éliminer l'entrepreneur privé et de dicter le salaire des travailleurs.

Mais le sort individuel du travailleur, que le responsable de l'entreprise soit un ministre ou un entrepreneur privé, resterait quant à lui in affecté, car l'esprit rationnel à la base de la « discipline d'usine » resterait assurément le même. Selon Weber, il en résulte que toute différence sous le nouveau régime socialiste serait au détriment de la position de l'ouvrier. Le droit de grève, lorsqu'employé contre l'État ne démontre pas l'efficacité qu'on lui connaît dans le secteur privé. De plus, privé d'un récipient légitime à leur colère – le patronat – le prolétariat n'aurait dès lors plus la capacité d'identifier le responsable clair de leur malheur.

Selon Weber, la caractéristique essentielle du socialisme est un système économique collectivisé dirigé par une caste d'administrateurs plutôt que par des entrepreneurs privés. L'utopie socialiste de « l'abolition de la domination de l'homme par l'homme » et du « règne des l'association d'individus » (Marx et Engels 1998[1847] : 91-102) est une illusion. Les textes de Marx restent en effet muets sur la forme que prendraient ces associations d'individus libres. Aux yeux de Weber, si la structure des classes est en permutation, ce n'est cependant pas à l'abolition des classes sociales que nous assistons, mais plutôt à la création de nouvelles. Ce n'est pas l'ouvrier, mais plutôt le travailleur spécialisé et l'administrateur qui semblent destinés à un rôle prédominant dans le futur. Si la « caste » des employeurs est éliminée, qui prendra alors en charge la nouvelle économie ? Le prolétariat n'est pas en mesure d'organiser lui-même son lieu de travail de manière à respecter l'*esprit de haute rationalité* qui doit y régner. Il n'en a tout simplement pas la connaissance technique. La nouvelle politique économique (NEP) de la Russie léniniste de 1921 confirme les intuitions de Weber. Afin de stimuler la production qui, dans certains secteurs, a atteint des niveaux anémiques, la NEP réintroduit des incitatifs capitalistes à la production, amoindrit les restrictions commerciales, réinstaure un système

de libre marché en agriculture et réintègre d'anciens industriels à la tête des usines d'États. Dès 1918, dans sa conférence « Le socialisme » Weber affirmait déjà qu'il ne pourrait en être autrement :

Ceci est dû en partie à des raisons purement techniques, à la nature des moyens modernes de production et de fonctionnement : machine, artillerie, etc., mais aussi en partie tout simplement à la nature des actions conjointes des hommes et à son efficacité accrue : au développement de la « discipline », la discipline de l'armée, de la fonction [publique], de l'atelier, de l'entreprise. C'est en tout cas une grave erreur que de voir dans cette séparation entre l'ouvrier et les moyens de production et de fonctionnement quelque chose qui ne serait propre qu'à l'économie *privée*. La situation fondamentale n'est en rien changée si la personne qui est maître de cet appareil se trouve changée, si par exemple un président ou un ministre d'État en dispose au lieu d'un fabricant privé. La "séparation" d'avec les moyens de production et de fonctionnement persiste dans un cas comme dans l'autre. Tant qu'il y aura des mines, des fonderies, des chemins de fer, des usines et des machines, ils ne seront jamais la propriété d'un seul ou de plusieurs ouvriers en particulier, comme les moyens de production et de fonctionnement d'un artisan donné étaient au Moyen Âge la propriété d'un seul maître de corporation, d'une association locale de compagnons ou encore d'une corporation. C'est ce qui est exclu par la nature de la technique actuelle. (Weber 2004[1918a] : 467)

Refuser la séparation de l'ouvrier et des moyens de production, c'est certes s'opposer à la « discipline d'usine », à « l'esclavage du rythme de la machine » et à l'instauration d'une classe de fonctionnaires administratifs, mais c'est aussi refuser l'efficacité de la production mécanisée moderne dont, il nous faut le répéter, dépend l'existence matérielle de masses. L'existence moderne repose sur l'appareil bureaucratique administratif nécessaire au capitalisme moderne et sur la discipline qu'il impose.

Comme il y eut des formes de capitalismes prémodernes, le capitalisme guerrier ou aventurier par exemple, il y eut aussi, à toutes les époques et dans tous les pays du monde, des socialismes prémodernes. Aucune administration de ville médiévale n'aurait pu imaginer laisser au libre commerce l'approvisionnement de la ville en céréales, « bien au contraire, comme cela se pratiquait déjà dans l'antiquité et à Rome à une très grande échelle, c'est la ville qui durant tout le Moyen Âge devait s'en charger, et non pas le libre commerce qui n'était là qu'en complément » (*Ibid* : 468). Ce qui différencie le socialisme moderne de ses versions antérieures, ce qui l'a engendré nous dit Weber, est précisément le haut niveau de discipline qui caractérise désormais la façon dont l'ouvrier est séparé des

moyens de production : « Le socialisme moderne et ce qui fait sa spécificité n'est possible que sur ce terreau-là » (*Ibid* : 469).

Si cette soumission à la discipline est si contraignante pour l'ouvrier de l'industrie, c'est que contrairement au travail de l'esclave ou du serf, le fonctionnement de l'industrie moderne repose sur un principe de sélection de la main-d'œuvre particulièrement sévère. Les services d'un ouvrier qui ne peut accomplir l'emploi optimal de la machinerie mise à sa disposition ne seront pas retenus :

Contrairement à n'importe quelle entreprise de l'Antiquité qui utilisait des esclaves, où le maître était dépendant des esclaves qu'il possédait – la mort de l'un d'entre eux représentait pour lui une perte de capital –, tout fonctionnement moderne d'une entreprise industrielle repose sur ce principe de sélection, et cette sélection elle-même se trouve par ailleurs tout particulièrement renforcée par la concurrence que se livrent les entrepreneurs entre eux, contraignant chacun d'entre eux à ne pas se dépasser certain niveau de salaire : au caractère inéluctable et contraignant de la discipline correspond le caractère inéluctable et contraignant de ce que l'ouvrier gagne par son mérite. (*Ibid*)

Ce mécanisme capitaliste moderne exerce une énorme pression sur les ouvriers parce que dans sa recherche de profit, le patron tente constamment à réduire les coûts d'opération en diminuant le nombre d'ouvriers nécessaires à l'exécution d'une même tâche. Cette pression est d'autant plus prégnante pour les ouvriers qualifiés, souvent mieux rémunérés, pour qui chaque avancée technologique marque peut-être son remplacement par un travailleur non-spécialisé, mais capable de faire usage une nouvelle machine.

Puisqu'il aurait lui aussi recours à un appareil bureaucratique pour l'administration de l'économie et que la discipline d'usine qu'imposerait ce dernier continuerait à rythmer les heures de travail des ouvriers, en quoi l'ordre socialiste se distinguerait-il de l'ordre capitaliste et de ses entrepreneurs privés ? Pour Weber, les deux systèmes conservent des différences notoires. La première étant l'absence de profit, *i.e.* l'absence d'entrepreneurs privés assurant à leurs propres risques la conduite de la production. En lieu et place de cela, l'administration se verrait confier à une classe de fonctionnaires au sein d'un groupement national. Deuxièmement, il n'y aurait donc plus, suivant la formule de Marx, « d'anarchie de la production », à savoir plus de compétition entre les différents producteurs.

Suivant cette logique, l'organisation d'une économie socialiste relèverait du principe de la « nationalisation ». Ce principe repose sur la collaboration entre les

entrepreneurs d'une branche de l'économie, qui sont regroupés en un cartel, et les fonctionnaires de l'État. L'approvisionnement en matières premières, l'octroi de crédits, les prix et les zones de distribution peuvent être régulés par un plan gouvernemental qui détermine également le niveau exact d'implication de l'État dans tous les secteurs de cette branche de l'économie. On croit alors que l'entrepreneur est sous la surveillance des fonctionnaires et la production sous la domination de l'État et, donc, que le vrai socialisme sera celui instauré le jour où tous les entrepreneurs seront réunis en cartel selon leur branche d'activité et que l'État, par son large droit de contrôle et son accès à une part des bénéfices, jouera le rôle de superviseur général de l'économie nationale. Le paradoxe d'un tel système nous dit Weber, c'est qu'il « signifierait en réalité non pas que l'industrie serait sous le contrôle de l'État, mais que l'État serait sous le contrôle de l'industrie » (*Ibid* : 472).

Imaginons un instant à quoi ressembleraient les institutions politico-économiques de ce système. L'État, dans son rôle d'organisateur en chef de l'économie, siègerait face aux employés, du côté des patrons. Désormais des fonctionnaires d'État, toujours indispensables de par leurs connaissances techniques de l'administration moderne, ou des hommes relevant de ceux-ci, siègerait à toute table de négociation syndicale. Mais à l'intérieur du parlement, si l'on admet que le système en place prévoit une forme de représentation des intérêts populaires, siègeraient les représentants ouvriers, groupe le plus important de la population. Ceux-ci exigeant que l'État veille à ce que, d'un côté, les salaires soient élevés et, de l'autre les prix à la consommation bas. Mais l'État, participant aux pertes et aux profits de la production, aurait un intérêt inverse, à savoir à ce que les salaires soient bas et les prix élevés. « Un tel État apparaîtrait comme un État de classe au sens le plus strict du terme. [...] Car l'expérience aurait vite fait d'apprendre aux ouvriers que leur sort au fond de la mine, ne changes-en rien, que celle-ci soit publique ou privée » (*Ibid*). Ce que les ouvriers perdraient par contre assurément, c'est la capacité de « contenir le pouvoir économique au moyen du pouvoir politique, les deux corps de fonctionnaires [devenant] alors un corps unique aux intérêts solidaires qui échapperait à tout contrôle » (*Ibid* :473). Et c'est alors l'État lui-même qui s'attirerait la haine des travailleurs actuellement dirigés contre l'entreprise privée. Selon Weber, il serait donc pour le moins mal avisé de présenter ce modèle aux ouvriers comme étant le véritable socialisme.

Le Manifeste du Parti communiste

Nous ne savons pas, écrit Weber, ce en quoi consisterait la société socialiste. Rien de très surprenant à cela puisque le *Manifeste du parti communiste* ne l'indique pas lui-même. C'est que ce n'est pas là son objet. Il ne s'agit pas d'un document normatif quant à la forme que devrait prendre le social, ni même, du moins pas directement, un texte dénonciateur des dérives de la modernité. Il s'agit plutôt « d'un document prophétique ; il *prophétise* l'effondrement de l'organisation économique privée » (*Ibid* : 474). Dans un premier temps, le prolétariat s'emparera du pouvoir politique par l'intermédiaire de ses chefs, mais il ne s'agit là que d'un état intermédiaire, car le prolétariat ne peut se libérer lui-même, nous dit le texte de Marx, sans mettre fin à toute domination de l'homme sur l'homme. Aux yeux de Weber, « c'est la véritable prophétie, la thèse centrale du Manifeste, sans laquelle il n'aurait jamais été écrit » (*Ibid*), l'histoire humaine ne peut se terminer autrement que par l'émergence d'une « association d'individus » qui abolira définitivement et complètement la domination de l'homme sur l'homme. Nous ne savons rien de cette association d'individus, sinon qu'elle surgira des ruines de l'actuelle société capitaliste en vertu d'une « loi naturelle » de l'histoire.

Trois thèses sont évoquées par Marx et Engels dans leur manifeste pour défendre l'idée de l'effondrement inéluctable du capitalisme. Weber les passe systématiquement en revue⁴. Il s'agit pour lui de comprendre la valeur scientifique du *Manifeste* par l'analyse des répercussions théoriques que ses auteurs identifient au développement du capitalisme, et, le cas échéant, de contester ces propositions :

[*Le Manifeste du parti communiste*] est à sa manière, quand bien même nous refuserions en lui les thèses décisives (c'est du moins ce que moi je fais), une contribution scientifique de tout premier plan. Cela est indéniable et l'on n'a pas non plus le droit de le nier, à moins sinon d'être de mauvaise foi, sans compter que personne ne vous croirait. Même dans les thèses que nous refusons aujourd'hui, l'erreur est brillante et, si, politiquement, ses conséquences sont allées très loin et n'ont peut-être pas été toujours très agréables, cette erreur a été fertile pour la science, bien plus que ne l'est souvent quelque chose de correct qui brille par son absence d'intelligence. (*Ibid*)

⁴ Dans la conférence sur *Le socialisme* (2004[1919]) où il analyse *Le Manifeste* (1998[1848]), Weber n'évoque pas un seul fois Engels et semble attribuer à Marx seul la paternité du texte. Rappelons que cette conférence est offerte devant un parterre d'officiers militaires, ce qui pourrait expliquer l'omission d'un Weber soucieux de ne pas multiplier les références érudites et de se concentrer sur le cœur de son sujet.

La première de ces thèses veut que la bourgeoisie (il faut ici entendre les entrepreneurs et ceux qui sont rattachés à eux au sein d'une communauté d'intérêts) ne parvienne plus, un jour donné, à assurer la survie de la classe exploitée, les ouvriers salariés, si bien qu'elle perde la légitimité de sa domination. L'automatisation de la production moderne entraîne aussi bien une diminution des salaires, les employés qualifiés étant remplacés par des employés non qualifiés, et une augmentation du nombre de chômeurs, la mise en service de nouvelles machines réduisant constamment le nombre d'employés nécessaire à une tâche donnée. Arrive alors indubitablement un point de rupture où la classe opprimée, prenant conscience de l'incapacité structurelle du système à assurer sa survie, se révolte.

Cette thèse, dite de « l'appauvrissement », est, de l'avis de Weber, rejetée par ses contemporains socialistes. En place et lieu de celle-ci, ils placent leurs espoirs en une autre théorie ; ils espèrent que la décroissance du nombre d'entrepreneurs qui survivent à la compétition capitaliste les rendra un jour si rare, et le prolétariat conséquemment si dominant à titre de classe sociale, qu'il sera alors possible « d'exproprier pacifiquement et avec la plus grande courtoisie » (*Ibid* : 476) les propriétaires du capital. Selon Weber, un tel argument se méprend dans son analyse du processus de la concurrence capitaliste. Il ne prend pas en compte le fait que les secteurs d'entreprises comptant le plus petit nombre de joueurs économiques sont également ceux qui se réunissent le plus facilement en cartels et en trusts, élargissant ainsi sans commune mesure la base de leur influence et de leur pouvoir. Il ne prend pas non plus en compte l'augmentation beaucoup plus élevée du nombre d'employés de bureau au sein de l'économie privée qui augmente statistiquement beaucoup plus vite que ne le fait celui des ouvriers. La chose est importante, car « il n'est absolument pas évident que les intérêts [de la bureaucratie économique privée] la portent vers une dictature du prolétariat » (*Ibid*, p.477). Tout même Weber à croire que l'intérêt de ces nouveaux prolétaires de bureau porte à la préservation du capitalisme moderne et non l'inverse.

Le troisième et dernier scénario par lequel le socialisme déduit la chute inexorable du capitaliste repose sur « la pensée de la crise ». La compétition entre les entrepreneurs entraînerait, nous dit-on, des cycles économiques invariablement constitués de périodes de surproduction, de banqueroutes et de chômage entraînant finalement une crise économique. Si Weber reconnaît que le XIX^e siècle a bel et bien été frappé par de tels cycles économiques, il souligne qu'ils n'ont cependant pas débouché sur la révolution que

postulait Marx. L'espoir socialiste que ces crises s'intensifient toujours jusqu'au moment où la légitimité même du système économique vole en éclats ne s'est tout simplement pas avéré. Loin de s'intensifier « en vertu d'une loi naturelle », ces crises sont de mieux en mieux régulées, notamment par l'action gouvernementale, par une meilleure administration des entreprises afin de limiter notamment la surproduction et finalement par une professionnalisation de l'activité bancaire et l'élargissement de l'accès au crédit. Ce que toutes ces solutions ont en commun, en plus de rendre quasi chimérique l'espérance en une crise si grave qu'elle marque en elle-même de par sa violence la fin du capitalisme, c'est un accroissement du corps des fonctionnaires tant au gouvernement, dans les entreprises privées. Weber conclut que le seul processus inéluctable au capitalisme moderne n'est pas son renversement, mais bien plutôt l'inexorable avancée de la bureaucratie : « C'est la dictature des fonctionnaires et non celle de l'ouvrier qui est en marche » (*Ibid* : 479).

On le voit, pour Weber, le spectre du socialisme est avant tout celui d'une accélération fulgurante du processus de bureaucratisation qu'il appréhende tant. Ce n'est que sur cette base qu'il s'oppose au socialisme. De son avis, si le socialisme devait un jour s'imposer, il marquerait le retour d'une forme d'organisation sociale qui par deux fois au moins, en Égypte antique et sous l'Empire romain, a étouffé jusqu'à « l'esprit » même de la civilisation qui l'avait vu naître. Or, la réémergence de cette structure dans l'Europe moderne se ferait « sous une forme incomparablement plus rationnelle, et donc à laquelle il serait impossible de se soustraire » (Weber 2004[1917c] : 336). Elle signifierait le pire scénario possible pour Weber.

Possibilité objective et pessimisme anthropologique

La force de cette prophétie à la cassandra et l'habileté avec laquelle Weber la fonde sur des arguments historiques ne devrait cependant pas nous empêcher de voir les limites de la méthode qu'il mobilise pour la justifier. Dans ses travaux méthodologiques, Weber avance le concept de « possibilité objective »⁵, dont il use *rétrospectivement* pour évaluer la signification causale de certains facteurs historiques au sein d'une configuration d'éléments déterminés. Mais dans le cas présent, Weber use du concept de manière *prospective* ce qui lui fait ériger l'expérience passée en possibilité objective de l'avenir, lui fait affirmer la récurrence dans le temps d'une configuration particulière d'éléments passés. Ce faisant, il

⁵ Sur le concept de « possibilité objective », voir : Weber, *Kritische Studien auf dem Gebiet der kulturwissenschaftlichen Logik*, chapitre II, sections II et III. 1988[1906] : 266-282.

ignore la spécificité de la situation présente. Il est tout à fait acceptable de concevoir le développement historique comme cyclique ; ou de penser que seulement certains éléments se révèlent en une séquence unique qui jamais plus ne se représentera alors que d'autres réémergeront quant à eux au sein d'une configuration historique nouvelle. Suivant la perspective scientifique que Weber a lui-même élaboré, il n'est cependant pas acceptable de se livrer au déterminisme historique – de faire d'une possibilité objective un futur inévitable, d'une probabilité indéterminée une certitude.

En associant le socialisme moderne à ceux des empires égyptiens et romains, Weber fait fi des particularités propres au monde moderne, de ses valeurs en premier lieu, des valeurs démocratiques en particulier. Il assume que toute administration socialiste, même si elle devait être élue démocratiquement et soutenue par une majorité de citoyens, ne pourrait qu'emprunter la voie de la dictature pour mettre en place son agenda économique planificateur, que l'égalité effective des membres de la société recherchée par le régime ne pourrait être atteinte sans sacrifier la liberté de ces derniers, en somme que la mise en place d'un système socialiste ne pourrait se faire que par des méthodes qui trahirait par leur existence même les idéaux démocratiques du socialisme. En tentant de démontrer une incompatibilité inhérente entre le socialisme et la liberté, Weber se place en faux avec sa propre perspective méthodologique.

La notion de possibilité objective est méthodologiquement féconde si elle est employée avec parcimonie. Weber l'emploi ici de manière réductionniste, accentuant les similarités du passé au présent et ignorant les différences, identifiant les récurrences et fermant les yeux sur les développements. Pourquoi ? Kilker affirme que ce choix relève d'une signification éthique, non pas scientifique (1984 : 91). Son combat contre la fatalité de la bureaucratisation de l'activité humaine est déterminant dans la formation d'une personnalité forte et libre⁶. Il est propre au pessimisme anthropologique de Weber de voir en la « liberté des modernes », pour reprendre le terme de Benjamin Constant (1767-1830), une séquence historique unique, alors que la domination bureaucratique devrait quant à elle être une séquence cyclique dont le retour est inévitable. Bien que l'histoire nous donne deux exemples de cultures hautement bureaucratisées s'étant effondrées suite à une longue

⁶ « [La liberté et la démocratie ne sont] que là où existe durablement pour les appuyer la *volonté* résolue d'une nation de ne pas se laisser gouverner comme un troupeau de moutons. Nous autres "individualistes" et partisans d'institutions "démocratiques", nous sommes à "contre-courant" des constellations d'intérêts matériels. » (Weber 2004[1905] : 173)

« pétrification », l'Égypte antique et la Rome impériale, et une seule émergence de la liberté moderne, en Europe occidentale, cela ne change rien au fait que ces deux exemples sont contingents et ne sont pas la bête répétition de la même séquence historique. De plus, si elle venait à disparaître, rien ne permet non plus d'écarter la possibilité que la liberté des modernes réémerge un jour elle aussi au sein d'une configuration historique inconnue. Mais la posture que prend Weber relève davantage du choix existentiel que de la méthode scientifique :

Si le capitalisme privé était éliminé, la bureaucratie d'État dominerait seule. [...] Un peu comme dans l'Égypte ancienne, mais sous une forme incomparablement plus rationnelle, et donc à laquelle il serait impossible de se soustraire. [...] La *machine vivante* que représente l'organisation bureaucratique avec sa spécialisation du travail reposant sur une formation, sa délimitation des compétences, ses règlements, ses rapports d'obéissance hiérarchisés est aussi de *l'esprit figé*. [...] Elle travaille à fabriquer l'habitable de cette servitude des temps futurs, dans lequel un jour peut-être, comme les fellahs dans l'État de l'Égypte ancienne, les gens réduits à l'impuissance seront contraints de venir se loger. Qui voudrait nier que quelque chose de ce genre soit une *possibilité* au sein du futur ? [Q]ui ne sourirait alors des craintes de nos littérateurs redoutant que l'évolution politique et sociale ne nous apporte à l'avenir trop "d'individualisme" ou de "démocratie" ? (Weber 2004[1917b] : 336-337).

Sa vie durant, Weber adopte la posture du défenseur passionné de la cause de la liberté et de l'individualisme dans la société moderne, c'est pourquoi il choisit de voir les probabilités empiriques, au sein de ce contexte précis, comme un futur assuré et qu'il endosse volontairement le rôle du sombre prophète afin de décrier auprès de ses contemporains le fatal danger de l'orientation bureaucratique qu'emprunte le développement culturel moderne (Kilker 1984 : 92).

Son œuvre, à la fois politique et scientifique, est traversée, pas exclusivement, mais de bout en bout, par cette mission auto-imposée. En tentant de mobiliser ses contemporains afin qu'ils résistent à leur destin collectif, Weber se refuse à leur présenter un autre futur possible que celui de la suffocation culturelle de peur qu'ils ne prennent dès lors cette menace moins au sérieux. Weber les implorait de lire « what was for him the obvious disastrous and anti-utopian "writing on the wall" and make them make their own responsible choices as to individual action » (*Ibid*).

Car le destin n'est pas, selon Weber, une force implacable, tout comme ne l'est pas non plus le processus de la bureaucratisation. Le « destin moderne » n'est pas une certitude métaphysique ; il est une probabilité empirique qui, lorsqu'il s'impose à nous, semble le faire avec un fatalisme inéluctable. Weber est conscient que sa prise de conscience sur le caractère rationnel et intellectualisant de notre destin survient trop tard pour pouvoir significativement le modifier. Ce destin, prolongement des paradoxes de « conséquences non-intentionnelles de l'action » tissés en une toile d'affinités électives par l'action d'individu historique, est avant tout l'héritage de ces derniers. Il oriente, à la manière d'un jeu de cartes truquées, notre mouvement collectif vers certaines possibilités objectives, mais il ne détermine en rien notre destination finale. Nous ne pouvons plus, en raison de cet héritage de nos prédécesseurs, éviter le processus de la bureaucratisation, mais il nous reste le choix de la forme d'organisation politique sous laquelle le processus aura lieu. Trois questions doivent présider à la réflexion sur ce choix (Weber 2004[1917c]: 337) :

I : Étant donné le sur-pouvoir de la tendance à la bureaucratisation, comment est-il encore simplement possible de sauver d'une manière ou d'une autre les derniers restes d'une liberté de mouvement "individualiste", quel que soit le sens que l'on donne à cette expression ? Car c'est en définitive se leurrer lourdement soi-même que de croire que même le plus conservateur d'entre nous pourrait vivre aujourd'hui sans les conquêtes de l'époque des "droits de l'homme".

II : Étant donné qu'on peut de moins en moins se passer du corps de fonctionnaires *d'État* [...], si bien que son pouvoir s'en trouve accru, comment est-il possible d'avoir la garantie, *quelle qu'elle soit*, qu'il existe des pouvoirs permettant de limiter le monstrueux sur-pouvoir de cette couche sociale toujours plus importante et de le contrôler plus efficacement ? Comment la démocratie [...] sera-t-elle tout simplement possible ?

III : Une troisième question – et c'est la plus importante de toutes – résulte de l'examen de ce que la bureaucratie en tant que telle ne fait *pas*. [...] L'esprit directeur : ici l'entrepreneur là l'"homme politique", est autre chose qu'un "fonctionnaire". Comment l'identifier ?

C'est trois questions peuvent nous sembler désormais banales, signe que les thèses wébériennes sur la bureaucratie ont maintenant acquis un large rayonnement. Mais au début du XX^e siècle, nombre de savants, Gustav Schmoller (1838-1917) par exemple, autre participant énergique de la *Methodenstreit*, voyait en la bureaucratie une force politique neutre dépositaire d'une sagesse politique désintéressée. C'est parce que sa réflexion

politique est aiguillée par son regard sociologique⁷, que Weber en vient à une tout autre conclusion sur le rôle et l'influence de la bureaucratie et conséquemment à accorder autant d'importance à la question du processus de la bureaucratisation dans ses réflexions sur la forme future de l'État allemand.

Mais pourquoi l'acuité sociologique de Weber l'entraîne-t-elle pas vers le nihilisme ou l'antinomisme moral ? Parce que la résistance à l'inévitable est avant tout pour lui un moyen d'expression de l'individualité et par le fait même d'affirmation de la liberté individuelle. Tout comme dans le cas du puritain qui observait l'ascèse de sa profession-vocation, la résistance à l'inévitable ne lui assure pas le « salut », mais se révèle un moyen technique efficace pour combattre la peur de la « damnation ». Résister à l'« inévitable » bureaucratisation, nager à « contre-courant » du destin moderne, voilà qui est avant tout un test, un affrontement, une lutte et la lutte est l'arène par laquelle l'individu peut se convaincre de sa valeur propre. C'est en ce sens qu'elle est l'essence du politique.

⁷ Le texte « Parlement et gouvernement dans l'Allemagne réorganisée », publié à partir d'avril 1917 sous la forme d'une série d'articles dans les pages du *Frankfurter Zeitung*, peu après l'entrée en guerre des Etats-Unis d'Amérique, cherche à déterminer la forme gouvernementale dont devra se doter le Reich après la guerre pour pouvoir se livrer à une « politique de la modernité ». Bien qu'il soit l'un des textes phares des « écrits politiques » de Weber, il est truffé de considérations sociologiques et tout lecteur gagne à le lire en parallèle à la « Sociologie de la domination » publié dans *Économie et société* (Livre II, Chapitre IX). Il s'agit là encore d'un bon exemple de l'extrême difficulté de diviser l'œuvre weberienne en deux corpus, celui savant et celui politique, sans en perdre la richesse, les clefs interprétatives et voir même la cohérence.

Chapitre III. La domination comme vocation : charisme et césarisme

« It is sometimes jokingly noted that there are two types of Germans, one which always speaks of Goethe, the other always about Bismarck. However, this is no real contradiction: the unpolitical and state-interventionist attitude in fact supplementing each other well. »

Sven Eliaeson

Between Ratio und Charisma

La *Führerdemokratie* cherche avant tout : à former les conditions institutionnelles d'émergence d'hommes d'État au sens plein du terme. À ce titre, elle a souvent été présentée (Chazel 2005) comme la réponse de Weber à l'héritage d'Otto v. Bismarck (1815-1898), à qui celui-ci imputait l'immaturation politique du peuple allemand. S'arrêter à cette idée occulte cependant l'évolution de la pensée politique de Weber. S'il est vrai que tant dans sa « Leçon inaugurale » de 1895 que dans « Parlement et gouvernement dans l'Allemagne réorganisée », publié en 1917, Weber entreprend l'analyse de la politique allemande par une critique de « l'administration césariste de Bismarck », démontrant ainsi la cohérence et la continuité générale de sa réflexion sur le politique, le modèle de la *Führerdemokratie* n'est qu'en peu de chose une réponse aux maux de la nation allemande attribués au chancelier de fer.

Quand bien même Bismarck se saurait-il personnellement assuré d'une succession politique compétente, qu'il aurait réformé le parlementarisme allemand pour l'orienter sur le modèle anglais et qu'il aurait favorisé la mise sur pied de grands partis politiques – en somme si Bismarck avait appliqué à la lettre les recommandations de Weber (2003[1917] : 312-323) –, le besoin d'une *Führerdemokratie* comme la formule Weber trente ans après le départ de père fondateur du Reich serait resté le même. Les textes politiques de Weber écrits pendant ou après la Première Guerre mondiale se fondent sur une perception nouvelle du politique, résultant de l'expérience de la Guerre, des effets de la politisation des masses ainsi que de la professionnalisation des partis politiques. C'est suivant un nouveau paradigme d'analyse, dont certains éléments se laissent bien évidemment deviner dans ses

textes antérieurs, mais dont la pleine mesure ne se laisse deviner qu'à partir de 1917, que Weber réfléchit à l'avenir commun de la nation. Il tente de répondre à de nouveaux enjeux qu'il n'avait pas encore identifiés du temps de l'Allemagne wilhelmienne.

La démocratisation des masses modifie en profondeur les règles du jeu de la sphère politique, et l'aristocratie terrienne des Junkers n'est plus en mesure de saisir les règles du pouvoir de la main ferme qu'on lui connaissait. Le dévolu de Weber ne s'arrêtera cependant ni sur la bourgeoisie ni sur le prolétariat pour assurer l'avenir de la nation, mais sur le « dictateur du champ de bataille électoral ». Ce chapitre se propose de comprendre les raisons de ce choix ainsi que ces implications. Pour y parvenir, l'analyse de deux notions mutuellement inclusives de la sociologie wébérienne s'impose : le charisme et la vocation. Il s'agira dans un premier temps de comprendre pourquoi Weber fait d'un concept aussi ambigu que ne l'est le charisme la qualité fondamentale du politique. Puis, en second lieu, s'imposera *de facto* l'étude de la vocation, puisqu'elle apparaît à Weber comme le seul moyen de former le potentiel charismatique individuel à l'ère politique moderne. Ce n'est qu'une fois l'exposition de ce couple conceptuel complétée que nous serons en mesure de présenter la solution wébérienne à la menace bureaucratique, le politique de profession-vocation.

Bismarck et le césarisme

« L'héritage de Bismarck », publié en 1917 comme première section de ce qui deviendra « Parlement et gouvernement dans l'Allemagne réorganisée », est la présentation la plus achevée des accusations de Weber selon lesquelles l'inaptitude des hommes politiques de l'ère wilhelmienne doit être imputée à Bismarck. Pour mémoire, rappelons-nous rapidement son argumentaire : le long règne du prince Bismarck¹ laisse derrière lui « une nation sans la moindre volonté politique » qui se livre à une « forme totalement apolitique de culte du héros » parce qu'elle a pris « l'habitude que le grand homme d'État qui était à sa tête s'occupât de politique à sa place » (Weber 2004[1917c] : 321-22). C'est là pour Weber une situation tristement propre à l'Allemane, puisque « nulle part ailleurs dans le monde l'admiration, même la plus absolue, pour la personnalité d'un homme politique, n'a

¹ C'est en 1862 que Bismarck est nommé Ministre-Président et ministre des Affaires étrangères de la Prusse. Cinq ans plus tard, il acquiert également le titre de Chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord, fonction qu'il occupera jusqu'à l'unification allemande, en 1871 ; après quoi il est nommé Chancelier impérial allemand. Bismarck quittera simultanément toutes ses fonctions le 20 mars 1890.

conduit une fière nation à lui sacrifier aussi complètement ses propres convictions objectives. » (*Ibid* : 312) Si Weber reconnaît la pleine mesure du génie politique de Bismarck, il lui reproche cependant de ne pas avoir songé à l'avenir de la direction politique de la nation après son départ. Il ne tolérait « à côté de lui aucun pouvoir autonome de quelque espèce qu'il fût » (*Ibid* : 317), aucune « tête indépendante » ou « personnalité forte ». En fait, toute la politique domestique de Bismarck participait à réprimer l'émergence d'un parti constitutionnel fort et autonome et à discréditer les représentants les plus éminents des partis ayant cet objectif (*Ibid* : 318). C'est ainsi qu'il sabota le Parti national libéral (NPD), au moyen du débat sur les « Lois militaires » et la « Loi d'exception contre les socialistes » de 1878, « le grand parti qui l'avait pourtant soutenu dans le passé » (*Ibid* : 320) et qui ne cherchait qu'à être le partenaire parlementaire de la chancellerie aux fins des intérêts objectifs du Reich. C'est un parlement impuissant, parce que sans pouvoir autre que celui de discourir, et des partis faibles, parce que constamment décapités², que laisse derrière lui Bismarck ; une faute qu'il se reprochera lui-même suite à son départ forcé par Guillaume II en mars 1890 (*Ibid* : 322). Sans tradition politique à laisser en héritage, sinon l'entretien d'une certaine forme d'idolâtrie qu'il méprisait lui-même, le départ de Bismarck met en place un second obstacle à une direction politique de la nation par des hommes d'État compétents. À défaut de la direction ferme de tels hommes, c'est la bureaucratie d'État qui s'empare des postes de direction politique afin de combler le vide laisser par le départ de Bismarck.

L'aristocratie perdue

La proposition de Weber en faveur d'un nouveau type d'organisation démocratique pour l'Allemagne doit être comprise comme une réponse au déclin de la classe d'aristocrates, des Junkers. Lors de sa « Lecture inaugurale » de 1895, Weber traite directement de la question. Selon lui, si au cours du dernier « quart de siècle, le dernier et le plus grand des

² La constitution du Reich (Article IX, dernier aliéna) interdisait à tout membre du Bundestag [Chambre haute] de siéger simultanément au Reichstag [Chambre basse]. Tous les ministres siégeant cependant de facto au Bundestag, tout député qui accédait à une fonction ministérielle devait donc préalablement démissionner de ses fonctions d'élu. Les éléments politiquement les plus compétents du Reichstag étaient donc régulièrement retranchés de celui-ci par le pouvoir de nomination ministérielle de la Chancellerie. Une stratégie récurrente de Bismarck pour s'attaquer à la direction des partis politiques consistait à nommer ministre ses adversaires politiques les plus coriaces une fois qu'il avait accumulé sur eux assez d'informations personnelles pour les discréditer à un moment opportun. Suivant ce stratagème, le parti en question se voyait privé de la collaboration de l'un de ses meilleurs éléments et ce dernier devenait, à titre de ministre, absolument dépendant de la bonne volonté de Bismarck qui pouvait entraîner sa chute à tout moment. (*Cf.* Weber 2004[1917b] : 317-318, 347-348)

junkers fut à la tête de l'Allemagne » (Weber 2004a : 132), c'est avant tout parce qu'il pouvait compter sur une couche sociale ayant acquis une indépendance matérielle lui permettant de se consacrer à la réalisation des intérêts politiques de la nation : de vivre « pour » la politique. La concordance entre leurs intérêts économiques propres et ceux de la nation allemande, combinée au rôle militaire de premier plan dont ils s'étaient acquittés avec brio lors des guerres d'unification, offrait à l'aristocratie terrienne l'assurance que « la force de leurs instincts politiques [constituait] l'un des capitaux les plus importants susceptibles d'être utilisés au service des intérêts de l'État » (*Ibid*). Ce n'est cependant que de manière fortuite, parce que leur intérêt de classe concordait avec celui de la nation, que les Junkers surent présenter une certaine *maturité politique* ; à savoir « l'intelligence et éventuellement la capacité de mettre au-dessus de toute autre considération les intérêts durables de la nation en matière de *pouvoir* économique et politique » (*Ibid* : 130) qui constitue, d'après Weber, le seul critère d'évaluation politique pour juger de ceux qui dirigent la nation ou qui y aspirent.

En 1892, lors de la rédaction de son enquête « Die Verhältnisse der Landarbeiter im ostelbischen Deutschland » pour le compte du *Verein für Socialpolitik*, Weber constate que le développement du capitalisme moderne ronge les fondements de l'ordre social patriarcal (Mommsen 2004[1959] : 24). C'est le destin tragique de l'aristocratie prussienne que d'avoir accompli par son labeur l'unification d'une nation dont les nouveaux intérêts sont contraires aux siens et de voir ainsi sa plus grande réalisation devenir l'instrument de sa chute³. Face aux effets conjugués de facteurs socio-économiques comme la concurrence internationale, l'intensification de la production, l'immigration slave et la volonté d'émancipation des ouvriers agricoles, une opposition toujours croissante s'installe entre le besoin d'expansion capitaliste de la nation allemande et les intérêts économiques des aristocrates dont les fortunes ne cessent de décroître. Les Junkers « ont accompli leur tâche, [mais] connaissent aujourd'hui une agonie économique à laquelle aucune politique économique de l'État de saurait les arracher » (Weber 2004a : 132).

³ « Es ist das tragische Geschick des deutschen Ostens, daß er durch seine gewaltigen Leistungen für die Nation sich das Grab seiner eigenen sozialen Organisation gegraben hat. Die politische Größe der Nation ist vor allem andern sein Verdienst » (Weber 1892 : 802 cité dans Mommsen 2004[1959] : 27).

L'espoir d'une relève

Par la réalisation de cette étude, Weber prend conscience que l'organisation sociale des Junkers ne possède pas qu'une fonction économique, elle en revêt également une politique, peut-être même plus importante encore, car elle s'avère être la structure qui assure la reproduction de l'État prussien. Cependant, parce qu'elle est désormais frappée d'obsolescence sur le plan économique, l'organisation de la propriété terrienne ne parvient plus à pourvoir efficacement à son rôle dans la reproduction de l'ordre politique national. Malgré leur incompetence croissante, rien ne déloge les aristocrates de leur niche politique ; supportés par les organes non parlementaires que sont l'armée, la cour impériale et la bureaucratie d'État, les Junkers conservent indéniablement la direction politique de la nation. Or, puisque la communion d'intérêts entre la grande propriété terrienne et la nation est maintenant révolue, il semble « dangereux, et à long terme, incompatible avec l'intérêt de la nation qu'une classe économiquement sur le déclin continue à exercer la domination politique » (Weber 2004[1895]: 131).

Il n'est alors pas surprenant que Weber se positionne lors de sa « Lecture inaugurale », en écho au *Dix-huit brumaire de Louis Napoléon Bonaparte*, sur la nécessité de la classe économiquement dominante à prendre les rênes du pouvoir politique (Marx 2007[1869] : §III). C'est en effet « l'accession au pouvoir économique qui fit naître dans une classe l'idée qu'elle [peut] prétendre à la direction politique » (Weber 2004a : 131). Il semblerait donc que la bourgeoisie, la classe sociale dont Weber se réclame ouvertement, celle qui a nourri ses conceptions et ses idéaux (*Ibid* : 133), parce qu'elle accède au contrôle économique de la nation, devrait pouvoir prétendre à la direction politique de la nation. Au contraire nous dit-il, il serait encore pire pour l'Allemagne de voir ses chefs politiques recrutés au sein de la classe bourgeoise ascendante qu'au sein de l'aristocratie en déclin. Les bourgeois, écrit-il, en raison du césarisme de Bismarck n'ont pas « atteint la maturité politique nécessaire pour diriger l'État » (*Ibid* : 131). L'accroissement du pouvoir économique de la bourgeoisie rend « inexorable que le centre de gravité de l'intelligence politique se déplace [des fermes domaniales de l'Est] vers les villes » (*Ibid* : 133), mais il n'est que « trop manifeste qu'une partie de la grande bourgeoisie espère l'avènement d'un "nouveau César" qui la protégerait » et qu'une « autre partie a depuis longtemps sombré dans cette médiocrité de philistins dont de larges couches de la petite bourgeoisie ne sont encore jamais sorties » (*Ibid* : 134). Évalués à l'aune du critère wébérien de la maturité

politique, les deux comportements s'avèrent irresponsables parce qu'apolitiques. Weber s'en désole profondément, mais juge que la bourgeoisie n'est pas prête à prendre le relais de l'aristocratie à titre de couche sociale en charge du destin politique de la nation.

Qu'en est-il alors de la classe ouvrière, enfant et héritière des idéaux bourgeois de 1848 ? S'il est vrai que les « couches sociales supérieures de la classe ouvrière allemande ont atteint un degré de maturité beaucoup plus élevé que ne veut bien l'admettre l'égoïsme des classes possédantes » (*Ibid* : 135), la classe ouvrière est encore très éloignée du niveau nécessaire à la gestion d'un État. Ses dirigeants sont encore dépourvus « d'instinct politique » et de « passion pour la nation » :

Si l'on réussissait en effet à créer une "aristocratie ouvrière" porteuse de ce sens de la politique dont nous regrettons aujourd'hui l'absence dans le mouvement ouvrier, il serait alors, mais seulement alors, possible de confier à ces épaules plus larges le javelot qui semble encore trop lourd pour le bras encore trop faible de la bourgeoisie. (*Ibid* : 137)

Conséquemment, aucune alternative politique ne démontre aux yeux de Weber la maturité politique nécessaire afin de se substituer à la domination allemande des Junkers. Voilà, croit-il, le vrai danger de la situation allemande. Weber conclut à cet effet sa « Leçon inaugurale » comme Marx concluait le *Le dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, en affirmant que « la puissance économique et la vocation à diriger politiquement la nation ne coïncident pas toujours » (*Ibid* : 130).

Que peut-on comprendre de cette première analyse webérienne de la situation politique allemande ? Premièrement que nous sommes jusqu'ici toujours en droite ligne avec sa critique de Bismarck. Tant l'agonie de la classe aristocratique que l'immaturité politique de la bourgeoisie et du prolétariat sont attribuées au césarisme du chancelier de fer qui a empêché ces dernières de développer leur maturité politique. Deuxièmement, on décèle également que Weber croit jusqu'ici toujours en la possibilité d'une émergence « naturelle », à savoir d'un l'avènement suivant le cours normal de l'histoire, sans influence artificielle — au sens hobbesien du terme —, d'une couche sociale politiquement responsable, comme les Junkers le furent de leur temps et apte à présider à l'avenir de la nation.

Si le déclin de l'aristocratie, parce qu'il repose sur un changement profond de la structure économique du pays, est quant à lui inexorable, Weber prend cependant bien soin

de préciser le caractère contingent et temporellement situé de son jugement négatif de la bourgeoisie et du prolétariat. Quant à savoir si la bourgeoisie est « assez mûre pour être la classe politique dirigeante de la nation, il [lui est] impossible de répondre *aujourd'hui* à cette question par l'affirmative » (*Ibid* : 133). Au sujet de l'*aristocratie* ouvrière, c'est parce qu'un « long chemin » lui « *reste encore à parcourir* » que le « javelot » du pouvoir politique lui reste *encore* trop lourd. Dans un cas comme dans l'autre, Weber caresse l'espoir, surtout dans le cas de la bourgeoisie, d'un regain de conscience politique qui entraînerait un petit groupe d'hommes – et de femmes – à se transformer en une nouvelle élite sociale capable de diriger le destin national.

Ce n'est en définitive jamais d'autre chose que de cela, de l'émergence d'un nouveau type d'aristocratie, dont il est question. On le sait, pour lui « c'est toujours le principe du "petit nombre", c'est-à-dire de la capacité manœuvrière politique supérieure de *petits* groupes dirigeants, qui domine l'action politique. Cette note "césariste" est dans les États de masses inexpugnables » (Weber 2004[1917c] : 353)⁴. Il ne peut en être autrement puisque « l'instinct permettant de saisir [les] intérêts politiques spécifiques [de l'État] ne se trouve pas [...], au sein des larges masses de la nation qui ont à lutter avec les difficultés du quotidien, et il serait injuste de l'exiger d'eux » (2004a : 131).

L'aristocratie nouvelle

Jusqu'à maintenant, l'élite dirigeante n'était pas la classe des Junkers dans son ensemble, mais elle en était toujours issue :

il ne fait aucun doute qu'une *véritable aristocratie* peut bien imprimer sa marque à tout un peuple dans le sens de son idéal de distinction. Car les couches sociales "plébéiennes" imitent ses "gestes". Et elle peut par ailleurs, avec l'atout que sont de solides traditions et un large horizon social combiné à l'avantage d'un "petit nombre", obtenir d'éminents succès politiques à la tête de l'État. La domination d'une aristocratie ayant des traditions politiques présente également un avantage par rapport aux formes démocratiques de domination en ce qui concerne la politique de l'État : la moindre dépendance par rapport à des facteurs émotionnels. Autrement dit, la capacité plus grande que la moyenne de garder la tête froide, qui est le résultat d'une manière de se conduire dans la vie entièrement modelée de façon consciente [...]. Elle a le don d'agir sans parler. (Weber 2004[1917c] : 281)

⁴ On voit ici que Weber a fait sienne la thèse centrale de Robert Michels voulant qu'une tendance à l'oligarchie soit inhérente à l'organisation politique moderne. Cf. (Michels. 1971[1911]. *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*. Paris. Flammarion).

Malgré ce tableau positif de la domination aristocratique, Weber sait trop bien que les Junkers ne sont plus en mesure de faire progresser les intérêts de la nation par la promotion de leurs intérêts propres. Aucune classe ne semble néanmoins davantage capable d'y parvenir. Comment alors engendrer une nouvelle élite politique ? De l'opinion de Weber, la solution se trouve dans la formation d'une aristocratie moderne qui pourra, par sa soumission à une ascèse politique, se forger la maturité politique nécessaire à la direction de l'État. Une aristocratie, au sens premier de la pensée d'Aristote ou de Montaigne, un « gouvernement des meilleurs pour le bien de tous »⁵, à l'inverse d'une réhabilitation de l'oligarchie des Junkers qui ne se soucie que de son intérêt propre.

L'éthos aristocratique des Junkers fondait moins sa revendication à la direction politique sur ses choix et objectifs particuliers que sur la validité prétendue, ou réelle, de sa dignité. Comme l'évoque Weber à différentes reprises, « les couches solidement installées dans l'honneur social et la puissance sociale aiment à construire la légende de leur état en invoquant une qualité qui leur serait immanente [...] : le sentiment de leur dignité se nourrit de leur *être* » (Weber 1996 [1915] : 344). Ce sentiment de dignité qu'ils associent à leur rang est avant tout relié à une conscience particulière de leur *être*, et ce sans référence au monde extérieur⁶. Toutefois, en raison des transformations sociales résultants de l'évolution économique à laquelle est confrontée l'Allemagne, Weber conclut à la disparition des conditions structurelles d'émergence de ce vieil éthos aristocratique et, avec lui, des individus politiquement responsables qu'il engendrait. Sans la concordance, accidentelle peut-être, mais objective, entre leurs intérêts de classe et ceux de la nation, c'est la capacité même de la noblesse prussienne à générer en son sein une élite politiquement mature qui s'évanouit.

Face à ce constat, la pensée politique Weber entreprend un premier virage important. Désespéré quant aux chances de voir une classe sociale particulière accoucher « naturellement » d'une nouvelle élite digne de sa conception du politique, Weber décide qu'il faudra artificiellement suppléer à l'éthos aristocratique ancien une discipline ascétique séculière capable d'orienter ceux qui en ont le potentiel vers un authentique sens de la politique comme profession-vocation. Ne croyant plus à l'émergence spontanée d'une

⁵ Cf. (Aristote, « Politique », III) et (Montesquieu, « De l'esprit des lois » [1748]).

⁶ « *Das Würdegefühl der positiv privilegierten Stände bezieht sich naturgemäß auf ihr nicht über sich selbst hinausweisendes 'Sein', ihre 'Schönheit und Tüchtigkeit'* (χαλσ-καγαλυα) [Kalos kagathos] » (Weber 1976[1921] : 536).

nouvelle élite politique allemande, et conformément à la critique implicite du matérialisme historique que comporte sa sociologie des religions, Weber « shifted the issue and the language from "being" to "mission" and from "interest" to "cause" – or, we might better say, from "material interests" to "ideal interest" » (Goldmann 1995 : 167). Weber est ainsi dans l'air de son temps en faisant sienne la philosophie de la *Bildung* ; il ne suffira plus d'attendre qu'une élite politique se présente suivant les contingences de l'histoire, il faudra désormais la forger.

Le charisme

Il serait trompeur de penser que Weber croit à la « mutation » de n'importe qu'elle individu en un chef politique authentique. Seuls ceux démontrant préalablement un potentiel de qualité charismatique peuvent être forgés en d'authentiques hommes d'État. La question du charisme chez Max Weber est cependant une entreprise académiquement dispendieuse. D'un côté se trouvent ceux qui semblent y réduire l'ensemble de la sociologie de la domination wébérienne (Parsons 1969) ; de l'autre, ceux qui s'opposent à accorder au charisme quelque valeur analytique que ce soit (Wolpe 1967). S'il est vrai que le concept est quelque peu sibyllin, il n'est pas impossible de comprendre le rôle qu'y attribue Weber au sein de sa pensée politique. Pour y parvenir, il faut cependant réfléchir au charisme dans un cadre plus large que celui de la seule typologie de la domination. La pleine mesure du charisme ne se laisse comprendre que dans son lien avec la profession-vocation, car c'est dans la domination charismatique que s'incarne la profession-vocation « au sens le plus propre du terme » :

Nous intéresse ici avant tout la domination qui repose sur l'abandon de soi de ceux qui obéissent au charisme purement "personnel" du "chef". Car c'est ici que s'enracine l'idée de vocation dans son expression la plus extrême. L'abandon au charisme du prophète, du chef durant la guerre ou du très grand démagogue dans l'éclésiologie ou au parlement, signifie que celui-ci (prophète, chef ou grand démagogue) passe personnellement pour le conducteur des hommes, intérieurement "appelé" [*berufen*] à ce rôle. Et que ceux-ci se soumettent à lui non en vertu des mœurs ou de règlements statutaires, mais parce qu'ils croient en lui. Lui-même vit pour sa cause, il "aspire à son œuvre"⁷ [...]. [Ces hommes politiques le sont] par "vocation" au sens le plus propre du terme. (Weber 2003[1919] : 121-22)

⁷ C.f. Nietzsche, « Also Sprach Zarathoustra » : §61. : « *Was liegt am Glücke ! Antwortete er [Zarathoustra], ich trachte lange nicht mehr nach Glücke, ich trachte nach meinem Werke* ».

Les hommes politiques authentiques désirés par Weber sont des hommes de vocation et, à ce titre, ils témoignent d'une qualité charismatique. L'étude des deux concepts doit donc ce faire parallèlement. Le concept de charisme invite à trois questions : comment le définir ? Comment identifier ses porteurs ? Et, finalement, en quoi ses derniers sont-ils aptes à répondre aux exigences modernes du politique ? Pour ce qui est de la vocation, nous nous livrerons à une présentation généalogique du concept, de sa première émergence comme idéal-type en sociologie des religions dans l'EPEC à sa transformation en un idéal normatif dans les pages des conférences sur le savant et le politique. Voilà à quoi se consacrera la suite de ce chapitre.

Le charisme comme concept analytique

Le terme « charisme », originellement réservé au seul discours théologique, a depuis la publication des travaux de Max Weber pénétré le vocabulaire usuel⁸. Bien qu'il soit employé pour décrire aussi bien artistes, politiciens, hommes d'affaires que professeurs, il reste néanmoins difficile à définir. C'est d'ailleurs l'imprécision du terme courant qui en permet l'application si usitée qu'on lui connaît. Nous est-il possible, dans un cadre savant, de dresser une définition positive, sinon minimalement plus exacte, de ce que Weber regroupe sous ce terme ?

La chose est moins aisée qu'il n'y paraît au premier abord. Chacune des biographes de Weber (Marianne Weber, Baumgarten, Hennis, Radkau) nous laisse, à sa manière, apprécier l'importance fondamentale qu'il accordait au charisme, et ce tant au plan académique qu'à titre de valeur personnelle. Élément central de ses travaux académiques, Weber présente le charisme à titre de « qualité extraordinaire [...] d'un personnage, qui est, pour ainsi dire, doué de forces ou de caractères surnaturels ou surhumains ou tout au moins en dehors de la vie quotidienne, inaccessible au commun des mortels » (Weber 1995 [1921] : 320). Au sein de la sociologie compréhensive, il est « tout à fait indifférent de savoir comment [le charisme] devrait être jugé correctement sur le plan "objectif", d'un point de vue éthique, esthétique ou autre ; ce qui importe seulement c'est de savoir

⁸ Weber reconnaît une dette envers Rudolf Sohn pour avoir, avant lui, fait usage du concept de charisme : « *Der Begriff des 'Charisma' ('Gnadengabe') ist altchristlicher Terminologie entnommen. Für die christliche Hierokratie hat zuerst Rudolf Sohms Kirchenrecht der Sache, wenn nicht der Terminologie nach dem Begriff, andere (z.B. Karl Holl in 'Enthusiasmus und Bußgewalt' [1898]) haben gewisse wichtige Konsequenzen auch davon verdeutlicht. Er ist also nichts Neues.* » (Weber 1972[1921] : 124).

comment le considèrent effectivement ceux qui sont dominés charismatiquement » (321).

Ainsi, le charisme d'un :

Berserker, [...] d'un chamane, du fondateur des mormons (qui représente sans doute, mais non pas à coup sûr, un type raffiné de charlatan), d'un littérateur comme *Kurt Eisner*, abandonné à des succès démagogiques particuliers, sont considérés par la sociologie comme axiologiquement neutre de manière tout à fait identique au charisme des héros, des prophètes, des sauveurs "les plus grands" (*Ibid*).

Une grande part de la complexité inhérente au charisme provient du fait qu'il est un concept relationnel. Pour le chef charismatique, la légitimité de sa revendication à la domination ne se trouve pas dans le regard de la foule, mais dans la source de « sa grâce » – dans sa cause, son dieu, sa magie : « Aucun prophète n'a regardé sa qualité comme dépendante de l'opinion de la foule à son égard. Aucun roi couronné, aucun duc charismatique n'a traité les opposants [...] autrement que comme déloyaux » (*Ibid*). Nonobstant cette compréhension auto-référentielle du charisme par ses porteurs, on ne peut définir la qualité charismatique d'un chef en ignorant ceux sur qui il revendique une domination. C'est en effet leur reconnaissance, leur « abandon tout à fait personnel, plein de foi, né de l'enthousiasme ou bien de la nécessité et de l'espoir » (*Ibid*) qui témoigne de la validité du charisme du chef. Cette reconnaissance est tributaire des succès du chef charismatique :

Si la confirmation tarde à venir, si celui qui possède la grâce charismatique paraît abandonné de son dieu, de sa puissance magique ou héroïque, si le succès lui reste durablement refusé, si, surtout, *son gouvernement n'apporte aucune prospérité à ceux qu'il domine*, alors son autorité charismatique risque de disparaître. C'est le sens charismatique authentique de la "grâce divine" (322, nous soulignons).

Le charisme se présente *ipso facto* comme une double relation : celle entre le chef charismatique et sa cause, puis celle entre ses partisans et celui-ci. À défaut d'une définition positive du concept, Weber identifie pour nous les effets observables escomptés de sa présence chez un individu. En plus « d'aspirer à son œuvre », il devra être reconnu comme doué d'une « qualité extraordinaire ».

Le charisme à l'œuvre

En dehors de ses écrits savants, à titre de valeur personnelle, le charisme était aux yeux de Weber une valeur suprême ; il lui apparaissant comme la réalisation ultime de la condition

humaine, comme l'épanouissement réel et complet d'une « personnalité ». Il l'espérait chez les autres, l'exigeait des chefs politiques, et nombre de témoignages laissent à croire qu'il était lui-même perçu comme tel. Conformément à la thèse du cercle d'Heidelberg⁹ qui fait sienne l'image d'un Weber incarnant lui-même son propre idéal politique, les comptes rendus de son charisme personnel sont légion dans la littérature weberienne¹⁰. L'oraison funèbre de Karl Jasper nous laisse voir la force avec laquelle la personnalité de Weber s'imposait à ses contemporains :

« In his personality the whole age, its movement and its problems are present ; in him the forces of the age have an exceptionally vigorous life and an extraordinary clarity. He represents what the age is... and to a large extent he is the age. In Max Weber we have seen the existential philosopher incarnate. While other men know in essence only their personal fate, the fate of the age acted with his ample soul... His presence made us aware that even today spirit can exist in forms of the highest order. » (cité dans Bottomore 1982 : 23)

Inversement, Weber pouvait aussi porter un jugement sévère sur ceux dont la personnalité ne répondait pas à hautes exigences morales. L'entretien rapporté par Marianne Weber entre son époux et le général Ludendorff en janvier 1919 (*Intra* : 51) en témoigne.

Comme une majorité d'Allemands, Weber voyait en le général un héros national, particulièrement grâce à sa gestion du front de l'est. Mais lors de cet entretien, il est « profondément déçu de l'homme » (Weber 1989[1926] : 655). Il escomptait de Ludendorff qu'il soit conforme à sa conception de l'homme d'État authentique, auquel cas, au nom de la *prospérité* à reconstruire de la nation, il aurait accepté de se rendre aux Alliés. Sans « succès » pour « confirmer sa grâce », dans le cas présent devant le refus direct de la soumettre à un test de valeur, l'autorité charismatique disparaît, ou se révèle ne jamais avoir été. La désapprobation de Weber est telle qu'il déclare : « S'il retournait un jour à la

⁹ Présentée pleinement dans les pages de la biographie de Marianne Weber, mais également sous la plume de Karl Löwith, la thèse du cercle d'Heidelberg présente une lecture héroïque et tragique de la vie de Weber culminant en intensité dans les deux années ayant précédé sa mort. Frappé de plein fouet par la défaite allemande de 1918, mais pleinement remis de la dépression dans laquelle il avait sombré en 1898 suite à la mort de son père, Weber accepte ce qu'il avait jusque-là combattu intérieurement : il se livrera à une vocation politique. Au sommet de ses capacités, plutôt que le succès politique, c'est la mort qui vient le frapper. Ce récit, digne de la tradition hagiographique, sans dire qu'elle la fonde, rajoute à l'aura charismatique de la figure historique. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, elle a beaucoup été mobilisée par ceux qui cherchaient à rappeler que l'histoire allemande, l'échec de la République de Weimar en tête, puis le Troisième Reich, n'était pas le destin inéluctable de la nation allemande et que d'autres voies étaient possibles. À ce titre, Weber est présenté, dès les années 1950, comme l'incarnation d'une autre Allemagne, celle-là libérale et démocratique. C'est entre autre à cette thèse implicite à la biographie de Marianne Weber que Wolfgang J. Mommsen répond avec son ouvrage *Max Weber und die deutsche Politik : 1890-1920*.

¹⁰ C.f. sur le charisme personnel de Weber : (Hennis et Tribe 2006), (Kalinowski 2005), (Bottomore 1982) (Baumgarten 1964).

politique, il devra alors être combattu de manière impitoyable » (*Ibid*)¹¹. Les deux hommes avaient auparavant échangé dans le cadre de la participation de Weber aux Négociations de Versailles (*Ibid* : 617-620). Bien que critique du rôle de Ludendorff dans la dictature militaire de 1916-18, l'admiration de Weber pour le général était réelle. Mais aux yeux de Weber, subitement, en quelques mots, Ludendorff perd son statut d'homme politique respectable pour devenir un individu à qui il faut s'opposer coûte que coûte. Le schème de pensée auquel se livre ici Weber est en tout point conforme à la conception du charisme qu'il expose dans ses travaux académiques.

Critique théorique du charisme

L'échange entre Weber et Ludendorff (*Intra* : 51) illustre le problème central du charisme. En l'absence d'une définition positive, il nous faut nous rabattre sur ses effets présumés pour en identifier la présence. Mais n'est-ce pas là une explication tautologique ? Nous affirmons sa présence lorsque notre observation empirique correspond aux effets présumés par la théorie et lorsqu'en l'absence de ces derniers, nous infirmons alors la présence du charisme. Le caractère subjectif d'un tel examen est évident. Weber n'a rien accompli qui corresponde au haut niveau d'attentes qu'il entretenait lui-même par rapport aux individus charismatiques ; cela ne change rien aux évaluations charismatiques portées sur lui. À l'inverse, que Ludendorff déçoive les espoirs de Weber à titre d'homme politique authentique ne change rien à au caractère objectivement important des réalisations de ce dernier durant la Guerre et à l'admiration d'une majorité de la population qui propulsera son important rôle politique dans l'Allemagne d'après-guerre. Dans un cas comme dans l'autre, la subjectivité inhérente à l'emploi du concept de charisme ne s'inscrit et ne se comprend qu'à partir d'un angle d'analyse déterminé. Si ce cadre d'analyse fournit à lui seul une signification à ce que l'on dénomme de charismatique au sein d'une situation particulière et de celle-là uniquement, il n'identifie cependant pas davantage un contenu positif à ce qui constitue le charisme. L'emploi du charisme semble plutôt témoigner de la

¹¹ « But Weber was profoundly disappointed – not so much because the general rejected his request (he was not afraid of dying, of course), but because of what he had learned about Ludendorff the man. He summed it up as follows: “Perhaps it is better for Germany that he does not give himself up. He would make an unfavourable personal impression. The enemy would find once again that the sacrifice of a war which put this type out of commission have been worthwhile. Now I understand why the world resists the attempts of men like him to place their heels upon the necks of others. If he should again meddle with politics, he must be fought remorselessly. » (Weber 1988[1926] : 654). Le Putsch de la brasserie aura lieu le 9 novembre 1923.

volonté d'un auteur à glorifier son objet. Il cesse d'être analytique et devient lyrique ; il est l'indice nous laissant voir l'importance qu'accorde le sujet à son objet.

C'est pourquoi des commentateurs de l'œuvre wébérienne, Harold Wolpe par exemple, refusent au concept de charisme toute valeur analytique. Selon eux, Weber ne nous explique pas en quoi la présence, ou minimalement la croyance en la présence, d'un individu aux capacités exceptionnelles engendrerait automatiquement la croyance en sa désirabilité comme chef et, le cas échéant, en sa légitimité (Wolpe 1967 : 309). S'il y parvenait, l'emploi du charisme à titre de facteur explicatif reviendrait alors toujours à une explication monocausale d'ordre idéale qui, ultimement, baserait son explication sur une croyance en un « système idéologique » antérieur à l'analyse elle-même. En somme, Wolpe reproche à Weber de fonder ses analyses :

from the proposition that rulers claim legitimacy to the assertion that legitimacy is established, and this without explaining how and under what conditions the transition is effected. Thus, to revert to charisma, a claim to legitimacy on the grounds of extraordinary personal qualities is treated as if it is, as a matter of fact, the ground on which authority is established (Ibid : 314).

C'est pour cette raison qu'une explication basée sur le charisme d'un acteur n'arrive pas à expliquer que les qualités perçues de ce dernier soient considérées comme désirables dans un cas, mais qu'elles ne le sont plus dans un autre. Pensons aux exemples du *Berserker* ou du shaman, mais devant le sénat romain en lieu et place d'un Jules César... Une figure charismatique ne semble faire sens qu'au sein d'un système social particulier, auquel cas ce sont les valeurs de ce système et non la qualité du chef, qui constituent la légitimité de sa domination. L'analyse pertinente de la légitimité charismatique devrait donc se baser « *on the inter-relationship of values, power and leadership qualities or skills. Such an analysis would show, inter alia, how in a given structural context, the valuation of leadership skills in "charismatic" terms enters into the situation as one of the relevant factors* » (Ibid).

Cette critique implique que le concept de charisme soit en lui-même vide de sens et que des facteurs structurels expliquent à eux seuls l'apparition des effets présumés du charisme dans la théorie wébérienne. Comme le déplore Johannes Weiss, « l'exceptionnel, voire le singulier, est pour la sociologie soit peu pertinent ou négligeable, soit perçu comme une fiction dont l'émergence et la fonction ne se laissent expliquer que par le recours à des règles et à des conditions sociales » (Weiss 2009 : 16). De son avis, la sociologie doit se

réapproprié cet objet. Mais toute la question de l'étude du charisme dans une perspective scientifique se laisse résumer dans les mots de l'évangéliste Luc : comment « rendre à César ce qui appartient à César, et à Dieu ce qui appartient à Dieu » (20 : 25) : qu'est-ce qui relève en dernière instance de la seule qualité charismatique d'un individu ? Difficile à dire si le charisme est uniquement mobilisé comme idéaltype à des fins analytiques. Pour Weber, la réponse se trouve dans l'adhésion à une vocation, car ce n'est qu'au sein de cette dernière que le charisme trouve réellement un contenu positif et qu'il permet l'élaboration des politiciens de profession-vocation qu'il espère tant.

La vocation

Selon Wilhelm Hennis, Weber caresse dans *L'éthique protestante* un double objectif : il s'agit certes de découvrir l'origine de l'esprit du capitalisme moderne, mais aussi les conditions de création d'un d'homme capable d'une action intramondaine conséquente et conforme à un objectif moral défini (Hennis 1987 : 34-40). L'homme de vocation (*Berufsmensch*) identifié par Weber dans sa reconstitution idéal-typique de la configuration psychologique du puritain témoigne en effet aussi bien des origines religieuses de l'esprit capitaliste moderne que de l'émergence d'un nouveau type d'homme capable de soumettre ses affects naturels au service d'un idéal éthique. L'idéal-type du puritain sécularisé, dépouillé de tout fondement religieux, servira par la suite à Weber d'idéal éthique avec lequel évaluer tout homme moderne. Les conférences sur le savant et le politique en témoignent aisément. Le vocabulaire mobilisé pour décrire la vocation séculière trahit toutefois son origine religieuse : « ascétisme systématique », « pèlerinage de la vie », « péchés mortels », « signe de l'élection », « service de la cause », etc. À la différence de la vocation religieuse, celle de l'homme moderne repose sur un choix de valeur. Aucune image du monde devant le mener au salut ne lui est fournie par la configuration sociale dans laquelle il évolue. C'est à lui, par un jugement de valeur fondamental, de s'en construire une. La vocation qui se construit sur cette base est radicalement conflictuelle et elle plonge son porteur dans « l'éternelle lutte des dieux ». C'est cette vocation qui conviendra à l'homme politique. Toutefois, la première mouture spécifiquement puritaine du *Berufsmensch* revêt une importance capitale, car elle est la réponse à la question qui

marque « L'avant-propos » de sa sociologie des religions¹² : la Réforme protestante met en place les conditions d'émergence de l'homme de vocation, ce qu'aucune autre culture, indépendamment de la sphère d'activité, n'avait jusqu'alors permis.

De l'éthique protestante à la profession-vocation

Par ses travaux sur *L'éthique protestante*, Weber cherche à reconstituer sur le plan théorique les « incitations psychologiques, produites par la foi religieuse et la pratique de la vie religieuse, qui imprimeraient à la conduite de vie une orientation et y maintiendraient l'individu » (Weber 2003[1904] : 95). Au travers sa reconstitution idéal-typique de la doctrine de la prédestination, il découvre une nouvelle conduite de vie où le croyant cherche dans les *effets de ses gestes ici bas* l'assurance de sa propre élection divine. Cette conception du monde introduit :

l'accomplissement du devoir à l'intérieur des professions séculières comme le contenu le plus élevé que [peut] revêtir dans l'absolu l'activité morale de l'individu. C'est là ce qui [a] pour conséquence inévitable l'idée que le travail quotidien dans le monde revêtait une signification religieuse et qui [produit] la notion de profession-vocation. [...] Le seul moyen de mener une vie agréable à Dieu n'est pas de renchérir sur la moralité intramondaine par le moyen de l'ascèse monastique, mais exclusivement d'accomplir les *devoirs* intramondains, tel qu'ils découlent de la position de chaque individu dans la vie ; position qui, de ce fait même, devient sa "profession-vocation" (*Ibid* : 71-72).

L'état de grâce du puritain ne se constitue pas « de "bonnes œuvres" particulières, mais d'une sainteté par les œuvres érigées en *systèmes*. [...] La pratique éthique de l'homme du quotidien [est] ainsi dépouillée de son caractère non planifié et non-systématique et [prend] la forme d'une méthode cohérente de la conduite de vie dans son ensemble » (*Ibid* : 133). La conception du monde mise de l'avant par la Réforme protestante confronte le croyant à un choix dramatique. Soit il rationalise l'ensemble de sa conduite de vie de manière méthodique pour la conformer aux aspirations de l'idéal éthique de la rédemption, soit il accepte consciemment son statut de damné. S'il accepte de se soumettre à un « processus éducatif de longue haleine » (*Ibid* : 41), le puritain assujettit ses inclinations naturelles et affectés à une ascèse méthodique et rationalisée conformément à l'objectif éthique de la

¹² « Si l'on est un enfant de la civilisation moderne de l'Europe, on est inévitablement amené, et à juste titre, à traiter des problèmes d'histoire universelle dans l'optique de la question suivante : quel enchaînement de circonstances a conduit à ce que l'Occident précisément, et lui seul, ait vu apparaître sur son sol des phénomènes culturels qui se sont inscrits dans une direction de développement qui a revêtu – du moins aimons-nous à le penser – une signification *universelle*. » (Weber 1996[1920b] : 489).

grâce. C'est dans la recherche consciente et permanente de cette maîtrise de soi que l'individu peut aspirer à développer une « personnalité » :

L'ascèse puritaine – comme toute ascèse rationnelle – a travaillé à rendre l'homme capable d'affirmer et de faire valoir, face aux "affects", ses "motivations constantes", en particulier celles qu'elle lui "inculquait" ; elle a donc travaillé à l'éduquer à devenir une "personnalité", en *ce* sens du terme, qui relève de la psychologie formelle. Être capable de mener une vie éveillée, consciente et limpide, tel était [...] le but de l'ascèse ; détruire l'ingénuité d'une jouissance instinctive de la vie, telle était sa tâche la plus urgente ; mettre de *l'ordre* dans la conduite de vie ceux qui y adhéraient, tel était son moyen principal (*Ibid* : 137).

L'individu ainsi transformé en « personnalité » est un être créateur. Par son respect des *devoirs* de l'éthique pratique strictement orientée par la satisfaction du divin et *l'ordre* que cette conduite de vie instaure en lui, il devient pour la première fois véritablement maître de sa personne : il la transforme en vue d'acquérir la certitude de son salut et ce faisant il transforme aussi le monde, comme en témoigne le *résultat* de son labeur vocationnel. La virtuosité religieuse qui cherchait à s'extirper des tensions de l'existence par une « fuite hors du monde » est substituée par une virtuosité individuelle, intramondaine et quotidienne. S'ensauvant hors des monastères, c'est tout l'ici-bas qui devient le lieu de réalisation de la vocation. Tous les aspects de la vie sont subordonnés à la quête du salut et le contrôle de soi systématique devient un idéal d'éthique pratique. L'homme de vocation, voilà l'idéal normatif de Weber en vue d'une nouvelle aristocratie politique apte à se substituer aux Junkers. Il s'agira donc de trouver comment astreindre à nouveau l'homme à « l'héroïsme ordinaire » de l'ascèse, cette fois-ci sans l'incitation psychologique eschatologique du puritain. Sans surprise, c'est là tout le propos des deux conférences sur le savant et le politique.

La profession-vocation moderne : du puritain à l'homme d'État

Dans la sphère politique moderne, deux types humains s'affrontent pour le contrôle de la nation : le politicien et le fonctionnaire. Des deux, seul le premier a cependant le potentiel de développer une « personnalité » politique et d'être jugé positivement par le tribunal de l'histoire. C'est une des leçons que tire Weber de ses études sur la révolution libérale russe. Si la figure du puritain s'est inscrite dans l'histoire comme force transformative du monde, c'est parce qu'elle a su rationaliser sa conduite en vie conformément aux exigences de la doctrine de la prédestination. C'est le respect d'une vocation qui lui a fait engendrer l'esprit

du capitalisme moderne et, rétrospectivement, gagner une lutte sociale contre les tenants de la conception médiévale, des sphères religieuse et économique dans un premier temps, puis de toute l'existence. Avec l'Égypte et Rome comme exemples historiques en tête, mais aussi avec l'exemple contemporain de la bureaucratie tsariste, Weber en vient à conclure que l'adoption d'un comportement ascétique par les politiciens modernes est la meilleure formule pour leur permettre de gagner la lutte sociale dans laquelle ils se trouvent contre la bureaucratie, et incidemment de devenir la couche porteuse d'une nouvelle conception du politique.

Par la vocation, le puritain cherchait à contenir ses affects pour plaire à dieu et s'élever au statut de gracié. Le politicien devra faire la même chose : adopter l'éthique pratique la plus à même de servir sa cause pour s'élever au statut d'homme d'État. Mais à quoi ressemblerait le politicien y étant parvenu ? Suivant l'exemple de Weber auprès du puritain, Harvey Goldmann (1995 : 159-224) s'est proposé de dresser le portrait psychologique idéal-typique de la personnalité de l'homme d'État présentée par Weber dans sa conférence sur « Le politique comme profession-vocation ». Selon lui, une conduite de vie rationalisée au « *service of a cause in Weber's sense, provides, we can say, four kinds of redemption* » (Goldman 1995 : 178). Chacune d'elle caractérise une facette différente de la relation au devoir qui unit de manière interdépendante l'homme d'État à sa cause. Il s'agit de l'acquisition (1) d'un sens à son existence ; (2) d'une résilience morale face au destin ; (3) d'un rempart contre la vanité ; et, finalement, (4) d'un critère d'évaluation normatif de son éthique pratique. Chacun des attributs de la vocation politique est nécessaire, mais insuffisant en lui-même, pour permettre au politicien d'affronter les exigences de son destin. Ce n'est que par un abandon complet à sa cause que l'homme politique authentique profite des bénéfices de son ascétisme et qu'il acquiert, comme ultime résultante, sa qualité charismatique.

Tout comme son vis-à-vis religieux trouvait dans la recherche du salut un sens à son existence, l'homme séculier de vocation trouve dans le service à sa cause une issue à l'apparente absence de sens de l'existence moderne. Dès qu'il répond à l'*appel* de sa cause en prenant parti pour l'un des dieux désenchantés, pour une *sélection* organisée spécifique de biens culturels, et qu'il se soumet à ses règles objectives, le *Kultur Mensch* découvre le sens que doit prendre sa vie :

Quiconque vit "pour" la politique, en "fait sa vie", en un sens intime. Ou bien il jouit de la possession nue du pouvoir qu'il exerce, ou bien il nourrit son équilibre intérieur ou le sentiment qu'il a de soi par la conscience qu'en servant une "cause", il donne un sens à sa vie. En ce sens intime, tout homme sérieux qui vit pour une cause vit aussi de cette cause. (Weber 2003[1919] : 131)

Tout homme de culture qui s'engage sur la voie de la vocation le fait premièrement par le choix subjectif, quoique parfois inconscient, d'une cause. Se faisant, il entreprend le long processus éducatif de la soumission de sa conduite de vie aux exigences de sa cause. Contrairement au « fonctionnaire sans caractère », c'est le fondement de sa personnalité que l'homme de vocation découvre dans le respect de son devoir : « Seul celui qui est exclusivement au service de sa cause a de la "personnalité". » (2003[1917] : 80) La vie offerte au service d'une cause devient ainsi l'unique manière, du moins Weber n'en aborde jamais d'autre, de réintroduire du sens dans un monde désenchanté ; non par la cause en elle-même, mais par le respect du devoir envers elle qui s'incarne par une conduite de vie rationalisée, cohérente et efficace.

Par le respect de son devoir, l'homme politique se voit également insuffler une nouvelle résilience face au destin, à savoir face au désaccord entre les intentions des hommes et les résultats de leurs actions¹³. À l'image du puritain qui obtenait par son ascèse la force d'affronter le fatalisme inhérent à la doctrine de la prédestination, l'homme de vocation politique trouve à l'avenant en une conduite de vie conforme à sa cause la ténacité d'affronter la condition tragique de son destin. Tragique, oui, en ceci que bien qu'il sache désormais répondre positivement à la maxime « Fais ce que dois », l'action de l'homme de vocation n'en reste pas moins toujours soumise au *paradoxe de l'action*, à l'irrationalité éthique du monde. L'homme de vocation doit avoir une conscience du fait que toute action exécutée en conformité avec son devoir peut tout de même engendrer des conséquences non prévues, non intentionnelles, non conformes, voire même contraires, à la maxime qui y préside. Il est conscient « du tragique en lequel toute action est engagée, et avant tout l'action politique » (2003[1919] : 185).

Contrairement à d'autres sphères d'activité où la lutte sociale peut être latente, en politique elle est omniprésente et publique. L'homme politique évolue au milieu d'une arène hostile à sa cause. Son activité quotidienne consiste à lutter pour la suprématie de ses

¹³ Cf. (Weber 2003[1919] : 185, note 2) et « le destin comme conséquence de son action par rapport à ses intentions » (Weber 1996[1915] : 393).

valeurs par la défaite de celles de ses adversaires (à se livrer à l'expression du combat des dieux). Tout devoir est donc également tragique puisque l'action qui est accomplie conformément à son intention ne résulte pas toujours positivement pour la cause qui l'anime : le devoir doit cependant et paradoxalement toujours être observé, sous peine de devenir parjure à la cause. « C'est la raison pour laquelle [...] le service d'une cause ne doit pas faire défaut pour que l'action ait une consistance interne » (*Ibid*), indépendamment de ses conséquences. Le devoir est, sur le plan de l'éthique pratique, le corolaire nécessaire de l'irrationalité du destin comme condition existentielle.

En acceptant de faire de sa personne l'outil de réalisation d'une cause, l'homme politique authentique se forge un encrage immuable au travers de l'irrationalité du monde : sa dévotion à sa cause est la seule donnée constante dans un monde d'irrationalité éthique. Il pourra se navrer du caractère tragique de son destin lorsque de ses actes se solderont par des conséquences non intentionnelles à son intention initiale, mais il se reconfortera dans la certitude qu'il soumet sa conduite de vie de manière systématique à une éthique pratique guidée par les seules règles objectivement nécessaires à sa cause, à tel point d'ailleurs, qu'il accepte, si elles l'exigent de lui, qu'il ait recours à des moyens qui mettent « en péril le salut de l'âme » (*Ibid* : 203).

La troisième caractéristique de la conduite d'une vie ascétique permet quant à elle d'éviter le plus grand ennemi de cette dernière : la bassesse de la nature humaine. Derrière le besoin de Weber pour une cause capable d'orienter l'action intramondaine se trouve une conception orgueilleuse et négligente de la nature humaine. L'homme politique doit « surmonter en lui-même, à chaque jour et à chaque heure, un ennemi tout à fait trivial et trop humain : la vanité tout à fait commune, qui est l'ennemi mortel de tout dévouement à une cause et de toute distance, dans notre cas de la distance à l'égard de soi-même » (Weber 2003[1919] : 183). Le parallèle avec la figure du puritain est une fois de plus évident : « L'ascèse protestante intramondaine [...] s'est opposée de toutes ses forces à la jouissance ingénue des possessions » (Weber 2003[1904-05] : 233), car elle y voyait une « adoration de la chaire » contraire à « l'authenticité de la foi ». De la même manière, pour l'homme politique authentique, « le péché contre l'esprit de sa profession commence là où [son] aspiration au pouvoir cesse d'être ordonné à une cause et où elle devient un motif de griserie personnelle, au lieu de fonctionner exclusivement au service de la "cause" » (Weber 2003[1919] : 184). La réponse du puritain, comme de l'homme politique

authentique, parce qu'ils sont tous deux hommes de vocation, est la même ; adopter une « *conduite de vie* méthodiquement cultivée et contrôlée, c'est-à-dire ascétique » (Weber 2003[1904-05] : 160), afin de maîtriser la vanité constitutive de leur nature propre¹⁴.

L'ascèse, parce qu'elle est « exercée sans relâche, continûment et systématiquement » (*Ibid* : 235) cultive un double détachement ; le premier face à soi et à sa nature propre, par peur de la vanité qui s'y tapit, le second face au monde extérieur, pour ne pas quitter le service de la cause sous l'impulsion *irresponsable* de « l'excitation stérile de la révolution », ou encore pour la jouissance ingénue du pouvoir en lui-même. Le service de la cause est une tâche personnelle et solitaire qui ne peut s'accomplir que dans un « recueillement intérieur » (*Ibid*) : « La vocation perd son sens si n'est pas honorée la retenue qu'elle exige » (Weber 1988[1917] : 494). L'homme de vocation doit se prémunir de toutes les tentations d'assouvissement de sa vanité, soient-elles intérieures ou extérieures, car « l'absence de distance, purement en tant que telle, est l'un des péchés mortels de tout homme politique » (Weber 2003[1904] : 160). De même, « une attitude personnelle faite de *réserve* et de *distance* intérieures [sont les] conditions sans lesquelles une dignité personnelle, quelle qu'elle soit, n'existe pas » (Weber 2004[1917c] : 298). La personnalité éthique qui prend forme par l'observation d'une conduite de vie ascétique présente une telle qualité de détachement, puisqu'elle évalue la qualité éthique de sa conduite de vie que dans l'efficacité de ses actions au regard de la cause desservie.

La dernière promesse de salut que nous offre la dévotion à une cause est celle de nous extirper du monde angoissant de la pure subjectivité par l'éveil de notre « démon socratique » : « Nous irons à notre travail et nous répondrons aux exigences du jour, sur le plan humain aussi bien que professionnel. Mais ceci est simple à faire, si chacun suit le démon qui tient les fils de sa vie et qu'il lui obéit » (Weber 2003[1919] : 110). Tout comme

¹⁴ Ce passage de *Politik als Beruf* est, tant par sa forme que sur le fond, extrêmement platonicien. Selon le philosophe, l'âme est divisée en trois sections. La première, *l'epitumia*, est le siège des désirs et des passions. La seconde, le *logos*, est le centre de la raison. Entre les deux se trouve le *thumos*, que l'on traduirait par « énergie virile », soit cette passion qui mélange colère et recherche d'honneur. Le projet éducatif platonicien a pour but de former l'âme à la justice, soit à ce que chacune de ses parties agisse en conformité avec sa fonction. Ainsi, le *logos* doit diriger et *l'épithumia* se soumettre. Le *thumos*, lorsque bien formé, peut être l'allié du *logos* en cherchant à acquérir « l'honneur du devoir accompli », ou lorsque laissé à lui-même, se ranger du côté de l'épithumia dans une vaine quête de gloire éphémère. Weber ne nous dit pas autre chose lorsqu'il explique, en des mots qui sont les siens, que c'est l'appétit du *thumos* pour l'honneur doit se ranger du côté du *logos* et soumettre le vain désir de gloire éphémère de *l'épithumia* s'il veut véritablement se mettre au service de la cause politique, ce qui constitue le seul véritable honneur politique. Cf. Platon. *La République*. Livre IV [439e] à [441c].

le respect du devoir permet d'insuffler un sens à l'action dans un monde autrement frappé par l'irrationalité éthique, il permet également de juger de la valeur de cette même action. Il le fait, non suivant de quelconques critères subjectifs, mais « sans amour et sans haine » conformément à l'étalon normatif des règles objectivement nécessaires à la cause choisie. En effet, « les éléments les plus intimes de la "personnalité", les jugements de valeur les plus solennels et ultimes, ceux qui déterminent notre action et qui donnent un sens et une importance à notre existence, nous les ressentons comme "objectivement" de grande valeur » (Weber 1988[1904] : 152). Qu'elle porte le nom de conscience, de démon interne ou de pneuma, la volonté subjective à répondre aux conditions objectives de réalisation de la cause permet à l'homme de vocation d'éliminer « toute aspiration [qui] cesse d'être ordonnée à la cause et ou qui devient un motif de griserie personnelle, au lieu de fonctionner exclusivement au service de la cause » (Weber 2003[1919] : 184).

On l'aura bien compris, ces quatre composantes de la personnalité de l'homme politique authentique procèdent toutes d'une même notion, à savoir du respect intégral du devoir propre à sa cause comme relation par laquelle se vit l'accès à celle-ci. La conduite de vie ascétique que Weber exige de la relève politique ne connaît pas d'exception : soit l'on soumet l'entièreté de son être à la cause, trouvant ainsi un sens à une existence humaine moderne qui n'en a aucun d'inhérent, la force d'affronter l'irrationalité son destin ainsi que celle de repousser son désir de vanité grâce à l'étalon normatif des besoins objectifs de sa cause, soit l'on renonce complètement à être homme de profession. Si, lorsqu'ainsi exposée, la figure de l'homme politique authentique peut sembler n'être qu'un calque séculier du puritain, il serait fautif de limiter ainsi sa lecture. Sur le plan épistémologique, les deux figures ne partagent pas le même statut ontologique.

La figure du puritain est un idéaltype : elle est un construit analytique du chercheur, où par « l'accentuation unilatérale d'un ou plusieurs points de vue [construit un] tableau de pensée homogène » (Weber 1988[1904] : 191) qu'il pourra par la suite comparer à son objet d'étude afin de lui servir de guide dans l'élaboration de ses hypothèses de recherche. Cette première figure n'a pas à correspondre à la réalité. La seconde, celle de l'homme politique authentique, n'est pas un idéal-type puisqu'elle est un idéal normatif que Weber appelle de toutes ses forces à voir se réaliser. La valeur de cette dernière ne peut donc pas être scientifique au sens où Weber définit lui-même ce terme. Par delà leur gémellité, il est clair que l'une est un outil scientifique descriptif, l'autre une visée normative.

Il semble évident qu'il soit impossible d'exiger, ni de l'homme politique en particulier, ni du *Kultur Mensch* en général, une conduite de vie de l'âpreté de celle de l'idéaltype puritain. Aucun puritain, pas même le plus dévot, n'a su obtempérer aux enseignements de Baxter, Calvin et Bailey jusqu'à la limite extrême de l'image du monde qui y était brossée. C'est pourtant ce que Weber demande aux hommes politiques : il attend d'eux une conduite de vie plus ascétique, plus rationalisée, plus cohérente que ne le fut jamais celle puritaine et avant eux celle des moines médiévaux. La figure idéal-typique du puritain ne s'est jamais proposée d'être la représentation d'un phénomène historique. Mais voilà que Weber croit trouver dans la conduite de vie ascétique tel qu'il la reconstruit et présente lui-même pour les fins théoriques de son idéal-type, l'outil de façonnage, l'idéal normatif, d'une personnalité forte apte à la politique moderne. La formule selon laquelle Weber demande à l'homme politique de s'élever au niveau des saints est inexacte. Il lui demande beaucoup plus, il exige de lui qu'il le transcende pour devenir ce à quoi les saints aspiraient à émuler : l'homme politique doit être « Christ sur terre », sans droit à l'erreur, convaincu et dévoué à sa cause et assez fort pour résister non pas à quarante jours de tentations, mais bien à une vie entière passée dans le désert moral de la modernité.

À l'image de l'impératif catégorique de Kant, *ergo* riche sur le plan théorique et inaccessible au quotidien, la figure wébérienne de l'homme politique authentique s'éloigne grandement de sa raison d'être si elle doit se résoudre à rester un objet de débat académique, sans jamais trouver à s'incarner. C'est pourquoi Weber, particulièrement à partir de 1916, s'emploie à en faire la promotion sur toutes les tribunes qui lui sont offertes dans l'espoir que :

la jeune génération s'habitue à nouveau avant tout à l'idée que le fait d'"être une personnalité" est une chose que l'on ne saurait vouloir de manière délibérée et qu'il n'y a qu'une voie pour (peut-être !) le devenir : le dévouement sans réserve à une "cause", quelles que soient, dans le cas particulier, sa figure et les "exigences quotidiennes" qui en découlent. (Weber 1988[1917] : 494, traduit de l'allemand)¹⁵

Aussi utopique (et cauchemardesque) que puisse être la *praxis pietatis* du politique, la hiérarchisation du système de valeurs de Weber, sa propre image du monde, fait d'elle la seule possibilité d'émergence de personnalités fortes dans un monde désenchanté. Sans le processus éducatif par lequel la conduite de vie structure la personnalité du *Kultur Mensch*

suyant les quatre caractéristiques d'une relation de devoir, Weber craint que l'*Ordnungsmensch* ne devienne le type humain dominant en Occident et, de par là même, la confirmation inéluctable de son déclin civilisationnel, comme il le fut à Rome et en Égypte antique.

Christ sur terre

À l'*Ordnungsmensch*, Weber veut opposer le *Berufsmensch* politique. Les qualités de sa personnalité, si consciencieusement façonnées, doivent lui assurer une capacité de direction politique digne du tribunal de l'histoire, mais aussi la dévotion absolue des masses. Bien que cet aspect de la pensée wébérienne puisse aujourd'hui être considéré comme litigieux, ce n'est qu'une fois ce dernier éclairé que nous pourrons expliquer la légitimité du charisme comme forme de domination. C'est finalement sur la base de cette interprétation que nous pourrons revenir à la critique wébérienne de Bismarck pour comprendre en quoi les macro-processus de la sphère politique moderne – la démocratisation et le césarisme – rendent nécessaire, par-delà tout reproche adressé contre ce dernier, la mise en place d'une démocratie de chef.

De responsabilité et d'espoir

La politique est une activité singulière en ceci qu'elle a le pouvoir comme seul objet et la violence comme moyen spécifique : « La conscience d'avoir une influence sur les hommes », écrit Weber, « de participer au pouvoir exercé sur eux, et surtout le sentiment d'être de ceux qui tiennent en main un nerf des événements historiques importants peuvent hausser l'homme politique au dessus du quotidien ordinaire » (2003[19119] : 182). Tout le processus d'élaboration de la personnalité de l'homme politique de vocation se fonde sur le choix d'une cause et sa soumission inconditionnelle à la conduite de vie qu'elle exige. Si, comme nous l'avons vu, toutes les causes sont substantiellement valables, les moyens de lutte pour leur suprématie ne le sont pas. L'éthique de la responsabilité n'invite pas au service d'une cause étant jugée comme responsable dans le cadre une configuration historique donnée, mais à la mise en œuvre de moyens d'actions spécifiques qui sont eux responsables face à la cause choisie. Si la science ne peut aider l'homme à porter un jugement de valeur, elle est cependant en mesure d'éclairer pour lui les conséquences prévisibles de son action : « La science peut faire ce genre de chose, du moins en principe [...] nous [les savants] pouvons obliger un individu à *se rendre à lui-même des comptes*

quant au sens ultime de sa propre action, ou du moins nous pouvons l'aider à le faire » (Weber 2003[1918] : 103). Et donc, en somme, la responsabilité attendue de l'homme politique dépend des conséquences prévisibles de ses actes, à savoir de la cohérence dont il témoigne par l'ensemble de la conduite de vie en vertu de la cause qu'il cherche à servir. Une éthique de la responsabilité qui ne serait pas solidement orientée en fonction des exigences pratiques d'une cause deviendrait vite une excuse morale pour la sanctification des moyens par la fin, ce qui apparaît également condamnable aux yeux de Weber (*Ibid* : 194). Il semble donc que l'éthique de la responsabilité soit une modalité particulière de l'éthique de la conviction et non son opposé. Comme le soulève Colliot-Thélène : « Les résultats prévisibles doivent être eux-mêmes axiologiquement qualifiés pour être déclarés souhaitables ou non : en ce sens, il n'y a pas de détermination rationnelle de l'action qui ne fasse intervenir des valeurs » (1992 : 243).

Pour Weber, c'est sans contredit l'avenir de la communauté politique qui constitue l'étalon axiologique par excellence, parce que la responsabilité politique est avant tout une responsabilité quant à l'avenir de celle-ci. La politique est la « direction ou l'influence exercée sur la direction d'un groupement *politique*, aujourd'hui par conséquent d'un État » (Weber 2003[1919] : 118), mais elle ne s'y limite pas et est également la sphère d'activité par l'intermédiaire de laquelle la communauté détermine son avenir. À ce titre, l'activité politique n'existe qu'en lien à une communauté et ne peut être autrement que constitutive de sa perception de son propre avenir ; la responsabilité politique « *is firstly a responsibility in the face of the future, a responsibility that is historic before being moral* » (Weil 1971, cité dans Duran 2009a : 58).

Si la communauté politique est initialement une communauté d'intérêts communs, elle ne perdure et se construit qu'à travers l'histoire (*C.f.* Weber 1976[1921] : Chapitre VIII). C'est par son histoire commune, aussi longtemps du moins que cette histoire trouve écho au présent et qu'elle réunit autour d'elle la communauté, que se constitue une fondation émotionnelle durable¹⁶. La conscience d'un destin politique commun joue un rôle

¹⁶ « *Es ist der Ernst des Todes, den eventuell für die Gemeinschaftsinteressen zu bestehen, dem Einzelnen hier zümmet wird. Er trägt der politischen Gemeinschaft ihr spezifisches Pathos ein. Er stiftet auch ihre dauernden Gefühlsgrundlagen. Gemeinsame politische Schicksale, d. h. in erster Linie gemeinsame politische Kämpfe auf und Tod, knüpfen Erinnerungsgemeinschaften, welche oft stärker wirken als Bande der Kultur-, Sprach- oder Abstammungsgemeinschaft. Sie sind es, welche [...] dem "Nationalitätsbewußtsein" erst die letzte entscheidende Note geben.* » (Weber 1976[1921] : 515, nous soulignons)

beaucoup plus grand au sein de la conscience nationale que ne le fait jamais la langue, la culture ou le sang. N'est-ce pas là l'une des conclusions majeures de la pensée wébérienne, à savoir que l'impotence des expériences pratiques intramondaines s'avère plus signifiante et déterminante que les facteurs abstraits ou spéculatifs ? La communauté unie par sa mémoire (*Erinnerungsgemeinschaft*) témoigne en ce sens : les valeurs qui la traversent sont trop diverses pour servir de fondation à la communauté, mais l'expression d'un vouloir vivre ensemble issu d'un sentiment d'appartenance commun forgé à travers le temps et la construction d'une mémoire commune, et donc la perception d'un destin également commun qui est indépendant des valeurs individuelles des membres de la communauté, y parvient. Jean-Marie Vincent (1998) a raison d'insister sur le fait que Weber se distance de la tradition sociologique allemande qui voyait la nation comme un peuple, uni par une langue, une culture commune et non pas comme un complexe ensemble de relations sociales et politiques tissé à travers le temps et orientant l'avenir commun du groupe (Winter 2004 : 106). Dans cette optique, l'organisation d'un système social reconnaissant la pluralité des valeurs de ses membres n'est possible que si l'expression de la communauté est affirmée par-delà celle des valeurs spécifiques qui s'y retrouvent. Cette reconnaissance de la communauté sans appel direct aux valeurs de ses membres ne veut bien certainement pas dire que la communauté en soit une sans conflit ; au contraire, elle laisse libre cours à l'opposition entre les valeurs de ses membres pour la direction de cette dernière et à l'opposition entre diverses communautés. C'est dans l'opposition entre ces diverses communautés que ce joue la survivance de chacune d'elle ; D'où l'importance d'une évaluation entre les convictions de l'acteur politique et leurs conséquences, d'une évaluation de la responsabilité. Ce n'est que de la perspective communautaire que peuvent véritablement être évaluées les conséquences de l'action politique. En définissant la communauté politique comme une réalité historique, Weber affirme le caractère empirique de la responsabilité politique, responsabilité qui ne peut être évaluée qu'à l'aune de l'histoire, dans la durée.

Le devoir de soumission

Toute la vie de Weber témoigne, tant par ses ambitions politiques déçues que par son opiniâtreté scientifique, d'un questionnement personnel aigu face à la cause qu'il devrait servir et incidemment de son devoir personnel. Cette question du respect de son devoir propre est un élément central du système de valeurs qui portait Weber, et il espérait le

retrouver autour de lui, même chez ceux qui n'avaient pas embrassé de cause. C'est pourquoi Weber assigne à ceux qui n'ont pas une qualité charismatique le *devoir* de se soumettre à ceux qui témoignent du « don de grâce » (McCulloch 2005 : 30). Dans la sphère politique, les écrits de Weber sur la relation de l'homme d'État, incarnation d'une « "vocation" au sens le plus propre du terme », face aux fonctionnaires, témoignent bien de ce devoir de soumission :

L'honneur du fonctionnaire consiste, quand les autorités qui sont au-dessus de lui s'obstinent, malgré ses remontrances, à lui ordonner quelque chose qui lui paraît erroné, dans sa capacité à exécuter cet ordre, sous la responsabilité de celui qui donne l'ordre, scrupuleusement et exactement, comme si cet ordre correspondait à sa propre conviction. Sans cette discipline morale, au sens le plus élevé du terme, sans cette abnégation, tout l'appareil s'effondrerait. L'honneur du chef politique, donc de l'homme d'État dirigeant, consiste au contraire précisément à assumer la responsabilité *personnelle* exclusive pour ce qu'il fait, responsabilité qu'il ne peut ni ne doit refuser ou rejeter sur un autre (Weber 2003[1919] : 150)¹⁷.

Weber ne juge pas ici la qualité morale des fonctionnaires, souvent d'ailleurs des « hommes remarquables, mais à qui [manque] ce que l'on appelle, dans une acception purement politique et sans aucun rapport avec la morale privée, du "caractère"» (Weber 2004[1917b] : 386)¹⁸.

Jugés de la perspective de la sphère morale, les deux types humains invitent à leur *honneur* propre. Ce n'est que lorsqu'ils sont évalués à partir de la sphère politique, en raison du sentiment de responsabilité qu'elle implique, que la vocation de politique, et donc de chef, est jugée intrinsèquement supérieure à celle du bureaucrate. La responsabilité du fonctionnaire est de rester « "au-dessus des partis", ce qui veut dire en vérité en dehors des *luttés* de pouvoir personnel, alors qu'au contraire, la lutte pour le pouvoir personnel, et résultant de ce pouvoir, *la responsabilité personnelle quant à la cause qui est la sienne*, voilà ce qui constitue la vie de l'homme politique » (Weber 2004[1917c] : 339). Le fonctionnaire ne doit « pas faire précisément ce que l'homme politique [...] doit toujours et

¹⁷ Cf. un passage comparable dans « Parlement et gouvernement : § II Domination des fonctionnaires et *leadership* politique » : « Un fonctionnaire recevant un ordre qu'il considère comme aberrant peut – et doit – faire des observations. Si l'échelon hiérarchique supérieur maintient sa directive, alors il n'est plus seulement de son devoir, mais son *honneur*, de l'appliquer comme si elle correspondait à sa conviction la plus intime et de montrer ainsi qu'il place son sentiment du devoir professionnel au-dessus de sa volonté propre. » (Weber 2004[1917b] : 339)

¹⁸ Cf. : « Du moins à gauche, les permanents de parti ont donné toute une série de personnalités politiques irréprochables comme on n'en trouverait guère dans d'autres couches de la société. » (Weber 2004[1917b] : 397)

nécessairement faire, à savoir lutter. » (Weber 2003[1919] : 150), il doit se contenter d'obéir et d'exécuter les ordres qui lui sont transmis.

Pour Weber, la domination des hommes politiques authentiques ne se limite en rien à la structure hiérarchique par laquelle ils dirigent la fonction publique. Comme le démontre clairement la remarque conclusive de « La profession-vocation de politique », elle s'étend à tous ceux regroupés sous leur direction administrative. Weber invite ses auditeurs à aborder le problème de la vocation politique de nouveau dans dix ans, car, dit-il, il souhaite « voir ce que seront "devenus", au sens le plus intime du mot [les étudiants présents qui] ont l'impression aujourd'hui d'être d'authentiques hommes politiques "de conviction" et qui participent à la griserie que représente [la révolution bavaroise] » (*Ibid* : 205). Car, les met-il en garde, ce qui attend l'Allemagne, c'est « d'abord une nuit polaire, d'une obscurité et d'une dureté glaciales, quel que soit le groupe qui l'emporte » (*Ibid*). Et ceux qui s'imaginent avoir la vocation pour la politique ne l'auront « objectivement et effectivement » pas eu s'ils ne se montrèrent pas capable de « voir le monde tel qu'il est [au] quotidien ». Ceux là, « [i]ls auraient mieux fait de veiller simplement à la fraternité des relations d'homme à homme et, pour le reste, de s'occuper de façon purement objective de leur travail quotidien » (*Ibid*), mais pas de politique. Si l'homme politique authentique incarne l'idée de « vocation au sens le plus propre qui soit », à l'inverse ceux qui sont dépourvus de cette dernière ne peuvent prétendre à la direction politique et doivent précisément se garder d'investir la sphère politique. Ils doivent se contenter d'obéir.

Obéir, certes, mais si nous savons à qui, nous ne savons toujours pas pourquoi. La question de la légitimité de la domination charismatique reste jusqu'ici entière. En quoi la personnalité de l'homme politique de profession-vocation rend-elle sa domination désirable ? La réponse à cette énigme se trouve dans la citation clef du chapitre et qu'il nous importe maintenant de relire à la lumière du propos développé jusqu'ici :

Nous intéresse ici avant tout la domination qui repose sur l'abandon de soi de ceux qui obéissent au charisme purement "personnel" du "chef". Car c'est ici que s'enracine l'idée de vocation dans son expression la plus extrême. L'abandon au charisme du prophète, du chef durant la guerre ou du très grand démagogue dans l'éclésiologie ou au parlement, signifie que celui-ci (prophète, chef ou grand démagogue) passe personnellement pour le conducteur des hommes, intérieurement "appelé" [*berufen*] à ce rôle. Et que ceux-ci se soumettent à lui non en vertu des mœurs ou de règlements statutaires, mais parce qu'ils croient en lui. Lui-même vit pour sa cause, il "aspire à son

œuvre"[...]. [Ces hommes politiques le sont] par "vocation" au sens le plus propre du terme. (Weber 2003[1919] : 121-22)

S'il est vrai que c'est dans la domination charismatique que « s'enracine l'idée de vocation dans son expression la plus extrême », et qu'il est également exact que celui « appelé au rôle de chef », celui qui « aspire à son œuvre », est « homme de vocation au sens le plus propre du terme », alors il ne fait pas de doute que le charisme est la qualité par excellence de l'homme de vocation.

Weber n'offre jamais de définition positive du charisme : y parvenir reviendrait d'ailleurs à parachever le désenchantement du monde, sur le plan théorique du moins, une perspective qui n'aurait rien pour le réjouir. Une droite ligne entre la personnalité éthique façonnée par une conduite de vie rationnelle et la qualité charismatique se laisse cependant tracer. En effet, la qualité charismatique « constitue, où elle apparaît, une "vocation" au sens emphatique du terme : en tant que "mission" ou "tâche" intérieure » (Weber 1995[1921] : 324) ». Le charisme témoigne de la dévotion de l'homme politique à sa cause de la même manière que le gain matériel témoignait de la piété puritaine. C'est par l'efficacité de son charisme que le chef politique trouve la certitude subjective de l'adéquation entre sa conduite de vie et les exigences de sa cause.

La légitimité de la domination du chef charismatique moderne tient au fait qu'il soit le seul, au sein de sa configuration historique, à pouvoir s'opposer à la pétrification qu'entraîneraient la rationalisation et l'intellectualisation de l'existence humaine. La « chape de fer » de la bureaucratisation de la société que Weber craint tant représente une dévaluation de la responsabilité éthique des individus. La domination traditionnelle autant que rationnelle-légale laisse l'individu dans le carcan de la soumission à des règles impersonnelles, celles des coutumes ou de l'ordre arrêté, alors que la domination charismatique comporte toujours un choix. L'homme de vocation politique décide de sa cause et s'y soumet librement, faute de quoi il n'en est pas responsable, et les masses qui *reconnaissent* en lui « un personnage [...] doué de forces ou de caractères [...] en dehors de la vie quotidienne » (Weber 1995[1921] : 321) le font toujours sur la base de la confiance libre en la personne du chef qui ainsi, à elle seule, « décide de la validité du charisme » (322). Pour Weber, la liberté réside dans la possibilité effective de choisir à quelles forces soumettre son être : à quelle cause se dédier pour ceux qui ont le potentiel de développer une personnalité digne du tribunal de l'histoire et à quelle chef obéir pour la majorité de la

masse qui en est dépourvue. Le charisme soumet aussi strictement son porteur à sa cause que ses partisans ne le sont à lui, mais tous ont fait le choix de leur soumission.

Mais la fonction de l'homme politique charismatique ne s'arrête pas à celle de permettre à la masse de se choisir un chef. Tant qu'il y aura des hommes de vocation, il y aura lutte et tant qu'il y aura lutte il y aura la possibilité d'un avenir réellement humain :

Le charisme, lorsqu'il exerce véritablement ses effets spécifiques, manifeste son pouvoir révolutionnaire de l'intérieur, en provoquant une "*metánoia*" centrale à la manière de pensée des dominés. Alors que l'ordre bureaucratique ne fait que substituer la croyance en le caractère sacré de ce qui a toujours été, à savoir les normes de la tradition, par la soumission à des règles au service d'une finalité spécifique, et par le savoir que celui qui en a le pouvoir peut remplacer ses règles par d'autres qui sont conformes à d'autres fins, et donc qui n'ont rien de « sacré », le charisme fait quant à lui exploser la règle et la tradition dans leurs manifestations les plus soutenues et renverse à vrai dire toute notion de sacrée. Au lieu de la piété à l'égard de ce qui a toujours été et qui est pour cela sacralisé, il impose la soumission intérieure à ce qui n'a encore jamais été, à l'absolument singulier et donc divin. C'est en ce sens, purement empirique et neutre axiologiquement, qu'il se retrouve à être la puissance révolutionnaire spécifiquement "créatrice" de l'histoire. (Weber 1976[1921] : 658)

L'homme de vocation est le type humain dont les chances de sélection sociale sont les plus élevées, et ce simplement parce qu'il est le type humain dont l'action est la plus cohérente conformément à ses objectifs et incidemment la plus efficace dans sa transformation du monde. Comme tout gagnant au sein d'un processus de lutte sociale, l'homme de vocation impose sa volonté aux vaincus, c'est sa représentation du monde qui est désormais légitime. L'homme de vocation introduit ainsi un « sens nouveau » à l'existence, un sens qui n'est ni conforme à la tradition ou aux règles rationnellement arrêtées, mais uniquement à sa cause. Différentes sphères d'activité se trouvent alors réunies, leur relation l'une à l'autre redéfinie, afin de correspondre à la nouvelle représentation du monde. De ce nouvel ordre émergera une nouvelle lutte sociale, suivant d'autres règles et entraînant un autre processus de sélection, mais tant que ce cycle aura lieu, tant que des types humains triompheront sur d'autres dans la lutte sociale et qu'avec eux affleureront de nouvelles configurations historiques, il n'y aura pas de pétrification culturelle. Le mouvement du conflit, l'essence même de la sphère politique, en est la meilleure garantie.

Le danger de la bureaucratisation complète de la société réside précisément dans le fait qu'elle dévalorise le sens de la responsabilité et du devoir de l'individu face à son

activité professionnelle, diminuant ainsi les chances d'émergence d'individus capables d'une action efficace dont la transformation du monde témoignerait. Elle déprécie directement l'importance de toute éthique pratique et s'oppose par le fait même à la possibilité d'émergence d'individus charismatiques. À ce titre, Weber n'a donc pas à définir le charisme. Il s'agit en quelque sorte de la « matière sombre » de sa pensée : le charisme est une nécessité existentielle dont la présence se doit d'être postulée en fonction de ses effets escomptés, à défaut de quoi la pensée wébérienne, en raison de la conception anthropologico-politique qui la sous-tend, condamne le devenir humain à une nuit polaire éternelle. La victoire de l'*Ordnungsmensch*, le renoncement définitif au charisme, signifierait la fin de la lutte sociale et du processus de sélection qu'elle entraîne, pour la culture occidentale assurément, voire pour l'humanité tout entière vue la « signification et la validité universelle » des phénomènes culturels qui s'y sont développés. Il ne s'agirait ni plus ni moins que de la réelle fin de l'histoire, de la résignation à mener une existence qui, aux yeux de Weber, n'est plus authentiquement humaine.

Suite à sa victoire dans la lutte sociale, le chef charismatique introduit dans le nouvel ordre qui se construit autour de son image du monde une finalité existentielle à la condition humaine. Les intérêts en fonction desquels les individus détermineront leurs activités sociales et les règles suivant lesquelles ils le feront se rapportent tous à l'image du monde légitimée par sa victoire. Mais ce sont ses affinités électives avec la configuration historique précédente qui ont permis à ce type humain plutôt qu'à un autre de s'imposer, qui lui ont fourni une qualité charismatique. C'est ce qui explique le caractère toujours contingent du charisme, à savoir pourquoi la qualité charismatique de l'un n'est applicable à nul autre contexte social que le sien. Est charismatique, devant une communauté précise (au sens large du terme, où elle peut être tout aussi bien « religieuse » que « nationale »), celui qui propose à ses membres un changement réel quant à la finalité de l'existence humaine et qui y agit rationnellement, efficacement et de manière cohérente en vue de cet objectif. La légitimité de sa domination vient des affinités électives qui créent l'adhérence d'une masse critique d'individus à sa cause ; sa légitimité est le fruit purement contingent de la concordance entre son jugement de valeur fondamentale, lui-même sans valeur morale propre, et les aspirations d'un nombre critique de membres de sa communauté pour permettre à l'idéal éthique de passer du stade du rêve à celui de projet politique.

Une fois le succès de sa vision du monde concrétisée, la domination charismatique à

laquelle la masse des individus ont librement consenti, répondant à l'appel du chef, « perd son caractère spécifiquement extraordinaire [et cesse d'être] une relation sociale strictement personnelle, liée à la valeur charismatique des qualités personnelles et à leur confirmation » (Weber 1995[1921] : 326). La reconfiguration de l'espace sociale sous l'égide d'une nouvelle conception du monde dissout les anciennes affinités électives sur lesquels la domination charismatique se légitimait. Une fois sa vision du monde adoptée par sa communauté aux dépens de celle contre laquelle le chef devait se battre pour l'imposer, ses intérêts orientant désormais l'action de tous un chacun, la domination du chef charismatique est « irrémédiablement appelée, dans son essence, à changer de caractère : elle se traditionalise ou se rationalise (se légalise) » (*Ibid*). Une nouvelle direction administrative se charge de la gestion économique quotidienne de la domination ainsi que de sa succession. C'est la routinisation du charisme, l'instauration, tant qu'il restera des hommes de personnalité assez forte, de nouvelles conditions de la lutte sociale.

Démocratisation et césarisme

Par-delà la figure du Jérémie des temps modernes et la sombre prophétie qui se dresse constamment à l'horizon de sa pensée, au sortir de la Guerre Weber exprime un certain optimisme face à l'avenir. L'Allemagne est certes complètement à reconstruire, mais tout invite ainsi en elle à l'émergence d'hommes politiques charismatiques. En ce sens, Mommsen a eu raison de souligner que Weber, dans ses textes politiques écrits à partir de 1916, procède à une réévaluation du charisme dans la société moderne alors que dans la « Sociologie de la domination » écrite peu avant le déclenchement de la Guerre il concluait à son irrémédiable déclin (Mommsen 2004[1959] : 449, 459). Le chef charismatique de vocation est une figure foncièrement moderne. Les chefs charismatiques antiques l'étaient en quelque sorte par hasard, suivant les affinités électives de leurs configurations historiques et non suivant le choix d'une cause et la décision consciente de s'astreindre à son devoir. Eux qui vivaient dans un univers de causalité éthique, hors du désert moral de la culture, n'avaient pas à poser ce jugement de valeur fondamentale, d'autres sphères d'activité, celle religieuse au premier plan, la leur fournissait. Or l'Allemagne, sous les contrecoups de l'effondrement de la dynastie Hohenzollern, assiste à une révolution aussi bien politique, par le changement de ses institutions, que sociale, par une démocratisation de ses rapports sociaux. Elle laisse une grande partie de l'héritage du *Sonderweg* derrière elle et entre dans la modernité politique, de plein fouet et douloureusement. Comme chez

toutes les sociétés modernes, c'est à ce titre que tout en sa structure politique « [appelle] la figure caractéristique de l'homme de profession et de vocation. [...] Qu'on aime cette figure ou qu'on la déteste, elle est [...] *le produit inévitable* de la rationalisation et de la spécialisation du travail politique de parti sur le terrain *des élections de masses* » (*Ibid*, nous soulignons). Paradoxalement, la bureaucratisation de la sphère politique que Weber craint tant fonde du même coup les conditions d'émergence de l'homme politique authentique, seul capable d'en limiter les excès. Le contrôle de la bureaucratie devient la condition *sine qua non* de la réalisation de toute les autres causes possibles et donc l'horizon contre lequel s'inscrit toute action authentiquement politique. Jamais auparavant dans l'histoire, l'homme politique de vocation ne s'est vu de la sorte en affinité élective avec sa configuration sociale. De ce point de vue, les conférences sur le savant et le politique doivent donc être interprétées comme une invitation à la jeunesse allemande de se saisir de cette chance historique unique en faisant sienne l'objectif de former des personnalités fortes par l'ascèse vocationnelle. La menace de la pétrification bureaucratique reste tout aussi inquiétante qu'avant la Guerre, et la solution tout aussi difficile à appliquer, mais, avec la transformation sociale que traverse l'Allemagne, elle gagne le mérite d'apparaître au grand jour.

Bien que sa critique de Bismarck se fonde principalement sur la « nature césariste » de son administration, tout comme ses reproches envers la grande bourgeoisie qui espèrent en « l'avènement d'un nouveau "César" » pour les protéger de l'influence croissante du mouvement ouvrier, Weber en viendra lui-même à décrire le chef charismatique qu'il espère comme une figure césariste, « dictateur du champ de bataille électoral ». Cette nouvelle figure, il la voit partout. Dans le « régime parlementaire anglais [qui a une] propension à développer [des] traits césaristes, où, par rapport au parlement d'où il est issu, l'homme d'État dirigeant prend une place de plus en plus éminente » (Weber 2004[1917b] : 354) : Dans les villes américaines où « grâce à certains mouvements de réformes les *dictateurs communaux* au pouvoir ont conquis le droit de nommer leurs propres auxiliaires; [leur] *dictature révolutionnaire* ignore aussi bien la légitimité traditionnelle que la légalité formelle » (Weber 1995[1921] : 352, nous insistons). La force des changements que ces maires ont su mettre en place repose avant tout sur le fait qu'ils :

travaillaient avec un appareil bureaucratique désigné par eux et en ce sens "césariste". Sur le plan technique, l'efficacité du "césarisme" à titre

d'organisation de domination issue de la démocratie repose avant toute chose sur la position du « César » comme homme de confiance librement choisi par les masses (l'armée ou les citoyens), libéré de la tradition, et sur cette base précise maître sans réserve d'un corps d'officiers et de fonctionnaires hautement qualifiés sélectionnés par lui, et ce sans regard pour la tradition. [C'est là] la domination "du génie personnel." (Weber 1972[1921] :554-555, traduit de l'allemand)

La chose ne relève pas du hasard : « les grandes décisions politiques sont prises aussi – voire surtout – dans les démocraties par des individus, et c'est *cette* circonstance inévitable qui détermine le fait que la démocratie de masse, depuis l'époque de Périclès, a toujours acheté ses succès au prix de fortes concessions aux principes césaristes de la sélection des chefs » (Weber 2004[1917b] : 404). Ce constat est d'autant plus actuel que la rationalisation de l'activité politique moderne a fait de la présence de chefs une nécessité.

Démagogie et démocratie vont de paire¹⁹, et ce « *quel que soit* le type de Constitution de l'État, et seulement à partir du moment où les masses ne peuvent plus être traitées en simple objet passif d'administration, mais où, au contraire, d'une manière ou d'une autre, elles et leur prise de position pèsent dans la balance » (*Ibid* : 401). Sur le fond, le premier ministre britannique ne tire pas sa légitimité de la confiance du parlement, mais de celle des masses (*Ibid* : 403). Lorsque les luttes de satrapes entre « l'ancien chancelier du Reich et l'amiral v. Tirpitz ont été portées à la connaissance du public par les amis de celui-ci », dans une « entreprise déchaînée d'agitation politique » (*Ibid* : 402) afin de tirer à la faveur de sa solution le poids de l'opinion publique dans un conflit diplomatique où les masses, devant la complexité de la question débattue, ne peuvent être que dépourvues de jugement. Cela démontre bien que l'aspect démagogique de la politique moderne n'est pas réservé aux seuls États de forme démocratique :

La conséquence de la démocratisation active des masses est que le chef politique n'est plus proclamé candidat par un cercle restreint de notables [...] Aujourd'hui il gagne la confiance et la foi que les masses placent en lui, et donc son pouvoir, en utilisant des moyens démagogiques. Dans l'essence des choses, cela signifie un tournant césariste dans la sélection des chefs. (Weber 2003[1917] : 402)

¹⁹ Sous la plume de Weber, le terme de « démagogue » réfère à l'individu s'adressant au peuple et cherchant à lui plaire. Il peut donc être aussi bien positivement que négativement connoté : « Le "démagogue" est, depuis l'État constitutionnel et de manière achevée depuis la démocratie, le type de l'homme politique dirigeant en Occident. La connotation désagréable du terme ne doit pas faire oublier que ce n'est pas Cléon, mais Périclès qui fut le premier à porter ce nom. » (Weber 2003[1919] : 151)

La démocratie de masse rend intenable la domination des notables au sein des partis. Il n'est plus possible, contre une rémunération honorifique où « à titre de profession secondaire, de diriger et d'administrer effectivement de façon continue un groupement politique quelconque » (Weber 1995[1921] :378). La propagande de masse impose la rationalisation du fonctionnement des partis, les force à adopter une organisation de plus en plus resserrée où le permanent est désormais à la base des succès électoraux du parti. La caisse du parti, la presse du parti, l'aile jeunesse du parti : « L'appareil du parti gagne en importance, faisant baisser d'autant l'importance des notables » (Weber 2004[1917b] : 393). Les notables qui, malgré le niveau de spécialisation nécessaire à la conduite d'un parti politique moderne, s'entêtent à « "mettre leur grain de sel" [dans l'administration d'un parti] acquièrent un caractère prononcé de dilettantes » (Weber 1995[1921] : 380).

Le caractère "césariste" de la démocratie de masse contraint les partis à se livrer aux véritables personnalités charismatiques, dès que celles-ci se dévoilent en se montrant capables de gagner la confiance des masses. Devenir « la machine » de conquête électorale du pouvoir d'un véritable chef politique est l'espoir d'un parti qui aspire véritablement au pouvoir. Comme la cause qui exige le tribut de la soumission absolue en échange de la force qu'elle confère à l'homme de vocation, le chef politique en exige également de même à son parti qui apporte sa qualité charismatique à son parti exige lui aussi la même :

"mort spirituelle" de [ses] partisans, leur prolétarianisation intellectuelle pourrait-on dire. Pour qu'un chef puisse user d'eux comme d'un appareil, ils doivent obéir aveuglément, constituer une machine au sens américain, qui ne soit troublé ni par la vanité des notables ni par leurs prétentions à l'originalité. [...] C'est là le prix qu'il faut payer pour la direction par des chefs. Mais il n'y a qu'une alternative : démocratie de chefs avec "machine", ou démocratie sans chef, c'est à dire la domination d'hommes politiques professionnels dépourvus de vocations, sans qualités charismatiques intérieurs qui font les chefs. (Weber 2003[1919] : 180)

En Allemagne, Weber déplore voir la « démagogie et l'influence de la population sans la démocratie, ou plutôt faute d'une démocratie ordonnée » (Weber 2004[1917b] : 402).

Le Parti national-libéral, regretté par Weber et dont la disparition est imputable à Bismarck, ne correspond toutefois en aucun point à sa description des partis politiques modernes. Il était, comme tous les partis de l'ère bismarckienne, à l'exception du Parti socialiste, une corporation de notables. Si tant bien que le chancelier de fer avait porté une attention particulière à sa succession, qu'il se serait abstenu de décapiter les partis siégeant

au Reichstag, qu'il aurait soutenu et consolidé les partis défendant sa vision de l'État ; en somme, si son action avait rendu caduques toutes les critiques de Weber, cela n'aurait tout de même pas assuré l'émergence de chefs authentiques. La sphère politique dans laquelle Bismarck évolue en est une prémoderne.

Le système de vote impérial à trois classes, tel qu'il s'exerce durant toute l'ère bismarckienne, rend plus ou moins insignifiante la volonté populaire. La politique est encore le domaine réservé d'une « clique » de rentiers, dont certains sont conservateurs, d'autres nationaux-libéraux ou encore chrétiens-démocrates (*Zentrum*). Même le parti socialiste, à ce moment de son histoire, est encore fortement marqué par la présence de notables et de mécènes voulant soutenir la cause ouvrière. Si l'autoritarisme de Bismarck ne peut répudier le qualificatif de « césariste », c'est véritablement sous le règne de Guillaume II, sous l'influence de la démocratisation des partis politiques et de la spécialisation des tâches qui y sont accomplies, notamment par l'élargissement des moyens de communication que la démagogie s'affirme comme moyen spécifique de la politique.

C'est cependant la « démagogie patriotique » propre à la Grande Guerre qui a fait du renversement du vote à trois classes en faveur d'une « démocratisation du droit de vote [...] un impératif absolu » (*Ibid* : 415)²⁰. C'est cette sphère politique moderne, émergeant tardivement en Allemagne sous la pression de la Grande Guerre, qui appelle l'homme politique de vocation, pas la sphère prémoderne du *Sonderweg*. Weber se sait le contemporain de deux ères politiques différentes : la première, *métissée*, partagée entre des formes politiques démocratiques, comme le Reichstag, un parlement sans pouvoir, ou le droit de vote universel, mais à trois classes, et le règne sans partage du pouvoir de la tradition, incarné par la couronne et l'aristocratie terrienne des Junkers. Puis, une seconde, qui prend forme peu avant la défaite allemande, alors qu'il est désormais assuré qu'indépendamment de la résolution de la Guerre, l'ordre social prussien sera renversé sous le poids de la démocratisation politique. Les critiques de Weber envers Bismarck appartiennent, dans leurs propos, à la première de ces deux périodes, au moment où sa pensée politique désignait encore l'arène parlementaire comme lieu de sélection et de

²⁰ Pour Weber, en ce qui a trait au droit de vote, « ce qui est politiquement décisif, toutes autres considérations mises à part, c'est : 1. qu'il ne puisse y avoir qu'un suffrage égal pour tous à la fin des combats pour le droit de vote [...] 2. Qu'il soit politiquement impossible de désavantager dans le droit de vote les soldats qui rentrent chez eux par rapport aux couches sociales qui, restées chez elles, ont pu conserver, voir augmenter leur position sociale, leur patrimoine et leur clientèle, tandis que d'autres, au front, versaient leur sang pour le leur permettre. » (Weber 2004[1917b] : 415).

formation des chefs politiques authentiques. Or, projeté dans une sphère politique pleinement moderne, Weber rejettera lui-même cette possibilité pour faire plutôt de l'élection des chefs politique par la masse le moyen cette sélection. C'est là, après le choix de forger artificiellement une élite sociale plutôt que d'espérer son émergence, la seconde mutation importante de la pensée politique de Weber.

Aussi adroite qu'elle ait pu être, la succession de Bismarck en aurait été une de notables, car il s'agissait là du type d'hommes politiques qui partageaient des affinités avec sa configuration historique particulière. Ce n'est plus le cas au moment de coucher sur papier la constitution de Weimar. Aux yeux de Weber, c'est l'homme politique charismatique qui est le plus à même de répondre aux pressions des deux tendances lourdes de la politique moderne : la bureaucratisation et le césarisme. Mais si la sphère politique moderne appelle à elle la figure du chef plébéien, rien ne garantit sa sélection au sein de la lutte sociale : « Il est par suite totalement impossible, aujourd'hui encore, de prévoir comment se présentera extérieurement l'entreprise de la politique en tant que "profession-vocation", et il est encore moins possible, par conséquent, de prévoir par quelle voie s'ouvriront, pour les individus dotés de talents politiques, des chances de se voir confrontés à une tâche politique satisfaisante » (Weber 2003[1919] : 181). La Russie fut l'exemple d'une configuration sociale qui a avantagé l'Ordnungsmensch contre la figure du chef authentique. La question est maintenant de savoir, particulièrement à un moment où les institutions du Reich s'écroulent sous le poids des révolutions et de la défaite militaire, si une autre configuration institutionnelle peut engendrer « des effets tels qu'une sélection des hommes qui possède des qualités de chef n'en soit pas empêchée » (Weber 2004[1917b] : 355). C'est-ce que ce propose d'être la Führerdemokratie, une démocratie ordonnée.

Chapitre IV. La *Führerdemokratie* : une démocratie ordonnée

« Mais, ah! Combien de couleuvres devez-vous encore avaler! Des notions telles que volonté du peuple, vraie volonté du peuple, n'existe plus pour moi depuis longtemps, ce sont des fictions. C'est tout comme si l'on voulait parler d'une volonté des consommateurs de chaussures qui serait compétente pour la manière dont le cordonnier doit déterminer sa technique. Les consommateurs de chaussures savent bien où le soulier leur fait mal, mais jamais comment on pourrait le faire mieux. »

Max Weber

Lettre à Robert Michels, 4 août 1908

Nous ignorons tout de l'organisation politique idéale de Max Weber. Les deux éléments à la base de sa conception politico-anthropologique de l'existence humaine, la nature conflictuelle qu'il attribue à l'action humaine et les conséquences non intentionnelles qui lui sont inéluctables, sont incompatibles avec l'espoir d'un modèle achevé d'institutions politiques ; les contraintes imposées par l'histoire sont telles qu'il ne peut y avoir de forme politique immuable et tout l'art de la politique, à titre d'art du possible, consiste à tenter de commander cette histoire en fonction de notre compréhension de ses cours possibles, voire probables. Pour Weber, une pensée politique mûre est avant tout une pensée politique qui présente un cadre cohérent à l'action. Elle ne peut y arriver que si elle est située et contextualisée, si elle se construit au sein d'une société et d'une culture donnée. Une pensée qui n'est pas construite par et pour l'action n'est pas politique. Et si la pensée politique wébérienne peut sembler désordonnée, surtout pour nous qui n'en sommes pas contemporains, c'est avant tout parce que Weber n'en a jamais fait de présentation systématique, à la manière d'une *République* platonicienne ou d'un *Manifeste du parti communiste*. Mais n'est-ce pas justement là l'« optimisme naïf » des « grands enfants » qui « célèbrent en la science [...] la voie menant au bonheur » (Weber 2003[1917] : 89) contre lequel « La conférence sur le métier et la profession de savant » nous met en garde ? La pensée politique wébérienne ne cherche jamais à définir le meilleur des mondes. C'est une question qu'elle ne se pose tout simplement pas. Elle se formule plutôt au travers de propositions spécifiques, propres au contexte qui fut le sien. Elle est de bout en bout un cadre, mais surtout une invitation, à l'action. Si les idées sont d'importantes influences sur notre représentation du monde, si elles sont le moteur de l'action humaine, en définitive ce

n'est que l'action qui façonne le monde et celui à qui il importe véritablement de le transformer, par responsabilité envers une cause, doit se refuser l'utopie qui elle l'inhibe.

Si c'est par le prisme de l'action que Weber pense le changement politique, force est de constater que de nombreux commentateurs n'ont pas su identifier l'objet de sa pensée politique. Sous la domination d'une administration rationnelle-légale comme la nôtre, il nous est commun de penser le changement politique en termes d'arrangements institutionnels, de transformations de l'ordre constitutionnel, par l'évaluation des structures étatiques et des techniques de gouvernance (Duran 2009a : 66). Weber ne nie pas le rôle des structures. Il le limite simplement à l'influence qu'elles exercent dans le processus de prise de décision des acteurs. Il se refuse à accorder aux structures une valeur indépendante du résultat des actions des acteurs qui y évoluent ; ces dernières n'ont comme valeur propre, une fois leur légitimité reconnue, que celle d'être un cadre à l'action. Il importe à Weber de proposer une structure politique capable d'orienter l'action des acteurs de telle manière qu'elle favorise l'émergence d'hommes politiques authentiques et s'oppose à la domination des *Ordnungsmenschen*, car ce n'est que par l'action des premiers que peut être vaincue l'inaction des seconds. Mais la simple présence d'un ordre institutionnel donné ne garantit jamais un résultat. En ce sens ; « [m]odifier les techniques étatiques ne suffit pas à rendre une nation intelligente ou heureuse, et n'accroît pas sa valeur, cela permet seulement d'écartier des obstacles mécaniques, ce n'est donc qu'un moyen en vue d'une fin » (Weber 2003[1917c] : 311). Dans le cas présent, l'objectif est l'émergence d'hommes d'État ; Weber sait cependant très bien que les institutions politiques d'un État ne forment pas d'authentiques politiciens comme l'université forme des docteurs. Cependant, il sait également que l'une des conséquences directes du système bismarckien, parce qu'il ne consentait à aucun pouvoir réel ni au parlement, ni aux partis politiques, a consisté à détourner du politique vers le monde de la grande industrie, les individus dotés d'une forte personnalité comme Krupp, Henckel-Donnersmarck, Thyssen et Stinnes. Ils y devinrent « les véritables "dirigeants" du système économique » (Weber 2003[1917b] : 263). Ainsi, le rôle des institutions n'est pas de former l'homme politique véritable, mais d'être organisées de telle façon que les « intérêts humains, trop humains, qui existent partout, *produisent des effets tels* qu'une *sélection* des hommes qui possèdent des qualités de chefs n'en soit pas *empêchée* » (Weber 2003[1917c] : 355).

En distinguant deux phases au sein de la pensée politique wébérienne, la première parlementaire, la seconde plébiscitaire, et en déduisant un changement dans les valeurs de Weber – le bourgeois libéral qui troque son chapeau haut de forme pour une chemise brune –, Wolfgang J. Mommsen (2004[1959] : Chap. X) révèle son incapacité à identifier l'objet même de la pensée politique de son sujet, attribuant à l'étude des formes institutionnelles le rôle que doit en fait avoir celle de l'homme politique.

Il est vrai que Weber a longtemps vu dans la participation aux travaux parlementaires le meilleur moyen de stimuler les qualités d'un chef potentiel. Pour favoriser l'émergence d'un politicien de vocation, « dans l'État [bismarckien] placé sous le signe d'une hiérarchie autoritaire, il fallait se prononcer en faveur d'un renforcement du pouvoir de la majorité parlementaire afin d'accroître enfin l'importance du parlement et d'élever ainsi son niveau (2004[1919] : 505). À l'inverse, une fois la République de Weimar proclamée, suivant le même dessin, c'est la fonction présidentielle qui doit voir son influence augmentée afin de garantir l'équilibre dynamique qu'est la démocratie plébiscitaire. L'horizon de la pensée wébérienne reste toujours le même : la peur d'un nouvel état liturgique sa crainte : « étant donné qu'on peut de moins en moins se passer du corps de fonctionnaires d'État [...], si bien que son pouvoir s'en trouve accru, comment est-il possible d'avoir la garantie, *quelle qu'elle soit*, qu'il existe des pouvoirs permettant de limiter le monstrueux sur-pouvoir de cette couche sociale toujours plus importante et de le contrôler plus efficacement ? » (Weber 2003[1917c] : 337). La solution recherchée, l'homme politique de profession-vocation, est également la même. Weber ne pense jamais les institutions politiques qu'en lien avec l'émergence d'hommes d'État. C'est dans cette optique qu'il écrit : « Les formes d'État sont pour moi des techniques comme une autre machinerie. La forme de l'État m'est complètement égale, *si* ce sont des politiciens et non pas des bouffons amateurs comme Guillaume II et ses pareils qui gouvernent le pays. » (Weber 16/17/1917, lettre à Ehrenberg, cité dans Mommsen 1985[1959] : 494).

Pourquoi alors suivre l'exemple de Mommsen et faire de la forme des institutions politiques la problématique centrale de la pensée politique wébérienne ? La cohérence interne de cette dernière vient au contraire du fait qu'elle s'astreint à la même finalité, favoriser l'émergence d'homme politique de vocation, indépendamment de l'ordre constitutionnel en place. Sa force repose quant à elle sur le fait que Weber ait su la reconfigurer pour répondre au changement de régime de l'Allemagne d'après-guerre.

Orienter l'étude de la pensée politique wébérienne sur la forme des institutions politiques qu'il propose plutôt que sur son projet de formation d'hommes de vocation cadre tout simplement mal le débat. C'est premièrement ignorer tous les efforts de Weber, antérieurs à 1918, pour démontrer l'influence grandissante du plébiscisme et du césarisme dans la sphère politique moderne, y compris dans les régimes parlementaires (Weber 2004[1917c]). Deuxièmement, c'est également ignorer l'assertion candide de Weber selon laquelle « [d]ans un État moderne, *la véritable domination*, qui s'exerce non pas dans les discours parlementaires ou les déclarations de monarques [*voire de présidents*], mais dans le maniement de l'administration au quotidien, est nécessairement et inévitablement aux mains des fonctionnaires » (Weber 2004[1917c] : 323). Finalement, c'est aussi se priver de la possibilité même de comprendre ce qu'entend Weber par *Führerdemokratie*, l'analyse demeurant aveugle à l'objectif réel du projet politique wébérien, qui n'est pas un ordre constitutionnel particulier, mais l'émergence d'un type humain défini.

Par delà les différentes institutions au travers desquelles elle s'exprime, le présent chapitre veut démontrer la continuité au sein de la pensée politique wébérienne. La première section du chapitre présente le passage souhaité par Weber d'un régime monarchiste autoritaire à une monarchie parlementaire d'inspiration britannique. Pour sauver le Reich fondé par Bismarck, encore faut-il sauver le parlement et les formations politiques de l'héritage du chancelier de fer. Mais, avec la fin de la Première guerre mondiale et la disgrâce de la dynastie Hohenzollern, Weber en vient à prendre position pour le régime républicain. Toujours soucieux d'assurer l'émergence de politiciens de profession-vocation, il réaménage sa proposition institutionnelle au profil de la *Führerdemokratie*. Ce sera l'objet de la seconde section. Sans dire, comme ses critiques les plus sévères, que cette seconde mouture de la pensée politique wébérienne est fasciste ou illibérale, il ne convient pas non plus de prétendre, comme certains de ses partisans, que le changement est minime puisqu'il ne comporte que l'élection au suffrage universel du président de l'État. Ce changement est majeur et implique avec lui de profondes conséquences sur l'émergence d'hommes d'État. C'est là le troisième et dernier lieu de notre interrogation de la pensée politique wébérienne.

Sauver le Reich[stag] de Bismarck : la monarchie parlementaire

Décrit tour à tour comme aristocratique et nietzschéen (Titunik 1997 : 682), comme pessimiste et bourgeois (Mommsen 2004 [1959] : 462) ou voire même comme désespéré (Fukuyama 1992 : 69), le libéralisme de Weber fait violence à l'acceptation moderne commune du terme en philosophie politique pour qui la défense de la liberté se jumèle à la promotion de la démocratie. Weber rejette à la fois le droit naturel et l'utilitarisme comme principe fondateur de son libéralisme, ne voyant dans le premier qu'une métaphysique inutile et le second comme incompatible avec sa représentation néo-kantienne de la dignité humaine. Si l'on veut user du concept de compréhension (*verstehen*) contre son auteur, disons simplement que Weber ne s'identifie pas aux notions américaines du « *We the People* » comme détenteur du pouvoir ultime et de la constitution comme représentation d'un ordre constitutionnel sacré et inviolable parce qu'incarnant les normes morales d'une organisation politique exempte de corruption. Selon Weber, une constitution n'est qu'un document délimitant les structures administratives de l'État : « *What is distinctive about [Weber's] account of democracy is that it makes no reference to democratic values, much less regards them as worth striving for* » (Beetham 1974 : 102). On comprend pourquoi les partisans du droit naturel ont une incapacité constitutive à comprendre la justification ainsi que l'objectif d'amoralisme qui fonde la pensée politique wébérienne. Sur la base de leur refus commun du droit naturel et de leur utilisation d'une rationalité en finalité dans l'évaluation du politique, Eliaeson place Weber à la suite de Machiavel et de Hobbes parmi les tenants de la théorie normative empirique (1991 : 322). Ce n'est qu'en raison de l'effectivité escomptée d'une organisation institutionnelle que cette dernière peut avoir une valeur. Jamais pour ce qu'elle représente. Si Weber se fait démocrate, ce n'est pas afin de supporter les valeurs d'égalité qui peuvent y être associées, valeurs qu'il supporte par ailleurs à titre personnel, mais bien uniquement en raison de l'effet escompté de ce régime sur la formation d'hommes politiques.

N'est-ce pas la prise de position logique aux vues de ses conclusions quant à l'avenir de la Révolution libérale russe de 1905-07 ? Si, comme l'expérience historique russe nous le révèle, il n'existe pas de lien nécessaire entre liberté individuelle et démocratie, et que ces dernières ne sont présentes « que là où existe durablement pour les appuyer la volonté résolue d'une nation de ne pas se laisser gouverner comme un troupeau de moutons » (Weber 2004[1905] : 172), pourquoi alors souscrire à la « métaphysique » de l'esprit

démocratie ? Liberté et démocratie ne peuvent être que le fruit d'une lutte contre la « constellation d'intérêts matériels » (*Ibid*) qui s'y oppose. Dans cette lutte comme dans toutes les autres, Weber préconise l'éthique de la responsabilité, car l'action à laquelle cette dernière incite est le fruit de l'analyse entre la configuration historique particulière dans laquelle se déploie le projet et le projet lui-même.

Advenant, comme l'affirme Weber, que toute pensée politique responsable est une pensée contextualisée qui présente un cadre cohérent à l'action, il faut alors se demander à quel contexte la pensée politique de Weber offre telle un cadre à l'action. Ce contexte, c'est celui de la monarchie autoritaire des Hohenzollern. Comment, au sein de cette configuration historique particulière, promouvoir un ensemble institutionnel conforme à l'idéal de liberté individuelle qu'épouse Weber ? Doit-on renverser la monarchie et instaurer une république ? Non, répond pragmatiquement Weber, la parlementarisation du Reich peut à elle seule suffire et est de loin plus facile à réaliser. Ce souci de pragmatisme caractérise aussi la réponse de Weber à plusieurs autres questions : la démocratisation du droit de vote, l'obligation historique de l'Allemagne à l'égard du combat pour la liberté individuelle et la pérennisation de la monarchie. Pour Weber, il s'agit de prendre acte de l'inévitabilité de ses trois réalités et de fonder sur elles une action politique d'autant plus responsable qu'elle n'ignore pas la réalité de la configuration historique dans laquelle elle se déploie. Une fois exposé ce premier thème « de la contingence », nous serons à même de voir comment Weber répond, en deux temps, à sa double problématique de la formation des chefs politiques et du contrôle de la bureaucratie. Le rôle des partis politiques s'avère ici essentiel au projet wébérien, car ce sont eux, par la première sélection entre les aspirants-chefs qu'ils effectuent en leur sein, qui permettent ensuite au parlement de jouer pleinement son rôle.

De la contingence

Dans tous ses textes politiques, Weber tient le droit de vote universel pour acquis. Il n'évoque aucun autre système que celui-là pour la désignation des députés du Reichstag – et par la suite pour l'élection du Président du Reich. Ici encore, ce n'est que par souci technique qu'il le fait, et non par adhésion aux valeurs d'égalité politique chères au libéralisme :

La "démocratisation" au sens d'un nivellement par un État de fonctionnaires de l'organisation traditionnelle en états est un fait. On n'a qu'une alternative : on peut laisser la masse des citoyens sans droit ni liberté dans un "État bureaucratique autoritaire" avec un pseudo parlementarisme et les "administrer" comme on le ferait d'un bétail, ou on peut les intégrer à l'État en les *associant*, parce qu'ils sont souverains, à la *domination*. (Weber 2004 [1917a] : 305)

Parce qu'incapable de démontrer la valeur intrinsèque du droit de vote universel en se référant à des valeurs et des principes universaux, Weber trouve en la Première Guerre mondiale une justification contingente à sa position. En raison de la Guerre, la démocratisation du droit électoral devient « un impératif absolu dont il est désormais impossible de reculer le terme » (Weber 2004[1919c] : 415) : « *Notre* tâche à nous, à l'arrière », écrit Weber, « est avant tout de veiller à ce que les soldats qui rentrent chez eux y trouvent la possibilité, bulletin de vote en main, de reconstruire grâce à leurs représentants élus cette Allemagne dont ils ont sauvé l'existence » (*Ibid* : 309).

S'il ne propose aucune justification du droit de vote universel, Weber y reconnaît plusieurs conséquences avantageuses. La première est de permettre, sur le plan théorique du moins, l'autonomie des politiques par rapport aux représentants des groupes d'intérêts. Puisque la légitimité de son pouvoir politique repose sur l'élection, le chef plébiscitaire « a justement la possibilité de se dégager de l'emprise des intérêts particuliers grâce à la confiance des masses, ce qui lui donne la base politique pour transcender les intérêts de classes et les groupes d'intérêts. » (Duran 2004a : 93). Pour Weber, l'extension du droit de suffrage devient, tout comme leur indépendance financière, une condition de l'autonomie des hommes politiques.

La seconde conséquence avantageuse du droit de vote universel est l'expression de l'unité du peuple devant l'urne :

D'un point de vue purement politique, ce n'est pas un pur hasard si le "droit de vote égal du nombre" gagne aujourd'hui partout du terrain. Car par sa nature "mécanique", cette égalité du droit de vote est en correspondance avec ce qu'est actuellement l'État. C'est seulement avec l'État moderne qu'apparaît le concept de "citoyen d'État" qui s'y trouve rattaché. Et le droit de vote égal ne signifie d'abord tout simplement rien d'autre que le fait qu'en ce point précis de la vie sociale, l'individu n'est *pas* pris en considération comme partout ailleurs en fonction de ce qui lui est particulier, sa situation professionnelle ou familiale, ou de la diversité de sa condition matérielle et sociale, mais bien seulement en tant que citoyen. Ce qui s'exprime là, c'est l'unité du peuple d'un État, au lieu de la division entre les sphères privées. Cela n'a bien sûr absolument rien à voir avec

la théorie d'une quelconque "égalité" naturelle des hommes entre eux. (Weber 2004 [1917a] : 276)

Peut-être la véritable motivation de Weber à promouvoir l'extension du droit de vote ne se trouve dans aucune justification, mais bien plutôt dans sa troisième conséquence directe : la mise en place d'un droit de vote universel comme une attaque frontale contre la suprématie politique des Junkers. En 1903, dans le système prussien à trois classes, la classe des électeurs les plus taxés (les Junkers et la grande bourgeoisie) rassemble 3,36% de la population, la seconde (bourgeoise) 12,07%, et la classe prolétaire recueille 84,57% des électeurs (Colliot-Thélène 2004 : 48). Chaque classe élit le tiers des députés au Reichstag. L'abolition de ce système au profit du vote universel est une victoire stratégique pour les partisans, à l'instar de Weber, de l'abolition de l'influence de l'aristocratie terrienne dans les affaires de l'État.

Mais là s'arrête le désir de changement de Weber. Jusqu'à l'abdication de 1918, et ce bien qu'il soit l'un des plus acerbes critiques du règne personnel du Kaiser et un fervent défenseur de la parlementarisation du Reich, Weber reste monarchiste. Le 10 juin 1917, il écrit encore :

La position des dynasties allemandes ne sortira pas ébranlée de la guerre, à moins qu'elles ne commettent de très grosses maladresses [...]. [Même les sociaux-démocrates] reconnaissent que dans la situation internationale particulière de l'Allemagne, la monarchie constitutionnelle est "en soi" la forme donnée de l'État. De fait, il suffit aujourd'hui de jeter un bref coup d'œil sur la Russie pour voir que le passage à une monarchie *parlementaire* souhaitée par les hommes politiques libéraux aurait, d'une part maintenu la dynastie, d'autre part, éliminé la domination sans partage de la bureaucratie[...]. Toute la force du parlementarisme britannique, on le sait bien en Angleterre, est étroitement liée au fait que la position formellement suprême de l'État est occupée une bonne fois pour toutes. Il n'y a pas à expliquer ici sur quoi repose cette fonction de la simple existence d'un monarque ; ni à se demander si c'est partout inévitablement un monarque qui doit jouer ce rôle. *En tout cas, de ce point de vue, pour l'Allemagne, la situation est donnée.* (Weber 2004[1917c] : 341, nous soulignons).

Devant ce consensus allemand en faveur de la monarchie, la situation est donc donnée et, par pragmatisme, c'est à l'intérieur des limites d'un tel régime que Weber pense l'avenir constitutionnel de l'Allemagne. Cette monarchie, il la désire cependant parlementaire, car c'est le moyen, à ses yeux, de permettre l'expression du support populaire au régime : « Un minimum d'approbation intérieure – au moins des couches dominées qui ont un certain poids social – est la condition préalable pour qu'une domination quelconque, même la

mieux organisée, soit durable. Aujourd'hui, les parlements sont le moyen de manifester extérieurement ce minimum d'approbation.» (Weber 2003[1919c] : 343). Au final, l'Allemagne sera une démocratie de masse régie par une monarchie parlementaire. Ce n'est pas le choix de Weber, simplement la réalité contingente aux actions des dernières générations. Il ne serait pas responsable des dirigeants du Reich de tenter de s'opposer à cet état de fait. Weber est conscient qu'un régime autoritaire peut à la fois s'opposer à la démocratisation du droit de vote, et à la parlementarisation du Reich, mais seulement au prix de la grandeur nationale encore à construire rendue possible l'unification. Weber met ses contemporains en garde ; « l'unification de l'Allemagne fut une folie de jeunesse que la nation commit sur ses vieux jours, si onéreuse qu'il aurait mieux valu qu'elle s'en abstînt, si cette unification devait être pour l'Allemagne la fin et non le début d'une politique de grande puissance » (2004 [1895] : 136).

Contrairement aux thèses de James Madison (1751-1836), qui prétendent que la taille de son État n'affecte pas la capacité d'un peuple à s'administrer démocratiquement²¹, Weber affirme que la démocratie de masse est un régime unique qu'il faut distinguer de la démocratie à petite échelle. Elle implique ses propres « possibilités culturelles » et « devoirs nationaux » qui ne pourront jamais être ceux des « petites nations »²² :

Les exigences qui s'imposent à un peuple organisé en État de puissance sont inéluctables. Ce ne sont ni les Danois, les Suisses, les Hollandais ou les Norvégiens que les générations futures, que nos propres descendants surtout, tiendront pour responsables si, sans résistance, la puissance mondiale – ce qui signifie ici : la disposition sur la particularité sur la culture de l'avenir – se répartit entre les règlements des fonctionnaires russes d'un côté et les conventions de la "society" anglaise de l'autre, et peut-être aussi avec l'impact de la "raison" latine. *Mais nous*. Et avec raison. Parce que nous sommes un État de puissance et parce qu'ainsi, au contraire des "petits" peuples, nous pouvons mettre notre poids dans la balance – c'est pourquoi cette tâche damnée, et le devoir devant l'histoire qui l'accompagne, ne revient pas à quiconque, mais à nous: il nous faut nous opposer de tout notre poids, au nom de la postérité, à ces deux forces avant qu'elles ne submergent le monde. – Refuserions nous cette tâche – serait alors le *Reich* allemand un luxe vaniteux et dispendieux, du type qui nuit à une culture, que nous n'aurions pas dû nous permettre et que nous

²¹ C.f. : James Madison, Federalist #55 : « The Total Number of the House of Representatives », *The Federalist Papers*, Pennsylvania State University publication, 2001 [1788].

²² « Les petites nations. Ce concept n'est pas quantitatif ; il désigne une situation ; un destin : les petites nations ne connaissent pas la sensation heureuse d'être là depuis toujours et à jamais ; elles sont toutes passées, à tel ou tel moment de leur histoire, par l'antichambre de la mort ; toujours confrontées à l'arrogante ignorance des grands, elles voient leur existence perpétuellement menacée ou mise en question ; car leur existence *est* question. » (Kundera 2000[1993] : 225).

devrions, aussi vite que possible, dissoudre par une "helvétisation" de notre État : une dissolution en autant de petits cantons sans puissance, mais avec l'amour des arts – , attendons de voir combien de temps nos voisins nous laisseront le soin d'être ce petit peuple de culture, qui aurait alors toujours dû resté le sens de notre existence. (*Ibid*: 143, traduit de l'allemand)

Ici encore, comme dans le cas du droit de vote universel ou de la monarchie parlementaire, l'obligation historique de l'Allemagne à assumer son rôle de *Machtstaat* apparaît à Weber comme une conséquence inéluctable de la configuration historique particulière où cette dernière se trouve. Rien, sinon l'action des hommes qui l'y ont menée, ne forçait le Reich à devoir prendre une telle forme, aucune loi de l'histoire ni téléologie, mais une fois les contingences de son histoire l'y ayant conduit, il est impossible de l'éviter. C'est donc sur la base de ses trois réalités inéluctables, la démocratisation du droit de vote, le maintien de la monarchie et le devoir national de l'Allemagne à titre de démocratie de masse que Weber formule un premier arrangement constitutionnel capable d'aider à l'émergence d'hommes politiques de vocation. Avant même le parlement, ce sont les partis politiques qui y joueront le rôle central.

Les partis politiques

Tout l'édifice politique wébérien repose sur l'analyse des partis politiques, puisqu'ils sont directement reliés au développement de la démocratie de masse et à l'élargissement du droit de vote qui impose quant à lui une rationalisation accrue des techniques de campagnes électorales. Les partis modernes, écrit Weber, « sont les enfants de la démocratie, du suffrage de masse, de la nécessité d'une propagande et d'une organisation de masse, du développement d'une unité extrême de la direction et d'une discipline très rigoureuse » (Weber 2003[1919] : 168). Et c'est à eux que doit revenir le pouvoir politique en Allemagne au sortir de la guerre. La dynastie s'est à ce point humiliée durant le conflit qu'elle ne peut plus prétendre à la direction effective de la nation. Cette tâche, c'est aux partis politiques de l'assumer :

La parlementarisation de l'Allemagne est la seule voie qui puisse liquider une guerre engagée dans une situation aussi difficile que celle que nous connaissons aujourd'hui ; la parlementarisation est aussi le seul échappatoire qui s'offre à la dynastie et au monarque ; car le régime actuel nous conduit, à l'intérieur comme à l'extérieur, à la catastrophe. Le parlementarisme signifie la suprématie des partis et doit être tel. Présentement, les partis sont empreints, tout comme l'administration, de bureaucratie. Cela veut dire mise en tutelle du parti par l'esprit corporatiste ; la cause en est le système de gouvernement actuel. Si les

partis politiques passent au premier plan, cela ouvrira en eux la voie aux talents politiques. Avec eux apparaîtront les hommes qui posséderont la confiance de la nation et à qui les partis politiques fourniront un soutien tant que cela profitera au parti concerné, donc tant que les ministres conserveront la confiance du peuple. (Weber, cité dans Mommsen 1985[1959] : 351)

Comment les partis peuvent-ils être la voie d'expression du talent politique ? Après tout, leur caractéristique essentielle est leur forme bureaucratique. Ce processus n'est cependant pas que négatif, puisque par un jeu du recrutement de ses partisans et employés, la bureaucratie du parti assure que la direction de ce dernier ne soit pas laissée entre les mains de notables ; ainsi, ils contribuent au retrait des Junkers et autres grands rentiers dilettantes de la vie politique active. Ce sont ses fonctionnaires qui assurent le financement et la gestion courante de « l'entreprise » qu'est le parti. Il n'en est pas moins un lieu de formation pour le politique authentique, car ce n'est qu'à lui que la machine bureaucratique du parti se soumettra. Sa capacité à convaincre le parti de pouvoir gagner une élection, raison d'être d'un parti, devient un premier test de sa qualité charismatique.

Ce n'est donc pas le parti qui se choisit un chef, mais le chef qui convainc un parti de suivre ses ordres de marche vers « le champ de bataille électorale ». Encore une fois, indépendamment de la volonté d'un chef de laisser son charisme être testé, encore faut-il que certaines conditions préalables à ce test soient présentes. Contrairement au DDP et à son système de liste qui a desservi sa courte carrière politique, Weber est d'avis qu'un parti doit être une structure démocratique où « la sélection des candidats est le fait des assemblées de membres » (*Ibid* : 162), et non d'un comité de notables. Le choix est clair, « il n'y a qu'une alternative : démocratie de chefs avec "machine", ou démocratie sans chef, c'est-à-dire la domination d'hommes politiques professionnels dépourvus de vocation, sans les qualités charismatiques intérieures qui font les chefs. Et cela signifie ce que les frondeurs à l'intérieur d'un parti nomment habituellement la domination de la "clique" » (Weber 2003[1919] : 180). Ainsi, plus le processus de bureaucratisation est avancé dans un parti politique, plus la logique césariste y sera forte. Suivant une paradoxale logique typiquement wébérienne, « on voit comment un mouvement de rationalisation bureaucratique génère, dans une situation déterminée de marché politique et de lutte électorale, un mouvement inverse de *leadership* politique où la personnalisation du pouvoir et le recours à l'émotion dominant » (Duran 2009b : 90).

Le chef incarne le parti, le libérant de l'influence des notables dilettantes, et s'oppose à l'influence des fonctionnaires du parti. Cette césarisation du pouvoir s'avère essentielle puisqu'elle contrebalance le caractère abstrait de tout programme politique. Sur le plan idéal, écrit Weber, « l'un des éléments moteurs est la satisfaction de travailler pour un homme, en se donnant à lui dans un acte de foi personnel, et non pour le programme abstrait d'un parti [...] : c'est là l'élément charismatique de toute "domination" exercée par un chef » (Weber 2003[1919] : 163). Mais ce large programme, pour pouvoir l'incarner tout entier dans sa personne, implique que le politicien de vocation s'élève au-dessus d'intérêts particuliers. C'est la question du coût de la politique : l'homme politique peut-il se permettre non pas de vivre *de* la politique, mais *pour* la politique (Weber 2003[1919] : 133) ? Selon Weber, ce n'est « que dans ce dernier cas qu'il peut devenir un homme politique d'envergure » (2004[1919c] : 369). Weber invite à « un recrutement "ploutocratique" des couches politiquement dirigeantes » (Weber 2003[1919] : 133), parce qu'il voit dans l'indépendance que confère une fortune personnelle à un chef politique l'assurance de sa disponibilité pour l'entreprise politique et, corolairement, de sa capacité à s'élever au-dessus des combats de classes pour diriger en fonction de ses valeurs, et non de son intérêt pécuniaire.

Il importe ici de souligner ce qui semble être l'un des paradoxes de la proposition wébérienne : en proposant l'indépendance financière des hommes politiques comme critère d'évaluation de leur mobilité d'action, Weber n'ignore-t-il pas ce qu'il a lui-même écrit au sujet des Junkers ? Leur indépendance de fortune ne les a-t-elle jamais gardés d'exploiter leur domination politique au profit de leurs intérêts économiques privés ? Non, de répondre bien évidemment Weber, « il n'y a pas eu de couche sociale qui ne l'ait fait de quelque manière » (*Ibid*), mais pour ceux qui vivent *de* politique, il est impossible de se dédier exclusivement à « la cause », la sécurité économique de leur existence n'étant pas assurée. La possibilité même d'émergence d'hommes politiques de vocation n'est possible que dans ce terreau ploutocratique, même s'il ne le garantit pas. Est-ce à dire que l'idéalisme politique ne se rencontre pas dans les couches populaires ? Bien au contraire de répondre Weber, mais pas parmi les hommes politiques qu'on rencontre dans les couches populaires. C'est là sa véritable motivation à un recrutement élitiste : « L'idéalisme politique implacable et sans présupposé se rencontre, sinon exclusivement, du moins précisément chez ceux qui, du fait de leur absence de fortune, sont tout à fait extérieurs aux couches qui

ont un intérêt au maintien de l'ordre économique » (*Ibid* : 134). Les politiciens plébéiens, s'ils sont passionnés, sont incapables de responsabilité politique, parce que trop concentrés sur leur propre intérêt économique. N'ayant rien à perdre sinon leurs chaînes (Marx 1998[1848] : 119), ils ne démontrent pas le détachement nécessaire (le coup d'œil) à l'élaboration d'une pensée politique responsable. Sous la logique manichéenne que leur attribue Weber, ils ne peuvent adopter une éthique de la responsabilité. C'est au contraire l'éthique de la conviction qui répond le mieux à la passion de celui qui se représente sa lutte comme une prise de position en deux absolus irréconciliables. Weber craint ce type d'engagement apolitique et préfère l'élitisme à la chance de voir la formation des hommes politiques irrémédiablement compromise. Comme nous le rappelle justement Patrice Duran, « la démocratie n'est pas moins élitiste que des régimes despotiques, elle l'est autrement » (2009b : 88).

« *Das Berufsparlamentarierium* »

Aux prises avec le processus de la césarisation, l'importance accrue que confère la sphère politique moderne à l'homme politique au sein du cadre institutionnel des démocraties modernes explique l'impotence qu'accorde Weber à la formation de ces derniers. Du moins à celle des hommes politiques professionnels qui acceptent d'évoluer à l'intérieur de telles structures, ceux « qui tentent de parvenir au pouvoir *par le biais d'un recrutement banal et "pacifique" effectué par [un] parti sur le marché des voix des électeurs* » (Weber 2003[1919] : 158, nous soulignons), Quand à ceux qui, « comme les agents de l'ancienne *Ochrana* », organisent leur prise du pouvoir par des moyens extra parlementaires, « nous ne nous occupons pas ici de ce genre d'organisation de la violence » précise Weber. (*Ibid*).

Cette nouvelle élite, partisane mais pacifiste, vit *pour* la politique et aspirent « à assumer la responsabilité des affaires de l'État » (Weber 2004[1919c] : 371)²³, respectueuse des institutions politiques et du pluralisme politique²⁴. Comment cette classe peut-elle faire

²³ Influencé par ses « conventions pseudo-révolutionnaires », le SPD s'est longtemps refusé à considérer « sous quelques conditions que ce soit à participer à un gouvernement de coalition (ou même à assurer le gouvernement là où il était le seul à avoir la majorité) » s'enfermant « des décennies durant dans une sorte de ghetto politique pour éviter de se salir en approchant de trop près les rouages et les mécanismes d'État bourgeois ». Weber condamne cette « éthique héroïque, apolitique et antipolitique » (Weber 2004[1917c] : 371).

²⁴ Mommsen reconnaît que Weber ne traite de la politique que sous l'angle du pluralisme des partis (2004[1959] : 155) : « Un système bipartite est impossible dans les États industriels, ne serait-ce qu'en raison de la séparation des couches économiques modernes en bourgeoisie et prolétariat et de l'importance du socialisme comme évangile des masses. Elle donne une barrière pour ainsi dire "confessionnelle". C'est le cas

émerger des hommes politiques de vocation ? Le test de la direction d'un parti constitue assurément une première épreuve, et la victoire sur les autres partis en présence un second. La formation à l'exercice de la responsabilité politique telle que la définit Weber repose cependant sur deux critères : la question de la sélection des chefs politiques, mais aussi celle du degré d'autonomie qui leur est consentie pour réaliser leur projet. Le système proposé par Weber doit donc à la fois permettre la sélection de ceux qui ont les qualités nécessaires à la vocation de chef, mais aussi leur assurer un large degré d'autonomie une fois au pouvoir afin qu'ils puissent réaliser la pleine portée de leurs ambitions tout en assumant la responsabilité. Tout parti qui a comme ambition de prendre le pouvoir peut en son sein procéder à une première sélection entre ses aspirants-chefs, mais ce n'est en définitive que dans l'exercice du pouvoir, au parlement « par un travail intensif en commissions » (*Ibid* : 370), que la véritable éducation à la responsabilité politique a lieu.

Comment Weber veut-il faire du parlement « un vivier de chefs [et non] un marigot de carriéristes » (Weber 2004[1917c] : 348) ? Il lui faut premièrement rompre avec la tradition bismarckienne et accorder au parlement les fonctions effectives de direction politique de l'État. Car « qu'on déteste le système parlementaire ou qu'on l'aime – on *ne l'abolira pas*. On peut seulement le rendre politiquement impuissant, comme Bismarck l'a fait avec le Reichstag. » (Weber 2003[1919c] : 344). Il s'agit de prendre la voie inverse de celle tracée par Bismarck et de faire du parlement l'arène de l'affrontement entre les partis politiques. Le parlement doit devenir le lieu où s'exprime « l'essence de toute politique [à savoir] la lutte, le recrutement d'alliés et de partisans qui suivent de leur plein gré » (Weber 2004[1917c] : 352). Ce que souhaite Weber, c'est un parlement dont l'activité soit configurée de telle manière que les parlementaires qui y siègent n'aient d'autres choix que de participer positivement à la direction politique de la nation, sans qu'il ne leur soit possible de se cantonner à la politique négative qu'a connue jusqu'alors le Reichstag. Ce n'est qu'ainsi qu'il pourra devenir le lieu d'un « parlementarisme de profession-vocation » (*Berufsparlamentarierum*, *Ibid* : 369), satisfaisant aux deux exigences de la politique

surtout chez nous. En outre, l'organisation du catholicisme comme parti protégeant une minorité [...] sera difficilement éliminée chez nous. [A]u moins quatre ou cinq grands partis continueront à coexister chez nous durablement, des gouvernements de coalition resteront nécessaires et la puissance d'une couronne opérant intelligemment demeurera importante" (Weber 2004[1917b] : 392). Sous la *Führerdemokratie*, se sera à la présidence d'opérer intelligemment.

moderne : le contrôle de la bureaucratie et l'aide à l'émergence de politiciens de vocation (Weber 2004[1917a] : 276). Abordons-les dans cet ordre.

La possibilité de contrôler efficacement la fonction publique ne tient pas qu'à la volonté des politiques, mais aussi à la configuration institutionnelle dans laquelle ils évoluent (*Ibid* : 357). Sous le règne du Chancelier de fer, la nation allemande « a perdu l'habitude de contribuer de manière positive à déterminer son sort politique par l'intermédiaire de ses représentants élus, ce qui est la seule école de jugement politique » (Weber 2004[1917c] : 322). Le parlement sera en mesure de contrôler efficacement la bureaucratie que s'il a accès aux connaissances et à l'information requise en la matière. Sinon, comme sous Bismarck, il sera « constitutionnellement *condamné* à la *sottise* et au *dilettantisme* » (*Ibid*). De par son savoir spécialisée, l'administration des bureaucrates dispose d'un avantage majeur face aux élus ; c'est pourquoi ces derniers doivent impérativement l'empêcher de transformer ce savoir de fonction en secret de service, faute de quoi la bureaucratie n'aurait plus à répondre qu'à elle-même et tout corps lui étant extérieur ne pourrait exercer sur elle la moindre autorité. La solution wébérienne est simple, il faut doter le parlement d'un droit d'enquête généralisé, le droit d'enquête étant avant tout un devoir de responsabilité quant aux activités générales de l'appareil gouvernemental. Même si cet exercice n'est mis en œuvre qu'occasionnellement, sa simple existence est positive à deux égards. Premièrement, il change les conditions institutionnelles dans lesquelles les fonctionnaires remplissent leur tâche en affirmant haut et fort le caractère public de leur fonction, diminuant ainsi d'autant les chances de voir ces derniers chercher à transformer au quotidien leur savoir de fonction en secret de service. Le simple fait de se savoir l'objet potentiel d'une enquête réduit considérablement l'intérêt de le faire. Deuxièmement, il transfère la responsabilité de l'action bureaucratique de la fonction publique à la direction politique. Les politiques qui auraient voulu se soustraire à leurs responsabilités sans en payer le prix n'ont plus l'excuse de l'ignorance.

Un tel parlement, capable d'exercer une véritable surveillance de l'administration, directement, par des commissions d'enquête, et indirectement, par la réorganisation du milieu institutionnel tout en étant apte à collaborer avec elle, par le travail d'administration de sociétés d'État ou des commissions régulières des travaux parlementaires, est le parlement de travail qu'espère Weber (2004[1917c] : 355). C'est ainsi que le parlement exerce simultanément sa seconde fonction : il devient le lieu de sélection (*Auslesestätte*)

privilegié des chefs politiques. Parce que contrairement à un parlement qui se contente d'une participation purement négative aux affaires de l'État (comme en France ou en Italie), où l'on se complait dans des votes de confiance et dans des mises en accusation de ministres (Weber 2004[1917c] : 358), ce parlement de travail, à la mode anglaise, constitue le milieu de formation par excellence de ceux qui seront ultérieurement appelés à assumer des fonctions de chef :

Seule cette école, ce travail intensif sur les réalités de l'administration que l'homme politique doit faire dans les commissions d'un puissant parlement de travail et qui l'oblige à faire ses preuves, font de telles assemblées un vivier, non de simples démagogues, mais d'hommes politiques travaillant [...]. Seul cet art de faire travailler ensemble des fonctionnaires spécialisés et des hommes politiques professionnels garantit un contrôle permanent exercé sur l'administration, et grâce à ce contrôle, l'éducation et la formation des chefs et des troupes (Weber 2004[1917c] : 360).

La transparence de l'administration obtenue par le contrôle parlementaire est la condition préalable de tout « travail parlementaire fructueux et de toute éducation politique de la nation » (*Ibid* : 361).

Ici encore, l'Angleterre sert d'inspiration à Weber, puisqu'« aucun des grands chefs parlementaires anglais n'est arrivé au sommet sans s'être d'abord formé dans le travail des commissions, ni, de là, sans être passé par toute une série de départements de l'administration dont il a découvert les arcanes » (*Ibid* : 360). Mais la force de la participation parlementaire ne se limite pas à une éducation technique sur les rouages de l'État ; elle est un test permettant de voir en action l'ascétisme de l'éthique de travail des chefs politiques. « Toute lutte parlementaire », écrit Weber, « est, bien entendu, un combat mené sur des oppositions objectives, mais aussi et tout autant pour asseoir un pouvoir personnel » (2004[1917c] : 345). Pour l'homme politique, gagner un vote en commission ou faire triompher l'option de son parti en chambre sont autant de façons de confirmer la qualité de chef que reconnaît en lui son parti.

La démocratie ordonnée

Ses problèmes politiques, l'Allemagne les a à défaut d'avoir « une démocratie ordonnée », écrit Weber (2004[1919c] : 402). Voilà précisément ce que veut être le système de monarchie constitutionnelle qu'il esquisse. Le chef politique, grâce à ses qualités charismatiques, y contrebalance la bureaucratisation interne de sa propre formation politique ; les partis s'opposent entre eux au parlement ; le caractère intrinsèquement public

de l'activité parlementaire s'oppose au secret de service de la bureaucratie d'État et, ultimement, à la concentration des pouvoirs entre les seules mains du chef. Une telle démocratie ordonnée se fonde sur la force de toutes les institutions qui la composent : elle s'incarne par un parlement de travail où s'exerce l'influence politique, par des partis politiques vigoureux, par des hommes politiques autonomes, par une bureaucratie d'État compétente et par un droit de vote universel. Pour Weber, la démocratie :

réside dans l'ensemble du dispositif qui articule le vote des masses, l'intervention de groupements constitués sur la base de la libre adhésion (syndicats et partis), les bureaucraties publiques et privées, le rôle des experts spécialisés, essentiels dans les conditions de complexité qui sont celles des sociétés modernes, le fonctionnement du parlement, etc : *l'ensemble de ces éléments conditionne la possibilité de "toutes ces choses"* (Colliot-Thélène 2004 : 100-101, nous soulignons).

Le système politique auquel nous convie Weber est l'inverse d'un jeu de pouvoir à somme nulle ; au contraire, il mise à établir un équilibre dynamique entre les institutions qui la forment, chacune d'elle forte et autonome. C'est ainsi que les institutions d'une nation se retrouvent astreintes à collaborer les unes avec les autres²⁵. Suivant le vieil adage, c'est le pouvoir qui arrête le pouvoir, rien d'autre. Il n'y a aussi que l'accès au pouvoir qui puisse responsabiliser les acteurs politiques. Si le pouvoir est une capacité d'action, il est aussi assurément une obligation à rendre des comptes. L'exercice responsable du pouvoir est un partage du pouvoir. Contrairement à ce que fit Bismarck, lorsqu'il entreprit de « disperser par la police les syndicats, seuls vecteurs possibles d'une représentation objective des intérêts ouvriers » (Weber 2004[1919c] : 320), il ne sert à rien d'exclure de l'exercice du pouvoir les groupes qui veulent y participer pour les administrer « comme on le ferait d'un bétail ». Au contraire, on doit « les intégrer à l'État en les *associant* [...] à la *domination* » (Weber 2004 [1917a] : 305). Ce n'est qu'ainsi qu'on peut espérer en une éducation politique populaire. L'influence démagogique de la rue, l'émotivité pure des « démagogues de fortune » ne peut être contrée efficacement que si des « représentants objectifs » des intérêts populaires participent à la l'exercice de la domination. À l'esprit de Weber, on ne

²⁵ Une fois de plus, Weber se révèle très platonicien. Là où Platon considère la justice comme l'état rencontré lorsque toutes les parties d'un tout remplissent leur tâches, Weber entrevoit la société ordonnée dans celle où toutes ses composantes se limitent à jouer leur rôle propre. À la différence de Platon par contre, pour qui cette justice est statique et immuable, Weber n'exclut jamais la composante dynamique de son système, à savoir la lutte permanente entre les composantes du système pour la suprématie. Toute la subtilité du système de contreponds weberien repose précisément en la mise sur pied d'un système où aucune composante n'arrive, malgré ses tentatives en ce sens, à s'accaparer un tel sur pouvoir qu'elle en vient à débalancer l'ensemble.

peut retirer aucune des composantes du système sans voir l'ensemble de cette démocratie perdre l'équilibre dynamique sur lequel elle repose et, à toute fin pratique, se transformer en un autre régime...

La démocratie plébiscitaire de chef

Weber n'a pas nommé son projet politique « démocratie ordonnée » ou « démocratie dynamique » ; il lui a donné comme nom la « démocratie plébiscitaire de chef » (*Führerdemokratie*). Cette appellation n'est ni fortuite ni insignifiante. Au travers de l'équilibre dynamique, c'est la fonction de chef qui détient l'initiative – qu'elle soit assumée par une chancellerie au sein d'une monarchie constitutionnelle ou, par un président plébiscité. Nous y reviendrons. C'est la réalisation de la cause du chef qui est mise en œuvre par une bureaucratie contrôlée par un parlement où siègent des hommes politiques élus par le peuple sur la base d'une compétition entre les partis politiques, peuple lui-même composé des électeurs représentant l'ensemble des membres de la communauté politique. C'est le chef qui insuffle sens et direction à cette dernière, pas le régime politique. Weber fait ici le pari que les institutions de la démocratie plébiscitaire permettront à ceux qui en ont le potentiel de développer leur qualité charismatique. Il ne s'agira pas du charisme pur des prophètes anciens, mais plutôt d'un « charisme d'office », d'un charisme développé par l'exercice d'une fonction qui recrée, au sein de la sphère politique moderne, des épreuves semblables à celles par lesquelles les prophètes formaient leur charisme. L'importance qu'occupe le charisme du chef au sein de la *Führerdemokratie* s'accompagne corolairement d'une dévalorisation de l'opinion publique. Les élections comme les référendums semblent prendre l'apparence de fictions politiques. Le lien entre cette « politique spectacle » et le charisme du chef sera l'objet du second thème de cette section.

Le charisme d'office

Weber est plus que conscient que les porteurs d'un charisme authentique, soient-ils de grands prophètes religieux comme Jésus, Bouddha ou Mohamed ou encore des génies politiques comme Périclès, César, Napoléon ou Bismarck ne peuvent être façonnés sur mesure. Il écrit : « Dans le meilleur des cas, on ne voit apparaître un génie qu'une fois par siècle » (Weber 2004[1919c] : 315). Leur émergence, toujours contingente, est encore plus improbable dans la sphère politique moderne qu'elle ne l'était avant l'avancée du processus

de désenchantement du monde. Conséquemment, il n'aspire pas voir à la tête de l'État une longue suite de porteurs authentiques du charisme tel que décrit dans sa sociologie de la domination (1976[1921] : Chap. III) ou des religions (1988[1921]). Weber croit néanmoins que la sphère politique moderne, malgré son haut niveau de rationalisation, peut doter les démocraties de masse d'une direction qui, à défaut d'être charismatique, au sens plein du terme, routinise les traits les plus importants de ce type de légitimité à la domination et les intègre au paysage politique moderne.

L'élection des titulaires des fonctions de direction de l'État (premier ministre, président, chancelier) permet de simuler le moment d'acclamation par lequel les anciens chefs charismatiques assoyaient leur autorité. C'est pourquoi ces postes sont traités avec une déférence supérieure à ce à quoi la simple fonction légale qu'ils remplissent implique. C'est ce que Weber nomme le « charisme d'office » (Weber 1996[1921] : 252). Ce charisme d'office n'est toutefois pas à ce point dépersonnalisé que n'importe qui assumant l'exercice des fonctions du poste en question puisse s'en revendiquer. Certaines fonctions permettent à certaines personnalités de simuler la grande qualité authentiquement charismatique des prophètes et génies anciens. Selon Weber, c'est par sa soumission aux exigences des institutions démocratiques que l'aspirant-chef politique cultive ses qualités charismatiques. C'est précisément par leur participation aux élections, à la vie politique d'un parti de masse ou aux activités parlementaires que les politiciens non seulement confirment leur potentiel charismatique, mais surtout cultivent les aptitudes nécessaires au développement d'un charisme d'office.

Comment la soumission aux exigences des institutions démocratiques permet-elle à l'homme politique moderne de se développer ainsi ? De trois manières : 1) en le transformant en un expert du conflit politique, 2) en lui assurant le support des masses et 3) en l'obligeant à faire preuve de responsabilité (Green 2011 : 144).

1) Tant lors des campagnes électorales, face à la population et contre les autres formations politiques présentes, que par le contrôle de son propre parti, l'homme d'État est constamment testé par des conflits. C'est par ses victoires face à ses opposants, et non pas par un droit inhérent au pouvoir (l'aristocratie ou la tradition) ou par le recours à une connaissance spécifique (la bureaucratie ou le principe de rationalité) que le politicien moderne impose ses idées et conserve son poste. À l'image du chef charismatique idéal-

typique, le chef politique n'a pour légitimer son charisme que la confirmation de celui-ci par ses victoires contre la volonté de ses rivaux.

2) Deuxièmement, parce que son autorité repose sur le support des masses, l'homme politique, une fois élu, reste autonome face aux différents secteurs de la société civile et ses groupes de pression²⁶. Cela lui permet d'utiliser son autorité afin de faire la promotion, sans compromis, des valeurs et des normes qu'il juge conformes aux intérêts supérieurs de la nation. Il n'a pas à soumettre ses aspirations aux méandres techniques de l'administration quotidienne de l'État. Tel le prophète qui exige de ceux qui « s'abandonnent à sa révélation » une « réorientation de la conduite de vie autour de la recherche d'un bien de salut [*Heilsgut*] (Weber 1996[1915] : 416), l'homme politique moderne peut promouvoir de nouvelles obligations éthico-culturelles au sein de sa communauté politique, proposer une nouvelle représentation de son avenir et de l'intérêt (national) de cette dernière. L'homme politique ne promet pas le salut et n'a bien évidemment rien de « magique ». Il peut tout de même exhorter la population à se soumettre à ses demandes en matière d'éthique de travail, d'honneur national ou de devoirs sociaux, promus afin de favoriser l'efficacité de l'armée, de l'économie, de la fonction publique ou de tout autre secteur d'activité collectif (Kilker 1991 : 457). Le chef est l'élément motivateur et « responsabilisateur » qui contraint la société à résister à la pétrification. L'État devient l'outil de sa cause, de ses valeurs, pour construire le caractère de la nation. Par son succès, il se confirme tout comme il témoigne à l'ensemble de la population qu'ils vivent ensemble leur destin, leur mission historique.

Le troisième ersatz au charisme authentique se joue directement sur la personne du chef : 3) le césarisme de la démocratie moderne rend le chef élu d'une structure personnellement responsable de l'action de cette dernière. Les engagements du chef sont non seulement publics, ils sont surtout indissociables de sa personne. Les magiciens et prophètes du monde ancien voyaient eux aussi leur destin inexorablement lié au succès de leur entreprise (Weber 1996[1921] : 321-22). Pour le politicien moderne, l'insuccès durable de son gouvernement commande la réfutation de son autorité charismatique, et ce comme l'absence de miracles pour le prophète ancien. Il ne peut, contrairement aux jumeaux de

²⁶ Sur le plan théorique, l'argument weberien est cohérent. Dans la pratique, certains politiciens témoignent aujourd'hui encore d'une intégrité exemplaire. Il faut cependant être d'une extrême candeur pour ne pas prendre en compte le danger inhérent qui guette toute élection à un poste décisionnel : pour aider à son élection, il est si facile de compromettre son autonomie d'action future. Quoi que comparativement au jeu de cour et à l'influence de la camarilla des Junkers, Weber avait bien raison de vanter le caractère autonome et public du parlementarisme.

Poznan ou à tout autre fonctionnaire, cacher la responsabilité de son échec derrière quiconque.

Le retour d'un « magicien », d'un Périclès ou d'un Ezéchiel n'est pas impossible. On ne peut cependant pas fonder un projet constitutionnel sur la « chance que renaisse toujours un nouveau Bismarck pour occuper la plus haute charge » de l'État (Weber 2004[1919c] : 316). À défaut de cette « forme de gouvernement de génie », on peut contraindre les politiciens modernes à évoluer au sein d'un arrangement institutionnel qui fait agir celui qui en a le potentiel conformément aux types d'expériences que traversaient les chefs du passé. La présence d'une personnalité forte ne garantit pas en elle-même la candide volonté de braver le conflit, de définir des obligations éthico-culturelles de sa communauté ou de faire preuve du sens des responsabilités qui oblige quelqu'un à faire de son succès la condition de sa survie politique. Il revient aux institutions de stimuler ses trois qualités chez le politicien moderne. Ceux qui s'y soumettent à l'influence formatrice des institutions traverseront ainsi le type d'expériences par lequel les anciens chefs charismatiques affirmaient la légitimité de leur domination. Cette priorité qu'accorde la pensée politique wébérienne à la personne du chef, à ses valeurs, à sa formation, au rôle des institutions sur sa personnalité, ne peut se faire qu'au détriment de l'importance accordée à la « volonté populaire ».

La politique spectacle

Accepter le caractère césariste de la sphère politique moderne signifie faire de la formation ainsi que de l'autonomie d'action des chefs politiques le centre de la réflexion politique, mais aussi, corolairement, attribuer à la prise de position collective un caractère purement formel, voire fictif. Weber décrit la *Führerdemokratie* comme ne se fondant qu'en apparence sur la volonté populaire : « "La démocratie plébiscitaire" – principal type de démocratie dirigée par des chefs – est, sous son aspect authentique, une espèce de domination charismatique qui se cache sous la forme d'une légitimité issue de la volonté de ceux qui sont dominés et qui n'existe que par elle » (Weber 1995[1921] : 351). L'exemple classique de cette *domination plébiscitaire* est l'appel aux référendums par les deux Napoléons : sous le premier pour légitimer sa prise du pouvoir par les armes, sous le second pour rassoir son autorité sur le pays lorsque ses insuccès à l'étranger mettent trop à mal son prestige national. Le référendum est simplement « le moyen spécifique de faire dériver la

légitimité de la domination de la confiance libre [...] des individus dominés » (*Ibid*)²⁷. La politique moderne laisse certes l'impression que le peuple prend une décision, mais pour Weber, par-delà le caractère formel de cette décision, c'est le politicien qui fait les choix qui auront une répercussion ; c'est lui qui sera jugé devant l'histoire, pas le peuple.

Weber nous dit que la victoire dans l'urne n'illustre rien de plus que le degré d'organisation supérieur d'un des partis en présence. Le haut niveau de démagogie des campagnes politiques modernes et la prévalence des éléments émotionnels (Weber 2004[1919c] : 412-13), fait d'appels émotifs à des thèmes intangibles l'objet des campagnes électorales. Si le parti qui remporte le scrutin a pris certains engagements, jamais peut-on pour autant affirmer que son plan d'intendance pour l'État a été présenté à la population et approuvé par elle. À elle seule, la spécialisation accrue de la sphère politique rend cet exercice impossible. Et quand bien même le serait-il, son « adoption », dans le cadre d'une élection, ne représenterait pas l'expression de la volonté populaire, mais simplement la force supérieure de la machine politique du camp victorieux : « car ce n'est pas la "masse" politiquement passive qui donne naissance d'elle-même à un chef, c'est le chef politique qui se recrute des partisans et conquiert les masses par "démagogie". Il en est ainsi dans tout ordre étatique, si démocratique soit-il. » (*Ibid* : 410) Voilà qui éclaire mieux ce que Weber entend sous le controversé vocable de l'homme de confiance des masses auto-proclamé (*selbstgewählter Vertrauensmann der Massen*)²⁸.

²⁷ De par ses limites techniques, le plébiscite ne peut connaître beaucoup d'emplois dans une démocratie de masse. Le fait que l'on ne puisse y répondre que par l'affirmative ou la négative le rend inapte « à l'adoption de toutes sortes de lois qui repose sur le compromis entre des intérêts divergents [sur lesquelles repose inévitablement la majorité des lois] dans tout État de masse doté de fortes oppositions régionales, sociales, confessionnelles ou d'autres oppositions structurelles internes » (Weber 2004[1917c] : 407). La démocratie de masse ne laisse en définitive qu'une seule utilité au référendum, celle de laisser au peuple le soin de trancher lorsque la volonté de l'exécutif (le Président du Reich) et celle du parlement ne parviennent pas à trouver un terrain d'entente. Tout référendum porte alors sur ultimement la même question : « Accordez-vous encore votre confiance à la personne du chef politique de la nation ? ». C'est exactement l'emploi que se propose d'en faire la *Führerdemokratie*, un autre test quant à la qualité charismatique du politicien.

²⁸ Élisabeth Kauffmann traduit cette expression par « homme que les masses ont elles-mêmes choisi et en qui elles ont confiance » (Weber 2004[1919] : 504). Le texte original (*selbstgewählter Vertrauensmann der Massen*) est, sur le plan conceptuel, beaucoup plus ambigu, alors que Weber affirme simultanément que si le chef celui élu par les masses, il est avant tout celui qui a pris la décision de le devenir. Par sa traduction, Kauffmann fait le choix de la première acception en lieu et place du lecteur, ce qui est d'autant plus problématique que c'est la seconde qui est la plus en phase avec le reste du corpus politique weberien. Dans sa traduction d'*Économie et société*, Julien Freund préfère parler de « celui qui s'est légitimé lui-même en tant qu'homme de confiance des masses » (Weber 1995 [1921] : 351).

Abordé sous cet angle, tout appel au peuple n'est ni « une "élection" ou un "vote" ordinaire, mais [bien] une profession de foi envers la vocation de chef de celui qui revendique cette acclamation » (Weber 2004[1917c] : 402). C'est la force de caractère d'un chef politique et l'organisation de sa « machine » électorale qui sont mises à l'épreuve. La victoire contre les volontés adverses, le fait de devenir « le dictateur du champ de bataille électoral » (Weber 2003 [1919] : 168) est garant de la valeur d'un candidat. Ce que le peuple perçoit comme l'expression positive de sa volonté n'est en fait que sa réponse au talent démagogique du politicien et à la force de ses partisans préalablement rassemblés sous la bannière d'un parti. Comment pourrait-il en être autrement ? N'étant pas spécialistes, les citoyens ne peuvent participer à l'administration bureaucratique moderne qui est le propre de la démocratie de masse. Les élections, si elles ne doivent pas devenir contre-productives, seront toujours trop peu fréquentes ; les référendums ne laisseront jamais assez de choix ; les autres processus plébiscitaires, comme la déposition d'élus par exemple, seront pilotés par l'élite politique : la démocratie de masse ne pourra jamais permettre une véritable auto-administration du peuple, par le peuple. C'est tout l'élitisme de Weber qui se laisse ici entrevoir : le chef charismatique n'a pas à interpréter la volonté populaire, mais bien plutôt la créer et l'imposer. Weber apparaît ici on ne peut moins rousseauiste.

La *démocratie plébiscitaire* est ainsi très éloignée des conceptions conventionnelles de la « démocratie », conceptions qui s'imaginent le peuple exercer un contrôle indirect, mais substantiel sur les décisions politiques qui l'affecte, et de la tradition « plébiscitaire » romaine, où le peuple s'engage directement dans l'activité législative par sa participation fréquente au plébiscite (Green 2008 : 192). Ce tournant césariste est une des tendances lourdes, avec la bureaucratisation, du développement des sociétés modernes. Weber en prend acte et cherche à instrumentaliser le premier de manière à neutraliser le second. Sous la monarchie des Hohenzollern, c'est par le renforcement des pouvoirs du Reichstag qu'un tel objectif était envisageable. Mais suite à l'effondrement de la dynastie et à la nomination de Friedrich Ebert par le parlement à titre de premier président du Reich, le 11 février 1919, alors même que ses objectifs en matière de visées institutionnelles se réalisent, Weber réalise que la réforme du parlement ne suffira pas à elle seule. Une « foi en l'infaillibilité du parlement », aveugle tous les projets constitutionnels présentés (Weber 2004[1919] : 505), ce qui est exactement l'« excès inverse » de la situation précédente. Un président fort

devient alors pour Weber la meilleure garantie de l'équilibre dynamique d'une démocratie ordonnée, à la fois contre la bureaucratie et contre le parlement.

L'élection du président du Reich

Tout au long du moi de novembre 1918, Weber publie une série d'articles dans le *Frankfurter Zeitung*, regroupé plus tard sous le nom de « La forme future de l'État allemand ». Il y prend position « sans réserve ni ambiguïté pour la république » (Weber 1988[1918] : 455)²⁹. Weber pose d'emblée la question : le sommet de l'État [*Staatsspitze*] doit-il être désigné par un plébiscite, par un vote du parlement ou encore suivant le choix de états fédérés? Sa réponse est rapidement formulée : « Un président du Reich s'appuyant sur la légitimité révolutionnaire d'une élection populaire, ayant également devant les autres corps du *Reich* ses compétences et droits propres, aurait une autorité incomparablement plus grande que s'il était désigné par le parlement » (*Ibid* : 469, traduit de l'allemand). Là où certains commentateurs y voit le reniement de ses aspirations passées pour la parlementarisation du Reich suivant le modèle de Westminster, il convient davantage de réaliser la continuité qui traverse la pensée wébérienne, indépendamment du contexte politique et historique dans lequel elle se déploie. Si, comme nous l'affirmons, l'objet de Weber n'est pas une organisation institutionnelle particulière, mais la mise sur pied d'un agencement institutionnel favorisant l'émergence d'hommes politiques de profession-vocation, alors l'évolution de sa pensée ne doit pas être vue comme un saut de la défense de la monarchie parlementaire à la démocratie plébiscitaire, mais plutôt comme une simple reformulation de son « *leadership bias* » (Kilker 1989 : 445). La seule différence entre le modèle politique proposé avant l'armistice et celui après est l'élection du Reichspräsident par la population plutôt que par le parlement.

Inversement, il ne faudrait pas non plus croire que cette réorientation de la pensée wébérienne, puisqu'elle se fait dans la continuité, serait sans importance, ou encore que Weber lui-même n'en aurait pas saisi la portée. Dès 1917, il soulignait que « l'opposition entre sélection plébiscitaire et sélection parlementaire des chefs existe » (2004[1919c] :

²⁹ « Weil aber das Vaterland für uns nicht das Land der Väter, sondern der Nachfahren ist, und weil wir zu den Nachfahren mehr Zutrauen haben und haben müssen als zu der älteren Generation, weil wir endlich die entschlossene Absage an die dynastische Legitimität als ein Mittel schätzen, auch das Bürgertum endlich politisch auf eigene Füße zu stellen, deshalb fügen wir uns zwar loyal jeder Mehrheitsentscheidung durch Konstituante und Plebiszit., stehen aber unsererseits ohne Vorbehalt und Zweideutigkeit auf dem Boden der Republik. » (Weber 1988[1918] : 454-55).

403) et qu'elle n'est pas sans conséquences pour le régime en place. Devant l'improvisation menant à la proclamation de la République de Weimar et la nomination d'Ebert à la présidence, Weber en vient à croire que la formation d'hommes politiques ne peut avoir lieu dans l'enceinte parlementaire. C'est l'élection de masse, en elle-même, et l'exercice du pouvoir qui développent le mieux les qualités charismatiques d'un chef politique. L'inflexion est de taille. Un parlement de travail sera toujours nécessaire au contrôle de la bureaucratie, mais pas pour la formation du potentiel charismatique des chefs. Deux mois plus tard, le 25 février 1919, Weber fait paraître un court texte, « Le président du Reich » (2004[1919]), où il regroupe cinq arguments en faveur de l'élection populaire du *Reichspräsident*.³⁰ Exposons-les rapidement.

Les cinq virtus du plébiscite

1) Le premier argument concerne l'unité politique du Reich. La tradition sur laquelle se basait la légitimité de la dynastie régnante n'ayant plus cours, l'unité de l'Allemagne représentée jadis dans la couronne doit trouver substitution. Or, comment assurer l'unité politique d'un Reich encore jeune, divisé par des clivages confessionnels et régionaux, sans que les anciens états libres d'Allemagne ne contestent le nouveau régime ? S'ils avaient accepté la domination de la Prusse bismarckienne, rien n'assurait leur adhésion à la République allemande. La question bavaroise révèle ici toute sa profondeur. Évincer les états allemands de la désignation de la présidence pour laisser des intermédiaires le faire ne peut qu'attiser le mécontentement : « Il semble absolument inévitable de créer un sommet de l'État reposant sans conteste possible sur la volonté du peuple tout entier sans que des intermédiaires ne viennent s'imposer » (Weber 2004[1919] : 503). L'élection du président, de par son seul caractère national, forcerait de plus les partis politiques à s'organiser sur une base tout aussi nationale, limitant ainsi grandement la formation de partis purement régionaux. À l'inverse aussi, la figure du président, si elle peut compter sur l'autorité que confère le plébiscite, pourra aussi incarner l'Allemagne nouvelle et défendre les plus petits états contre les prétentions de la Prusse. Sans ce garde fou, il est à parier que « la suprématie de la Prusse se reconstruirait à Berlin, et par là même dans le *Reich*, en prenant des formes très dangereuses parce que particularistes » (Weber 2004[1919] : 506). L'unité politique de l'Allemagne, tout comme sa stabilité, gagne à avoir à sa tête une figure forte.

³⁰ Weber déploie son argumentaire en sept arguments distincts. Par soucis de concisions, nous regroupons les arguments I, V et VII sous le thème général de « l'unité politique du Reich ».

2) Le second argument de Weber prend en compte la force du mouvement socialiste dans l'Allemagne d'après-guerre, ainsi que la nécessité de réorganiser profondément l'économie allemande, pour revenir à une économie de paix et pour terminer la modernisation économique, jusqu'ici toujours freinée par les intérêts de l'aristocratie terrienne. Seul un président s'appuyant sur des millions de voix aura l'autorité suffisante pour engager la socialisation de l'économie nationale : « La "dictature" des masses dont ont a tant parlé exige justement un "dictateur", un homme que les masses ont elles-mêmes choisi et en qui elles ont confiance et auquel elles se soumettent tant qu'il possède leur confiance » (*Ibid*). Sans ce « dictateur », comment entreprendre les profondes réformes économiques nécessaires si l'administration de l'État est laissée à une instance collégiale quelconque, des états fédérés ou encore des parlementaires, donc en définitive des partis, instance complètement dépourvue de l'autorité et de la liberté d'action nécessaire à une telle entreprise ?

L'élection populaire assure quant à elle à la présidence du Reich le rôle prépondérant qu'elle requiert au sein de l'appareil administratif de l'État pour pouvoir mener à bien des projets d'une telle envergure (3). Elle y arrive d'autant plus qu'elle assure la réorganisation des partis politiques derrière des personnalités de chef capables de convaincre les membres des partis qu'elles peuvent les mener à la victoire, mettant ainsi définitivement « fin au système actuel, complètement dépassé, des notables et de leurs pratiques » (*Ibid* : 504)³¹. L'autonomie d'action acquise par le plébiscite l'est autant face aux autres institutions du système politique que face à sa propre formation politique.

4) La quatrième raison avancée par Weber pour l'élection au suffrage universel du président du Reich est assurément la plus importante, car elle se base sur son constat que le parlement ne peut pas être le lieu de formation des politiques. Weber craint que les groupes professionnels et les fédérations de toutes sortes contraignent les partis à placer en tête des listes électorales leurs représentants. Le parlement deviendrait ainsi :

un corps constitué où le ton sera donné par des personnalités de ce genre-là, qui

³¹ On reconnaît à ses lignes l'amertume de Weber face à son éviction de la liste du DDP : « Les élections ont montré que les vieux renards professionnels de la politique réussissent toujours, en allant contre l'opinion des masses électorales, à évincer les hommes qui bénéficient de la confiance de celles-ci au profit d'hommes politiques qui resterait sinon sur le carreau. La conséquence en a été que les meilleurs se sont complètement détournés de la politique en général » (Weber 2004[1919] : 504). Au moment d'écrire ses lignes, Weber a accepté une chaire à l'Université de Munich et dit ne plus vouloir se consacrer qu'à sa carrière universitaire.

se soucient comme d'une guigne de la politique nationale et agissent bien plutôt au gré des choses, munis d'un mandat impératif en provenance de gens qui ont des intérêts économiques à défendre : ce sera un parlement de béotiens, en tous points incapable d'être un lieu de sélection de chefs politiques (*Ibid* : 505).

Devant cette prise de contrôle des partis politiques par les groupes d'intérêt, le parlement deviendra l'incarnation des divisions profondes de la société allemande et les luttes qui s'y dérouleront seront stériles. Il importe alors plus que jamais qu'un véritable chef obtienne la liberté d'action nécessaire pour donner une direction à l'action étatique. Seule l'élection populaire donne à la présidence face au parlement ce type d'autonomie d'action.

Finalement (5), c'est le précepte à la base de la démocratie ordonnée qui commande l'élection du chef politique de l'État. Weber écrit : « Aujourd'hui que tous les projets de constitution tombent sous l'emprise d'une foi de charbonnier en l'infailibilité de la toute-puissance de la majorité – non pas celle du peuple, mais celle des parlementaires – », ce qui s'avère « tout aussi peu démocratique » que la toute-puissance de la couronne (*Ibid* : 505), il importe que l'autorité présidentielle joue un rôle de contre poids devant le Reichstag. Elle ne peut le faire qu'au moyen d'une assise solide qui, par le suffrage populaire, lui soit propre : « Sans quoi c'est tout l'édifice du Reich qui vacille à chaque crise parlementaire – et avec quatre ou cinq partis, celles-ci ne manqueront pas d'être fréquentes » (*Ibid*). Inversement, seul le parlement peut également contrôler le pouvoir du président, « en veillant à ce qu'il ne puisse intervenir dans la machine du Reich que dans des situations de crise momentanément insolubles » (*Ibid* : 506). C'est aussi par un référendum déclenché par une majorité qualifiée du Reichstag que Weber prévoit la révocation de tout Président qui viendrait à outrepasser ses pouvoirs et à menacer l'équilibre institutionnel de la République (Weber 1988[1918] : 471). Oui Weber est soucieux d'accorder à la présidence une position politique prépondérante – il espère des mandats de sept ans (*Ibid*: 470) –, mais il l'est encore plus de mettre en place le nouveau type d'équilibre dynamique qu'exige la fin de la dynastie régnante.

Weber est conscient que les parlementaires, ceux qui ont nommé le premier président de la République, n'accepteront pas aisément de se départir d'un tel pouvoir, mais il tient à leur rappeler que « le droit de se choisir directement un chef est le maître mot de la démocratie » (Weber 2004[1919] : 504, proposition inversée). Voilà ce que signifie à ces yeux la *Magna Carta*, faisant de par le fait même du Reichspräsident le palladium d'une

vraie démocratie³² :

Un président élu par le peuple en tant que chef de l'exécutif et de l'attribution des postes de l'administration, disposant d'un droit de veto suspensif, du droit de dissoudre le parlement et de consulter le peuple, est le sûr garant d'une vraie démocratie, celle qui ne signifie pas l'abandon impuissant à une clique, mais la subordination à des chefs politiques que l'on a soi-même choisis (*Ibid* : 507).

Un parlement fort, devant qui les ministres sont responsables et à qui l'administration publique rend des comptes, un président du Reich plébiscité pour obtenir une large autonomie d'action, seul capable de contrebalancer les aléas d'un parlement constitutivement divisé et d'insuffler du sens à l'action de l'État, on reconnaît dans la *Führerdemokratie* les mêmes préoccupations politiques qui intéressaient déjà le Weber de la « Leçon inaugurale » de 1895 : trouver un arrangement institutionnel qui laisse la place à un chef politique de profession-vocation, à un homme dont l'action ne se réduit pas à l'obéissance aux consignes et à l'application de règle.

Nonobstant, il est vrai que Weber ne peut concevoir que le chef politique soit imputable devant le peuple, sinon qu'au terme de son mandat. C'est en essence ce que révèle sa discussion avec Ludendorff en 1919. S'il témoigne ainsi d'une « tolérance » à l'autoritarisme qui brusque nos exigences démocratiques contemporaines, il nous révèle toutefois aussi toute l'importance qu'il accorde au processus électoral. Pour que Weber puisse accepter de laisser une si large marge de manœuvre aux élus d'une démocratie de masse, c'est qu'il fait confiance à l'élection pour être le moment incontournable où le chef politique assume la responsabilité de ses actes et se soumet au jugement du peuple. Si le dictateur du champ de bataille électoral devient le dictateur de l'État, il s'oppose à la doctrine webérienne de la démocratie ordonnée, car il n'a alors plus à assumer devant personne la responsabilité de ses actes. Voilà qui est conforme aux observations d'ordre théorique que Weber formule à propos du « chef plébiscitaire » dans *Économie et société* : « L'interprétation antiautoritaire du charisme conduit normalement à la rationalité. En règle générale, le détenteur du pouvoir plébiscitaire cherchera à s'appuyer sur une direction de

³² « Le président du Reich » tel que présentée par Kauffmann nécessite assurément révision. Comme dans le cas de sa problématique traduction de « *selbstgewählter Vertrauensmann der Massen* », nous ne comprenons pas pourquoi sa traduction ne fait aucune mention des références de Weber à la Magna carta et au palladium de la démocratie. Rappelons que la grande *Magna carta*, imposée à Jean sans terre en 1215 par ses barons, est devenue un symbole de lutte à l'absolutisme et le fondement de l'*habeas corpus* ; quand au palladium, il représente un gage de salut public inspiré de la protection qu'était censée assurer aux Troyens la statue de Pallas Athena.

fonctionnaires agissant rapidement et sans heurts » (Weber 1995[1921] : 353). L'exemple de la révolution bavaroise est une fois de plus parlant. Cela n'exclut évidemment pas, comme le signale Mommsen et comme le reconnaît Weber lui-même, les glissements éventuels de la démocratie plébiscitaire vers une forme pure de dictature. Mais, comme l'écrit Chazel, « c'est errer dangereusement que de prétendre voir une quelconque affinité entre la conception de Weber et le régime hitlérien qui, fondé sur *l'absolutisme* du chef, a procédé à la destruction des structures de dominations bureaucratiques et les a remplacées par des organisations soumises directement au bon vouloir de l'état-major » (2005 : 866).

Le charisme n'est pas une qualité statique ; il se révèle parfois tout aussi subitement qu'il peut disparaître, et ce n'est pas infirmer sa présence passée que de constater son départ. L'élection peut précisément jouer ce rôle et retirer à un ancien chef la prétention à une autorité charismatique. Puisqu'à l'esprit de Weber tout référendum est avant tout une élection sur la personne du chef, et qu'il prévoit un référendum sous recommandation d'une majorité qualifiée du Reichstag pour la destitution du président, la chose est claire pour Weber : l'administration de l'État n'est pas du ressort de la population, mais le choix du chef est leur compétence exclusive ; et n'est-ce pas la « le maître mot de la démocratie, de droit de [se] choisir directement un chef » (Weber 2004[1919] : 506) ?

Considérations conclusives

« Il est parfaitement vrai, et c'est une donnée fondamentale de toute histoire (que nous ne pouvons justifier ici plus avant), que le résultat ultime de l'action politique entretient souvent, voire quasi toujours, un rapport tout à fait inadéquat, souvent quasiment paradoxal avec son sens originel. »

Max Weber

« La profession et la vocation de politique » 2003[1919] : 185

Ce mémoire se proposait de soumettre à ses lecteurs une reconstitution du *sens* de la pensée politique wébérienne : j'y étais à la recherche de la perception que Weber avait lui-même de ses textes politiques, de la problématique autour de laquelle il les a composés. J'ai donc laissé de côté la question de la *signification* de l'œuvre politique wébérienne, celle-là même au cœur du projet mommsenien. La reconstitution du sens propre à la pensée politique wébérienne n'est possible que par une lecture unifiée de son œuvre, ce à quoi la majorité des commentateurs sont encore réfractaires. La division du corpus de Weber introduite par Mommsen, ses textes politiques d'un côté et ses textes scientifiques de l'autre, est encore bien présente dans la littérature. Bien que la thèse selon laquelle l'œuvre wébérienne doit être interprétée à la lumière de son seul corpus politique, ses textes scientifiques n'étant qu'une justification de ses positions politiques, ait perdu presque tous ses partisans, l'interprétation actuellement dominante en études wébériennes, celle de la « thèse du Weber janussien », reprend à son compte la même division de l'œuvre. Pour démontrer la valeur scientifique des écrits de Weber et les préserver des attaques de Mommsen, on affirme le caractère autonome des écrits scientifiques de Weber face à ses textes politiques. Aussi problématiques que soient ces derniers, on argumente qu'ils n'affectent en rien la valeur du corpus scientifique de Weber ; d'un côté, on trouverait le toujours très pertinent théoricien des sciences sociales et, de l'autre, un désuet nationaliste prussien. Ces deux thèses, tant celle de Mommsen, que celle « des deux Webers », sont des obstacles à notre compréhension de l'œuvre wébérienne, et ce que l'on s'intéresse à sa pensée politique où à sa sociologie.

Une même erreur méthodologique fondamentale est à la base de ces deux lectures de Weber : l'absence d'une mise en relation dialectique entre ses écrits scientifiques et

politiques entraîne une mésinterprétation systématique des seconds. Si la sociologie de Weber fut profondément influencée par ses engagements politiques, comme l'avance la thèse de Mommsen, l'inverse est également vrai : à de rares exceptions près (C.f. Kilker 1989, Coliot-Thélène 1999, Palonen 2004, Chazel 2005, Duran 2009, Green 2010), la littérature wébérienne semble se borner à l'ignorer. Une approche en vase clos des textes scientifiques de Weber prive le lecteur des clefs interprétatives présentes dans ses textes politiques. Le choix de construire ce mémoire autour de la notion du charisme voulait justement exemplifier ce problème. Omniprésent dans les textes politiques de Weber, parfois de manière explicite, souvent de manière implicite, il n'est pas possible de définir le terme sans se référer à plusieurs de ses textes scientifiques. Inversement, pour une compréhension maximale du charisme, tel que défini dans les pages d'*Économie et société* ou dans sa *Sociologie des religions*, il est formateur de voir comment Weber se livre lui-même à son emploi dans ses écrits politiques.

Plus on lui consacre de temps, moins la division de l'œuvre wébérienne entre textes scientifiques et textes politiques semble pertinente. Si certains de ses courts textes non scientifiques, comme « *Zwischen zwei Gesetzen* » (1916), « *Vaterland und Vaterlandspartei* » (1917), « L'Allemagne nouvelle » (1918), et « Le président du Reich » (1919) sont assurément des textes « politiques », prenants partis dans des débats d'actualité, tous ne le sont pas. D'autres, comme « Le socialisme » (1918) et le recueil sur « Le savant et le politique » (1918-1919), sont des comptes rendus de conférence. Le propos qui y est tenu, comme le public à qui il s'adresse est déjà fort différent de celui de ses textes politiques. Ni complètement scientifique, ni purement politique, voilà déjà une troisième catégorie de texte. D'autres textes encore, comme ceux de 1906 sur la Révolution libérale russe, ou encore « Parlement et gouvernement dans une Allemagne réorganisée » (1917), présentent une analyse éclairée de part en part par l'approche sociologique de Weber. Le fait que les deux premiers textes sur la Révolution libérale Russe aient été publiés dans une revue scientifique, *Archiv für Sozialwissenschaft und Politik*, témoigne bien de l'ambiguïté. Constituent-ils un quatrième corpus ? Il est possible de diviser l'œuvre wébérienne parmi différents registres, mais il est impossible de le faire suivant une simple opposition entre textes politiques et scientifiques.

Ainsi, malgré leurs déclarations de principes en faveur de cette division corpusculaire de l'œuvre wébérienne, de nombreux chercheurs ont transgressé l'abstruse frontière entre textes politiques et scientifiques. Où placer sa « Leçon inaugurale » où encore « Le politique comme profession-vocation » ? Ces textes résistent à cette classification simpliste. Le résultat fut donc un emploi partiel, subjectif, et tacite de la pensée politique wébérienne. Pour mettre un terme à l'image parfois caricaturale d'un Weber élevé au rang de père fondateur de la discipline, mais dont la moitié des textes ne se voient pas accordés l'importance des objets de recherche légitimes, mais surtout, pour permettre une réflexion méthodologique franche et ouverte sur la fécondité d'une lecture unifiée de l'œuvre wébérienne, il importe de se débarrasser tant de la thèse unidimensionnelle que de celle du Weber janussien. Ce n'est qu'au prix de cet effort, loin des spéculations et des récits instrumentalisés de la réception de Weber, qu'une véritable analyse de l'héritage politique de Weber pourra être entreprise.

L'objet de la pensée politique wébérienne

On a reproché à Weber de ne pas avoir été le dernier représentant irréductible de la phratrie libérale héritière des espoirs du parlement de Francfort ; de ne pas avoir été le premier théoricien libéral classique sous Weimar ; de ne pas avoir été la référence incontournable des Allemands démocrates en 1945. Ce n'est toutefois pas ce que Weber s'était proposé d'être et l'exiger de lui relève d'une mécompréhension de ses objectifs. Dans ce mémoire, j'ai argumenté que son objectif était autre et qu'il est possible d'identifier la même trame de fond, la même problématique sous-jacente à tous ses textes politiques, de sa « Lecture inaugurale » de 1895 à la publication sur « Le président du Reich » de 1919 : *comment favoriser l'émergence de chefs politiques authentiques et capables de s'opposer à la pétrification sociale qu'entraîne la bureaucratisation moderne ?* De ce point de vue, la cohérence interne de la pensée politique de Weber est exemplaire.

Avant de formuler la *Führerdemokratie*, Weber met de l'avant une proposition de réforme du régime monarchiste autoritariste allemand vers une monarchie constitutionnelle inspirée du modèle de Westminster. L'abdication du Kaiser l'oblige cependant à repenser cette réponse. Aurait-il préféré à la République une monarchie constitutionnelle, avec à sa tête un monarque volontairement modeste ? La question peut être débattue, mais elle est en réalité sans intérêt. La dissolution des formes traditionnelles de légitimité à la domination à

laquelle il assiste en 1918 rend le maintien de la monarchie impossible, qu'elle soit de type parlementaire ou non. Weber en prend acte. L'abdication de la dynastie des Hohenzollern, qui force le pays à se détourner de l'héritage bismarckien et qui le plonge de plein fouet dans la modernité politique, témoigne à ses yeux de la pluralité des valeurs qui cherche à s'exprimer en Allemagne. Cette pluralité ne pourra à son tour qu'intensifier le rôle du politique dans la médiation des conflits de valeurs. C'est là l'une des particularités de l'analyse politique de Weber que de faire de la domination et non du pouvoir son véritable point de départ (Colliot-Thélène 1992 : 203). Weber considère que ces conflits de valeurs, infailliblement subjectifs, ne peuvent se résoudre dans la simple association contractuelle entre les parties – à savoir la théorie du contrat social – et qu'une « machinerie administrative » capable de promulguer des règles (lois) et de les faire appliquer (pouvoir politique) est nécessaire (Fitzi 2009 : 39).

Une direction capable de faire face à cette pluralité des valeurs devra donc se retrouver à la tête de l'administration de la démocratie de masse. La réponse de Weber, comme on le sait, est surprenante : pour la démocratie de masses, il ne s'agit pas tant de concilier la pluralité des valeurs en leur aménageant un espace de cohabitation possible que de trouver des chefs capables de rallier à eux les citoyens autour de leur cause, recréant — le temps de leur direction — l'unité perdue de la communauté politique. C'est là le pouvoir du charisme. Bien évidemment, aucun chef ne peut faire l'unanimité, et Weber ne l'exige pas d'eux non plus. L'homme politique authentique doit proposer une vision de l'avenir de la communauté qui dépasse sa simple intendance et qui récolte en son sein un soutien assez fort pour légitimer sa domination sur elle.

La domination chez Weber concerne toujours le lien par lequel la relation d'obéissance devient routine, sa légitimation découlant du consentement des soumis. La domination rationnelle-légale, bien qu'elle soit essentielle aux conditions de vie moderne, menace l'État en faisant planer sur la communauté qui s'y regroupe la menace d'une pétrification sociale. La bureaucratie doit être maîtrisée et confinée à son rôle d'instrument de l'administration moderne — faute de quoi elle se constitue en pouvoir autonome et rompt l'équilibre des forces en présence pour créer un État liturgique. La domination traditionnelle, comme le démontre aux yeux de Weber la Révolution libérale russe et de multiples épisodes de l'histoire du Reich (la dictature militaire de Ludendorff au premier rang), n'est pas à même d'engendrer des chefs aptes à cette tâche, ce type d'administration

étant trop attachée à défendre ses prérogatives. Sur le plan théorique, seule l'autorité charismatique peut contrôler efficacement la menace récurrente de la pétrification de la communauté politique moderne.

Les solutions présentées par Weber présentent cette constante : « elles visent toutes à assurer ou plutôt à *rétablir* l'équilibre compromis » (Chazel 2005 : 869). Un parlement de travail, dont l'action s'appuie sur un travail en commission et le recours au droit d'enquête, représente le seul contrepois possible au pouvoir de la bureaucratie. Mais l'équilibre dynamique ainsi mis en place ne se limite pas au seul contrôle de la bureaucratie. Le chef politique, l'homme de confiance des masses, représente l'unité de la direction administrative de l'État face au parlement et à ses factions partisans : celui qui vit *pour* la politique s'oppose à ceux qui *en* vivent. Inversement le parlement constitue le *garde-fou* contre toute décision du président qui pourrait menacer l'équilibre dynamique de la démocratie ordonnée. Les partis hiérarchisés et bureaucratés forment un rempart contre les débordements émotionnels (de la rue) qui accompagnent l'élection de chef charismatique. Il s'agit d'un échafaudage institutionnel fondé sur un double circuit de légitimité que nous propose Weber : d'un côté, la domination rationnelle-légale de la loi, du parlement, et l'administration étatique (où tout repose sur le respect du caractère sacré des normes) ; de l'autre, le jeu d'un dispositif plébiscitaire qui, s'appuyant sur la dynamique de toutes les institutions de cette démocratie ordonnée, permet de former des chefs porteurs d'un charisme d'office pour unifier sous sa cause la communauté politique.

L'élitisme wébérien

Aron écrivait : « peut-être Max Weber demandait-il trop aux hommes politiques des démocraties modernes » (1959 : 29). Toute sa réflexion éthique, qu'il « s'agisse de science ou de politique [...] visait le même but : dégager l'éthique propre à une activité qu'il voulait conforme à sa finalité » (*Ibid*). Accepter de faire de la politique, c'est devoir accepter de se soumettre à une éthique qui y soit conforme. La force des écrits politiques de Weber est précisément de nous rappeler que bien que la politique soit une affaire de cause, elle n'en est pas moins une question de choix et de résultats. Pas étonnant que ce soit sous le vocable de *Machtethik* (éthique du pouvoir) que Weber ait dans un premier temps présenté ce qui allait devenir l'éthique de la responsabilité. C'est l'exercice du pouvoir qui oblige le politicien à la responsabilité, c'est l'exercice responsable du pouvoir qui le

différencie du fonctionnaire et c'est également ce sentiment de responsabilité envers l'exercice du pouvoir qui est digne de respect, par delà l'idéal particulier qui est poursuivi. La politique est tout aussi bien affaire de formulation que de réalisation de ses fins.

Weber insiste à ce titre sur le fait que toute analyse du politique ne peut se limiter à la simple question du résultat direct de son action, mais qu'elle doit aussi s'interroger sur ses conséquences à long terme. En définitive, le tribunal de l'histoire ne juge pas un homme politique à son intention ou au résultat direct de ses actions, mais à la responsabilité qu'il assume face aux conséquences de sa contribution politique. C'est là la grandeur et simultanément le tragique de l'action politique que de devoir assumer la responsabilité de conséquences sur lesquelles la volonté de l'homme d'État n'a aucune emprise. L'importance du respect à la cause prend ici tout son sens, car la maxime qui préside à son action est en dernière analyse la seule donnée de son engagement que l'homme politique contrôle entièrement. Y renoncer, renoncer à la consistance interne de l'action politique, c'est renoncer à ce que cette dernière ait un sens.

C'est peut-être ici, dans ses exigences envers l'homme d'État, ou plutôt dans les conséquences de sa définition élitiste des acteurs politiques, que Weber est le plus éloigné de la conception contemporaine du politique. N'étant ni des spécialistes pouvant contribuer à l'administration bureaucratique de l'État moderne, et étant dénués du sentiment de responsabilité propre aux individus portés par une cause qui pourrait les rendre aptes à la direction politique, à l'esprit de Weber, la vaste majorité des membres de la communauté ne peut conduire une action proprement politique. Elle est contrainte à un rôle de spectateur.

Nécessité technique et réflexion démocratique

Une critique de la pensée politique weberienne peut être motivée par son opposition à l'élitisme qui en est constitutif. Cependant, pour gagner en pertinence, cette critique ne devrait pas se limiter à de vagues filiations conceptuelles entre une sélection de ses écrits et un certain récit de leur réception dans l'Allemagne des années 1920. Elle devrait plutôt se livrer à l'analyse complète des arguments théoriques qui font dire à Weber que la démocratie plébiscitaire est le système politique le plus en phase avec les besoins de la société de masse et qu'elle y constitue la condition de possibilité de la démocratie. En somme, cette critique devrait trancher à savoir si la *Führerdemokratie* est véritablement la

meilleure réponse que Weber pouvait offrir au questionnement de Michels : « Aussi la question qui se pose n'est pas celle de savoir comment il est possible de réaliser une démocratie idéale. On doit plutôt se demander jusqu'à quel point la démocratie est désirable, possible et réalisable à un moment donné » (1971 [1921] : 297).

Si, comme l'affirme Weber, les valeurs individuelles ne peuvent être hiérarchisées, puisqu'elles découlent d'un choix pré-éthique face aux dieux désenchantés de la modernité, il ne peut alors y avoir de discussion politique sinon celles des implications d'une position donnée et des techniques pour réaliser les objectifs auxquels elle invite. Les chefs politiques, chacun à la tête de leur parti, guidés par leurs idéaux propres, s'affrontent sur le champ de bataille électoral. L'arme de prédilection est la démagogie, l'objet du combat l'attention du peuple pour la confirmation d'une qualité charismatique. Les partisans accordent temporairement leur support, puis le retirent. Un parti naît, livre bataille et meurt. Les hommes de profession-vocation débattent entre eux sous le regard disciplinaire de la foule, non pas sur leurs valeurs, car ils ne peuvent se convaincre de quelque changement que ce soit, mais uniquement sur les arguments techniques de tout un chacun en vue de la réalisation de leurs objectifs propres. Le peuple reconnaît la légitimité charismatique d'un chef jusqu'à ce qu'un nouveau chef vienne à remplacer celui dont le charisme ne trouve plus confirmation : l'éternelle lutte des dieux en effet.

Il est donc paradoxal que Max Weber, décrit comme homme de passion, lui qui fait du devoir envers une cause l'essence de l'action politique, tente de réduire sa pensée politique à une série de considérations purement pragmatiques. Weber place l'ensemble de son engagement politique sous le signe évasif des « intérêts durables de la nation en matière de pouvoir politique » (Weber 1895[2004] : 126). À l'exception de certains socialistes, voilà une position alors endossée par tous. Les positions politiques de Weber ne sont pourtant pas œcuméniques. C'est dans la déclinaison de cet engagement que la particularité de sa pensée politique s'exprime, celle-là même qu'il n'explique jamais. Si « La politique comme profession vocation » peut être vue comme sa version du *Prince*, Weber ne nous laisse pas d'équivalent aux réflexions de Machiavel sur la liberté et le républicanisme des *Discours* (Goldmann 2004 : 164). Voilà une faiblesse de l'héritage de sa pensée politique.

Parce qu'il concentre toute sa réflexion sur la forme intérieure que doivent prendre les chefs politiques authentiques ainsi que sur les arrangements techniques et institutionnels

favorisant leur émergence, Weber ne nous laisse aucune philosophie selon laquelle orienter l'action politique. Il réduit le débat sur la parlementarisation du Reich à un échange d'arguments techniques se fondant sur la nécessité de l'adéquation de moyens à une fin. Aux monarchistes prussiens, ses principaux adversaires sur la question, il déclare : « celui pour qui, pour les raisons ultimes de la foi qui l'anime, place *toute* forme de domination autoritaire [le maintien de la monarchie] en tant que telle au-dessus de tous les intérêts politiques de la nation, n'a qu'à professer publiquement ce qu'il croit. Il est au-delà de toute réfutation. » (Weber 2004[1917c] : 310). Celui qui justifie ses choix politiques sur la base de ses jugements de valeur, indépendamment de leurs conséquences, n'a en effet pas à craindre la récusation. Or, l'inverse est également vrai des tenants de la démocratie parlementaire. Comment soustraire la domination autoritaire des formes valides de l'État sans faire appel aux valeurs de la démocratie ? Si la forme d'un régime politique n'a de valeur que sur le plan technique, qu'est-ce qui nous défend de penser qu'un jour l'intérêt de la nation n'appellera pas au retour de l'autoritarisme ? Devrions-nous alors, par pragmatisme, nous soumettre au dictat du moment ? Selon Weber, nous ne devrions pas craindre d'abandonner nos institutions politiques lorsque de nouveaux défis techniques se présentent. Nul besoin d'adhérer aux thèses d'Edmund Burke [1729-97] pour réaliser qu'un tel soutien aux institutions démocratiques, sur la seule base de positions techniques et contingentes, est pour le moins précaire.

Bibliographie

Sources primaires :

- Weber, Max, « Essai sur le sens de la "neutralité axiologique" dans les sciences sociologiques et économiques », *Essais sur la théorie de la science*, Paris : Plon, 1965[1917].
- , *Wirtschaft und Gesellschaft*, 5^e édition, Tübingen : Mohr Siebeck, 1976[1921].
- , « Kritische Studien auf dem Gebiet der kulturwissenschaftlichen Logik », *Gesammelte Aufsätze zur Wissenschaftslehre*, Johannes Winckelmann (dir.), Thübingen : Mohr Siebeck, Coll. UTB, 1988[1906].
- , « Zwischen zwei Gesetzen », *Gesammelte Politische Schriften*, Johannes Winckelmann (dir.), Thübingen : Mohr Siebeck, Coll. UTB, 1988[1916].
- , « Deutschlands künftige Staatsform », *Gesammelte Politische Schriften*, Johannes Winckelmann (dir.), Thübingen : Mohr Siebeck, Coll. UTB, 1988[1918].
- , *Économie et société*, Tome I., Paris : Plon 1995[1921].
- , « Les causes sociales du déclin de la civilisation antique », *Max Weber : Économie et société dans l'Antiquité*, Catherine Colliot-Thélène et François Larouche (dir.), Paris : La Découverte, Coll. Poche, 2001[1896].
- , « L'histoire agraire des civilisations de l'Antiquité », *Max Weber : Économie et société dans l'Antiquité*, Catherine Colliot-Thélène et François Larouche (dir.), Paris : La Découverte, Coll. Poche, 2001[1924].
- , *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris : Gallimard, 2003 [1904-05].
- , « La profession et la vocation de savant », dans *Le savant et le politique*, Paris : La Découverte, 2003[1917].
- , « La profession et la vocation de politique », dans *Le savant et le politique*, Paris : La Découverte, 2003[1919].
- , « L'État national et la politique de l'économie politique », *Max Weber : Œuvres politiques 1895-1919*, Élisabeth Kauffmann (dir.), Paris : Édition Michel Albin, 2004[1895].
- , « À propos de la situation de la démocratie bourgeoise en Russie », *Max Weber : Œuvres politiques 1895-1919*, Élisabeth Kauffmann (dir.), Paris : Édition Michel Albin, 2004[1905].
- , « Le passage de la Russie à un pseudo-constitutionnalisme », *Max Weber : Œuvres politiques 1895-1919*, Élisabeth Kauffmann (dir.), Paris : Édition Michel Albin, 2004[1906].
- , « Le passage de la Russie à une pseudo-démocratie », *Max Weber : Œuvres politiques 1895-1919*, Élisabeth Kauffmann (dir.), Paris : Édition Michel Albin, 2004[1917a].

- , « Parlement et gouvernement dans l'Allemagne réorganisée », *Max Weber : Œuvres politiques 1895-1919*, Élisabeth Kauffmann (dir.), Paris : Édition Michel Albin, 2004[1917b].
- , « Droit de vote et démocratie en Allemagne », *Max Weber : Œuvres politiques 1895-1919*, Élisabeth Kauffmann (dir.), Paris : Édition Michel Albin, 2004[1917c].
- , « Le socialisme », *Max Weber : Œuvres politiques 1895-1919*, Élisabeth Kauffmann (dir.), Paris : Édition Michel Albin, 2004[1918a].
- , « L'Allemagne nouvelle », *Max Weber : Œuvres politiques 1895-1919*, Élisabeth Kauffmann (dir.), Paris : Édition Michel Albin, 2004[1918b].
- , « Le président du Reich », *Max Weber : Œuvres politiques 1895-1919*, Élisabeth Kauffmann (dir.), Paris : Édition Michel Albin, 2004[1919].

Sources secondaires :

- Aristote, *Politique*, Paris : Gallimard, Coll. Tel. 1993.
- Aron, Raymond, « Avant-propos », *Le savant et le politique*, Paris : Plon, 1959.
- , « Max Weber und die Machtpolitik », *Max Weber und die Soziologie heute : Verhandlungen des fünfzehnten deutschen Soziologentages*, Otto Stammer (dir.), Tübingen : J.C.B. Mohr, 1965.
- Art, Robert J., « The Influence of Foreign Policy on Seapower: New Weapons and Weltpolitik in Wilheiminian Germany », *Sage Publications*, Vol. 2, n°19, p. 5-49, 1973.
- Bauer, Franz J. et Albrecht Dieter, *Die Regierung Eisner, 1918/19: Ministerratsprotokolle und Dokumente*, Düsseldorf : Droste, 1987.
- Baumgarten, Eduard, *Max Weber Werk und Person*, Tübingen : J.C.B. Mohr, 1964.
- Beetham, David, *Max Weber and the Theory of Modern Politics*, London : Allen and Unwin, 1974.
- Bourdieu, Pierre et Jean-Claude Passeron, *Reproduction, Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris : Éditions de Minuit, Coll. Sens commun, 1970.
- Cavalli, Luciano, « Charisma and Twentieth-Century Politics », *Max Weber, Rationality and Modernity*, Sam Whimster et Scott Lash (dir.), London: Allen and Unwin, 1987.
- Chazel, François. « Les *Écrits politiques* de Max Weber : un éclairage sociologique sur des problèmes contemporains », *Revue française de sociologie*, vol. 46, n° 4, p. 841-870, 2005.
- Churchill, Winston, *Les grands contemporains*, Paris : Gallimard, 1939[1937].
- Clark, Christopher, *Preußen : Aufstieg und Niedergang 1600-1947*, Munich : Pantheon, 2006.
- , *Wilhelm II : Die Herrschaft des letzten deutschen Kaisers*, Munich : Pantheon, 2009.

- Colliot-Thélène, Catherine. *Max Weber et l'histoire*, Coll. Philosophies. Paris : PUF, 1990.
- , *Le désenchantement de l'État: de Hegel à Max Weber*, Paris : Édition de Minuit, Coll. Philosophie, 1999.
- , *Études wébériennes : rationalités, histoires, droits*, Paris : Presse universitaire de France, Coll. Pratiques théoriques, 2001.
- , « Préface », dans *Le savant et le politique*, Paris : La Découverte, 2003[1917].
- Compagnon, Antoine, *Le démon de la théorie : Littérature et sens commun*, Paris : Édition le seuil, Collection Points, 1998.
- Duran, Patrice, « Max Weber et la fabrique des hommes politiques : Une sociologie de la responsabilité », *Max Weber et le politique*, Patrice Duran et Hinnerk Bruhns (dir.), Paris, L.G.D.J., 2009a.
- Duran, Patrice, « Max Weber and the Making of Politicians: A Sociology of Political Responsibility », *Max Weber Studies*, Vol. 9, n°1, p, 51-93, 2009b.
- Edges, Chris, *Empire of Illusions: The End of Literacy And The Triumph Of Spectacle*, New York: Perseus, 2011.
- Eliaeson, Sven, « Between Ratio and Charisma — Max Weber's Views on Plebiscitary Leadership Democracy », *Statsvetenskaplig Tidskrift*, Vol.4, n°1, p. 317-339, 1990.
- Erasmus, Desiderius, *The Education of a Christian Prince*, Cambridge : Cambridge University Press, 1997.
- Fachenbach, Felix, « Der Revolutionär Kurt Eisner aus persönlichen Erlebnissen, *Das Felix Fechenbach Buch*, Arbon : Eichenverlag, 1936[1929]
- Fitzi, Gregor , « Sovereignty, legality and democracy: Politics in the work of Max Weber », *Max Weber Studies*, Vol. 9, n°1, p. 33-49, 2009.
- Foucault, Michel. *Surveiller et punir : Naissance de la prison*, Paris : Gallimard. 2004[1975].
- Fukuyama, Francis, *The End of History and the Last Man*, New York : The Free Press, 1992.
- Gadamer, Hans-Georg, *La philosophie herméneutique*, Paris : Presse universitaire de France, collection Épiméthée, 1996 [1993].
- Geiss, Imanuel, « The German Version of Imperialism, 1899-1914: Weltpolitik », dans *Escape into War ? The Foreign Policy of Imperial Germany*, Gregor Schöllgen (dir.), Oxford : St. Martin's Press, 1990, p. 105-120.
- Georg Lukàcs, *Die Zerstörung der Vernunft*, Berlin : Aufbau-Verlag, 1954.
- Goldmann, Harvey, *Max Weber and Thomas Mann : Calling and the Shaping of the Self*, Berkeley University of California Press, 1988.
- , *Politics, Death, and the Devil: Self and Power in Max Weber and Thomas Mann*, Berkeley : University of California Press, 1992.
- Grau, Bernhard, *Kurt Eisner, 1867-1919: Eine Biographie*, Munich : Beck, 2001.

- Green, Jeffrey Edward, « Max Weber and the Reinvention of Popular Power », *Max Weber Studies*, Vol. 8, n°2, p. 187-224, 2008.
- , *The Eyes of the People : Democracy in an Age of Spectatorship*, New York : Oxford University Press, 2010.
- Heidegger, Martin, *Being and Time*, Oxford : Blackwell Publishing, 2005 [1962].
- Hennis, Wilhelm, *Max Webers Fragestellung : Studien zur Biographie des Werk*, Tübingen : J.C.B. Mohr, 1987.
- , *Max Webers und Thydides*, Tübingen : J.C.B. Mohr, 2002.
- Hewitson, Mark, « The wilhelmine Regime and the Problem of Reform : German Debates about Modern Nation-States », dans *Wilhelminism and Its Legacies: German Modernities, Imperialism, and the Meanings of Reforms, 1890-1930*, Geoff Eley et James Retallack (dir.), Oxford : Berghahn Books, p.73-90, 2003.
- Hirsch, E.D.Jr., *Validity in Interpretation*, New Heaven : Yale University Press, 1967.
- Hobbes, Thomas, *Leviathan*, Bussière : Gallimard, Collection Folio Essais, 2007 [1651].
- Hopkins, Nicolas S., « Charisma and Responsibility : Max weber, Kurt Eisner, and the Bavarian Revolution of 1918 », *Max Weber Studies*, Vol. 7, n°2, p. 185-211, 2008.
- Hötzendorf, Conrad v., *Aus meiner Dienstzeit, 1906-1918*, Vol. IV, Vienne : Rikola Verlag, 1921.
- Kauffmann, Élizabeth, « Présentation », *Max Weber : Œuvres politiques 1895-1919*, Élizabeth Kauffmann (dir.), Paris : Édition Michel Albin, 2004.
- Kalinowski, Isabelle, « La voix de Max Weber et le charisme professoral, », *La science, profession et vocation*, Marseille : Agone, 2005.
- Kalyvas, Andreas, « Charismatic Politics and the Symbolic Foundations of Power in Max Weber », *New German Critique*, n°85 (édition spéciale), p.67-103, 1989.
- Kilker, Ernest, « Weber on Socialism, Bureaucracy, and Freedom », *Politics, Culture and Society*, Vol. 1, n°1, p.76-95, 1984.
- , « Max weber and Plebiscitarian Democracy : A Critique of the Mommsen Thesis », *Politics, Culture and Society*, Vol. 2, n°4, p.429-465, 1989.
- Kitchen, Martin, *The Silent Dictatorship*, London : Croom Helm, 1976.
- Kissinger, Henry, *Diplomacy*, New York : Simon & Schuster Paperbacks, 1994.
- Kundera, Milan, *Les testaments trahis*, Paris : Gallimard, 2000[1993].
- Lascoumes, Pierre, *Actualité de Max Weber pour la sociologie du droit*, Paris : L.G.D.J., 1995.
- Lepsius, Rainer M., *Interessen, Ideen, und Institutionen*, Wiesbaden : VS Verlag, 2009[1990].
- Loewenstein, Karl, *Max Weber's Political Ideas in the Perspective of Our Time*, Amherst : University of Massachusetts Press, 1966.

- Machiavel, Nicolas, *Le prince*, Saint-Amand : Gallimard, Coll. Folio classique, 2002 [1532].
- Madisson, Jame, Fedralist #55 : « The Total Number of the House of Representatives », *The Federalist Papers*, Pennsylvania State University publication, 2001[1788].
- Maley, Terry. *Democracy and the political in Max Weber's Thought*, Toronto : University of Toronto Press, 2011.
- Mann, Thomas, *Tagesbücher 1918-1921*, Peter de Menselssohn (dir.), Frankfurt : S. Fischer Verlag, 19179.
- Marx, Karl, *Der achtzehnte Brumaire des Louis Bonaparte*, Frankfurt am Main : Suhrkamp, 2007[1852].
- et Friedrich Engels, *Le manifeste du parti communiste*, Paris : Flammarion, 1998[1848].
- Maurias, Francois, *Bloc note*, Tome I : 1952-57, Paris : Édition du Seuil, 1993.
- McCulloch, Andrew, « Jesus Christ and Max Weber : Two Problems of Charisma », *Max Weber Studies*, Vol.5, n°1, p. 7-34, 2005.
- Michels, Robert, *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*. Paris : Flammarion, 1971[1911].
- Mill, John Stuart, « *Essays on Ethics, Religions and Society* », Collected Works of John Stuart Mill, Vol X, John M. Roboson (dir.). Toronto : University of Toronto Press, 1969.
- Mommsen, Wolfgang J., *Max Weber et la politique allemande 1890-1920*, Paris : Presse universitaire de France, Coll. Sociologies, 1985[1959].
- , *Der autiritäre Nationalstaat : Verfassung, Gesellschaft und Kulture des deutschen Kaiserreiches*, Frankfurt am Main : Fischer. 1990.
- , *Max Weber und die deutsche Politik 1890-1920*, Tübingen : Mohr Siebeck, 2004[1959].
- Montesquieu, *De l'esprit des lois*, Paris : Folio essais, 1995[1748].
- Mosca, Gaetano. *The Ruling Class*, New York : MacGraw-Hill : 1967.
- Nescke-Hentsche, Ada, *Les herméneutiques au seuil du XXIe siècle*, Francesco Gregorio, Catherine König-Pralong, Ada Nescke-Hentsche (dir.). Louvain-Paris : Peeters, 2004.
- Nietzsche, Friedrich. *Das fröhliche Wissenschaft*, Munich : Goldmann Verlag, 1987[1886].
- , *Also Sprach Zarathoustra*, Augsburg : Goldmann Verlag, 1992[1891].
- Palonen, Kari, « Max Weber, Parliamentarism and the Rhetorical Culture of Politics », *Max Weber Studies*, Vol.4, n°2, p. 273-292, 2004.
- Pareto, Vilfredo. *Mind and Society : A Treatise on General Sociology*, New York : Dover, 1935.
- Parsons, Talcott, *Politics and Social Structure*, New York : Free Press, 1969.
- Platon, *La République*, Paris : GF Flammarion, 2002.

- Robert, Tucker, « The Theory of Charismatic Leadership », *Daedalus*, vol. 97, n° 3, p. 731-56, 1968.
- Scaff, Lawrence A. *Fleeing the Iron Cage: Culture, Politics and Modernity in the Thought of Max Weber*. Berkeley: University of California Press, 1991.
- Skinner, Quentin, *The Foundations of Modern Political Thought*, Vol II, Cambridge : Cambridge University Press, 1978.
- Sontag, Raymond James, *European Diplomatic History : 1871-1932*, London : McGraw-Hill, 1995 [1961].
- Taylor, A.J.P., *The Struggle for Mastery in Europe : 1848-1918*, London : Oxford University Press, 1982 [1954].
- Thucydide, *La guerre du Péloponnèse*, Paris : Folio classique, 2000.
- Titunik, Regina F., « The Continuation of History : Max Weber on the Advent of a New Aristocracy », *The Journal of Politics*, Vol. 59, n°3, p. 880-700, 1997.
- , « Democracy, Domination, and Legitimacy in Max Weber's Political Thought », *Max Weber's Economy and Society : A Critical Companion*, Charles Camic, Philip Gorski et David Trubek (dir.), Stanford: Stanford University Press, 2005.
- Tucker, Robert, « The Theory of Charismatic Leadership », *Daedalus*, Vol. 97, n°3 p.731-756, 1968.
- Vincent, Jean-Marie. *Max Weber ou la démocratie inachevée*, Paris: Le Félin, Collection Le temps et les mots, 1998.
- Warburg, Eric M., *Aus meinen Aufzeichnungen*, New York : Augustin, 1952.
- Weber, Marianne. *Max Weber : A Biography*, New Brunswick (U.S.A) : Transaction Books, 1988[1926].
- , *Max Weber: Ein Lebensbild*, Munich : Piper, 1989[1926].
- Weil, Eric, *Philosophie politique*, Paris : Vrin, 1971.
- Weiss, Johannes, « Le charisme : aux frontières de la sociologie », *Théologiques*, Vol. 17, n°1, p. 15-32, 2009.
- Winke, Elke (dir.). *Max Weber et les relations ethniques : Du refus du biologisme racial à l'État multinational*. Saint-Nicolas : Les Presses de l'Université Laval, 2004.
- Winock, Michel, *Clemenceau*, Paris : Perrin, 2007.
- Wolin, Sheldon, *Politics and Vision*, London : Allen & Unwin, 1961.
- Wolpe, H, « The critical Analysis of some Aspects of Charisma », *The Sociological Review*, Vol. 16, n°3, p. 305-318, 1968.

